



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture
et du Développement rural

Rapport d'activité 2012

Mars 2013

SOMMAIRE

I.	LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'AGRICULTURE	I-1
	A. L'agriculture dans l'économie nationale en 2012.....	I-1
	B. L'année 2012 sur le plan agricole	I-4
	1. L'année 2012 sur le plan météorologique	I-4
	2. Les prix des produits agricoles en 2012.....	I-5
	3. Le revenu agricole en 2012	I-6
	C. Les structures de production de l'agriculture luxembourgeoise.....	I-6
	D. Les observations méthodologiques sur les statistiques économiques	I-8
	E. Les comptes économiques de l'agriculture (CEA); le revenu agricole en 2012 (résultats provisoires) et au cours des années précédentes (résultats définitifs)	I-9
	1. La production végétale	I-10
	2. La production animale	I-12
	3. Les activités secondaires non agricoles non séparables de l'activité agricole	I-14
	4. Les consommations intermédiaires.....	I-14
	5. La valeur ajoutée, le revenu des facteurs, le revenu net d'entreprise	I-14
	F. La situation économique des exploitations agricoles	I-24
	1. L'évolution à moyen terme des indicateurs économiques	I-24
	2. L'évolution à moyen terme du revenu agricole.....	I-27
II.	LES ACTIVITES DU SERVICE D'ECONOMIE RURALE (SER)	II-1
	A. La division des paiements directs	II-1
	B. La division de la comptabilité agricole, du conseil de gestion et de l'entraide agricoles.....	II-2
	C. La division des statistiques agricoles, des marchés agricoles et des relations extérieures.....	II-7
III.	L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC).....	III-1
	A. La PAC en 2012 : continuation des débats tout au long de l'année	III-1
	1. Le régime relatif aux paiements directs.....	III-1
	2. Le règlement relatif à la gestion des marchés ou à l'organisation commune des marchés uniques	III-2
	3. Le développement rural	III-2
	B. Les autres travaux du Conseil en 2012.....	III-5
	1. La stratégie de l'UE en matière de bien-être animal	III-5
	2. La réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole	III-5
	3. Le partenariat européen d'innovation	III-6
IV.	L'APPLICATION DE DIVERSES MESURES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG.....	IV-1
	A. Le régime de paiement unique	IV-1
	1. Les caractéristiques générales de son application au Grand-Duché de Luxembourg.....	IV-1

2. La valeur des DPU détenus et de la réserve nationale au 31 décembre 2012	IV-1
3. Le paiement de la prime pour l'année 2011	IV-2
4. Les opérations en matière de DPU au courant de l'année 2012	IV-2
a) Les transferts de droits	IV-2
b) L'allocation en faveur des jeunes producteurs	IV-3
c) La consolidation (« compression ») de DPU [article 18 du règlement (CE) no 1120/2009].....	IV-3
5. Le paiement de la prime pour l'année 2012	IV-4
B. La conditionnalité	IV-4
C. L'aide à la consommation électrique	IV-4
D. Le marché du lait et des produits laitiers.....	IV-5
1. L'évolution du marché et le cadre communautaire	IV-5
2. Le régime des quotas laitiers	IV-7
3. La situation structurelle du secteur laitier	IV-11
4. L'allocation de quantités de référence supplémentaires.....	IV-12
5. Le pool national.....	IV-13
6. Les transferts de quotas	IV-13
7. Le régime d'aide au lait scolaire.....	IV-14
8. Le régime d'aide au stockage privé de beurre.....	IV-14
9. Le régime d'aide aux personnes les plus démunies	IV-14
E. La section cheptel et viande	IV-15
1. Le contrôle de la classification du bétail de boucherie.....	IV-15
2. La formation des classificateurs et des agents chargés du contrôle.....	IV-16
3. Événement important en 2012	IV-16
F. L'indemnité compensatoire allouée aux producteurs des régions défavorisées...	IV-16
G. La prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel	IV-17
V. LE FINANCEMENT DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE	V-1
A. FEAGA	V-1
B. FEADER.....	V-2
VI. L'APPLICATION DE LA LOI CONCERNANT LE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT RURAL	VI-1
A. Les aides aux exploitations individuelles.....	VI-1
B. Les aides aux collectivités	VI-1
C. Le résumé des dépenses à charge du Fonds d'orientation économique et sociale au cours de l'exercice 2012	VI-8
D. La situation du Fonds d'orientation économique et sociale.....	VI-8
VII. LE DEVELOPPEMENT RURAL	VII-1
A. L'état actuel des Plans de Développement Communaux (PDC)	VII-1
B. La mise en œuvre des concepts de développement communal (PDC).....	VII-5
C. L'amélioration de la qualité de vie en milieu rural et la diversification de l'économie rurale (Titre III) dans le cadre de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural	VII-6
1. Les mesures du Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008	VII-6
2. Le bilan administratif et financier de l'exercice 2012 du Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008	VII-7
a) Les engagements en 2012	VII-7
b) Les paiements en 2012	VII-8

3. Le bilan administratif et financier du Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008	VII-8
a) Les engagements 2007 - 2012	VII-8
b) Les paiements 2007 - 2012	VII-9
D. Le concours international « Europäischer Dorferneuerungspreis »	VII-10
E. L'approche LEADER au Grand-Duché de Luxembourg	VII-11
1. Introduction	VII-11
2. L'approche LEADER 2007-2013	VII-12
a) Les GAL LEADER 2007-2013	VII-12
b) Le budget réservé à l'approche LEADER	VII-14
c) La gestion administrative	VII-14
d) Les projets LEADER 2007-2013	VII-14
e) Les activités des GAL	VII-15
3. LEADER 2014-2020	VII-17
F. Le réseau rural luxembourgeois	VII-17
1. Introduction	VII-17
2. Les missions	VII-18
3. Les actions	VII-18
a) Communication	VII-18
b) Formation	VII-18
c) Coordination	VII-19
d) LEADER	VII-19

VIII. LE REMEMBREMENT DES BIENS RURAUX..... VIII-1

A. Introduction	VIII-1
B. Les activités en 2012	VIII-1
1. Les opérations préparatoires à un projet de remembrement	VIII-1
2. Les travaux de relotissement parcellaire	VIII-2
a) L'ouverture des opérations	VIII-2
b) La classification des terres	VIII-2
c) L'étude d'impact	VIII-3
d) L'élaboration du projet de relotissement	VIII-3
e) Les opérations de nouvelles mensurations parcellaires et des tracés	VIII-3
f) La rédaction de l'acte de remembrement	VIII-4
3. Les travaux connexes au remembrement	VIII-4
4. La participation financière des propriétaires aux travaux connexes	VIII-4

IX. LES ACTIVITES DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES TECHNIQUES DE L'AGRICULTURE (ASTA) IX-1

A. La division du génie rural	IX-1
1. Les constructions rurales et les aides aux investissements	IX-1
a) Le conseil en bâtiments agricoles et l'élaboration de projets de constructions agricoles	IX-1
b) L'exécution de la loi agraire	IX-2
2. Les conduites d'eau	IX-4
3. Les bâtiments	IX-4
4. Le drainage de terres agricoles humides	IX-5
5. La voirie rurale et viticole	IX-5
6. Le développement rural	IX-5
7. La météorologie	IX-5
8. Le service agri-environnement	IX-6
a) L'exécution des contrôles officiels des pulvérisateurs agricoles, arboricoles et viticoles	IX-6
b) L'approbation de plans d'épandage	IX-7

c) Le programme agri-environnemental dans le cadre du règlement (CE) 1698/2005	IX-7
d) Les régimes d'aides pour la mise en œuvre de programmes de sauvegarde de la diversité biologique dans le cadre du règlement grand-ducal du 22 mars 2002.....	IX-9
9. Le service SIG	IX-9
a) Le système d'identification des parcelles agricoles	IX-10
b) La gestion de couches d'information géospatiales.....	IX-11
c) L'évaluation de la qualité des données, les analyses et la diffusion de données géospatiales.....	IX-12
B. La division agronomique.....	IX-12
1. La production animale.....	IX-12
a) Les données d'élevage.....	IX-12
b) Les marques nationales	IX-13
c) Le contrôle officiel des aliments pour animaux	IX-13
d) Les systèmes de qualité européens (AOP, IGP, STG)	IX-14
e) Les normes de commercialisation	IX-14
f) La promotion des produits agricoles.....	IX-15
g) La construction des stations d'élevage	IX-15
h) L'identification électronique des équidés	IX-15
i) Divers	IX-15
j) La comitologie	IX-16
2. La production végétale.....	IX-16
a) Le contrôle et la certification des semences	IX-16
b) Les essais variétaux et la liste nationale recommandée des variétés agricoles.....	IX-17
c) L'amélioration de la production fourragère.....	IX-18
d) La production de biomasse et de plantes énergétiques.....	IX-18
3. La protection des végétaux	IX-19
a) Le contrôle des plants de pommes de terre au laboratoire du service de la protection des végétaux.....	IX-19
b) Les contrôles phytosanitaires à l'importation	IX-21
c) Les contrôles phytosanitaires à l'exportation	IX-21
d) Les contrôles phytosanitaires effectués concernant la surveillance du territoire.....	IX-21
e) L'agrément des produits phytopharmaceutiques	IX-22
f) L'agriculture biologique.....	IX-22
4. Le service de l'horticulture.....	IX-25
a) L'engagement au niveau international	IX-25
b) Le service au niveau national	IX-26
c) L'apiculture et la Marque nationale du Miel.....	IX-26
5. Le service de la mutualité agricole	IX-27
C. La division des laboratoires de contrôle et d'essais	IX-28
1. Le service de pédologie	IX-28
a) Le laboratoire d'analyse des sols.....	IX-28
b) La cartographie des sols	IX-30
c) Les projets de recherche	IX-31
d) Autres activités	IX-33
2. Le service de chimie	IX-35
a) Les laboratoires du service de chimie.....	IX-35
3. Le service de microbiologie et de biochimie	IX-38
a) La station de contrôle des semences	IX-38
b) Les unités de microbiologie et de biochimie	IX-39
c) Les autres activités du service.....	IX-40
4. Le service de contrôle du lait cru.....	IX-40
5. La Marque Nationale des eaux-de-vie luxembourgeoises	XI-44

X.	L'ADMINISTRATION DES SERVICES VETERINAIRES (ASV).....	X-1
A.	La structure de l'ASV	X-2
B.	La situation sanitaire.....	X-3
1.	Le bulletin sanitaire 2012	X-3
2.	La peste porcine classique (PPC)	X-3
3.	Les encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST)	X-3
4.	Le virus de Schmallenberg.....	X-4
5.	La fièvre aphteuse	X-5
6.	La rage.....	X-5
7.	La tuberculose, la brucellose et la leucose bovine enzootique	X-6
8.	L'IBR	X-6
9.	La para-tuberculose	X-7
10.	La BVD	X-8
11.	La fièvre catarrhale ovine (FCO)	X-8
12.	La maladie d'Aujeszky	X-9
13.	L'influenza aviaire (peste aviaire - grippe aviaire).....	X-9
14.	La psittacose.....	X-9
15.	Les maladies des abeilles	X-10
16.	L'échinococcose.....	X-10
C.	La sécurité alimentaire.....	X-11
1.	Le contrôle des établissements.....	X-11
2.	Les prélèvements d'échantillons	X-14
3.	Le contrôle de l'étiquetage de la viande bovine.....	X-15
4.	La surveillance de la prévalence des salmonelles chez les volailles.....	X-15
5.	Les animaux de boucherie	X-15
D.	L'organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire (OSQCA)	X-16
E.	Les mouvements internationaux.....	X-19
1.	Les échanges, importations et exportations d'animaux vivants et de produits d'animaux	X-19
2.	Le package	X-22
a)	Le package en zones étrangères de bétail luxembourgeois	X-22
b)	Le package en territoire luxembourgeois de bétail étranger	X-22
F.	Le bien-être des animaux	X-22
G.	Le clos d'équarrissage.....	X-22
H.	Les règlements grand-ducaux entrés en vigueur en 2012	X-23
I.	Le Laboratoire de Médecine Vétérinaire (LMVE)	X-23
J.	Le contrôle des denrées alimentaires à base de viande	X-26
XI.	LA SYLVICULTURE	XI-1
A.	La certification des forêts	XI-1
1.	La certification FSC des forêts	XI-1
2.	La certification PEFC des forêts.....	XI-1
B.	La mise en œuvre du règlement européen FLEGT.....	XI-2
C.	La mise en œuvre d'une politique d'achat public de bois	XI-3
D.	Le suivi du Programme Forestier National.....	XI-4
E.	La gestion des peuplements résineux le long des cours d'eau	XI-4
F.	La lutte contre les espèces invasives.....	XI-4
G.	Le Service des forêts	XI-5
1.	L'aménagement forestier	XI-5
a)	Les travaux d'aménagement	XI-5
b)	Les modifications au niveau des instructions.....	XI-6
c)	Les modifications au niveau des applications INVAMEO et CONCOP	XI-6
d)	Les inventaires forestiers d'aménagement	XI-6
2.	La cartographie d'aptitude stationnelle.....	XI-7

3. Les travaux en relation avec le deuxième passage de	
l'Inventaire Forestier national (IFL2)	XI-7
a) La collaboration avec l'ULG	XI-7
b) Sur la plan international	XI-7
c) L'IFL2 et la biodiversité	XI-8
d) L'IFL2 et la forêt privée	XI-8
4. GSE-LUX-FM	XI-8
5. Le réseau des réserves forestières intégrales	XI-8
a) Les travaux réalisés dans les réserves forestières intégrales	XI-8
b) Fortgang des forstlichen Monitorings	XI-9
b) Autres activités dans le domaine des réserves naturelles	XI-9
6. Le suivi de l'état phytosanitaire des forêts	XI-9
7. Le projet de conservation et d'amélioration génétique de différentes essences forestières disséminées ou menacées de disparition	XI-10
8. Le matériel forestier de reproduction	XI-11
9. Le bois-énergie	XI-11
10. Les dispositifs de contrôle de la pression du grand gibier en milieu forestier	XI-11
11. Les données sur le patrimoine historique et culturel en forêt	XI-12
12. Les arbres remarquables	XI-12
H. Les arrondissements	XI-13
1. L'Arrondissement centre-est	XI-13
a) L'exploitation des coupes, bois de chablis et ventes de bois	XI-13
b) Les régénérations et plantations	XI-13
c) Les travaux d'amélioration (dégagement, nettoyage, éclaircies)	XI-13
d) Les pépinières	XI-13
e) Les infrastructures et la voirie	XI-13
f) L'état sanitaire des forêts	XI-14
g) La gestion des dossiers de subvention pour travaux forestiers	XI-14
h) Les dégâts de gibier	XI-14
i) Les protections contre le gibier	XI-14
2. L'Arrondissement centre-ouest	XI-15
a) L'exploitation des coupes, le bois de chablis et les ventes de bois	XI-15
b) Les régénérations et plantations	XI-15
c) Les travaux d'amélioration (dégagement, nettoyage, éclaircies)	XI-15
d) Les pépinières	XI-15
e) Les infrastructures et la voirie	XI-15
f) L'état sanitaire des forêts	XI-15
g) La gestion des dossiers de subvention pour travaux forestiers	XI-16
h) Les dégâts de gibier	XI-16
i) Les protections contre le gibier	XI-16
3. L'Arrondissement est	XI-16
a) L'exploitation des coupes, le bois de chablis et les ventes de bois	XI-16
b) Les régénérations et plantations	XI-17
c) Les travaux d'amélioration (dégagement, nettoyage, éclaircies)	XI-17
d) Les pépinières	XI-17
e) Les infrastructures et la voirie	XI-17
f) L'état sanitaire des forêts	XI-17
g) La gestion des dossiers de subvention pour travaux forestiers	XI-17
h) Les dégâts de gibier	XI-18
i) Les protections contre le gibier	XI-18
4. L'Arrondissement nord	XI-18
a) L'exploitation des coupes, le bois de chablis et les ventes de bois	XI-18
b) Les régénérations et plantations	XI-19
c) Les travaux d'amélioration (dégagement, nettoyage, éclaircies)	XI-19
d) Les pépinières	XI-19
e) Les infrastructures et la voirie	XI-19

f) L'état sanitaire des forêts.....	XI-20
g) La gestion des dossiers de subvention pour travaux forestiers.....	XI-20
h) Les dégâts de gibier	XI-21
i) Les protections contre le gibier	XI-21
5. L'Arrondissement sud	XI-21
a) L'exploitation des coupes, le bois de chablis et les ventes de bois	XI-21
b) Les régénération et plantations	XI-22
c) Les travaux d'amélioration (dégagement, nettoyage, éclaircies).....	XI-22
d) Les pépinières	XI-22
e) Les infrastructures et la voirie.....	XI-22
f) L'état sanitaire des forêts.....	XI-22
g) La gestion des dossiers de subvention pour travaux forestiers.....	XI-22

XII. LA VITICULTURE LUXEMBOURGEOISE.....XII-1

A. L'année viticole 2012	XII-1
B. Le marché du vin 2011/2012	XII-2
1. Les importations	XII-2
2. Les exportations de produits viticoles indigènes	XII-2
3. Les réexportations.....	XII-3
4. Les stocks de vin indigène au 31 juillet 2012	XII-3
5. La vente de vins à l'intérieur du pays	XII-3
C. La section viticulture	XII-3
1. Le site internet de l'Institut viti-vinicole (IVV) (www.weinbauinstitut.lu)	XII-3
2. La formation continue et la vulgarisation	XII-4
3. Les essais viticoles	XII-4
4. Le suivi de l'évolution de la vigne	XII-5
5. Le conseil viticole et réglementaire	XII-6
6. La mise en place du système de prévision pour le mildiou de la vigne « Vitimeteo Plasmopora »	XII-6
7. Les contrôles des pépinières.....	XII-6
8. Les projets de recherche viticoles	XII-6
9. La gestion du système d'identification des parcelles viticoles (FLIK).....	XII-8
10. La mise en place de la conditionnalité et d'un catalogue de sanctions	XII-8
11. Le recensement viticole et le casier viticole	XII-9
12. La prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage dans les vignobles ..	XII-10
13. L'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles	XII-10
14. L'aide pour la lutte biologique contre le ver de la grappe	XII-11
D. La structure du vignoble luxembourgeois	XII-11
1. La superficie du vignoble et le nombre des exploitations	XII-11
2. Le nombre d'exploitations et la superficie viticole totale par classe de grandeur en 2012.....	XII-12
3. L'âge des chefs d'exploitation en 2012	XII-13
4. La répartition de la superficie	XII-13
5. Les différents modes de mécanisation, de conduite et de travail en 2012.....	XII-13
6. Les exploitations et les parcelles par localité viticole en 2012	XII-14
E. Le laboratoire de l'Institut viti-vinicole	XII-15
F. Le département de l'œnologie-microbiologie	XII-16
1. La vinification de différents cépages rouges	XII-16
2. Les procédés de démalication des moûts	XII-17
3. L'impact de la régulation du rendement sur le goût et la qualité d'un vin.....	XII-18
G. La viticulture dans l'Union Européenne.....	XII-19
H. L'appellation d'origine protégée – Moselle luxembourgeoise (AOP)	XII-19
1. L'évolution de la marque nationale : Réformes et innovations	XII-19
a) Dans le domaine de produits de qualité.....	XII-19
b) Dans le domaine de l'administration et des services.....	XII-20
c) Les activités auxiliaires	XII-23

I. Les activités du Fonds de solidarité viticole en 2012	XII-23
1. La Commission de Promotion	XII-25
a) Les relations publiques (RP).....	XII-25
b) Le marketing événementiel.....	XII-25
c) Les campagnes de promotion	XII-27
2. La Commission technique	XII-29

- Statistiques agricoles
- Statistiques viticoles

I. LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'AGRICULTURE

A. L'agriculture dans l'économie nationale en 2012

Le Luxembourg se caractérise par un niveau d'activité économique élevé par habitant. Ainsi le produit intérieur brut (PIB) par habitant s'élève au Luxembourg en 2011 à 83.000 €/habitant, alors qu'il est de 25.000 €/habitant en moyenne dans l'UE à 27. La zone euro s'est installée dans une récession. Selon le STATEC (note de conjoncture 3/2012), le PIB à prix constants a augmenté de 1,7% en 2011 et de 0,5% en 2012 et les perspectives de croissance ne sont guère meilleures (+1,0% pour 2013). Le secteur financier apparaît moins impacté par le récent ralentissement conjoncturel, alors que l'industrie et la construction montrent une tendance à la baisse depuis 2011.

En 2012, l'inflation reste relativement élevée en Europe et au Luxembourg (2,7%) ce qui est lié à la contribution encore notable de la hausse des prix de l'énergie cette année. Il est difficile de discerner un véritable ralentissement sur la partie hors énergie, alors que le contexte économique nettement dégradé plaiderait pour une telle évolution. Ceci est notamment lié au fait que certaines mesures visant à limiter les déséquilibres budgétaires (hausse des taxes et des prix administrés) ont temporairement un impact à la hausse sur les prix à la consommation.

Le coût salarial nominal moyen progresse à un rythme historiquement faible en dessous de 2%, le pouvoir d'achat salarial accuse une dégradation. Néanmoins les salaires élevés au Luxembourg par rapport aux régions limitrophes voisines continuent à attirer de nombreux frontaliers et personnes étrangères vers le marché de l'emploi au Luxembourg.

Le Luxembourg, à l'inverse de l'ensemble de la zone euro, a continué à créer des emplois tout au long des dernières années. Ainsi l'emploi total intérieur augmente de 2,2% en 2012, mais le rythme de création d'emplois diminue (perspective de création d'emplois de 1,3% pour 2013). Le taux de chômage augmente et devrait s'établir en moyenne à 6,1% en 2012 et à 6,5% en 2013.

L'analyse des chiffres par branche d'activité de la comptabilité nationale établie par le STATEC permet de fournir des indications sur l'importance relative de l'agriculture dans l'économie. Dans l'analyse par branches d'activité, l'agriculture est regroupée avec la chasse, la sylviculture, la pêche et l'aquaculture (sections A et B de la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE)).

Le tableau 1 fournit quelques indicateurs permettant de décrire l'importance de l'agriculture dans l'économie nationale.

En 2011, la valeur ajoutée brute aux prix de base du secteur primaire s'élève à 129,5 millions d'euros alors que celle de l'ensemble de l'économie s'élève à 38,6 milliards d'euros. Le secteur primaire ne représente donc que 0,3% de l'ensemble de l'économie en termes de valeur ajoutée brute. La part de l'agriculture dans l'économie est stable au cours des dernières années mais se situe à un niveau très bas. Le secteur des activités financières, immobilier et location et services aux entreprises assure à lui seul la moitié de la valeur ajoutée brute au prix de base de l'économie.

La part de la main-d'œuvre agricole dans l'emploi total se situe en 2011 à 1%. Ce pourcentage a longtemps évolué à la baisse mais est stable au cours des dernières années. Sous l'effet de la crise, l'emploi intérieur total de l'ensemble de l'économie augmente moins vite qu'auparavant. L'emploi agricole par contre, qui a diminué

pendant des décennies suite à la rationalisation et à la restructuration du secteur agricole, s'est stabilisé ces dernières années. Les chiffres relatifs à l'emploi en agriculture et à l'emploi intérieur total ne sont pas entièrement comparables, puisque la population agricole active est exprimée en unités de travail annuel (UTA) correspondant à des unités de travail à temps plein, alors que cette conversion n'est pas effectuée pour l'emploi total.

La part de l'agriculture dans la formation brute de capital fixe de l'économie donne une indication sur l'investissement en agriculture d'une part et dans l'ensemble de l'économie d'autre part. Cette part est avec 1,6% en 2011 relativement élevée par rapport à l'importance du secteur agricole en termes de valeur ajoutée brute.

La balance commerciale en produits agro-alimentaires de l'économie luxembourgeoise accuse un solde négatif (voir tableau 2). La part des produits alimentaires et animaux vivants dans les exportations totales de produits s'élève en 2012 (chiffres provisoires) à 6,6%, alors que pour les importations de ce mêmes catégories de produits, ce pourcentage est de 7,6%. La balance commerciale du Luxembourg est excédentaire pour les animaux vivants, légèrement déficitaire pour les produits laitiers et œufs et nettement déficitaire pour les autres divisions du groupe « produits alimentaires et animaux vivants ». Le secteur de la transformation des produits agricoles est axé au Luxembourg sur un nombre restreint de produits provenant principalement de l'agriculture indigène. Vu la petite taille du territoire, il ne peut pas couvrir une gamme très large de produits. Le déficit de la balance commerciale en produits alimentaires et animaux vivants s'explique principalement par l'absence de production de produits de base et de transformation en produits alimentaires pour bon nombre de produits.

Cependant les indicateurs analysés ci-dessus ne donnent qu'une image incomplète du rôle de l'agriculture dans l'économie. Le secteur agricole primaire est en effet fortement imbriqué dans l'activité des secteurs situés en amont (fournisseurs de biens de consommation et d'équipement pour l'agriculture, prestataires de services à l'agriculture) et en aval (industries et artisanat de l'agro-alimentaire) dont il est soit le pourvoyeur de matières premières, soit le principal client. Or l'importance du secteur agroalimentaire au sens large (tant en amont qu'en aval de l'agriculture) est loin d'être négligeable dans l'économie luxembourgeoise. D'après une étude de la Fachhochschule Südwestfalen, le « cluster Agribusiness », qui comprend outre la production agricole primaire la production alimentaire, le commerce de produits alimentaires, la gastronomie ainsi que le commerce et les prestations de service en amont de l'agriculture, occupait en 2008 12% de la population active et représentait 8,4% de la valeur de la production en Allemagne.

L'agriculture assure un rôle-clé en matière d'approvisionnement du pays en denrées alimentaires. Il ressort clairement des discussions au sujet de la sécurité de cet approvisionnement à la suite de la flambée des cours des matières premières agricoles fin 2007 et début 2008 que cette fonction doit également être assurée à l'avenir. Il convient également de relever le rôle social, écologique et d'occupation du territoire de l'agriculture multifonctionnelle et durable prônée au Luxembourg. Par ailleurs l'agriculture est un des rares secteurs à contribuer déjà actuellement à la production d'énergie renouvelable au Luxembourg. Les indicateurs économiques analysés ci-dessus ne permettent pas de rendre compte des prestations de l'agriculture sur le plan de l'environnement, de la qualité du paysage, du maintien et de la diversification des activités en milieu rural. La quantification de ces fonctions au moyen de processus de certification des modes de production agricoles vise à ce que les services rendus soient honorés par les consommateurs au moment de l'achat des produits alimentaires. Par ailleurs, ces fonctions sont prises en compte au niveau de la politique agricole par l'aménagement d'un système de paiements alloués en contrepartie des services rendus

sur le plan de l'environnement, de la qualité du paysage et de maintien des activités en milieu rural.

Tableau 1: Importance de l'agriculture dans l'économie luxembourgeoise
(source: STATEC)

		1995	2000	2005	2009	2010	2011
	valeur ajoutée brute aux prix de base de en mio €:						
1	-de l'agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	140,6	134,3	120,5	97,1	109,6	129,5
2	-totale	13 673	19 621	27 060	32 387	36 145	38 576
3	-part de l'agriculture dans la v.a.b. au prix de base en %	1,0	0,7	0,4	0,3	0,3	0,3
4	population active agricole (milliers UTA)	4,9	4,3	4,0	3,6	3,7	3,7
5	emploi total (concept intérieur) (milliers de personnes)	215,5	263,8	307,8	353,4	359,7	370,1
6	part de population active agricole dans l'emploi total*	2,3	1,6	1,3	1,0	1,0	1,0
7	formation brute de capital fixe en agriculture (mio €)	50,9	62,3	96,7	123,7	129,9	129,9
8	formation brute de capital fixe dans l'économie (mio €)	2 999,9	4 567,6	6 180,8	6 858,6	7 348,4	8 097,2
9	part de l'agriculture dans la f.b.c.f. de l'économie en %	1,7	1,4	1,6	1,8	1,8	1,6

*la population active agricole est exprimée en UTA, alors que l'emploi total est exprimé en personnes;
une comparaison exacte des deux populations n'est donc pas possible

Tableau 2 : Commerce extérieur de produits alimentaires et animaux vivants unité: mio €
(source STATEC)

exportations

CTCI	Divisions	1998	2000	2005	2010	2011	2012*
00	Animaux vivants	30,8	33,5	24,7	33,9	44,2	44,1
01	Viandes et préparations de viande	24,5	31,2	22,8	29,9	33,9	32,2
02	Produits laitiers et œufs d'oiseaux	86,0	90,4	178,3	280,9	294,5	320,2
03	Poissons, crustacés, mollusques	10,7	16,3	13,9	14,2	13,6	9,8
04	Céréales et préparations de céréales	28,9	35,2	41,6	63,9	70,1	84,4
05	Légumes et fruits	51,2	68,7	129,1	157,9	138,1	116,9
06	Sucres, préparations de sucre et miel	0,3	0,9	1,5	1,3	2,8	2,4
07	Café, thé, cacao, épices	37,2	25,2	30,8	35,7	55,6	54,9
08	Nourriture pour animaux	2,9	3,0	6,4	12,6	18,3	17,5
09	Produits et préparations alimentaires divers	20,7	22,7	31,5	41,4	46,7	51,1
0	Produits alimentaires et animaux vivants	293,2	326,9	480,9	671,6	717,7	733,4
	tous les groupes de produits	7 222,3	8 497,6	10 319,4	10 785,4	12 063,6	11 068,9
	part relative en% des produits alimentaires et animaux vivants dans les exportations totales de produits	4,1	3,7	4,7	6,2	5,9	6,6

* provisoire

importations

CTCI	Divisions	1998	2000	2005	2010	2011	2012*
00	Animaux vivants	12,6	18,4	13,4	12,5	13,2	14,7
01	Viandes et préparations de viande	115,7	118,2	136,1	163,8	176,8	179,3
02	Produits laitiers et oeufs d'oiseaux	90,0	95,4	199,2	315,5	323,9	351,8
03	Poissons, crustacés, mollusques	60,8	64,8	68,7	82,8	85,9	84,8
04	Céréales et préparations de céréales	76,3	72,9	96,8	124,3	142,5	150,5
05	Légumes et fruits	143,5	173,8	256,6	324,8	296,1	290,0
06	Sucres, préparations de sucre et miel	20,1	20,9	23,9	26,1	27,2	27,8
07	Café, thé, cacao, épices	100,0	91,0	126,4	150,4	175,2	172,1
08	Nourriture pour animaux	30,5	34,6	41,0	58,3	65,4	70,1
09	Produits et préparations alimentaires divers	44,6	45,8	68,7	83,0	87,8	89,0
0	Produits alimentaires et animaux vivants	694,3	735,8	1 030,7	1 341,5	1 394,0	1 430,3
	tous les groupes de produits	9 735,6	11 632,8	14 187,1	16 421,7	18 896,6	18 923,0
	part relative en% des produits alimentaires et animaux vivants dans les importations totales de produits	7,1	6,3	7,3	8,2	7,4	7,6

* provisoire

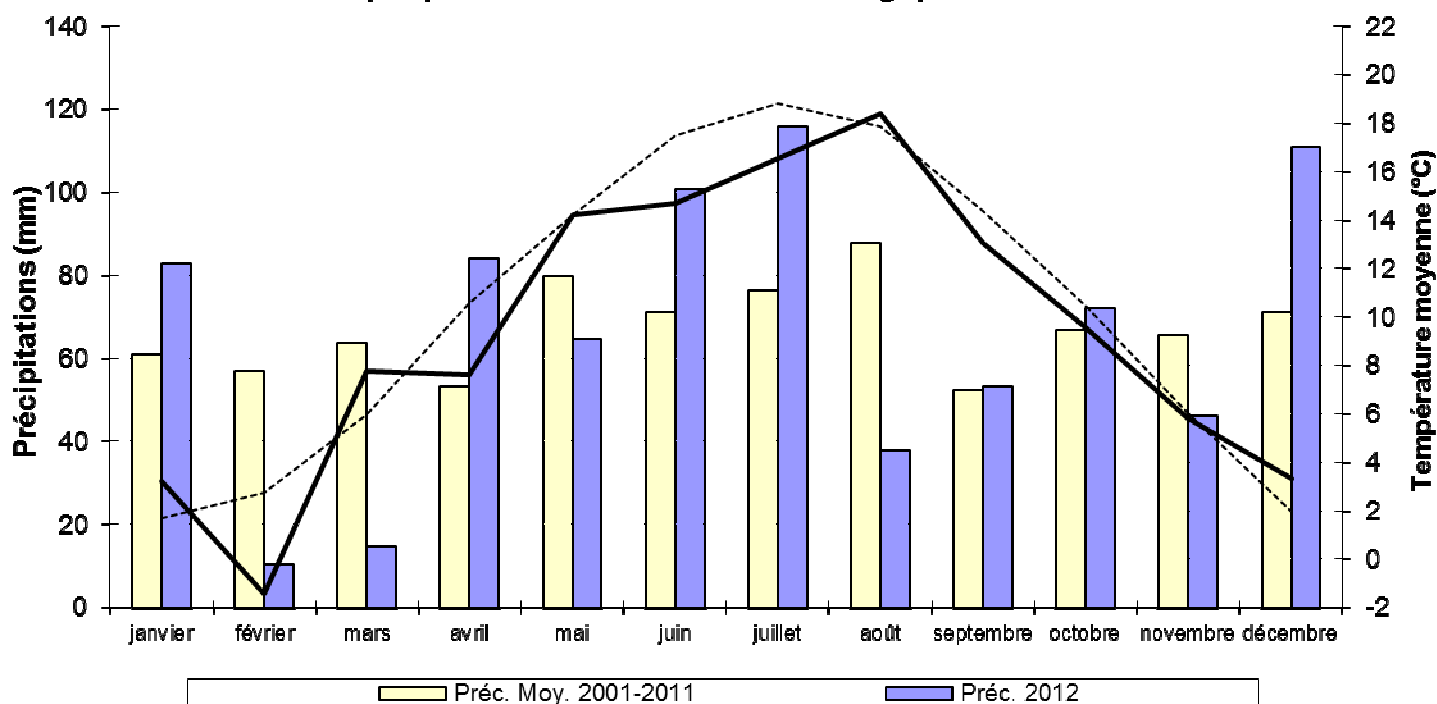
B. L'année 2012 sur le plan agricole

L'année 2012 a été particulièrement humide au cours d'une grande partie de la période de végétation. Ceci a eu un impact négatif sur les quantités et surtout la qualité des récoltes de 2012. Dans l'ensemble, les prix des produits végétaux et des animaux ont évolué positivement au cours de l'année 2012. Le prix du lait au producteur a par contre connu au cours de l'été un bas niveau avec moins de 30 ct/kg. Les prix des entrants agricoles ont également évolué à la hausse. Globalement, le revenu agricole a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente.

1. L'année 2012 sur le plan météorologique

La situation météorologique au cours de l'automne 2011 a permis le semis des cultures d'hiver de l'année culturale 2011/12 dans de bonnes conditions. En février 2012, les gelées ont causé des dégâts sur les cultures d'hiver rendant nécessaire localement le resemis de certaines parcelles d'escourgeon, de blé d'hiver et de colza. Au printemps, les conditions météorologiques étaient relativement sèches ce qui a conduit à une situation de stress pour certaines cultures, principalement les céréales de printemps fraîchement semées. Les conditions humides au moment du semis et du développement juvénile du maïs ont affecté négativement cette culture qui a connu des rendements très variables. Les conditions humides qui ont prévalu au cours des mois d'avril à juillet ont affecté négativement les quantités et surtout la qualité de la récolte de plantes fourragères, céréales, pommes de terre et vin. Le taux de pression élevé des maladies a rendu nécessaire de nombreux traitements contre les maladies des végétaux. Les conditions météorologiques n'ont pas entravé le déroulement normal des récoltes de céréales, maïs, pommes de terre et vin.

Graphique: Les conditions météorologiques de l'année 2012



2. Les prix des produits agricoles en 2012

Les indices des prix agricoles output et input renseignent sur l'évolution des prix à la production des produits agricoles respectivement des prix d'achat des moyens de production agricoles. Tous les produits agricoles sont pris en compte lors du calcul de l'indice des prix des produits agricoles (indice output) avec leur pondération (valeur de production du produit en question au cours de l'année de base). Il en est de même pour l'indice des prix des moyens de production agricoles (indice input). L'année de base (indice =100) est actuellement l'année 2005.

L'indice des prix des produits agricoles se situe en 2012 à 122,5 points (2005=100) et augmente de 5,0% par rapport à l'année précédente. Une évolution positive par rapport à l'année précédente est à noter pour les produits végétaux céréales (+20,8%), les oléagineux (+19,9%) et les animaux (+11,6%). Seul le lait connaît un recul de prix (-6%) par rapport à l'année précédente. Après la chute drastique des prix en 2009, ceux-ci se sont progressivement redressés et les prix agricoles nominaux (c-à-d. non déflatés) atteignent en 2012 un niveau historique supérieur à celui des années 2007 et 2008 où une flambée des prix alimentaires et agricoles s'était produite.

Toutefois, cette augmentation des prix des produits agricoles est accompagnée par une hausse des biens et services utilisés en agriculture, que ce soient les biens et services de consommation courante ou les biens d'investissement.

L'indice des prix des biens et services de consommation courante (indice input 1) augmente de 5,8% en 2012 pour se situer à 139,5 points en base 2005=100. Des augmentations importantes sont notées pour les carburants (+11,6%) et les aliments pour animaux (+14,3%).

L'indice des prix des biens et services contribuant aux investissements agricoles (indice input 2) se situe à 120 points en base 2005=100, soit une augmentation de 2,6% par rapport à l'année précédente.

Globalement, l'indice input total (input 1 + input 2) se situe à 130,6 points et augmente de 4,4% par rapport à 2011.

Les termes de l'échange de l'agriculture (rapport entre l'indice output et l'indice input) se sont améliorés légèrement en 2012 par rapport à 2011 (+0,6%).

L'augmentation des prix des produits agricoles a donc été plus forte que celle des prix des moyens de production agricoles. Toutefois, les termes de l'échange se situent au niveau de 93,8 points dans la base 2005=100. La dégradation des termes de l'échange constatée sur le moyen et le long terme a été arrêtée au cours des 3 dernières années.

3. Le revenu agricole en 2012

Selon les premières estimations le revenu agricole par unité de main d'œuvre non rémunérée (=main d'œuvre familiale) calculé au niveau du réseau de comptabilités agricoles RICA augmente de 2% en 2012 par rapport à 2011.

C. Les structures de production de l'agriculture luxembourgeoise

Le STATEC effectue chaque année un recensement auprès des exploitations agricoles qui porte sur les principales caractéristiques structurelles des exploitations. En 2007, une réorganisation de ce recensement a eu lieu. Seules les données relatives à la main d'œuvre agricole, aux machines et bâtiments agricoles, aux autres activités des exploitations agricoles et les informations complémentaires sont recensées par le STATEC. Les données relatives à l'utilisation de la surface agricole et aux cheptels détenus par contre sont mises à disposition du STATEC par le SER. Ces données proviennent des formulaires remplis annuellement par les agriculteurs dans le cadre des régimes d'aide au revenu des exploitants agricoles.

En 2010 a eu lieu une enquête sur les méthodes de production agricole auprès des exploitations agricoles. Les résultats de cette enquête seront disponibles au cours de l'année 2013. Les résultats de ce recensement permettent de suivre le mouvement de concentration qui s'opère en agriculture : le nombre d'exploitations et la main-d'œuvre agricole diminuent alors que la surface agricole totale utilisée reste plus ou moins stable. Les exploitations augmentent donc leur étendue. Parallèlement les exploitations se spécialisent, c'est-à-dire que le nombre de spéculations pratiquées par exploitation diminue.

Les principales données relatives à l'évolution des structures de l'agriculture luxembourgeoise sont fournies dans les tableaux 1 à 14 de l'annexe « Statistiques agricoles » du présent rapport d'activité.

Le nombre total d'exploitations passe de 2.175 exploitations en 2011 à 2.137 en 2012, soit une diminution de 1,75%. La surface agricole utilisée reste relativement stable en 2012 par rapport à 2011 et passe de 131.330 ha à 131.492 ha. La superficie moyenne des exploitations agricoles, viticoles et horticolas est donc de 61,53 ha. La surface agricole utilisée moyenne des exploitations agricoles du réseau de comptabilité agricole RICA (uniquement exploitations agricoles professionnelles (sans viticulture et horticulture)) se situe en 2011 à 91,9 ha. La surface moyenne des parcelles culturales est de l'ordre de 2 ha en 2012.

La surface agricole utile se répartit entre terres arables (47,6%), prairies et pâturages (51,2%), vignobles et autres terres de culture (1,2%).

Le cheptel est composé essentiellement de bovins et dans une moindre mesure de porcins, volaille et autres animaux. Exprimé en UGB (unité de gros bétail), le cheptel

bovin représente plus que 83% de l'ensemble des cheptels, ce qui illustre sa prédominance.

Après un redressement du cheptel bovin observé entre 2007 et 2010, une réduction de 6.295 animaux s'est produite en 2011 par rapport à l'année précédente, entre autres à cause de la sécheresse en printemps et des prix intéressants sur le marché du bétail de boucherie. Cette baisse du cheptel bovin continue en 2012 qui s'élève à 188.473 têtes au 1^{er} avril 2012. Le cheptel bovin se compose du cheptel laitier, du cheptel allaitant et des bovins à l'engraissement. Le cheptel laitier est majoritaire mais son importance relative a diminué continuellement au cours des deux dernières décennies suite à l'effet combiné de la limitation de la production laitière et de l'augmentation du rendement laitier par vache. Ce mouvement a été interrompu entre 2007 et 2011 suite à une augmentation linéaire des quotas laitiers. Le cheptel laitier revient au nombre de 43.436 animaux en 2012. Le troupeau de vaches allaitantes diminue aussi par rapport à l'année précédente et atteint 30.501 vaches. Les parts relatives des cheptels laitier et allaitant dans le troupeau reproducteur s'élèvent à 58,7 et 41,3% en 2012. En 2012, 756 exploitations étaient actives dans la production laitière et détenaient un quota moyen de 383.108 kg.

Les chiffres sur le cheptel porcin sont à voir en relation avec la situation conjoncturelle dans ce secteur. Après une phase croissante de 2002 à 2005, le cheptel se trouvait en phase décroissante jusqu'en 2009. Depuis 2010 on observe de nouveau un changement de tendance : en 2012 le nombre de porcins passe à 90.023 animaux, soit une augmentation de 865 animaux par rapport à 2011. Il convient toutefois de distinguer entre le cheptel reproducteur et le cheptel des porcs à l'engrais. Le cheptel reproducteur diminue fortement en 2011, après une phase relativement stable entre 2007 et 2010. Le cheptel porcin reproducteur ne compte en 2012 que 6.259 animaux par rapport à 6.949 animaux en 2011. Le cheptel des porcs destinés à l'engraissement (>30kg) augmente et atteint 53.705 animaux. On constate donc un remplacement dans certaines exploitations de l'élevage par l'engraissement.

Les données sur la classification des exploitations en orientations technico-économiques (OTE) montrent les résultats suivants pour l'année 2012 : l'orientation technico-économique « herbivores », qui regroupe les exploitations spécialisées dans les productions bovines lait et viande bovine, représente 63,9% des exploitations en 2012. Ces productions permettent de valoriser au mieux les prairies et pâturages naturellement dominants conformément aux conditions climatiques et pédologiques du territoire luxembourgeois. La grande majorité de ces exploitations s'est spécialisée dans la production laitière ou pratique à la fois les productions laitière et de viande. Relativement peu d'exploitations sont spécialisées uniquement en production de viande bovine, cette catégorie ayant toutefois connu un développement au cours des dernières années. Les autres orientations technico-économiques sont : viticulture (16,4%), exploitations agricoles mixtes (9,1%), exploitations spécialisées en grandes cultures (8,0%), exploitations spécialisées avec porcins et granivores (1,4%) et horticulture (1,3%).

La taille économique des exploitations, mesurée à l'aide du produit standard des exploitations, varie largement entre les différentes orientations technico-économiques et, à l'intérieur des orientations technico-économiques, entre exploitations individuelles. Ce sont les exploitations des orientations « productions animales hors sol » et « polyélevage » qui ont en moyenne la dimension économique la plus élevée, suivies de celles des orientations « herbivores » et « viticulture ». Les exploitations des autres orientations (polyculture, exploitations mixtes, grandes cultures) disposent en moyenne de dimensions beaucoup plus restreintes, ce qui s'explique par une forte proportion d'agriculteurs sans successeur ou à titre accessoire dans ces orientations.

La main-d'œuvre agricole est exprimée en unités de travail année (UTA). Une unité de travail année correspond à une personne occupée à plein temps en agriculture. Les personnes occupées seulement partiellement en agriculture sont converties en personnes à plein temps sur base du nombre d'heures ou jours prestés annuellement en agriculture. La conversion se fait au moyen de la relation 1 UTA = 2.200 heures.

D'après les chiffres provisoires du recensement agricole de 2012, la main-d'œuvre agricole totale s'élève à 3.827 UTA. Celle-ci se compose de 2.927 UTA de main-d'œuvre agricole familiale (non salariée) et de 900 UTA de main-d'œuvre salariée. L'augmentation de la main-d'œuvre en agriculture est de 4,33% en 2012 par rapport à 2011.

D. Les observations méthodologiques sur les statistiques économiques

Aux chapitres I.E. et I.F. sont présentées les séries statistiques d'indicateurs économiques de l'activité agricole issues des deux bases de données se rapportant à l'agriculture, à savoir les comptes économiques de l'agriculture (CEA) et le réseau d'information comptable agricole (RICA).

Les CEA donnent une description chiffrée de la situation économique du secteur agricole pris globalement. Les données de la statistique agricole de base (statistique de la production, statistiques des prix) servent à l'élaboration des comptes économiques de l'agriculture.

La méthodologie des comptes économiques de l'agriculture est définie par EUROSTAT et est uniforme pour tous les Etats membres de l'Union Européenne. Elle a été soumise à une révision en 1997 pour la rendre compatible avec celle des comptes nationaux appelés SEC95. La description détaillée de la méthodologie est consignée dans le règlement (CE) n°138/2004 du Parlement européen et du Conseil du 5 décembre 2003 relatif aux comptes économiques de l'agriculture dans la Communauté.

Les CEA constituent un outil essentiel pour apprécier et analyser l'évolution globale de la situation économique du secteur agricole. Les CEA ne se prêtent cependant ni à l'analyse des résultats économiques au niveau des exploitations individuelles (pour ce faire il faut se reporter aux résultats du réseau de comptabilité d'exploitations agricoles) ni à la comparaison du revenu entre les différents secteurs de l'économie nationale.

Le réseau d'information comptable agricole RICA prévu par le règlement (CE) n°1217/2009 du Conseil du 30 novembre 2009 portant création d'un réseau d'information comptable agricole sur les revenus et l'économie des exploitations agricoles dans la Communauté européenne, a pour but de recueillir au niveau de l'UE les données comptables des exploitations agricoles nécessaires pour la constatation annuelle des revenus des exploitations et l'analyse du fonctionnement économique des exploitations agricoles. Au Luxembourg le réseau RICA est géré par le SER. L'échantillon RICA est établi sur base des exploitations tenant une comptabilité auprès du SER ou d'Agrigestion.

L'échantillon des entreprises comptables est stratifié en fonction de l'orientation technico-économique (OTE) et de la dimension économique des exploitations. Il ne prend en compte que les exploitations de taille supérieure à un seuil de dimension économique minimale. Exprimé en marge brute standard totale de l'exploitation, ce seuil se situe à 9.600 euros. Seules les entreprises avec une marge brute standard supérieure à 9.600 euros sont donc prises en compte dans le réseau de comptabilité du RICA.

Le calcul des valeurs moyennes est effectué à l'aide d'un système de pondération, destiné à corriger les déséquilibres de l'échantillon et basé sur les données du recensement agricole de l'année.

Les différences fondamentales entre les résultats obtenus par l'enquête micro-économique RICA et les statistiques macro-économiques des CEA, tant au niveau des définitions que du périmètre d'analyse, sont synthétisées dans le tableau ci-dessous.

	Réseau comptable des exploitations agricoles	Comptes économiques de l'agriculture (CEA)
champ couvert	agriculture, viticulture, à l'exception des exploitations non professionnelles avec une MBS < 9600 euros	agriculture, viticulture, horticulture
activités secondaires non agricoles (transformation de produits agricoles, chevaux en pension, agrotourisme...)	comprises	comprises
subventions	toutes les subventions et aides publiques sont incluses	certaines subventions ne sont pas prises en compte, comme p.ex les aides à l'investissement
plus-values et moins-values de biens immobiliers	incluses	non incluses
production immobilisée	incluse	incluse

On voit que plusieurs caractéristiques des CEA impliquent une inadaptation fondamentale pour le calcul d'un « revenu moyen » par UTA, puisque plusieurs éléments du revenu particulièrement importants au Luxembourg (aides à l'investissement, plus-values,..) ne sont pas inclus.

E. Les comptes économiques de l'agriculture (CEA) ; le revenu agricole en 2012 (résultats provisoires) et au cours des années précédentes (résultats définitifs)

Les données présentées par la suite (tableau 6) retracent l'évolution des différents postes des CEA au cours des dernières années et les variations de valeur de 2012 par rapport à 2011. Ces variations de valeur sont scindées en variations de volume et variations de prix. Les variations de prix reflètent uniquement l'impact de l'évolution des prix alors que les variations de volume reflètent les variations des quantités produites ainsi que tout autre élément, notamment la variation de la qualité des produits, pouvant avoir un impact sur la valeur des produits.

Les CEA sont établis sur la base du concept de branche d'activité et prennent en compte les activités agricoles des exploitations, que celles-ci soient gérées comme exploitations à titre principal ou à titre accessoire, ainsi que les activités secondaires non agricoles représentant une continuation de l'activité agricole et qui utilisent des produits agricoles (transformation de produits agricoles) ou des moyens de production agricoles (p.ex. agrotourisme, prestation de services au moyen de machines agricoles pour non-agriculteurs) et qui sont donc difficilement séparables des activités agricoles proprement dites. Sont exclues des CEA les unités produisant uniquement pour l'autoconsommation, comme p.ex. les jardins potagers et les petits élevages des non-agriculteurs.

La production agricole de la branche d'activité agricole correspond aux ventes des exploitations agricoles à l'exception des échanges d'animaux vivants entre exploitations agricoles, aux variations de stock (à la production), aux biens de capital fixe produits pour compte propre (plantations à production périodique, animaux productifs), à l'autoconsommation de produits agricoles, à la transformation de produits agricoles par les producteurs (activités séparables) et à l'intraconsommation dans l'exploitation (uniquement produits végétaux utilisés dans l'alimentation des animaux).

La production est valorisée au prix de base. Celui-ci est défini comme le prix net au producteur déduction faite des impôts sur les produits mais y compris les subventions sur les produits. Ainsi la valeur de la production de biens agricoles dépasse la valeur intrinsèque de la production pour les produits pour lesquels existent des subventions sur les produits (primes par ha, primes par animal) et est inférieure à la valeur intrinsèque de la production pour les produits pour lesquels sont prélevés des impôts/taxes sur les produits.

Depuis 2010 il n'y a plus de subventions sur les produits au Luxembourg (découplage complet des aides de la production). Par contre, pour le lait il y a un impôt sur le produit : le prélèvement perçu auprès des producteurs qui dépassent le quota laitier fixé pour leur exploitation. Les quotas laitiers ont été régulièrement dépassés au niveau national au cours des dernières campagnes, sauf au cours de la campagne laitière 2009/10.

Les tableaux à la fin de ce chapitre retracent l'évolution des prix nets au producteur départ ferme (tableau 4), des quantités produites des principales productions agricoles (tableau 5) et des principaux agrégats issus des comptes économiques de l'agriculture comme la valeur de la production, le coût de production et le revenu en agriculture en chiffres nominaux (tableau 6).

1. La production végétale

La valeur de la production végétale augmente en 2012 par rapport à 2011 (+34%) suite à une augmentation du volume de production (+21%) et des prix (+11%). Les principaux postes de production végétale sont les céréales, les oléagineux, les plantes fourragères, les pommes de terre et le vin.

La production de céréales augmente en valeur de plus de 20% en 2012 par rapport à 2011 sous l'effet d'une augmentation sensible des prix au producteur.

La récolte totale de céréales se situe avec 153.000 tonnes en dessous de la moyenne pluriannuelle. Les surfaces emblavées en céréales sont en retrait depuis 2008. Les rendements sont légèrement inférieurs à la moyenne des 5 dernières années. Les principales cultures sont le froment (panifiable et fourrager), l'orge (fourragère et brassicole) et le triticale. L'avoine continue à régresser au niveau des surfaces alors que le seigle augmente même en surface. La qualité de la récolte 2012 a été affectée par les conditions humides au cours d'une grande partie de la période de végétation. Les variations de rendement ont été très grandes. Des poids à l'hectolitre très bas ont été observés en blé panifiable et blé fourrager. Les seuils minima requis pour l'admission du blé en tant que blé panifiable ont néanmoins été atteints.

La production de colza est stable au cours des dernières années. Une différenciation en deux filières, colza alimentaire et colza énergétique, n'est plus pratiquée au niveau de la production primaire. Les rendements en colza sont finalement légèrement en dessous de la moyenne des dernières années, malgré les dégâts dus aux gelées printanières et aux conditions météorologiques humides. Les prix du colza ont fortement augmenté ces dernières années et se situent à un niveau record en 2012. La valeur de la production a augmenté de 23% par rapport à 2011.

Un redressement de la production marginale de protéagineux n'est pas en vue, malgré les efforts déployés au niveau politique et du conseil aux agriculteurs. La production a encore régressé par rapport à 2011.

Le tableau 3 retrace l'évolution des surfaces cultivées, des rendements et de la récolte des principales productions de grandes cultures.

Tableau 3 : Les productions de grandes cultures (céréales, oléagineux, protéagineux)

1. surfaces emblavées (ha)

	1995	2000	2005	2009	2010	2011	2012
froment et épeautre	9 335	10 971	11 927	13 841	14 009	13 878	13 517
seigle	365	672	924	1 101	896	827	1 046
orge	12 681	10 538	9 939	9 371	8 261	7 939	7 142
avoine	2 790	1 909	1 696	1 384	1 136	1 123	919
maïs grain	:	255	215	409	375	300	196
triticale	2 874	3 635	3 411	4 055	4 780	4 340	4 736
autres céréales	729	659	385	243	255	379	281
total céréales	28 774	28 639	28 497	30 404	29 713	28 786	27 836
colza	1 954	3 965	4 061	4 629	4 715	4 674	4 596
pois et féveroles	474	426	458	284	303	247	157

2. rendement (dt/ha)

froment et épeautre	56,50	55,77	60,15	65,68	59,58	55,37	58,59
seigle	46,68	53,62	61,86	62,88	57,11	50,65	49,95
orge	49,54	50,80	53,18	58,05	52,06	48,43	53,06
avoine	43,55	48,28	45,61	52,02	42,14	35,95	51,68
maïs grain	:	80,00	95,76	92,89	83,16	77,87	82,55
triticale	50,77	54,59	54,33	62,67	53,39	51,38	49,46
autres céréales	49,03	51,75	50,14	52,56	45,63	38,13	47,01
total céréales	51,29	53,37	56,34	62,46	55,93	51,97	55,12
colza	26,14	25,79	36,21	39,17	33,71	33,32	33,37
pois et féveroles	29,11	28,99	32,18	40,07	29,27	22,87	28,54

3. production totale (t)

froment et épeautre	52 742	61 184	71 745	90 903	83 474	76 840	79 198
seigle	1 703	3 603	5 715	6 924	5 118	4 189	5 225
orge	62 821	53 533	52 853	54 398	43 003	38 451	37 896
avoine	12 150	9 217	7 734	7 197	4 789	4 035	4 749
maïs grain	:	2 040	2 043	3 799	3 116	2 334	1 618
triticale	14 591	19 843	18 530	25 415	25 523	22 298	23 422
autres céréales	3 579	3 410	1 932	1 272	1 162	1 444	1 321
total céréales	147 586	152 830	160 552	189 908	166 185	149 591	153 429
colza	5 108	8 370	14 704	18 132	15 895	15 574	15 338
pois et féveroles	1 380	1 235	1 474	1 138	887	565	448

4. production commercialisée (sans la production de semences commercialisée) (t)

froment et épeautre	29 161	40 789	52 465	52 438	51 579	41 540	41 640
seigle	1 236	3 339	4 000	3 055	2 816	2 350	2 896
orge	28 708	24 641	27 690	20 253	15 950	13 500	14 073
avoine	3 294	2 379	2 200	1 295	570	336	650
maïs grain	:	1 086	300	300	237	584	577
triticale	6 187	9 419	8 100	8 955	8 844	7 496	8 152
autres céréales	:	:	450	20	12	16	0
total céréales	68 586	81 653	95 205	86 316	80 008	65 822	67 988
colza	5 108	8 370	14 704	19 292	17 235	14 954	14 320
pois et féveroles	:	531	640	237	256	88	10

source : STATEC et SER

La production fourragère provient essentiellement des prairies et pâturages permanents, des prairies temporaires et du maïs ensilage. Ces cultures ne sont généralement pas destinées à la vente, mais à l'alimentation des animaux des exploitations sur lesquelles les fourrages sont produits (intraconsommation). La production de fourrages fait néanmoins l'objet d'une évaluation économique dans le cadre des CEA. L'évaluation des quantités produites est basée sur les résultats des essais comparatifs de cultures fourragères (prairie temporaire et permanente et maïs ensilage) de l'ASTA et du LTAE et la valeur de la récolte est estimée à l'aide du produit standard qui est une grandeur définie au niveau de la typologie communautaire des exploitations agricoles.

En 2012 la récolte de l'ensilage d'herbe et du foin a été affectée par le temps humide d'avril à juillet.

Les rendements en prairies et pâturages (production tout au long de la période de végétation) sont nettement supérieurs à ceux de l'année 2011 caractérisée par la sécheresse et de la moyenne pluriannuelle. Des réserves de fourrages ont donc pu être réalisées en quantités suffisantes. Cependant la qualité des fourrages récoltés n'est que médiocre. Le maïs ensilage a été freiné au cours de la phase du développement juvénile par les conditions météorologiques adverses. Le rendement en matière sèche est inférieur à la moyenne pluriannuelle et les teneurs en éléments nutritifs (amidon, énergie) sont également inférieurs à ceux des années précédentes. Par ailleurs, les teneurs en matière sèche sont très variables ce qui indique que le maïs n'a pas atteint le stade optimal pour l'ensilage dans certaines régions.

Le poste « plantes fourragères » se retrouve intégralement au niveau des consommations intermédiaires (poste : aliments pour animaux produits et consommés au sein de l'exploitation) de sorte que la valeur du poste « plantes fourragères » n'a pas d'influence directe ni sur la valeur ajoutée brute au prix de base ni le revenu agricole.

La production de maïs ou autres productions récoltées en vert et destinées à la production d'énergies renouvelables dans les installations de biogaz est également prise en compte dans le poste « productions fourragères ».

La surface cultivée en pommes de terre est très stable, une grande partie de la production de pommes de terre de consommation étant destinée à la vente directe ou au secteur de la restauration collective. En 2012, les rendements sont autour de la moyenne des 5 dernières années. La conduite de la culture est particulièrement difficile en raison de la pression élevée des maladies foliaires. Le prix des pommes de terre de consommation augmente fortement par rapport à l'année précédente et se situe à un niveau historiquement élevé. Globalement la valeur de la récolte augmente de 41%.

La vendange 2012 est avec 85.000 hl très nettement en dessous de la moyenne pluriannuelle. Les conditions météorologiques n'ont pas été propices à la réalisation du rendement potentiel. En raison des faibles quantités, la qualité est bonne. Les prix de vente des raisins des viticulteurs aux négociants en vin ont augmenté par rapport à l'année précédente. La récolte se situe en valeur à 72% de la valeur de 2011.

2. La production animale

La production animale se compose de la production d'animaux (essentiellement animaux destinés à l'abattage dans les abattoirs luxembourgeois ou des régions limitrophes, mais aussi exportation d'animaux d'élevage et de rente,

variation de stock d'animaux à l'engraissement et production pour compte propre de biens de capital fixe) et de la production de produits animaux (lait, œufs, miel).

La valeur de la production animale prise globalement reste stable et atteint 177,7 millions d'euros en 2012, soit 45% de la valeur de la branche agricole. Ceci souligne l'importance de ce secteur, et plus particulièrement des productions bovines lait et viande bovine qui sont dominantes parmi les productions animales.

La production de bovins, y compris les veaux, reste stable en valeur, une diminution du volume produit étant compensée par une augmentation des prix. Le prix de la viande bovine, après la chute drastique au début des années 2000 suite à la crise ESB, s'est progressivement redressé et continue sa progression en 2012. Le prix des veaux exportés vivants atteint également en 2012 un niveau très élevé. Le cheptel bovin continue sa tendance à la baisse en 2012 et passe en dessous de 190.000 têtes. La production indigène brute de bovins (= abattage + exportation de bovins vivants – importation bovins vivants), exprimée en tonnes équivalent poids carcasse, a également baissé en 2012.

La valeur de la production porcine augmente en 2012 de 22% par rapport à l'année 2011 suite à une augmentation très nette des prix au producteur (+24%). Le cheptel porcin augmente légèrement en 2012. Le cheptel de porcs reproducteurs continue à régresser, alors que le cheptel des porcs à l'engrais augmente. La production indigène brute de porcins, exprimée en tonnes équivalent poids carcasse, reste stable en 2012 par rapport à 2011.

Le cheptel ovin est relativement stable au cours des dernières années. L'augmentation du cheptel caprin constatée ces dernières années suite à l'expansion de la production de lait de chèvre est arrêtée en 2012. Ces cheptels se situent à des niveaux très modestes par rapport aux cheptels bovin ou porcin. Une légère augmentation de la production de viande ovine et caprine peut être observée au cours des dernières années.

La production de viande de volaille a augmenté régulièrement au cours des dernières années mais recule légèrement en 2012. Les prix au producteur de la volaille augmentent de 8%.

La production laitière étant contingentée depuis 1984 par le régime communautaire des quotas laitiers, une augmentation de la quantité totale de lait produit est exclue, sauf dans des limites très restreintes (majorations linéaires annuelles de 1% des quotas laitiers au cours des années 2009 à 2014). La fin du régime des quotas laitiers a été décidée pour 2015 ce qui incite de nombreuses exploitations actives dans cette production à investir pour s'assurer une bonne position de départ lorsque le marché laitier sera complètement libéralisé.

En 2009, à la suite de la crise financière et économique, une crise du lait est survenue avec un effondrement du prix du lait payé aux producteurs. Le marché des produits laitiers s'est redressé depuis lors. Toutefois, en été 2012 les prix des produits laitiers se sont temporairement rétractés entraînant dans leur suite le prix du lait au producteur. La production de lait a régressé légèrement en 2012 par rapport à 2011 du fait de la faible teneur en éléments nutritifs des fourrages et des prix élevés des aliments concentrés.

La production totale de lait de vache, y compris les quantités autoconsommées, utilisées pour l'alimentation des animaux et transformées directement sur les exploitations agricoles, s'élève pour 2012 à 289 millions de kg. La production laitière représente à elle seule 22% de la valeur de la production de la branche agricole.

Le prix du lait livré aux laiteries a enregistré sur l'ensemble de l'année 2012 un recul par rapport à l'année 2011 et s'élève à 31 cent par kg hors TVA. Pour la campagne de commercialisation 2011/12, le quota laitier a été dépassé au niveau national de 1,5 millions de kg, alors que pour 2012/13 on peut s'attendre à ce que le quota laitier soit respecté.

La production de lait de chèvre, qui est reprise dans les CEA au niveau du poste lait, a été développée au cours des dernières années et représente en 2012 un volume de production de 3.400 tonnes de lait et une valeur de 1,3 millions d'euros.

La valeur de la production d'œufs progresse en 2012 suite à une augmentation des prix (+4%). La valeur de la production d'œufs s'élève à 3,8 millions d'euros.

3. Les activités secondaires non agricoles non séparables de l'activité agricole

Les activités secondaires non agricoles non séparables de l'activité agricole se composent de la transformation et de la vente directe de produits agricoles sur la ferme (par exemple jus de fruits, eau-de-vie, fromage fermier ou autres produits laitiers fermiers) et de la prestation de services (p.ex. tourisme à la ferme, prise en pension de chevaux, prestation de services pour non-agriculteurs avec des machines agricoles, production de biogaz). Ces activités se sont développées au cours des 10-15 dernières années, mais c'est surtout la production d'énergies renouvelables, avec en premier lieu la production de biogaz qui connaît un véritable essor. Les activités secondaires non agricoles non séparables représentent en 2012 22 millions d'euros, soit 6% de la valeur de la production de la branche agricole.

4. Les consommations intermédiaires

Les consommations intermédiaires comprennent l'ensemble des biens et services achetés ou intra-consommés qui sont directement utilisés lors du processus de production agricole. Les données relatives aux consommations intermédiaires de 2012 n'ont qu'un caractère très provisoire à ce stade, puisque les résultats de la comptabilité agricole ne sont pas encore disponibles pour cette année. Les prévisions de prix établies dans le cadre de l'indice des prix agricoles sont prises en compte. Ainsi, les consommations intermédiaires augmentent en 2012 de 11% par rapport à 2011 et s'élèvent à 282 millions d'euros. Les postes pour lesquels les prix ont augmenté sensiblement en 2012 sont l'énergie et les lubrifiants (+9%) et les aliments pour animaux (+18%).

5. La valeur ajoutée, le revenu des facteurs, le revenu net d'entreprise

La valeur ajoutée brute aux prix de base, obtenue en déduisant les consommations intermédiaires de la production de la branche agricole augmente de 21% en 2012 par rapport à 2011 et s'élève à 113 millions d'euros.

La consommation de capital fixe (amortissements) est supposée augmenter de 3% en 2012 par rapport à 2011 et s'élève à 91 millions d'euros.

Le revenu des facteurs est obtenu en déduisant de la valeur ajoutée nette aux prix de base les « autres impôts sur la production » et en ajoutant les « autres subventions sur la production ».

Toutes les aides directes allouées aux agriculteurs sont prises en compte sous « autres subventions sur la production ». Pour l'année 2012 elles s'élèvent à (données provisoires):

Indemnité compensatoire annuelle	15,3 millions €
Prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel	10,9 millions €
Prime unique	33,5 millions €
Agri-environnement	3,1 millions €
Biodiversité	1,1 millions €
Tarif agricole (électricité)	1,2 millions €

T O T A L :	65,1 millions €

Les autres impôts liés à la production comprennent notamment l'impôt foncier payé par les agriculteurs sur les biens immeubles à usage agricole détenus en propriété et s'élèvent à 1,1 millions d'euros.

Le revenu des facteurs s'élève à 86 millions d'euros (+9% par rapport à 2011).

Le revenu des facteurs divisé par le volume de la main d'œuvre agricole, exprimé en UTA, et déflaté au moyen de l'indice implicite des prix du produit intérieur brut est l'indicateur de revenu A utilisé par EUROSTAT pour analyser l'évolution du revenu agricole dans l'UE (cf publications d'EUROSTAT sur le revenu agricole dans la série «statistiques en bref»). L'indicateur A révèle une augmentation de 2,4% du revenu agricole en termes réels en 2012 par rapport à 2011.

Le revenu net d'entreprise, obtenu à partir du revenu des facteurs en déduisant la rémunération des salariés, les fermages et les intérêts payés s'élève en 2012 à 47 millions d'euros. Si on le rapporte à la main d'œuvre agricole familiale et si on le déflate à l'aide de l'indice implicite des prix du PIB, on obtient une indication sur le revenu par unité de main d'œuvre agricole familiale (indicateur B). Cet indicateur se prête pour la mesure de l'évolution du revenu des exploitations agricoles organisées sous forme d'entreprises individuelles ou d'entreprises sans personnalité juridique propre, comme c'est le cas pour la quasi-totalité des exploitations agricoles au Luxembourg. L'indicateur B montre une augmentation de revenu de 10,7% en 2012 par rapport à 2011.

L'évolution des indicateurs de revenu agricole au cours des dernières années est retracée dans le tableau 7. Les différents indices se rapportent à l'année de base 2010=100. On constate que les indicateurs de revenu agricole A et B ont opéré un redressement au cours des dernières années.

Une première estimation de l'évolution de l'indicateur de revenu agricole A en 2012 par rapport à 2011 avait été effectuée fin novembre 2012 et avait fait l'objet d'un communiqué de presse en décembre 2012. Ce communiqué avait fait état d'une augmentation du revenu agricole réel par actif de +3,7%. Depuis lors, une deuxième estimation des CEA pour 2012 a été réalisée dont il est tenu compte dans le présent rapport d'activité. Les résultats définitifs des CEA pour 2012 ne seront disponibles qu'en novembre 2013. La série complète des CEA est publiée sur le site internet du SER (www.ser.public.lu) et d'EUROSTAT (<http://ec.europa.eu/eurostat>).

Tableau 4 : Les prix nets au producteur départ ferme hors TVA

spécification	1985	1990	1995	2000	2005	2009	2010	2011	2012p
froment panifiable	19,09	17,65	12,64	13,10	12,49	11,10	17,27	18,72	24,00
froment fourrager	:	14,50	10,91	10,13	9,14	7,87	13,00	17,00	21,25
épeautre	:	:	:	10,91	8,00	6,50	13,50	16,50	20,00
seigle panifiable	19,34	16,24	10,66	9,54	8,63	9,75	14,25	15,75	17,00
seigle fourrager	:	:	:	:	6,75	6,67	12,75	15,50	17,00
orge fourragère	18,34	14,50	10,78	9,48	8,25	7,67	12,50	16,00	20,00
orge de brasserie	:	17,60	14,30	11,53	9,25	7,67	12,75	16,82	20,25
avoine	17,35	14,01	9,92	10,16	7,50	6,67	9,50	15,25	18,00
maïs grain	:	:	:	11,90	8,50	13,20	16,22	18,24	22,00
triticale	18,34	14,50	10,66	9,05	8,00	7,17	12,75	16,50	20,50
colza alimentaire	46,85	37,56	17,25	17,60	18,90	21,15	30,50	39,00	45,50
colza industriel (=non alimentaire)	:	:	12,64	15,87	19,00	21,15	30,50	39,00	45,50
pois	:	24,05	11,90	11,16	10,30	13,00	13,00	16,00	22,00
féveroles	:	21,81	11,90	11,16	10,30	12,50	13,00	16,00	21,00
pommes de terre de consommation	14,87	16,73	21,57	16,11	29,09	33,66	45,81	41,44	57,83
plants de pommes de terre	:	:	:	:	15,83	17,67	18,25	17,03	17,03
raisins destinés à la vinification	:	88,06	75,53	92,87	97,66	101,71	104,00	103,61	117,24
viande bovine	3,20	3,11	2,86	2,47	2,61	2,82	2,79	3,01	3,37
viande de veau	4,26	5,98	5,83	5,35	5,74	5,62	5,59	5,66	5,73
veaux de 15 jours exportés vivants	200,25	220,63	193,36	148,29	144,19	100,61	99,37	136,27	182,78
viande porcine	1,94	1,72	1,48	1,43	1,20	1,37	1,26	1,33	1,63
porcelets	50,37	52,06	40,16	35,23	32,80	36,64	42,29	36,87	49,28
viande ovine	:	:	:	:	5,37	6,01	6,04	6,12	5,93
viande caprine	:	:	:	:	6,15	8,22	8,26	7,51	5,52
volaille	:	:	:	:	5,55	4,12	4,12	4,41	5,00
lait à 3,7%MG et 3,3%MP avec versement	0,2836	0,3582	0,3042	0,3041	0,2884	0,2467	0,2847	0,3160	0,2971
supplémentaire	0,2848	0,3654	0,3183	0,3197	0,3054	0,2602	0,2995	0,3299	0,3119
lait au taux effectif de MG et MP	3,86	4,09	4,20	4,19	4,19	4,18	4,18	4,15	4,16
taux MG du lait	:	3,26	3,35	3,36	3,40	3,37	3,40	3,37	3,39
taux MP du lait	:	:	0,09	0,10	0,13	0,15	0,15	0,15	0,16
œufs	:	:	:	:	:	:	:	:	:

MG = matière grasse du lait

MP = matière protéique du lait

Tableau 5: Les quantités produites des principales productions agricoles
source Service d'économie rurale

spécification	1985	1990	1995	2000	2005	2009	2010	2011	2012
céréales (t)	156 507	147 929	147 585	152 830	160 568	189 908	166 185	149 591	153 429
froment et épeautre (t)	31 976	43 513	52 745	61 184	71 745	90 903	83 474	76 840	79 198
seigle (t)	4 090	2 366	1 703	3 603	5 715	6 924	5 118	4 189	5 225
orge (t)(1)	74 732	69 612	62 822	53 533	52 853	54 398	43 003	38 451	37 896
avoine (t)	37 266	18 757	12 150	9 217	7 734	7 197	4 789	4 035	4 749
maïs grain (t)				2 040	2 060	3 799	3 116	2 334	1 618
triticale (t)	2 163	11 041	14 591	19 843	18 530	25 415	25 523	22 298	23 422
mélange de céréales et autres céréales (t)	6 280	2 640	3 574	3 410	1 932	1 272	1 162	1 444	1 321
colza (t)(2)	950	5 201	6 795	8 370	14 704	18 132	15 895	15 574	15 338
pois et féveroles (t)	305	1 360	1 380	1 235	1 474	1 138	887	565	448
pommes de terre (t)	29 088	24 870	22 857	27 858	19 329	20 044	19 531	19 679	20 610
vin (hl)	107 000	151 120	149 654	131 931	135 366	134 786	110 248	131 988	85 035
viande bovine(t poids carcasse, abattage & export)	14 195	14 024	15 560	17 030	16 779	17 038	16 257	17 608	15 306
viande de veau (t poids carcasse, abattage)	34	140	245	475	355	267	252	251	230
exportation veaux vivants (têtes)	23 742	17 707	16 151	16 625	14 399	12 306	14 698	14 886	14 073
viande porcine (t poids carcasse, abattage & export)	6 870	8 402	8 950	11 710	13 728	13 789	15 142	15 831	15 104
abattage porcelets (têtes) (3)	59 000	48 187	41 200	34 426	30 526	15 679	13 774	17 320	13 601
exportation porcelets vivants (têtes)				19 584	7 095	16 549	17 383	14 444	26 871
viande ovine et caprine (t poids carcasse)	51	73	61	119	146	165	172	178	179
viande de volaille (t poids carcasse)	90	62	72	163	236	229	232	241	231
lait de vache (t, taux effectif de matière grasse)	300 463	290 250	268 600	264 480	269 654	283 876	295 302	292 247	289 395
taux de matières grasses du lait (%)	3,86	4,09	4,20	4,19	4,19	4,18	4,18	4,15	4,16
œufs (t)	986	915	775	880	1 187	1 306	1 403	1 532	1 528

pour les céréales et les pommes de terre: y compris la production de semences ou de plants
pour toutes les productions: y compris la consommation dans le ménage de l'exploitant (=autoconsommation)
pour le lait: y compris le lait intraconsommé (lait utilisé dans l'alimentation des animaux)
(1) orge brassicole incluse à partir de 1993
(2) colza à usage énergétique inclus à partir de 1994
(3) exportation de porcelets vivants incluse jusqu'en 1997

Tableau 6: Comptes économiques de l'agriculture (CEA) (en 1000 €, hors TVA)

tous les postes sont exprimés en valeur au prix de base

1ère partie: production végétale

source SER

	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2011	2012 prov.	variation 2012/2011		
									indice de valeur	indice de volume	indice de prix
1000											
1100	28 111	23 647	22 789	23 176	15 477	25 395	26 359	31 919	121,1	102,5	118,1
1200	6 220	7 407	8 617	10 377	7 850	13 918	13 938	17 303	124,1	103,1	120,5
1300	808	412	260	476	446	698	692	973	140,6	124,7	112,7
1400	14 038	10 843	9 447	7 370	4 620	5 915	6 522	7 436	114,0	98,6	115,7
1500	6 649	3 275	2 308	1 926	879	761	887	1 090	122,9	106,9	114,9
1900	0	0	0	265	80	505	426	340	79,8	69,3	115,1
2000	397	1 710	2 157	2 762	1 603	3 598	3 895	4 776	122,6	106,0	115,7
2100	548	2 266	2 174	3 461	3 058	5 477	6 183	7 560	122,3	109,8	111,4
2200	446	1 953	1 882	3 153	2 823	5 257	6 016	7 408	123,1	110,5	111,4
2900	102	312	293	307	175	160	107	92	85,9	74,1	115,9
3000	0	0	0	0	60	60	60	60	100,0	100,0	100,0
4000	24 058	22 620	20 833	19 331	59 173	68 366	71 077	119 673	168,4	155,1	108,5
4100	6 891	5 047	8 304	4 455	7 564	5 186	5 749	5 704	99,2	99,2	100,0
4200	2 256	2 380	1 696	1 423	3 044	2 589	2 713	2 713	100,0	100,0	100,0
5000	4 636	2 667	6 609	3 032	4 520	2 598	3 036	2 991	98,5	98,5	100,0
6000	2 739	3 128	4 628	3 190	3 173	4 957	4 188	5 922	141,4	104,7	135,1
7000	2 578	1 403	3 780	3 946	3 504	2 344	2 299	859	37,3	31,6	118,3
9000	14 425	22 419	20 895	28 565	28 578	21 684	26 266	18 854	71,8	64,4	111,4
10000	285	12	149	342	340	195	335	243	72,5	69,6	104,1
	79 636	80 543	83 553	86 465	120 868	133 604	142 456	190 733	133,9	120,8	110,9

Tableau 6: Comptes économiques de l'agriculture (CEA) (en 1000€ hors TVA)
tous les postes sont exprimés en valeur au prix de base
2e partie: production animale, production agricole, production de la branche agricole
source SER

	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2011	2012 prov.	variation 2012/2011		
									indice de valeur	indice de volume	indice de prix
11000 animaux (11100 à 11900)	66 336	63 897	71 892	72 697	68 410	77 137	80 447	85 483	106,3	97,0	109,5
11100 bovins	49 514	48 297	56 381	53 838	48 831	54 846	56 825	57 090	100,5	96,5	104,1
11200 porcins	16 287	14 849	14 846	17 412	17 193	20 532	21 798	26 583	122,0	98,1	124,3
11300 équidés	62	129	42	107	19	19	19	19	100,0	100,0	100,0
11400 ovins et caprins	183	342	297	620	1 001	842	896	862	96,2	100,6	95,6
11500 volailles	141	94	149	288	886	507	466	467	100,3	92,6	108,3
11900 autres animaux	149	186	176	434	479	392	443	461	104,1	103,7	100,4
12000 produits animaux (12100 à 12900)	84 031	100 104	84 864	83 488	81 980	88 603	97 129	91 803	94,5	98,9	95,6
12100 lait	81 973	97 977	82 707	81 708	79 483	85 089	93 094	87 849	94,4	99,1	95,2
12200 œufs	1 760	1 703	1 730	1 539	2 368	3 322	3 638	3 803	104,5	100,6	103,9
12900 autres produits animaux	297	424	426	240	129	193	396	151	38,1	38,1	100,0
13000 production animale (11+12)	150 367	164 001	156 755	156 186	150 390	165 740	177 576	177 286	99,8	98,0	101,8
14000 production de biens agricoles (10+13)	230 003	244 544	240 308	242 650	271 258	299 344	320 032	368 019	115,0	108,2	106,3
15000 production de services agricoles	1 686	2 933	5 092	7 447	7 755	7 244	5 059	5 023	99,3	99,3	100,0
16000 production agricole (14+15)	231 689	247 477	245 400	250 097	279 013	306 588	325 090	373 042	114,8	108,0	106,2
17000 activités secondaires non agricoles non séparables	4 938	6 254	5 102	6 130	11 982	19 795	23 308	21 909	94,0	90,0	104,4
17100 transformation de produits agricoles	3 946	3 612	2 204	2 529	2 618	3 737	3 898	2 498	64,1	64,1	100,0
17900 autres activ. secondaires non séparables (biens et services)	992	2 643	2 898	3 602	9 364	16 057	19 410	19 410	100,0	95,2	105,0
18000 production de la branche agricole (16+17)	236 627	253 731	250 501	256 228	290 995	326 383	348 398	394 951	113,4	106,8	106,1

Tableau 6: Comptes économiques de l'agriculture (CEA) (en 1000 € hors TVA)

3e partie : consommations intermédiaires, valeur ajoutée brute, valeur ajoutée nette, revenu des facteurs, revenu net d'entreprise
source SER

	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2011	2012 prov.	variation 2012/2011		
									indice de valeur	indice de volume	indice de prix
19000 consommations intermédiaires (19010 à 19900)	127 105	127 432	125 541	135 055	190 785	240 513	254 872	281 966	110,6	100,3	110,3
19010 semences et plants	4 616	4 834	5 094	5 215	6 414	7 837	8 891	8 838	99,4	100,0	99,4
19020 énergie, lubrifiants	9 271	8 627	7 848	9 112	13 014	17 880	21 129	22 976	108,7	100,0	108,7
19030 engrais et amendements	13 659	14 331	11 349	9 813	11 106	12 535	18 405	18 570	100,9	100,0	100,9
19040 produits de protection des cultures et antiparasitaires	1 785	3 490	3 872	4 824	7 017	7 793	7 807	8 018	102,7	100,0	102,7
19050 dépenses vétérinaires	1 562	2 147	2 392	6 707	6 018	7 211	7 526	7 488	99,5	100,0	99,5
19060 aliments pour animaux	70 077	58 106	49 021	49 980	99 220	127 931	128 112	151 959	118,6	100,6	117,9
19062 aliments pour animaux achetés hors branche agricole	28 185	22 819	21 961	26 822	28 171	39 150	48 596	52 768	108,6	95,0	114,3
19063 aliments pour animaux produits et consommés sur l'expl.	41 892	35 288	27 060	23 158	71 048	88 781	79 516	99 191	124,7	104,0	119,9
19070 entretien du matériel	11 252	14 095	15 597	11 555	15 213	18 378	18 658	18 490	99,1	100,0	99,1
19080 entretien des bâtiments	2 082	1 797	1 738	1 556	1 687	1 948	2 177	2 218	101,9	100,0	101,9
19090 services agricoles	1 587	2 933	4 906	5 967	6 402	6 023	3 711	3 711	100,0	100,0	100,0
19095 services d'intermédiation financière indir.mesurés	0	0	4 190	5 700	3 400	5 530	6 640	6 640	100,0	100,0	100,0
19900 autres biens et services	11 215	17 072	19 534	24 626	21 295	27 448	31 817	33 058	103,9	100,0	103,9
20000 valeur ajoutée brute aux prix de base (18-19)	109 522	126 299	124 960	121 173	100 210	85 870	93 526	112 985	120,8	124,6	97,0
21000 consommation de capital fixe	21 443	29 722	36 815	52 487	68 009	87 721	88 292	90 587	102,6	100,0	102,6
22000 valeur ajoutée nette aux prix de base (20-21)	88 079	96 577	88 145	68 686	32 201	-1 852	5 235	22 398	427,9	538,7	79,4
23000 rémunération des salariés	3 148	4 405	6 066	8 522	11 950	16 509	18 352	20 135	109,7		
24000 autres impôts sur la production	625	2 898	816	1 024	1 065	1 065	1 065	1 065	100,0		
25000 autres subventions sur la production	11 351	15 642	16 934	29 063	62 431	65 178	75 125	65 062	86,6		
26000 revenu des facteurs (22-24+25)	98 805	109 321	104 263	96 725	93 567	62 262	79 295	86 395	109,0		
27000 excédent net d'exploitation/revenu mixte (22-23-24+25)	95 657	104 916	98 198	88 203	81 617	45 753	60 943	66 260	108,7		
28000 fermages	7 648	8 753	9 898	11 155	13 297	15 372	15 385	15 765	102,5		
29000 intérêts à payer	6 594	10 342	7 119	3 167	6 758	5 330	5 612	3 903	69,6		
31000 revenu net d'entreprise (27-28-29)	81 416	85 821	81 181	73 881	61 562	25 051	39 946	46 592	116,6		

Tableau 6: Comptes économiques de l'agriculture (CEA)
tous les postes sont exprimés en % par rapport à la production de la branche agricole
production végétale
source SER

	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2011	2012 prov.
1000 céréales (y compris semences)(1100 à 1900)								
1100 blé et épeautre	12%	9%	9%	9%	5%	8%	8%	8%
1200 seigle et méteil	3%	3%	3%	4%	3%	4%	4%	4%
1300 orge	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
1400 avoine et mélange de céréales d'été	6%	4%	4%	3%	2%	2%	2%	2%
1500 maïs grains	3%	1%	1%	1%	0%	0%	0%	0%
1900 autres céréales (triticale)	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
2000 plantes industrielles (2100+2200+2900)	0%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%
2100 oléagineux	0%	1%	1%	1%	1%	2%	2%	2%
2200 protéagineux	0%	0%	0%	0%	0%	2%	2%	2%
2900 autres plantes industrielles	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
3000 plantes fourragères	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
4000 produits maraîchers et horticoles (4100+4200)	10%	9%	8%	8%	20%	21%	20%	30%
4100 légumes frais	3%	2%	3%	2%	3%	2%	2%	1%
4200 plantes et fleurs	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%
5000 pommes de terre (y compris plants)	2%	1%	3%	1%	2%	1%	1%	1%
6000 fruits	1%	1%	2%	1%	1%	2%	1%	1%
7000 vin	6%	9%	8%	11%	10%	7%	8%	5%
9000 autres produits végétaux	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
10000 production végétale (01 à 09)	34%	32%	33%	34%	42%	41%	41%	48%

Tableau 6: Comptes économiques de l'agriculture (CEA)
tous les postes sont exprimés en % par rapport à la production de la branche agricole
production animale, production agricole, production de la branche agricole
source SER

	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2011	2012 prov.
11000 animaux (11100 à 11900)	28%	25%	29%	28%	24%	24%	23%	22%
11100 bovins	21%	19%	23%	21%	17%	17%	16%	14%
11200 porcs	7%	6%	6%	7%	6%	6%	6%	7%
11300 équidés	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
11400 ovins et caprins	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
11500 volailles	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
11900 autres animaux	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
12000 produits animaux (12100 à 12900)	36%	39%	34%	33%	28%	27%	28%	23%
12100 lait	35%	39%	33%	32%	27%	26%	27%	22%
12200 œufs	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%
12900 autres produits animaux	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
13000 production animale (11+12)	64%	65%	63%	61%	52%	51%	51%	45%
14000 production de biens agricoles (10+13)	97%	96%	96%	95%	93%	92%	92%	93%
15000 production de services agricoles	1%	1%	2%	3%	3%	2%	1%	1%
16000 production agricole (14+15)	98%	98%	98%	98%	96%	94%	93%	94%
17000 activités secondaires non agricoles non séparables	2%	2%	2%	2%	4%	6%	7%	6%
17100 transformation de produits agricoles	2%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%
17900 autres activ. secondaires non séparables (biens et services)	0%	1%	1%	1%	3%	5%	6%	5%
18000 production de la branche agricole (16+17)	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 7: Evolution des indicateurs de revenu agricole au Luxembourg

source : SER

	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2011	2012p
REVENU DES FACTEURS (millions €)	98,805	109,321	104,263	96,725	93,567	62,262	79,295	86,395
REVENU NET D'ENTREPRISE (millions €)	81,416	85,821	81,181	73,881	61,562	25,051	39,946	46,592
indice implicite des prix du p.i.b. (2010 =100)	50,9	55,7	66,1	71,5	82,5	100,0	102,2	104,1
main-d'œuvre agricole totale (UTA)	7 275	5 955	4 931	4 292	3 986	3 556	3 667	3 827
main-d'œuvre agricole non salariée (UTA)	6 700	5 338	4 292	3 594	3 333	2 870	2 830	2 927
main-d'œuvre agricole salariée (UTA)	575	617	639	698	653	686	837	900
indicateur A (2010 = 100)	152,5	188,1	182,7	180,1	162,6	100,0	120,9	123,8
indicateur B (2010 = 100)	273,7	330,5	327,8	329,5	256,6	100,0	158,3	175,1
indicateur A (var. p. rapport année précédente)		94,2	108,6	94,6	76,2	101,4	120,9	102,4
indicateur B (var. p. rapport année précédente)		90,2	117,2	97,8	67,6	90,6	158,3	110,7

indicateur A: indice du revenu réel des facteurs (réel=déflaté au moyen de l'indice implicite des prix du p.i.b.) par unité de travail annuel

indicateur B: indice de revenu net réel d'entreprise (réel=déflaté moyen indice impl. prix du p.i.b.) par unité de travail non-salarié annuel

définitions voir chapitre IV "Les indicateurs de revenu de la branche d'activité agricole"

du Manuel des comptes économiques de l'agriculture et de la Sylviculture CEA/CES 97

F. La situation économique des exploitations agricoles

1. L'évolution à moyen terme des indicateurs économiques

L'évolution des différentes données économiques des entreprises agricoles est reprise dans le tableau 8. Les valeurs présentées sont déterminées à partir de l'échantillon du réseau comptable. Ce dernier comprenait 450 exploitations en 2011.

Tableau 8: Evolution des principaux indicateurs technico-économiques

Indicateurs économiques	Unité	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
SAU (toutes les exploitations)	ha	69,2	71,8	72,4	71,5	75,6	78,7	77,7	77,0	81,4	83,3
SAU (expl. agricoles)	ha	80,2	82,3	83,0	81,9	86,9	89,8	88,9	88,4	90,1	91,9
Cheptel	UB	91	90	94	88	91	96	98	97	112	111
Chiffre d'affaires dont primes à la production	1000 €	143,1 14,2	147,6 15,8	162,6 17,6	139,6 0,1	143,6 0,2	164,3 0,4	180,3 0,4	154,7 0,1	184,5 0,1	206,2 0,1
Marge brute	1000 €	74,9	77,5	82,0	61,9	62,1	78,0	80,4	61,4	79,3	84,2
Coûts fixes dont amortissement dont aides à l'investissement	1000 €	-55,1 -30,3 4,5	-56,2 -33,6 6,8	-59,0 -35,8 8,3	-59,2 -37,7 9,7	-62,7 -40,2 11,3	-66,0 -42,6 13,7	-73,0 -45,2 11,9	-71,7 -47,5 13,5	-80,7 -52,8 14,4	-84,1 -54,1 14,4
Marge nette	1000 €	19,8	21,3	23,0	2,7	-0,6	12,0	7,4	-10,3	-1,4	0,1
Aides directes non liées à la production	1000 €	17,7	21,9	19,2	38,6	44,7	45,3	43,8	46,6	47,3	48,6
Bénéfice dont aides publiques totales	1000 €	38,9 36,3	43,4 44,3	42,4 44,0	46,6 48,2	51,3 56,2	67,3 59,3	54,9 56,0	47,3 60,1	51,3 64,4	57,3 68,6
Aides totales/chiff. d'affaires	%	25	30	27	34	39	36	31	39	35	33
Aides totales / bénéfice	%	93	102	104	104	109	88	102	127	126	120

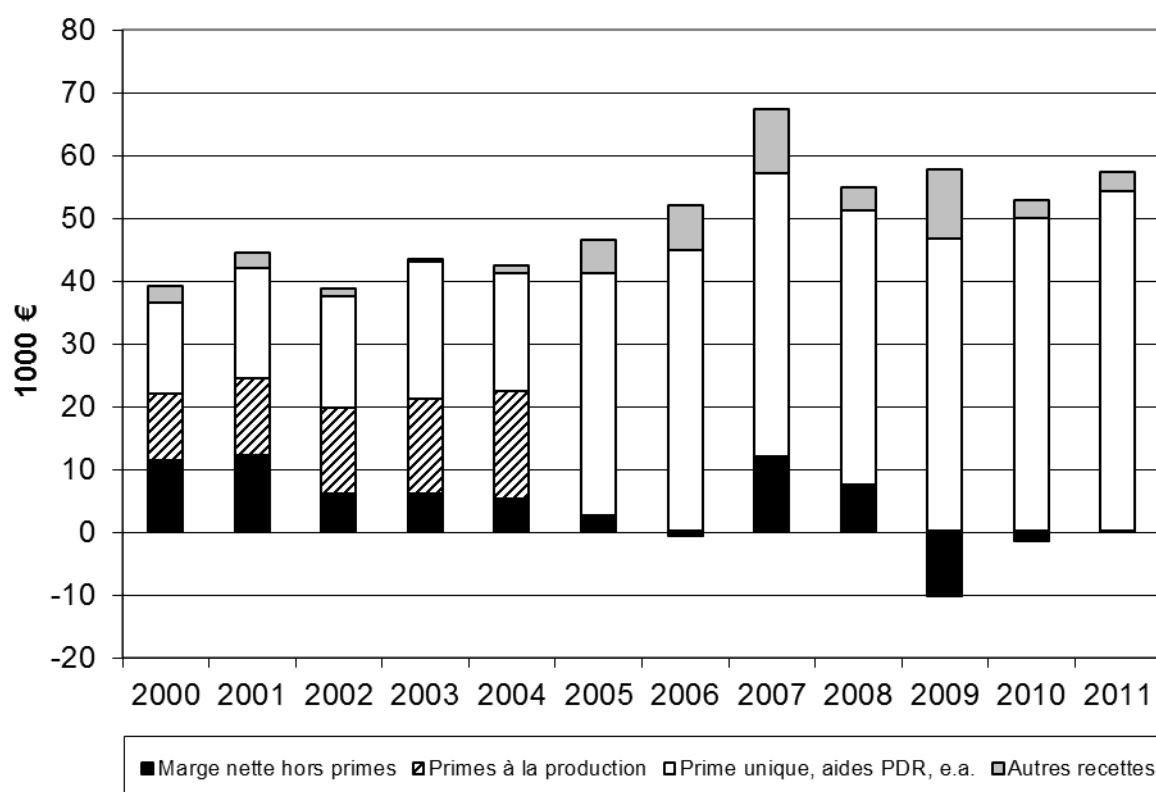
Les observations et tendances à court et à moyen terme, qui se dégagent de l'analyse de ces indicateurs pendant la période 2002-2011 sont les suivantes:

- Les années 2007 et 2008 doivent être considérées comme des années hors norme, vu l'évolution extraordinaire des prix des produits agricoles. Il s'agit notamment de la hausse historique des prix des céréales en 2007 et du lait en 2007 et en 2008, avec un prix du lait moyen de 42 cents/kg (TVA comprise) en 2008, sous l'influence de la situation extrêmement favorable durant le premier semestre.
- Suite aux bouleversements sur les marchés internationaux et face à la crise économique mondiale, l'année 2009 connaît une forte chute des prix agricoles, notamment dans les secteurs des céréales et du lait. Ainsi en 2009, le blé panifiable n'est plus payé que 12,2 €/qt ; le prix du lait tombe à 30 cent/kg en moyenne (-29 % par rapport à l'année historique 2008). Il en résulte une chute du chiffre d'affaires de 14 % par rapport à 2008.
- En 2010 et 2011, les marchés se stabilisent, tendance qui s'est confirmée en 2012 selon les prévisions du SER. Ainsi, le prix du lait moyen (TVA comprise) augmente de 29 à 33 cents/kg de 2009 à 2010 et à 36 cents en 2011. Selon la prévision du SER, il connaît une légère baisse en 2012 pour se retrouver à un niveau moyen de 34 cents/kg. Les prix des céréales augmentent fortement entre 2009 et 2012 et connaissent une évolution de 12,6 €/qt en 2009 à 22,3 €/qt en 2011. Selon les prévisions du SER, les prix augmentent encore une fois de 21 % en 2012. Les prix de la viande bovine, du porc à l'engrais et du porcelet restent stables en 2011 pour connaître une nette augmentation en 2012. Cette situation des marchés agricoles généralement favorable engendre une augmentation du chiffre d'affaires

de 10 % en 2011 par rapport à 2010, atteignant en 2011 un niveau de 206 200 €. Selon les prévisions du SER, le chiffre d'affaires agricole poursuit cette évolution positive en 2012 pour atteindre un niveau de 219 200 € (+6 % par rapport à 2011).

- On observe une augmentation constante des coûts fixes et notamment des amortissements, à tel point qu'en 2009 et en 2010, les coûts fixes surpassent la valeur de la marge brute totale par exploitation. Il en résulte une marge nette négative pour ces deux années. Vu la hausse de la marge brute en 2011 (+6 %), la marge nette atteint un niveau légèrement positif. Le montant des coûts fixes atteint une valeur de 84 100 € en 2011 et 86 800 € en 2012.
- Les coûts variables augmentent de 14 % en 2011 et de 7 % en 2012, selon prévision, face aux prix élevés des céréales et donc des aliments concentrés (+33 % entre 2010 et 2012) ainsi que du prix de l'énergie en forte hausse (+43 % entre 2010 et 2012).
- Face à la situation favorable des marchés, le bénéfice des exploitations agricoles augmente en 2011 de 12 % par rapport à 2010 et atteint un niveau de 57 250 € par exploitation agricole. Pour 2012, le SER prévoit une augmentation du bénéfice de 3 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution s'explique par la hausse à la fois du chiffre d'affaires (+ 10 %) et de la marge brute (+ 6 %) entre 2010 et 2011, ayant un effet plus grand que l'augmentation des coûts.
- Durant les dernières années, on observe une augmentation constante du rapport entre les aides totales et le bénéfice, culminant en 2009 à un niveau de 127 % et ne changeant guère en 2010 et 2011. La production agricole proprement dite générerait donc un résultat comptable négatif pendant cette période. Depuis l'année 2003, le ratio aides/bénéfice est descendu seulement en 2007 en dessous de la barrière des 100 %, vu les conditions extraordinaires des marchés agricoles au cours de cette année.
- Les aides publiques totales augmentent constamment au cours des dernières années, ceci étant dû notamment à l'évolution des paiements de la prime unique, de la prime à l'entretien du paysage, de l'indemnité compensatoire, des aides à l'investissement et des paiements cumulés des primes dans le cadre des mesures agro-environnementales. Face à la situation difficile du secteur laitier, se rajoutent en 2009 les mesures anti-crise telles que l'augmentation de la prise en charge par l'Etat des cotisations sociales (Caisse de Santé et Assurance Pension) pour les producteurs laitiers, une augmentation de la prise en charge par l'Etat des coûts engendrés par le contrôle laitier opéré par CONVIS de 50% à 70% et, à partir du 1^{er} janvier 2010, le relèvement de 9 % à 10 % du taux forfaitaire de TVA applicable lors de la vente des produits agricoles primaires. Les mesures anti-crise ont été étendues à l'ensemble de l'agriculture luxembourgeoise en juillet 2010. En juillet 2011 s'ajoute une enveloppe d'aide de 5 millions d'euros pour compenser les dégâts de sécheresse qui ont frappé l'agriculture luxembourgeoise entre mars et juillet 2011. Une seconde enveloppe, décidée en novembre 2011, a été comptabilisée en 2012. Ces mesures d'aides ont engendré en moyenne une hausse du bénéfice de l'ensemble des exploitations agricoles du pays de 2550 euros en 2010, de 5600 euros en 2011 et de 3100 euros en 2012.

Graphique 1: Evolution des composantes du bénéfice agricole



Le graphique 1 montre l'évolution du bénéfice agricole et de ses composantes au cours des dernières années. On note l'augmentation considérable du bénéfice entre 2004 et 2007 ainsi que la chute de 18 % en 2008. Face à l'évolution négative de la marge nette hors primes (= marge brute - coûts fixes - primes liées à la production), le bénéfice agricole diminue une fois de suite en 2009 : - 14 % par rapport à l'année précédente. A partir de 2010, il augmente sous l'effet du redressement de la situation des marchés agricoles. La marge nette hors primes peut être considérée comme le surplus économique de l'activité agricole. Le graphique visualise de manière très nette l'importance de l'influence des aides publiques.

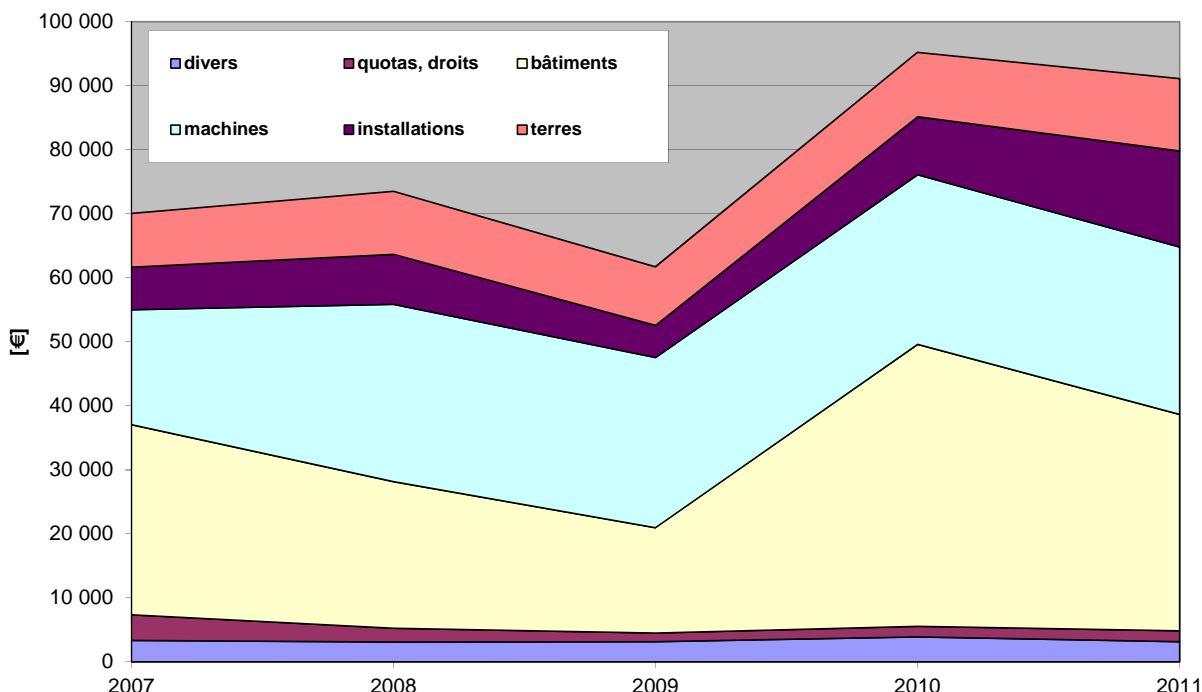
En même temps, les coûts fixes ont continué d'augmenter, pour atteindre en 2011 un niveau historique de 84 100 € en moyenne par exploitation. Il en résulte que la marge nette hors aides publiques a connu une tendance vers zéro pour atteindre une valeur négative en 2009 et 2010. Ceci montre de manière évidente la dépendance économique de l'agriculture des aides publiques.

L'augmentation exceptionnelle de la marge nette en 2007 et 2008 s'explique par le chiffre d'affaires extraordinaire dû à la situation des marchés agricoles favorable. En faisant abstraction de cette situation exceptionnelle, on peut conclure que, ces dernières années, l'accroissement des aides publiques est le facteur essentiel de l'évolution du bénéfice.

Le graphique 2 illustre la composition des investissements. Parallèlement à une évolution positive des bénéfices, le niveau des investissements a connu une croissance de l'ordre de 40 % entre 2000 et 2003, pour se stabiliser pendant les années suivantes, mais rester à un niveau constamment élevé. En 2008 et 2009, on peut observer une augmentation des dépenses d'investissement dans les machines agricoles, en 2010 particulièrement dans les bâtiments agricoles et installations fixes.

Ce phénomène peut s'expliquer par le niveau d'aides à l'investissement élevé dans le cadre de la loi concernant le soutien au développement rural pour la période 2007-2013, et surtout par les liquidités accrues suite à la situation favorable des marchés agricoles en 2007 et 2008.

Graphique 2 : Evolution des dépenses d'investissement



Le bilan des projets d'investissement, qui ont été évalués pendant la période de la nouvelle loi agricole dans le cadre d'un conseil économique par le Service d'économie rurale et Agrigestion de 2007 à 2012, permet de prévoir à l'avenir la poursuite de l'augmentation des coûts fixes engendrés par le niveau d'investissement élevé (amortissements, entretien,...) dans le secteur agricole luxembourgeois.

2. L'évolution à moyen terme du revenu agricole

A moyen terme et en faisant abstraction de la situation des marchés extrême entre 2007 et 2009, le revenu agricole ou bénéfice par UTAn (unité de travail annuel non salarié) connaît une évolution positive depuis 2001, ce qui s'explique notamment par l'effet conjugué d'une politique active d'aides publiques et d'une augmentation constante de la taille économique des exploitations ainsi que de l'accroissement de la productivité du travail (tableau 9).

L'évolution du revenu agricole a été particulièrement troublée face aux fluctuations des prix des matières premières entre 2007 et 2009. Néanmoins, un autre effet peut être observé : en 2008, malgré une évolution positive à la fois du chiffre d'affaires et de la marge brute par rapport à l'année 2007, le bénéfice des exploitations agricoles chute de 18 % face à une croissance considérable des coûts fixes. En 2009, la chute du revenu agricole continue face à la situation défavorable des marchés agricoles notamment dans les secteurs laitier et des grandes cultures, ainsi qu'au niveau toujours très élevé des coûts fixes. En 2010, la situation des marchés se redresse, ce qui engendre une hausse du bénéfice des exploitations agricoles de 10 % par rapport à 2009. En 2011, le bénéfice des exploitations

agricoles monte de 12% par rapport à 2010 avec un revenu agricole de 39 300 € par UTA_n.

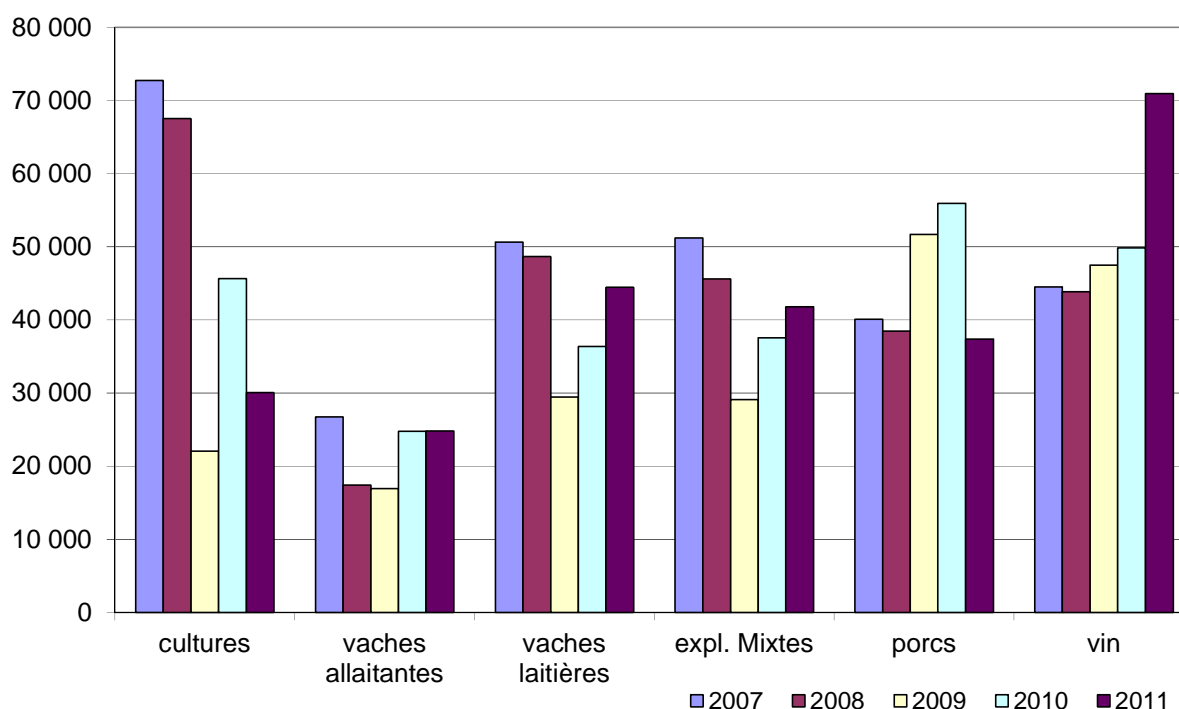
Tableau 9: Evolution de la productivité du travail et du revenu agricole

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
SAU par UTA (ha)	41	43	44	44	46	47	47	46	46	47
UGB par UTA (UGB)	55	54	57	54	55	58	59	58	63	63
Marge brute par UTA (1000 €)	44,9	46,3	47,9	37,9 ¹⁾	37,8 ¹⁾	47,0 ¹⁾	48,4 ¹⁾	36,7 ¹⁾	44,8	47,6
Bénéfice par exploitation (1000 €)	38,9	43,4	42,4	46,6	51,3	67,3	54,9	47,3	51,3	57,3
Bénéfice par UTA _n (1000 €)	27,2	30,2	29,6	33,3	36,2	47,8	39,1	34,4	35,1	39,3

¹⁾ en tenant compte du découplage des primes

Le Graphique 3 montre l'évolution du résultat d'exploitation selon les différentes orientations de production agricole.

Graphique 3 : L'évolution du résultat d'exploitation par UTA_n suivant les orientations de production agricole (en €)



Les calculs ne se basent pas sur le bénéfice agricole, mais sur le résultat d'exploitation. Il s'agit du bénéfice corrigé des recettes et dépenses hors exercice courant, représentant une base plus fiable pour comparer les orientations technico-économiques.

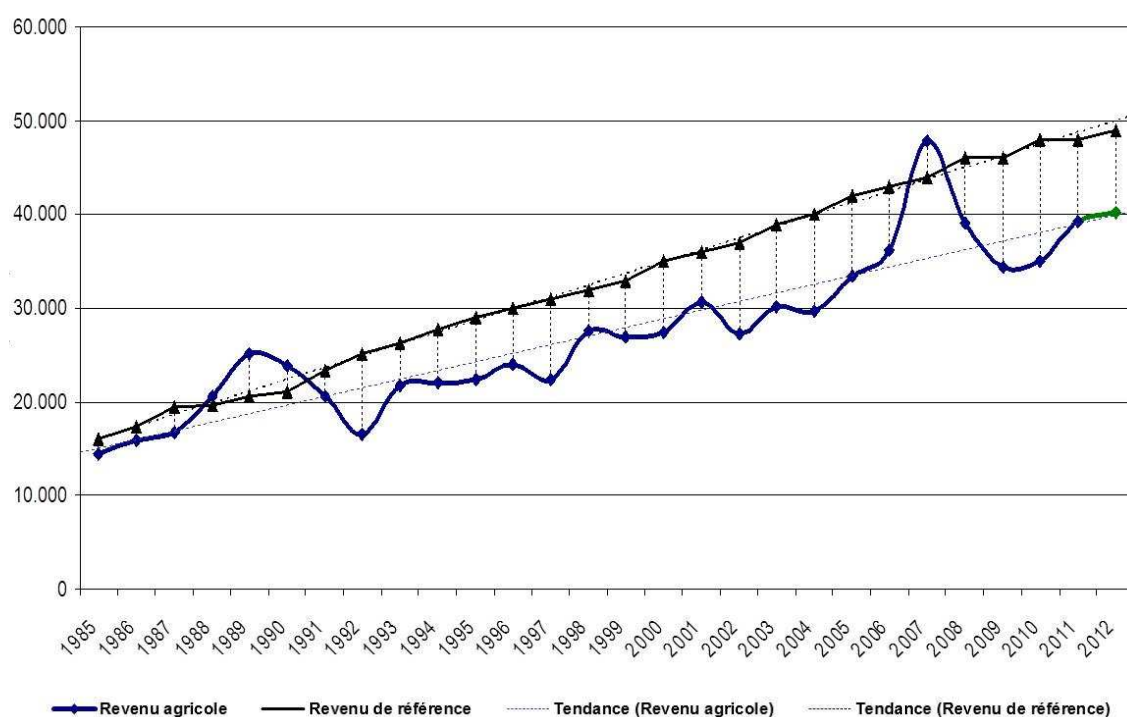
Après les résultats considérables des exploitations de grandes cultures et des exploitations laitières en 2007 suite aux prix favorables des céréales et du lait, le résultat chute dans tous les secteurs en 2008. Il en est de même au cours de l'année 2009, avec une baisse très prononcée du résultat dans les exploitations laitières (- 39 %). En 2009, seulement les secteurs porcin et viticole connaissent une augmentation du résultat. En 2010, les résultats se redressent vers la hausse dans tous les secteurs suite aux conditions bénéfiques des marchés agricoles.

En 2011, cette tendance vers la hausse se poursuit dans les secteurs laitier et viticole. Le résultat des producteurs de viande bovine reste stable. Suite à la sécheresse et les rendements très faibles des céréales, le résultat des exploitations

à grandes cultures chute de 35 %. Les producteurs porcins connaissent une baisse de leur résultat face aux prix élevés des aliments concentrés.

Le graphique 4 illustre l'évolution du revenu agricole par rapport au revenu de référence, déterminé par le STATEC. A partir de 1991, un décalage de plus en plus grand du revenu agricole se crée par rapport au revenu de référence. Néanmoins, suite à l'évolution positive des années 2004 à 2007, le revenu agricole se rapprocha du revenu de référence (44 000 €) pour le franchir en 2007 et atteindre un niveau de 49 600 € au cours à cette année historique. Vu l'évolution négative du bénéfice agricole en 2008 et en 2009, le revenu agricole tombe à 39 100 € par UTAn en 2008 et à 34 400 € par UTAn en 2009 face à un revenu de référence nettement supérieur (46 000 €/UTAn en 2008 et 2009), pour montrer à nouveau une tendance vers la hausse en 2010 (35 100 €), 2011 (39 300 €) et 2012(40 300 €, selon les prévisions du SER). En 2011 et 2012, le revenu de référence était de l'ordre de 48 000 € respectivement 49 000 €.

Graphique 4 : L'évolution du revenu agricole par rapport au revenu de référence (€/UTAn)



Les résultats de l'année comptable 2011 de même qu'une prévision pour 2012 ont été présentés lors du « Buchstellentag » du SER en date du 26 novembre 2012 à Mertzig.

Définitions

- **Réseau comptable agricole**: ensemble d'environ 850 exploitations agricoles, regroupées dans les deux offices comptables d'Agrigestion et du Service d'Economie Rurale. Un sous-échantillon de 450-500 exploitations, sélectionnées en fonction de leur orientation technico-économique et de leur taille économique, constitue la base de données, servant à la détermination des statistiques économiques au niveau national et communautaire, dans le cadre du RICA, le réseau d'information comptable agricole au niveau de l'Union Européenne.

- **Chiffre d'affaires** : somme de toutes les ventes de produits et services agricoles, plus les variations de stocks, plus les aides liées à la production.

- **Bénéfice ou revenu agricole**: résultat du compte d'exploitation (bénéfice), mesurant le revenu annuel dégagé par l'activité agricole, y compris les activités accessoires. Le revenu agricole représente la rémunération du travail fourni ainsi que des capitaux propres engagés par les UTAn présents dans l'entreprise.

- **Revenu de référence**: moyenne nationale annuelle du salaire brut des salariés non-agricoles, calculée par le STATEC.

- **Coefficient de rentabilité**: le coefficient est égal au quotient du revenu agricole sur la somme des charges calculées, à savoir un intérêt forfaitaire de 3,5 % sur les fonds propres et une rémunération pour l'exploitant et les membres actifs de sa famille qui est fixée au niveau du revenu de référence national. Si le revenu est assez élevé pour permettre de rémunérer le capital et le travail familial au niveau fixé, le coefficient atteint la valeur de 100 % (= seuil de rentabilité).

- **Aides à la production**: sont remplacées à partir de 2005 par la prime unique, à l'exception des primes pour les plantes énergétiques, les protéagineux et les fruits à coque.

Aides non liées à la production: prime unique, indemnité compensatoire, prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel, aides spécifiques dans le cadre du règlement UE 1257/99, aides pour certains coûts de production (électricité, eau, assurance grêle), aides agri-monétaires, bonifications d'intérêts, prime d'installation, ...

- **Cash-flow**: est à peu près égal au revenu + amortissements +/- variations des stocks. Il correspond au surplus monétaire dégagé par l'exploitation. Ces liquidités sont utilisées pour rembourser des dettes, assurer le train de vie privée, constituer des réserves et financer des investissements nouveaux. Si le cash-flow n'est pas assez important pour couvrir tous ces besoins, le solde devra être financé par un nouvel emprunt.

- **Marge brute**: différence entre la valeur de la production (y compris les aides à la production) et les charges opérationnelles (variables) d'un secteur d'activité spécifique (p.ex. culture céréalière, production laitière, ...) à l'intérieur d'une exploitation. La marge brute permet de comparer l'efficacité économique de différentes productions, ainsi que d'évaluer la capacité de gestionnaire de l'exploitant.

- **Marge brute standard (MBS)** : valeur moyenne nationale d'une marge brute standardisée par spéculation. La MBS totale par entreprise sert à évaluer la dimension économique (DE) et l'orientation technico-économique (OTE) de l'exploitation.

- **Marge brute totale** : somme des marges brutes des différentes spéculations d'une entreprise; elle représente le surplus dégagé par la production courante de l'entreprise.

- **Excédent brut**: est égal à la marge brute totale de l'exploitation, augmentée des aides non liées à la production et des autres recettes (activités connexes, travaux pour tiers, indemnités, ...), et diminuée des frais généraux (entretien bâtiments, assurances, frais divers, ...) hors amortissements et hors rémunération des facteurs de production externes (personnel salarié, fermages, intérêts) ; en enlevant les amortissements et la rémunération des facteurs de production externes (fermages, loyers, intérêts), on obtient le résultat courant.

- **Revenu des facteurs**: est égal à l'excédent brut, augmenté des aides à l'investissement et diminué des amortissements. Il doit rémunérer les facteurs de production externes, ainsi que le travail et le capital du chef d'exploitation.

- **Taux du coût de l'investissement** : est égal au rapport des amortissements nets (= amortissement – subventions à l'investissement) sur la marge brute totale. Il mesure le poids relatif des coûts des investissements par rapport au potentiel économique de l'exploitation.
- **Taux de coûts fixes** : est égal au rapport des amortissements nets et des autres coûts fixes (entretien, assurances, frais généraux, salaires, fermages, intérêts) sur la marge brute totale. Il mesure la partie de la marge commerciale absorbée par les coûts fixes.
- **Unité de gros bétail (UGB)** : est une unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs d'animaux d'espèces ou de catégories différentes. On définit des équivalences basées sur les besoins alimentaires de ces animaux. Par définition une vache de 600 kg est égale à 1 UGB.
- **Unité de travail annuel (UTA)**: cette unité représente la quantité moyenne de travail qu'une personne peut prester pendant une année; elle est fixée forfaitairement à 2.300 heures. On distingue par ailleurs entre UTA non rémunérées (UTAn), correspondant aux chefs d'exploitations et autres travailleurs non-salariés et UTA salariées (UTAs), dont les charges de salaire constituent une dépense d'exploitation.

II. LES ACTIVITES DU SERVICE D'ECONOMIE RURALE (SER)

Les activités du SER sont diverses et s'inscrivent d'une part dans l'application au Grand-Duché de Luxembourg d'un certain nombre de mesures de la PAC et comprennent d'autre part des missions en relation avec la situation économique et sociale de l'agriculture.

Les tâches du SER peuvent être résumées comme suit :

direction :

coordination générale, questions juridiques, questions relatives au personnel et au budget, équipements techniques,... ;

division des paiements directs :

participation à l'élaboration de la PAC dans le domaine des aides directes, gestion des aides directes (paiement unique, indemnité compensatoire, prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel, aide à la consommation électrique) et de la conditionnalité, relations avec les autres administrations dans le cadre de la gestion et du contrôle des demandes d'aides, gestion du fichier des exploitations, procédure administrative non contentieuse ;

division de la gestion, de la comptabilité et de l'entraide agricoles :

établissement des comptes d'un certain nombre d'exploitations agricoles et viticoles ; conseil économique de gestion ;

division des statistiques agricoles, des marchés agricoles et des relations extérieures :

élaboration de statistiques agricoles relatives à la production agricole, comptes économiques de l'agriculture,... ;
gestion et contrôle des marchés agricoles (gestion des quotas laitiers, intervention publique,...) ;
participation à l'élaboration de la PAC dans le domaine des marchés agricoles.

Les points A à C du présent chapitre contiennent une description des activités plus spécifiques des divisions.

A. La division des paiements directs

Les principales missions de la division des paiements directs peuvent être réparties dans les catégories suivantes :

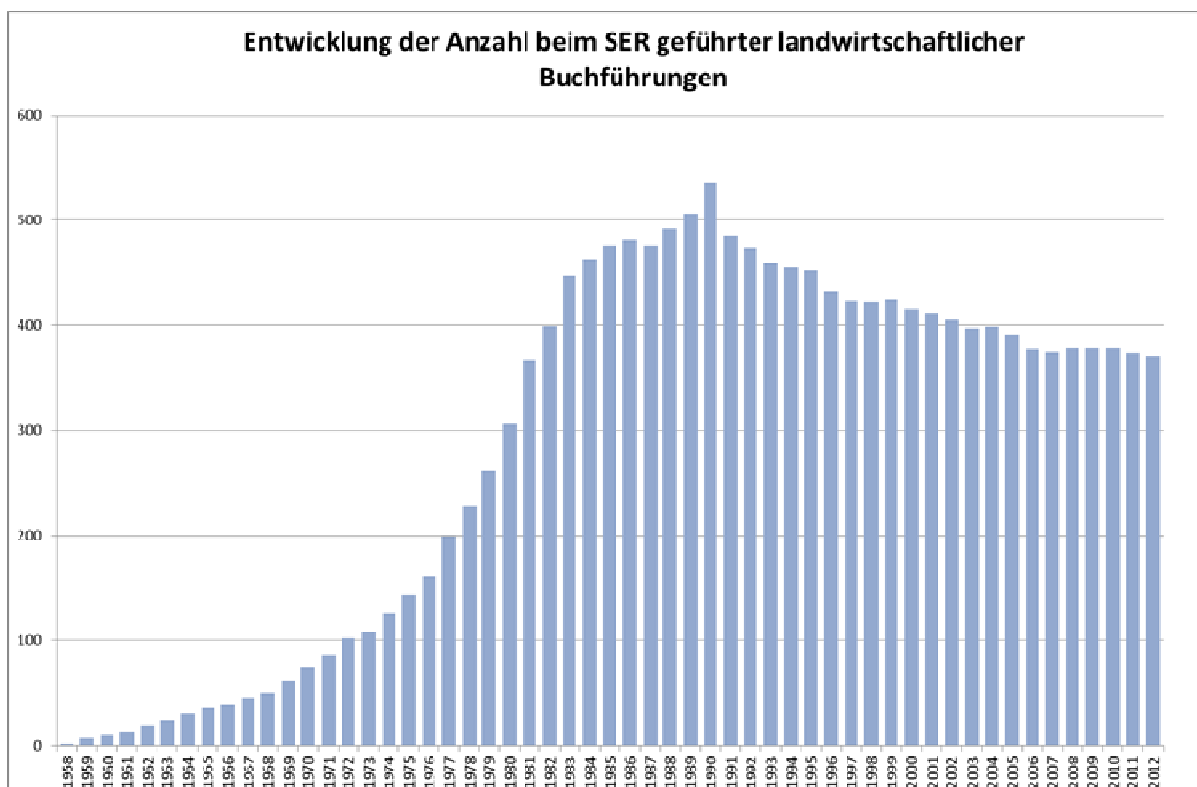
- demande annuelle de paiements à la surface (« Flächenantrag ») : élaboration et envoi des formulaires et de la documentation, saisie alphanumérique et graphique et instruction des demandes, échantillonnage des contrôles sur place ;
- paiement unique : gestion des droits au paiement (demandes de transferts, contrôle de l'utilisation des droits au paiement, recalcul de la valeur des droits au paiement,...), élaboration de formulaires et communications,... (voir chapitre IV A pour des informations concernant des travaux spécifiques en la matière pour l'année 2012 ainsi que des informations chiffrées), calcul de l'aide et établissement des dossiers de paiement ;
- gestion de l'indemnité compensatoire et de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel (voir chapitre IV F et G pour des informations concernant des travaux spécifiques en la matière pour l'année 2012 ainsi que des informations chiffrées) : élaboration de formulaires et communications, gestion et contrôle des engagements, calcul de l'aide et établissement des dossiers de paiement, ... ;

- gestion de l'aide à la consommation électrique : gestion et contrôle des engagements, calcul de l'aide et établissement des dossiers de paiement,
- travaux en relation avec les contrôles sur place, notamment concernant la conditionnalité (Cross-Compliance) : coordination de son application (contacts avec les différentes autorités compétentes dans les domaines respectifs), contrôles administratifs, établissement des échantillons de contrôle sur place, gestion du résultat des contrôles et application centralisée des sanctions ;
- contrôles et procédures entraînant des réductions et des exclusions des régimes de paiement ou bien celles exigeant des remboursements de sommes indûment perçues ;
- travaux en relation avec l'élaboration de la PAC au niveau de l'Union (participation aux réunions de Groupes de travail du Conseil et de Comités de gestion de la Commission européenne) et de la mise en œuvre de ladite politique au Grand-Duché de Luxembourg (voir chapitre IV A) ;
- travaux en relation avec la gestion du courrier entrant et sortant et avec la base de données des exploitations agricoles.

B. La division de la comptabilité agricole, du conseil de gestion et de l'entraide agricoles

Un volet essentiel du travail réalisé chaque année par la division « comptabilité » du SER réside dans la gestion des programmes informatiques de comptabilité économique agricole fournis par la NLB (Neue Landbuch Gesellschaft) et dans la mise en œuvre de ces programmes qui sont utilisés non seulement par le SER, mais qui sont aussi mis à la disposition d'Agrigestion et de plusieurs exploitations agricoles ou viticoles individuelles, sous la responsabilité du SER.

En 2012, le SER a établi les bilans, les comptes de profits et pertes, les marges brutes des principales productions ainsi que les bilans d'éléments nutritifs (N-P-K) de 397 exploitations agricoles ou viticoles. Ces données sont gratuitement mises à la disposition des chefs d'exploitation concernés, ce qui permet à ces derniers d'avoir un meilleur aperçu de l'état économique, financier et écologique de leur entreprise et de prendre les décisions adéquates afin d'améliorer leur revenu, leur situation sociale et leur situation par rapport à l'environnement.



Graphique : Evolution du nombre d'exploitations agricoles et viticoles effectuant leur comptabilité auprès du SER

Ces résultats comptables servent également à établir des statistiques, à analyser l'agriculture luxembourgeoise dans son ensemble et à

- gérer le Réseau National Comptable Agricole (RNCA), un échantillon représentatif (450 exploitations pour l'année 2011) de l'agriculture luxembourgeoise ; une partie des indicateurs économiques de 2011 fournis par l'analyse des données de ce réseau sont présentés au chapitre I F « la situation économique des exploitations » du présent rapport ;
- coopérer avec les instances communautaires dans le cadre du RICA (Réseau d'Information Comptable Agricole de l'UE) ;
- représenter notre pays au niveau européen ou international et mettre à disposition des données statistiques dans le cadre de différents groupes spécifiques de l'OCDE et EUROSTAT ;
- participer au réseau IFCN (International Farm Comparison Network) qui a comparé en 2012 les coûts et recettes en production laitière de 171 exploitations laitières typiques dans 51 pays à travers le monde et a présenté une analyse de la production laitière au niveau national de 91 pays ;
- calculer le produit standard (PS), utilisé à l'avenir notamment pour la classification des exploitations agricoles selon leur dimension et leur orientation technico-économique (OTE) pour les besoins des statistiques RICA et STATEC ;
- fournir des informations économiques et statistiques sur la situation de l'agriculture et de la viticulture dans leur ensemble, par région ou par catégorie d'exploitation pour les besoins du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, mais aussi et de plus en plus régulièrement pour d'autres ministères ou administrations (Environnement, STATEC, ...) en sachant p.ex. que l'exploitation des données fournies par le RNCA est d'une grande utilité pour la mise en œuvre de la PAC.

En 2012, les données des comptabilités sont utilisées en particulier pour réaliser les études suivantes :

- détermination des résultats économiques moyens des exploitations agricoles luxembourgeoises ;
- calcul des marges brutes moyennes des principales productions (vaches laitières, vaches allaitantes, porcins, céréales, etc.)
- simulations à l'aide de la dimension du produit standard (PS) pour établir le revenu professionnel agricole cotisable (RPAC) permettant de définir les montants des cotisations sociales (assurance maladie, pension et assurance dépendance)
- simulations à l'aide de la dimension du produit standard (PS) pour déterminer l'éligibilité des exploitations aux différentes aides prévues dans le futur Plan de Développement Rural 2014-2020 ;
- calcul des marges et de la rentabilité moyennes de la production laitière ;
- étude de l'utilisation de produits phytosanitaires (matière active, quantités appliquées/ha/culture, coûts) ;
- mise en œuvre, ensemble avec le STATEC, de la nouvelle typologie agricole européenne qui se base sur la dimension du produit standard (PS) ;
- élaboration d'un argumentaire en faveur du maintien du régime d'imposition forfaitaire à la TVA des exploitations agricoles au lieu du régime normal.

Les résultats de ces études et autres informations socio-économiques sont largement diffusés moyennant un abonnement gratuit aux publications régulières comme « De Beroder » et « Compta-Info ». Ces brochures ainsi que toute une série d'autres informations concernant la comptabilité sont également disponibles en ligne (www.ser.public.lu). En 2012, deux numéros « De Beroder » et une brochure en quadrichromie ont traité les thèmes suivants :

- comparaison au niveau économique de la traite robotisée et des techniques de traite traditionnelles (De Beroder Nr 68) ;
- statistiques des prix des intrants agricoles en 2011 (De Beroder Nr 69) ;
- communication entrepreneuriale : l'agriculteur en dialogue avec la société (brochure).

Pour présenter au public un aperçu de la situation socio-économique des secteurs agricole et viticole luxembourgeois, le douzième après-midi de la comptabilité s'est déroulé au Centre Turelbaach à Mertzig le 26 novembre 2012 en présence du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Monsieur Romain Schneider. Comme les années précédentes, une analyse des résultats des exploitations agricoles de 2011 ainsi qu'une prévision détaillée de l'évolution du revenu agricole pour l'année en cours 2012 ont été présentées. Ensuite, Monsieur Carl-Christian von Plate-Stralenheim, agriculteur et membre du conseil d'administration de la DLG (Deutsche Landwirtschafts-Gesellschaft) a fait un exposé au sujet de la communication et du dialogue social entre agriculteurs et non-agriculteurs. La conférence était intitulée « Gesellschaftlicher Dialog - neuer Baustein im Selbstverständnis des Unternehmertums ». Quelques 250 personnes ont assisté à cette après-midi. L'accueil auprès de la presse générale et la presse agricole en particulier a été également très bon.

Une autre activité d'information publique consistait à présenter les structures et les spécificités de l'agriculture luxembourgeoise à des experts étrangers (présidents des CERFRANCE - réseau associatif de conseil et d'expertise comptable, représentants des chambres d'agriculture allemands).

Des collaborations avec RTL Télé Lëtzebuerg et la radio socio-culturelle, soit sous forme d'interviews, soit en fournissant des informations aux modérateurs visaient à sensibiliser également le grand public sur différents volets de l'agriculture.

Est organisée chaque année une visite d'études à l'étranger pour les agriculteurs membres de son réseau comptable. En décembre 2012, des exploitants tenant leur

comptabilité auprès du SER se sont rendus dans la région du Nord-Pas de Calais. Le but de l'excursion était de montrer les réponses des exploitations de cette région à un contexte socio-économique changeant : adaptation des coûts d'alimentation du troupeau laitier, diversification des productions et vente à la ferme, vente de lait dans un distributeur. Les participants ont visité trois exploitations, ainsi qu'une ferme-auberge avec des chambres d'hôte lors du repas de midi et une ferme gourmande en Belgique avec sa boucherie lors du repas du soir.

Ces visites sont importantes dans la mesure où elles permettent aux agriculteurs luxembourgeois de confronter leurs propres façons d'agir à l'approche de leurs homologues étrangers. Ceux-ci orientent la plupart du temps leur politique de gestion et d'investissement sur le moindre coût et les économies possibles. La composante sociale de ces visites n'est pas non plus à négliger.

Le conseil de gestion constitue un domaine de travail essentiel de la division tant par son importance et son utilité pour les chefs d'exploitation bénéficiaires que par le volume de travail qui en découle. En 2012, les conseillers du SER ont traité 54 demandes de conseils d'investissements dans le cadre de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural (loi agraire), contre 77 en 2008 dont 15 rétroactifs pour 2007, 45 en 2009, 26 en 2010 et 42 en 2011. A remarquer que Agrigestion ainsi que le service de comptabilité DELPA de la Centrale Paysanne effectuent également de tels conseils d'investissements.

Pour pouvoir bénéficier des aides à l'installation lors de la reprise d'une exploitation agricole par un jeune, celui-ci doit élaborer avec un service de gestion (SER, Agrigestion ou DELPA) un plan de développement de l'exploitation faisant l'objet de l'installation. Le SER a traité 13 projets en 2012, contre 33 en 2008 dont 10 pour 2007, 9 en 2009, 16 en 2010 et 9 en 2011.

De plus, à côté de l'analyse économique de projets individuels d'investissement et le suivi de jeunes lors de leur installation sur une exploitation, prévues dans le cadre de la loi agraire et les nombreuses demandes de renseignements ponctuelles, la division prodigue des conseils de gestion portant notamment sur

- l'association d'exploitations (« fusions ») ;
- la diversification, voire la réorientation d'une exploitation vers d'autres productions ;
- les questions économiques et juridiques liées à la location d'une exploitation entière ou de bâtiments ;
- l'étude approfondie des documents comptables et de la gestion générale de l'entreprise en vue d'améliorer le revenu, notamment dans le cas d'exploitations en situation économique difficile ;
- l'analyse des bilans d'éléments nutritifs (N-P-K) ;
- l'analyse détaillée de la rentabilité des différentes productions d'une exploitation ;
- l'amélioration du revenu en lien plus spécifique avec une approche agro-environnementale.

En 2012, 17 exploitations ont fait appel à des conseils de gestion approfondis, contre 32 en 2009, 30 en 2010 et 68 en 2011.

La division a participé à différents niveaux à l'élaboration du futur programme de développement rural 2014-2020: analyse SWOT, détermination de la stratégie nationale, définition du statut de l'exploitant agricole, détermination des aides aux investissements dans les exploitations agricoles et des mesures agro-environnementales.

Elle a mis au point - avec l'aide de son fournisseur de programme informatique de comptabilité économique agricole NLB (Neue Landbuch Gesellschaft) - un programme

de conversion des données de comptabilités vers le format RICA (Réseau d'Information Comptable Agricole de l'UE).

Est également assurée en partie la formation professionnelle complémentaire en gestion d'entreprise obligatoire pour les jeunes agriculteurs dans le cadre de leur installation selon la loi agraire du 18 avril 2008.

La division est en dialogue permanent avec la Biogas -Vereenigung en vue d'encadrer la production de biogaz et d'adapter le cadre législatif aux techniques de production qui évoluent rapidement et a élaboré une étude fondamentale et les calculs de base nécessaires en vue de l'introduction d'un bonus pour lisier (Güllebonus).

Comme en 2011, elle a participé au projet LUCASS (énergies renouvelables) porté par le CRP-Henri Tudor.

Elle étudie le volet économique lors de la conception de projets d'extensification et collabore avec l'Administration de la Nature et des Forêts dans le cadre du groupe de suivi des projets d'agriculture extensive.

Elle est représentée dans la commission instaurée dans le cadre du règlement grand-ducal du 10 septembre 2012 instituant un ensemble de régimes d'aide pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural, viticole et forestier, ainsi que dans la commission instaurée dans le cadre du règlement grand-ducal du 26 août 2009 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel.

Est également à noter la présence au sein du groupe de travail « Constructions agricoles en zone verte » (Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Administration de la Nature et des Forêts, ASTA, SER), afin que les aspects des coûts et de la fonctionnalité des bâtiments agricoles soient considérés d'avantage lors de la discussion visant l'agrément de l'implantation de nouveaux projets en zone verte. Dans ce cadre, le SER fait valoir le point de vue des exploitants agricoles et viticoles lors des travaux en cours d'élaboration d'un mémento définissant les critères à respecter pour les constructions en zone verte.

Elle fait partie du groupe de travail « Natur genéissen – Mir iessen regional, bio a fair » mis en place par le SICONA (Syndicat Intercommunal pour la Conservation de la Nature) afin d'élaborer une charte de qualité visant à promouvoir l'utilisation de produits de l'agriculture locale auprès des maisons relais.

Par ailleurs le SER est représenté au niveau de la Task force pour l'agriculture et l'alimentation biologiques qui réunit des représentants du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et de l'ASTA ainsi que les principaux acteurs du secteur.

Elle est en outre présente dans la commission pour la vulgarisation et la recherche agricoles dont la coordination incombe à la Chambre d'Agriculture.

Elle est membre du groupe curriculaire de la section agricole du Lycée technique agricole d'Ettelbrück qui, dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle, met en place les nouveaux programmes de la formation professionnelle agricole.

A noter que dans le cadre de sa mission de promotion des différentes formes de coopération entre entreprises agricoles dans le but de diminuer les coûts fixes des exploitations, le travail du LMR (Verband der Luxemburger Maschinen- und Betriebshilfsringe) a été soutenu activement en assurant la tâche du secrétaire au sein

du conseil d'administration du LMR et en veillant à l'équilibre financier des différentes sections du LMR (MBR-Services, MBR-Nordspëtz et SERVET) ainsi que celui du projet concernant l'entraide agricole (Betriebsshelfer).

Afin de promouvoir une agriculture durable la division assure le secrétariat de la FILL (Fördergemeinschaft Integrierte Landbewirtschaftung Luxemburg) et a participé à la mise en œuvre des projets suivants : groupe de travail pâturage, groupe de travail assurant la suite du projet "travail réduit du sol" et projet de vulgarisation "Opti-Gras" (collaboration entre FILL et CONVIS). Et finalement, le SER assure la représentation de la FILL auprès de EISA (European Initiative for Sustainable Agriculture).

C. La division des statistiques agricoles, des marchés agricoles et des relations extérieures

La division des statistiques agricoles, des marchés agricoles et des relations extérieures regroupe les activités du SER dans le domaine de la statistique agricole, de l'organisation des marchés agricoles et des relations extérieures.

Les informations statistiques élaborées par la division concernent principalement la production agricole, les prix des produits agricoles départ ferme et des entrants agricoles et les comptes économiques de l'agriculture.

Ces informations statistiques sont élaborées selon des méthodologies définies sur le plan communautaire et sont communiquées à EUROSTAT, instance responsable au sein de la Commission de l'UE pour l'harmonisation et la publication des statistiques sur le plan communautaire. Elles sont publiées sur le site internet du SER, dans le rapport d'activité du Ministère de l'Agriculture et dans les publications du STATEC. Les informations statistiques sont mises à disposition des utilisateurs (ministères ou administrations, instances professionnelles du secteur agricole, opérateurs du secteur agroalimentaire luxembourgeois, agriculteurs, particuliers ...).

Le SER collecte les informations de base directement auprès des acteurs économiques (agriculteurs, associations agricoles, entreprises opérant dans le secteur agroalimentaire,...) ou utilise les informations élaborées au sein du SER (informations provenant du système intégré de gestion et de contrôle ou du réseau de comptabilités) ou d'autres administrations ou services (STATEC, ASTA, Institut Viti-Vinicole, Administration des Services Vétérinaires,...) à des fins statistiques. Toutes ces informations sont intégrées dans un système cohérent de statistiques agricoles.

Le SER collabore étroitement sur le plan statistique avec l'institut national de statistique STATEC. L'échange d'informations statistiques est bi-directionnel : Le SER intègre les données relatives aux structures des exploitations agricoles élaborées par la division des statistiques agricoles du STATEC dans le système des statistiques agricoles et le STATEC utilise les comptes économiques de l'agriculture dans la comptabilité nationale en tant que comptes sectoriels de la branche d'activité agricole.

Le travail méthodologique ainsi que les améliorations à apporter au système de communication des données à EUROSTAT font l'objet de groupes de travail spécialisés (statistiques des produits végétaux, statistiques des produits animaux, comptes économiques et prix agricoles,...) instaurés auprès d'EUROSTAT, le Comité Permanent de la Statistique Agricole (CPSA) assurant un rôle de coordination et de conception générale en matière de statistiques agricoles. Le SER participe activement aux travaux de ces groupes.

Dans le domaine des relations extérieures, le SER participe à l'élaboration de la PAC dans le cadre des instances communautaires du Conseil, de la Commission et du Parlement Européen. Le chapitre III retrace l'évolution de la PAC en 2012.

La mise en œuvre des mesures d'organisation de marchés agricoles sur le plan national incombe au SER pour les céréales, oléagineux et protéagineux (COP), le lait et les produits laitiers, le cheptel (bovins, porcins, ovins,...) et la viande issue de ces animaux.

Les mesures de gestion des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers sont détaillées au chapitre IV.D et celles relatives aux marchés du cheptel et de la viande au chapitre IV.E.

III. L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC)

A. La PAC en 2012 : continuation des débats tout au long de l'année

L'ensemble des mesures visant à réformer la PAC a été présenté par la Commission lors de la session du Conseil « Agriculture » qui a eu lieu en octobre 2011.

A rappeler que le paquet législatif initial en question comprenait en tout 7 propositions différentes :

- les 4 règlements de base se rapportant aux paiements directs, au développement rural, à la gestion des marchés ainsi qu'au financement et au contrôle de la PAC. Ce dernier regroupe toutes les dispositions de financement, de suivi et de contrôle des deux piliers de la PAC, y compris la réglementation relative à la conditionnalité ;
- un règlement du Conseil portant sur la fixation de certaines aides dans le domaine de la gestion des marchés qui reflète la transposition de l'article 43-3 du traité de fonctionnement de l'UE, un des éléments très sensibles de l'approche horizontale sur l'alignement de la législation de la PAC au traité de Lisbonne en négociation entre les institutions ;
- un règlement fixant les mesures transitoires pour les paiements directs pour la dernière année d'application du régime actuel qui établit le plafond net dans le cadre du paiement unique pour l'année transitoire 2013 ;
- un règlement portant sur le régime spécifique des paiements directs pour les viticulteurs qui vise à autoriser les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait de découpler les mesures des programmes d'action destinés aux viticulteurs et de transférer le budget réservé dans l'OCM unique dans l'enveloppe du paiement direct.

Ainsi les points clés de la réforme peuvent être résumés comme suit :

1. Le régime relatif aux paiements directs

Par rapport au système actuel, les dispositions nouvelles suivantes sont proposées :

- convergence progressive du taux des paiements directs entre Etats membres et entre exploitations dans une région (« modèle régional ») : la première année de la nouvelle période de programmation, 40% de l'enveloppe financière du paiement unique devra être régionalisé pour arriver à un taux de 100% en 2019 ;
- paiement écologique obligatoire représentant 30 % de l'enveloppe budgétaire (paiement à l'ha) du premier pilier. Ce « verdissement » prévoit trois mesures qui sont le maintien des pâturages permanents, la diversification de l'assolement (au moins trois cultures sur les terres arables, dont aucune ne peut excéder 70% et la troisième doit couvrir au moins 5%) ainsi que le maintien des surfaces écologiques (haies, arbres, biotopes, jachères écologiques) sur au moins 7% de la surface agricole (à l'exception des prairies permanentes) ;
- paiement complémentaire pour les zones à contraintes naturelles (max. 5% de l'enveloppe nationale) ;
- régime simplifié pour les petits exploitants qui reçoivent moins de 1000 euros par an d'aide directe ;
- limitation de l'éligibilité aux agriculteurs actifs : ne sera pas considéré comme agriculteur actif une personne dont le montant du paiement unique est inférieur à 5% du revenu des activités non-agricoles ou dont les surfaces agricoles ne doivent pas être activement exploitées pour rester dans des bonnes conditions agronomiques et environnementales ;

- réduction progressive des paiements directs à partir de 150 000 euros par exploitation (300 000 euros actuellement) et plafonnement des paiements directs à 300 000 euros par exploitation en prenant en compte les charges salariales des exploitations ;
- possibilité pour les Etats membres d'un transfert volontaire des fonds entre les deux piliers (en remplacement de la modulation volontaire) ;
- paiements supplémentaires de 25 % (par rapport à la moyenne régionale) pour jeunes agriculteurs pendant 5 ans ; cette possibilité est limitée à 2 % de l'enveloppe nationale.

Par contre les dispositions en vigueur seraient maintenues pour les aspects suivants :

- paiement direct basé sur des droits au paiement ;
- maintien du seuil minimal pour bénéficier de paiements directs ;
- possibilité de couplage de certains paiements (maximum 10% de l'enveloppe nationale).

2. Le règlement relatif à la gestion des marchés ou l'organisation commune des marchés uniques

Les dispositions nouvelles suivantes ont été proposées :

- harmonisation partielle des mesures d'urgence ;
- création d'un fonds d'urgence de 500 millions d'euros annuels et reportables pour faire face aux situations de crise sur les marchés agricoles ;
- maintien de l'intervention et du stockage privé comme filet de sécurité ;
- abandon de l'aide à l'incorporation de poudre de lait dans l'alimentation animale ;
- confirmation de la suppression des quotas dans les secteurs du lait et du sucre ;
- élargissement des règles relatives à la reconnaissance des organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles qui existaient jusqu'à présent dans le secteur des fruits et légumes ou du vin à tous les secteurs de production.

3. Le développement rural

La Commission propose les dispositions nouvelles suivantes:

- stratégie nationale commune avec les autres fonds structurels : mise en place d'un cadre stratégique commun ensemble avec les fonds européen pour le développement, le fond européen social, le fonds de cohésion et le Fond maritime et de la pêche, pour atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020 (croissance durable, intelligente et inclusive) ;
- abolition des axes dans la programmation des PDR, mais 25% des enveloppes nationales devront être consacrés à des questions liées à la gestion environnementale et à la lutte contre le changement climatique ;
- détermination des zones défavorisées selon une nouvelle méthodologie basée sur des critères biophysiques ;
- introduction de la possibilité de financer des mesures de gestion des risques naturels comme les assurances ou les fonds mutuels ;
- introduction de la possibilité de financer un instrument de stabilisation des revenus ;
- élargissement du concept des conditions ex-ante pour les aides ;
- mise en place d'un Partenariat européen d'innovation (PEI) pour la productivité et le développement durable de l'agriculture.

Depuis la présentation de la réforme de la PAC, un long processus de négociation entre les trois institutions européennes a été entamé et le Conseil a tenu pratiquement tous les mois des débats d'orientation générale sur lesdites propositions.

Le Conseil ayant déjà tenu une première série de débats d'orientation sur les paiements directs en novembre 2011 et sur le développement rural en décembre 2011, c'est au cours de la session du 23 janvier 2012 qu'il a procédé à un large échange de vues sur la proposition de règlement portant organisation des marchés et des produits agricoles (règlement OCM unique) dans le cadre de la PAC.

Le débat portait sur les mesures exceptionnelles à prendre en cas de crises des marchés ainsi que les mesures proposées en vue de rendre la chaîne d'approvisionnement alimentaire plus compétitive et plus performante, en particulier via le renforcement des organisations de producteurs.

Par la suite, la présidence danoise a engagé une série de débats d'orientation plus ciblés sur les questions thématiques spécifiques suivantes :

- au cours de la session de mars 2012 sur la simplification dans le cadre de la PAC : six principes fondamentaux ont pu être dégagés qui ont reçu un soutien quasi unanime au sein du Conseil. Cela confirme que les Etats membres cherchent en priorité à intégrer efficacement la simplification dans la conception de la future PAC afin que le cadre réglementaire, cohérent avec les objectifs spécifiques visés, soit le plus simple possible pour un coût minimum.
- au cours de la session d'avril 2012 concernant le règlement sur les paiements directs : les régimes spéciaux de soutien en faveur des jeunes agriculteurs, les petits exploitants et les agriculteurs dans les zones soumises à des contraintes naturelles, le soutien facultatif couplé, la redistribution interne des paiements directs, l'agriculteur « actif » et le plafonnement du soutien accordé aux grandes exploitations.
- au cours de la session de mai 2012 sur l'écologisation de la PAC dans le cadre de la réforme de la PAC : ce débat a porté sur les dispositions figurant dans les trois principales propositions du paquet sur la réforme de la PAC, à savoir le règlement relatif aux paiements directs pour les agriculteurs, le règlement relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune (règlement horizontal) ainsi que le règlement sur le développement rural.
- au cours de la session de juin 2012 sur la question du développement rural dans le cadre de la réforme de la PAC.

Par ailleurs la présidence danoise a présenté au cours de la session de juin 2012 un rapport sur l'état d'avancement de la réforme de la PAC qui met en relief particulièrement la simplification et l'écologisation. Il indique les principales modifications qu'il est suggère d'apporter aux propositions de la Commission et pour lesquelles la présidence a constaté un large soutien parmi les délégations. Les modifications proposées par la présidence visent à régler un certain nombre de questions soulevées par les délégations, notamment en vue de veiller à ce que la future législation relative à la PAC soit applicable en pratique et puisse être mise en œuvre d'une manière économiquement rentable.

Pendant la seconde moitié de l'année 2012 et au cours de la présidence chypriote, les débats autour de la réforme de la PAC ont continué.

Ainsi au cours des sessions de juillet et de septembre 2012, les ministres de l'agriculture ont tenu deux débats d'orientation dans le cadre de la réforme de la PAC axés sur des questions spécifiques dans le cadre de :

- la proposition de règlement relatif au soutien au développement rural, dont notamment les questions relatives aux zones soumises à des contraintes naturelles ;
- la proposition de règlement portant organisation commune des marchés des produits agricoles (règlement OCM unique).

Au cours de la session d'octobre 2012, les débats relatifs aux paiements directs se sont axés de nouveau sur les deux éléments suivants :

- la question de la convergence interne (afin de parvenir à un niveau uniforme de paiements directs au niveau régional ou national d'ici 2019) ;
- le régime en faveur des jeunes agriculteurs proposé pour répondre à la question du vieillissement de la population agricole.

Par ailleurs, le Conseil a tenu un autre débat sur le renforcement des organisations de producteurs (OCM unique).

Si les débats portaient de nouveau au cours de la session du mois de novembre 2012 aussi bien sur les paiements directs que sur le développement rural et le règlement « OCM unique », la présidence chypriote a présenté au cours de la session de décembre 2012 son rapport sur l'état d'avancement de la réforme de la PAC.

Ce rapport décrit les progrès réalisés au cours du second semestre de 2012 sur les propositions relatives à la réforme de la PAC. Il a été établi sous la responsabilité de la présidence, sur la base des positions exprimées au sein du Conseil et de ses instances préparatoires au cours de ce semestre.

Le rapport mentionne également les principales modifications qu'il est suggère d'apporter aux propositions de la Commission et au sujet desquelles la présidence a pu constater un large soutien des délégations. A plusieurs reprises, le Conseil s'est montré déterminé à faire en sorte que les réformes apportent une réelle simplification.

Le rapport recense également, pour chacune des propositions, les questions clés qui sont encore en suspens en décembre 2012, y compris celles figurant dans le cadre de négociation relatif au cadre financier pluriannuel et sur lesquelles le Conseil européen se prononcera en dernier ressort.

Enfin, au cours de la session du mois de janvier 2013, la présidence irlandaise a présenté au Conseil son programme de travail et ses priorités dans le domaine de l'agriculture, ainsi qu'une feuille de route de la réforme de la PAC.

Durant sa présidence, l'Irlande s'attachera surtout à assurer la conclusion d'un accord politique interinstitutionnel sur la réforme de la PAC d'ici la fin juin 2013. À cet effet, la présidence compte parvenir à une position globale du Conseil avant la fin mars 2013. Les délégations ont approuvé le calendrier serré proposé par la présidence pour la réforme de la PAC. Plusieurs délégations ont indiqué que ce programme de travail était ambitieux, mais réaliste, étant donné que la commission de l'agriculture du Parlement européen a récemment voté ses amendements aux propositions portant sur la réforme de la PAC. Elles ont toutefois souligné que tout progrès sur la réforme de la PAC était lié à la conclusion d'un accord sur le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 lors de la prochaine réunion du Conseil européen.

La présidence poursuivra également les travaux menés avec le Parlement européen en ce qui concerne l'alignement d'autres aspects du cadre juridique dans le domaine de l'agriculture sur les dispositions du traité de Lisbonne.

B. Les autres travaux du Conseil en 2012

1. La stratégie de l'UE en matière de bien-être animal

Au cours de la session du 23 janvier 2012, le Conseil a reçu des informations de la Commission concernant une stratégie de l'UE pour la protection et le bien-être des animaux pour la période 2012-2015.

La stratégie propose une approche en deux volets, consistant :

- à mettre en place un cadre législatif complet pour le bien-être des animaux qui mette l'accent sur les résultats en termes de bien-être et sur la sensibilisation de toutes les parties concernées ;
- à renforcer les mesures déjà en place, ou à en faire un meilleur usage, par exemple, les mesures destinées à veiller à un meilleur respect des exigences légales par les Etats membres, à renforcer la coopération internationale ou mieux informer les consommateurs.

A noter que la première stratégie pour le bien-être des animaux a été adoptée en 2006 et la nouvelle stratégie s'inspire de la précédente et tire notamment parti de l'expérience acquise durant les cinq années de mise en œuvre du premier plan d'action.

Au cours de la session de juin 2012, le Conseil a adopté des conclusions sur la protection et le bien-être des animaux qui portent essentiellement sur les documents suivants de la Commission :

- communication de la Commission sur la stratégie de l'Union européenne pour la protection et le bien-être des animaux au cours de la période 2012-2015 ;
- rapport de la Commission sur l'incidence du règlement (CE) n° 1/2005 relatif à la protection des animaux pendant le transport.

2. La réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole

Au cours de sa session d'octobre 2012, le Conseil a adopté des conclusions sur le rapport spécial n°7/2012 de la Cour des comptes européenne intitulé "La réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole: état d'avancement".

Le Conseil souligne la nécessité d'évaluer l'incidence de la réforme sur les niveaux de l'offre et de la demande dans le secteur vitivinicole et de déterminer si des déséquilibres structurels subsistent sur le marché. La commission devrait présenter un rapport sur la situation du marché vitivinicole plus tard dans l'année.

Le principal objectif de la réforme du secteur vitivinicole est d'accroître la compétitivité des producteurs de vin de l'UE. Le régime d'arrachage a entraîné une réduction de l'offre conforme à l'objectif de réduire le surplus structurel. Le régime de restructuration et de reconversion a eu une incidence positive au niveau des viticulteurs et a contribué à une amélioration des techniques de gestion des vignobles.

3. Le partenariat européen d'innovation

Dans le cadre de la session du Conseil de mars 2012, la Commission a informé les ministres de sa communication sur le partenariat européen d'innovation "Productivité et développement durable de l'agriculture", qui vise à renforcer les liens entre agriculture et recherche afin d'améliorer le développement durable de l'agriculture et de mieux relever les défis auxquels ce secteur sera confronté à l'avenir.

Le partenariat européen d'innovation (PEI) sur la productivité et le développement durable de l'agriculture pour la période 2014-2020 vise à relever deux défis majeurs auxquels est confrontée l'agriculture européenne au début du 21^e siècle: comment augmenter la production et la productivité avec moins de ressources afin de répondre à la forte croissance de la demande mondiale de denrées alimentaires, d'une part, et comment renforcer le développement durable et l'efficacité de l'utilisation des ressources et traiter les aspects environnementaux, d'autre part.

Ce partenariat vise à mettre en place une interface de travail entre des acteurs dans le domaine de l'agriculture et de la bio-économie, des scientifiques, des conseillers et d'autres intervenants aux niveaux régional, national et de l'UE, par l'application de deux politiques de l'UE:

- la future politique pour le développement rural (fondée sur les propositions pour la PAC de l'après-2013) devrait prévoir un cofinancement pour les actions innovantes de "groupes opérationnels" regroupant des agriculteurs, des conseillers, des chercheurs, des entreprises et d'autres acteurs;
- la politique de l'UE en matière de recherche et d'innovation ("Horizon 2020") fournira une base de connaissances pour des actions sur le terrain. Parmi les principales actions susceptibles d'être prises en compte pour le PEI figurent notamment des projets de recherche appliquée, des initiatives transfrontalières et en matière de clusters, des approches fondées sur la participation d'une multitude d'acteurs, des projets pilotes ou de démonstration, ainsi que le soutien aux agents de l'innovation et aux centres d'innovation.

IV. L'APPLICATION DE DIVERSES MESURES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

A. Le régime de paiement unique

1. Les caractéristiques générales de son application au Grand-Duché de Luxembourg

Le régime de paiement unique est un régime d'aide découplé (sans lien direct avec une production agricole quelconque). Il fonctionne sur base de droits au paiement (DPU) à faire valoir par les producteurs détenteurs à l'aide d'un nombre correspondant d'hectares de surfaces agricoles, viticoles ou horticoles éligibles au paiement. Sont éligibles les terres arables, les prairies et pâturages permanents ainsi que les cultures permanentes telles que vergers, pépinières, vignobles et les taillis à courte rotation situés au Grand-Duché de Luxembourg.

Le régime de paiement unique a été introduit en 2005 au Grand-Duché de Luxembourg. La valeur des DPU dépend en partie d'une situation individuelle historique de primes connue au cours d'une période de référence (primes applicables en 2000-2002 et remplacées par le présent régime).

Il existe deux types de DPU, à savoir les droits normaux et les droits spéciaux.

Le régime de paiement unique est soumis aux dispositions de la conditionnalité (voir sous B.).

En outre, les montants d'aide sont soumis à la modulation. Celle-ci consiste en une réduction linéaire des montants d'aide dépassant les 5.000 euros. Cette réduction s'élevait à 10% en 2012. Les moyens financiers ainsi libérés sont en partie utilisés dans le même Etat membre et en partie redistribués entre les Etats membres. Les montants sont soit affectés à des mesures relevant de la programmation en matière de développement rural soit utilisés pour le financement d'opérations ciblées pour faire face aux nouveaux défis (domaines du changement climatique, des énergies renouvelables, de la gestion de l'eau, de la biodiversité, des mesures d'accompagnement et de restructuration du secteur du lait, de l'infrastructure internet à large bande en zones rurales).

Les paiements sont limités par un plafond net. Ce plafond correspond au plafond brut (mentionné au point suivant) diminué de l'effet escompté de la modulation (estimations menées sur base de données RICA). Il s'élevait à 34.700.000 euros en 2012.

2. La valeur des DPU détenus et de la réserve nationale au 31 décembre 2012

Le règlement (CE) n° 73/2009 fixe, pour l'année de demande 2012 (budget communautaire de 2013), un plafond brut de 37.671.000 euros pour le paiement unique. Il varie au cours des années en fonction de l'envergure annuelle du plafond viticole (utilisé pour l'introduction en 2009 du paiement unique en viticulture). La différence entre le plafond brut et la valeur totale des droits détenus par les producteurs constitue la valeur de la réserve nationale. La situation en termes de droits détenus par les producteurs et montants disponibles à la réserve nationale en date du 31 décembre 2012 est résumée au tableau 1.

Tableau 1			
Type de droits	Nombre de droits	Valeur surfacique totale (en ha)	Valeur monétaire totale (en €)
Normaux	125.751	123.437,72	37.528.286,80
Spéciaux	6	0,00	5.459,99
Jeunes	0	0	0
TOTAL	125.757	123.437,72	37.533.746,79

A la date du 31 décembre 2012, la réserve nationale s'élevait donc à $37.671.000 - 37.533.746,79 = 137.253,21$ euros.

3. Le paiement de la prime pour l'année 2011

En 2011, vu les conditions climatiques défavorables et par conséquent leur impact sur la situation en termes de cash flow auprès des producteurs, la Commission a accordé une dérogation aux Etats membres leur permettant de procéder au paiement d'avances d'au plus 50% à partir du 16 octobre 2011. Ainsi, les autorités luxembourgeoises ont payé en deux étapes, à savoir une avance fin octobre et le solde dès début décembre.

Au total, 1.985 producteurs ont bénéficié d'un montant total de 34.032.846,59 euros.

4. Les opérations en matière de DPU au courant de l'année 2012

Les opérations courantes sont les suivantes :

a) Les transferts de droits

Les droits peuvent être transférés sans écrêtement et selon les modes suivants :

- par achat (avec ou sans terre) ;
- par bail (Le bail de droits doit aller de pair avec le bail d'un nombre d'hectares correspondant au nombre de droits. La durée du bail des droits est identique à celle du bail des terres.) ;
- par héritage ou héritage anticipé.

En outre, la répartition des droits en cas de scission d'exploitation et le regroupement de droits en cas de fusion d'exploitations sont assimilés à des transferts. Ces opérations sont à considérer soit comme un achat ou un bail de droits.

La situation des transferts ayant pris effet avant la demande de surfaces 2012 est reprise au tableau 2.

Tableau 2					
Type de transfert	Nbre de notifications	Nbre de cédants (*)	Nbre de cessionnaires (*)	Nbre de DPU transférés (**)	Val. monétaire des DPU transférés (€)
Achat	261	495	116	2.334,30	605.429,00
Bail	84	48	78	335,75	99.907,47
Héritage	6	5	6	102,50	29.530,71
Achat (fusion)	1	1	1	260,95	95.309,94
Bail (fusion)					
TOTAL	351	231	179	3.032,60	830.177,12

(*) Le total du nombre de cédants et cessionnaires ne correspond pas forcément à la somme des colonnes respectives, comme respectivement un seul cédant peut avoir cédé des DPU à plusieurs cessionnaires et un seul cessionnaire peut avoir repris des DPU de plusieurs cédants.

(**) Le nombre des DPU transférés correspond au total des valeurs surfaciques des DPU.

Parmi les 231 cédants, 37 producteurs ont transféré l'intégralité de leurs droits (1.498,07 DPU d'une valeur totale de 411.083,53 euros).

b) L'allocation en faveur des jeunes producteurs

Le règlement grand-ducal du 25 novembre 2011 portant application, au Grand-Duché de Luxembourg, du régime de paiement unique prévoit en son article 16 une allocation à partir de la réserve nationale pour les jeunes producteurs nouvellement installés depuis respectivement le 16 avril 2004 (agriculteurs) ou le 1^{er} janvier 2008 (viticulteurs) et qui n'ont pas encore bénéficié ou demandé l'octroi d'un quota laitier supplémentaire au titre de leur installation. Sont considérés comme jeunes agriculteurs nouvellement installés ceux qui le dernier jour de la période de dépôt annuelle (c.à.d. le 31 janvier) remplissent les conditions prévues à l'article 9 de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

Les producteurs peuvent demander une allocation d'un montant de 3.030 euros (c.à.d. 10 fois la valeur moyenne régionale de 303 euros/ha). Ce montant est accordé respectivement sous forme d'augmentation linéaire de tous les DPU détenus en propriété et/ou de DPU supplémentaire (au cas où les 3.030 euros ne peuvent pas être utilisés entièrement pour la dite augmentation en valeur).

L'octroi des allocations se fait dans la limite des sommes disponibles dans la réserve nationale (tout en gardant une marge de sécurité de 50.000 euros).

Au titre de l'année 2012, 3 producteurs ont introduit une telle demande.

c) La consolidation (« compression ») de DPU [article 18 du règlement (CE) n° 1120/2009]

Les modalités d'application du régime de paiement unique prévoient la possibilité d'adapter le nombre de droits détenus par un producteur qui déclare moins d'hectares que le nombre de droits initialement alloués et au cas où ce manque de terres est dû à une perte de terrains en faveur d'ouvrages d'intérêt public (construction de routes, création de zones industrielles ou commerciales, construction d'écoles, ...). Les pertes de terres dues à des actes spéculatifs ne sont pas couvertes par cette mesure (p.ex. vente de terrains à bâtir).

L'opération consiste à reconduire à la réserve nationale les droits initialement alloués au demandeur et à réallouer un nombre réduit de droits à partir de celle-ci, de sorte à ce que les droits finalement à la disposition du demandeur peuvent tous être activés à l'aide de la surface exploitée par ce

dernier. La valeur totale des droits allouée à partir de la réserve nationale est identique à celle des droits reconduits.

Au courant de l'année 2012, 1 seul producteur a introduit une demande de « compression » des droits.

5. Le paiement de la prime pour l'année 2012

Depuis début décembre 2012, les autorités nationales procèdent au paiement de la prime. Ainsi, jusqu'au 28 janvier 2013, un montant total de 33.473.480,64 euros a été versé à 1.945 bénéficiaires.

B. La conditionnalité

Le règlement (CE) n°73/2009 dispose en son article 4 que « tout agriculteur percevant des paiements directs est tenu de respecter les exigences réglementaires en matière de gestion visées à l'annexe II, conformément au calendrier fixé dans cette annexe, ainsi que les bonnes conditions agricoles et environnementales établies conformément à l'article 6 ».

L'annexe II dudit règlement reprend les domaines suivants :

- environnement ;
- identification et enregistrement des animaux;
- santé publique, santé des animaux et des végétaux;
- notification des maladies;
- bien-être des animaux.

Les mesures à prendre en matière de bonnes conditions agricoles et environnementales sont fixées à l'annexe III du dit règlement et concernent :

- l'érosion des sols ;
- les matières organiques du sol ;
- la structure des sols ;
- le niveau minimal d'entretien des sols.

En outre, les réglementations communautaire et nationale fixent des règles en matière de maintien des pâturages permanents.

La conditionnalité est applicable à toutes les aides du 1^{er} pilier de la PAC (dès 2005), au régime d'indemnité compensatoire aux producteurs de régions défavorisées ainsi qu'aux mesures agro-environnementales du 2^{ème} pilier (dont notamment le régime de prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel).

Le non-respect des exigences émanant des dispositions reprises ci-avant conduit à une réduction proportionnelle des aides soumises à la conditionnalité. La dite réduction est fonction de la gravité, de l'étendue, de la persistance et de la répétition du non-respect.

C. L'aide à la consommation électrique

Sont éligibles à l'aide, tout agriculteur et exploitation agricole ayant une dimension économique correspondant à une marge brute standard totale d'au moins 9.600 euros, calculée selon la méthode fixée aux paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 3 du règlement grand-ducal du 25 avril 2008 portant exécution du Titre I et du Titre II, chapitre 1er, 2, 3, 4, 6, 7 et 10 de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

L'aide se base sur les renseignements fournis dans respectivement la demande « surfaces » (« Flächenantrag ») et le recensement viticole ainsi que sur la base de données Sanitel (identification/enregistrement des bovins) et se calcule par unités de surface (ha) et par unités de bétail (UB/VE).

L'aide allouée se répartit de la manière suivante :

1. terres agricoles (Ackerland)	6,70 EUR par ha
2. pâturages permanents (Dauergrünland)	6,70 EUR par ha
3. terres viticoles exploitées (Ertragsreblfläche)	33,00 EUR par ha
4. autres surfaces « plein air » (sonst. Flächen Freiland)	21,20 EUR par ha
5. autres surfaces « sous verre » (sonst. Flächen Glas)	231,90 EUR par ha
6. animaux de pâturage (Rauhfutterfresser)	2,20 EUR par UB/VE
7. porcs (Schweine)	6,10 EUR par UB/VE
8. volaille (Geflügel)	7,20 EUR par UB/VE
9. ruches	0,50 EUR par ruche

Au total, 1.748 producteurs ont fait une demande pour bénéficier de l'aide au titre de l'année 2012. L'aide est calculée et payée au mois de février/mars 2013. Le montant total de l'aide versée au titre de l'année 2011 s'élevait à 929.940,72 euros.

D. Le marché du lait et des produits laitiers

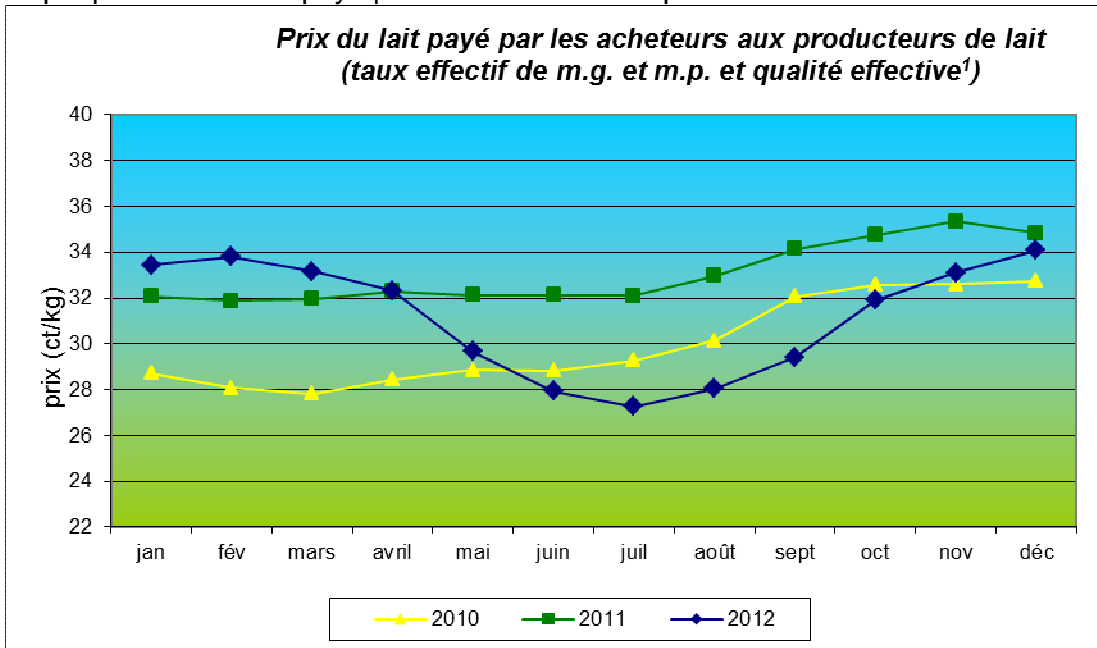
1. L'évolution du marché et le cadre communautaire

Le marché du lait et des produits laitiers a été perturbé au cours de l'année 2012. Une mauvaise qualité des fourrages et en particulier de l'ensilage d'herbe a influencé à la baisse la production de lait au Luxembourg. En outre, des coûts élevés pour les aliments concentrés dus à la spéculation sur de mauvaises récoltes au niveau mondial et en particulier aux Etats-Unis ont augmenté fortement les coûts de production du lait sur les exploitations luxembourgeoises.

En même temps, les prix des principaux produits laitiers (lait, beurre, poudre de lait) ont connu une baisse sur le marché communautaire et mondial pendant l'été 2012. Les prix des fromages et du petit-lait ont moins été touchés par cette baisse de prix sur le marché communautaire. En revanche, des prix plus compétitifs et un taux de change avantageux ont pu jouer en faveur des exportations de produits laitiers vers des pays tiers.

Suite à cette évolution, les producteurs de lait ont été affectés par des prix bas du lait livré à la laiterie pendant la période de mai à septembre 2012. Le graphique ci-dessous montre l'évolution du prix moyen du lait payé aux producteurs au Luxembourg à taux effectif de matière grasse et de matière protéique pour les années 2010 à 2012.

Graphique : Prix du lait payé par les acheteurs aux producteurs de lait



Au Luxembourg, le prix moyen payé aux producteurs en 2012 s'élève à 31,19€cents/kg ce qui représente une baisse 5,48% par rapport au prix moyen de 2011. En comparant les prix payés aux producteurs dans les autres Etats membres, le Luxembourg se situe relativement loin derrière la moyenne des 27 Etats membres de l'année 2012. Néanmoins, depuis le mois d'octobre, le prix payé aux producteurs laitiers luxembourgeois se situe à nouveau proche de la moyenne communautaire.

Suite à l'évolution négative des prix lors des mois d'été de l'année 2012, la valeur de la production a diminué de moins de 6,6% par rapport à l'année 2011.

En ce qui concerne la production des principaux produits laitiers en 2012 au niveau communautaire, le bilan est positif. La production de lait concentré au sein de l'UE augmente de 13,3% par rapport à l'année 2011. Pour la poudre de lait écrémé et le beurre une hausse de 6% et de 3,6% a pu être enregistrée. La production de fromage augmente de 2,3% en 2012. Une légère hausse pour le lait de consommation de 0,5% a pu également être constatée pour l'année 2012 (La période prise en considération se limite à celle de janvier à octobre 2011/2012 pour la raison que les données de novembre et décembre ne sont actuellement pas disponibles).

En 2012, les exportations de l'UE vers les pays tiers sont marquées par une hausse des exportations de lait de consommation de 33,5%, des meilleures exportations de beurre par une hausse de 5,3 % et une augmentation de 10,5% pour les fromages. L'exportation de lait écrémé en poudre a connu une légère hausse de 5,3% par rapport à 2011 (cf. 2010-2011 :+ 37%) (La période prise en considération se limite à celle de janvier à octobre 2011/2012 pour la raison que les données de novembre et décembre ne sont actuellement pas disponibles).

Ainsi, le recours à des restitutions à l'exportation n'a pas été nécessaire au niveau de l'UE au cours de l'année 2012. Comme l'année précédente, il n'a pas non plus été nécessaire de procéder à l'achat à l'intervention ni pour le beurre, ni pour la poudre de lait écrémé au niveau communautaire. Les stocks d'intervention de lait en poudre écrémé et de beurre ont été entièrement dégagés en 2012. Ainsi, aucune quantité ne sera disponible pour la distribution dans le cadre du programme d'aide

aux personnes les plus démunies en 2013 et l'ensemble des Etats-membres qui appliquent ce programme devra s'approvisionner directement sur le marché.

Sur le plan communautaire, l'année 2012 a été marquée par l'adoption de trois règlements communautaires mettant en œuvre un système de reconnaissance d'organisations de producteurs, d'association de producteurs et d'organisation interprofessionnelles permettant aux producteurs laitiers de mieux s'organiser et d'effectuer des négociations contractuelles avec le secteur de la transformation:

- un règlement modifiant le règlement (CE) n°1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (règlement « OCM unique ») ;
- le règlement d'exécution (UE) n°511/2012 de la Commission du 15 juin 2012 relatif aux notifications concernant les organisations de producteurs et interprofessionnelles ainsi que les négociations et les relations contractuelles prévues dans le règlement (CE) n°1234/2007 du Conseil dans le secteur laitier et des produits laitiers ;
- le règlement délégué (UE) n°880/2012 délégué de la Commission du 28 juin 2012 complétant le règlement (CE) n°1234/2007 du Conseil en ce qui concerne la coopération transnationale et les négociations contractuelles des organisations de producteurs dans le secteur du lait et des produits laitiers.

Comme la législation prévoit que toute quantité de lait soumise à une obligation de livraison à une coopérative ne peut simultanément être engagée dans des négociations contractuelles, il ne faudra pas s'attendre à des conséquences majeures pour la plupart des producteurs sur le marché laitier luxembourgeois organisé à 86% dans des associations agricoles.

2. Le régime des quotas laitiers

Malgré la sous-utilisation du quota au niveau de l'UE de 4,7% pour l'année de quota 2011/12, six Etats-membres ont dépassé leurs quotas: le Luxembourg, l'Allemagne, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Autriche et Chypre. Dans ce contexte, un «atterrissage en douceur» pour les producteurs laitiers de tous les Etats membres a été revendiqué par la délégation luxembourgeoise ensemble avec d'autres délégations à plusieurs reprises et à tous les niveaux de négociation institutionnels européens. La Commission a publié en décembre 2012 un rapport sur la situation du marché laitier et l'atterrissage en douceur dans les Etats membres. Elle arrive à la conclusion qu'une intervention n'est pas nécessaire pour garantir l'atterrissage en douceur.

Sur le plan national, la gestion du régime des quotas laitiers continue à être régie par le règlement grand-ducal du 11 mars 2004 concernant l'application, au Grand-Duché de Luxembourg, du régime de prélèvement sur le lait.

Au cours de la période 2012/13, les producteurs luxembourgeois se voient majorer leur quota individuel de 1,0 %. Cette majoration constitue la 4^e tranche de l'augmentation globale de 5,0 % décidée en novembre 2008 par le Conseil dans le cadre du bilan de santé de la PAC.

Les quantités de référence transférées d'une exploitation laitière vers une autre au cours de la période 2012/13 sont légèrement en hausse par rapport à la période 2011/12.

Pour la période 2012/13, 76 producteurs ont présenté une demande de transfert de quotas. La quantité de référence totale transférée porte sur 5.726.619 kg, soit 1,98 % du quota national.

Depuis l'instauration du régime de transfert définitif des quotas (1^{er} avril 2000), 552 producteurs ont abandonné la production laitière et ont procédé à la vente de leur quota laitier à destination de 416 exploitations. Plus de la moitié des producteurs actifs a ainsi investi dans l'achat de quotas laitiers au cours des treize dernières périodes de douze mois. La quantité de référence transférée depuis le 1^{er} avril 2000 porte sur 63.517.745 kg, soit 21,91 % du quota national disponible.

Selon les informations communiquées par les producteurs ayant procédé à l'achat de quotas au cours de la période 2012/13 le prix des quotas est légèrement supérieur à celui de la période de douze mois précédente et se situe toujours à un niveau sensiblement supérieur à celui enregistré dans les autres Etats membres qui dépassent leur quotas. Le prix moyen établi pour la période 2012/2013 s'élève à 0,50 €/kg et les prix effectivement payés varient dans une fourchette comprise entre 0,22 €/kg et 0,75 €/kg. Ainsi, le prix moyen a augmenté, mais les prix minima et maxima ont diminué. Dans quelques cas, les quotas sont transférés gratuitement.

Consécutivement aux transferts précités, le quota laitier moyen par exploitation passe en treize ans de 216.732 kg à 380.781 kg, soit une progression de 164.049 kg ou de 75,69 %. Toutefois, il faut remarquer que les prix payés par les producteurs actifs pour les quotas leur transférés aux cours des treize périodes de douze mois écoulées sont fort élevés et, dans certains cas, même exorbitants. Ceci s'explique avant tout par deux phénomènes :

- le fait que les producteurs de lait achètent davantage de quotas pour pouvoir maintenir leur position sur un marché sur lequel ils se voient soumis à une concurrence plus rude à partir de 2015 ;
- le sentiment d'incertitude chez certains producteurs par rapport à la collecte par les laiteries après la fin du régime des quotas et la présomption que la quantité maximale de lait à livrer après 2015 serait égale à la quantité qu'une exploitation aura livré en 2015.

Au cours de la période 2012/13, les disponibilités de la réserve nationale sont allouées en premier lieu à 10 jeunes producteurs nouvellement installés, qui bénéficient de l'allocation d'un quota supplémentaire de 23.800 kg leur revenant au titre de leur premier établissement. Par ailleurs, une quantité de 1.343.690 kg est attribuée à 347 producteurs appartenant à la troisième catégorie prioritaire (producteurs disposant d'une quantité de référence propre inférieure respectivement aux livraisons de lait effectuées pendant l'année de référence 1983 ou, le cas échéant, à l'objectif de production du plan de développement en voie de réalisation au moment de l'instauration du régime des quotas laitiers).

La vingt-huitième période d'application du régime des quotas laitiers (2011/2012) s'étend du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012.

Livraisons de lait aux acheteurs

Les tableaux 3 et 4 résument la situation enregistrée pour la période 2011/12 en matière de :

- répartition du quota national entre les divers acheteurs de lait
- livraisons corrigées de lait
- dépassement du quota national
- prélèvement à payer par les producteurs individuels.

Tableau 3	Quotas alloués au titre des livraisons de lait aux acheteurs (Période 2011/2012)		
Acheteur	Quota global (kg)	Transferts article 67 paragraphe 2 du régl. (CE) 1234/2007 (*) (kg)	Quota définitif (kg)
LUXLAIT	128.782.838	---	128.782.838
EKABE	36.067.803	- 26.651	36.041.152
PROCOLA	114.556.165	---	114.556.165
CORELUX	4.350.292	---	4.350.292
FROMAGERIE DE LUX.	2.728.795	---	2.728.795
TOTAL :	286.485.893	- 26.651	286.459.242

(*) Transferts opérés par les producteurs disposant d'un quota « livraisons » et d'un quota « vente directe »

Tableau 4	Livraisons et prélèvement (Période 2011/2012)			
Acheteur	Livraisons corrigées (kg) (*)	Dépassement du quota (kg)	Sous-utilisation du quota (kg)	Prélèvement dû (EUR)
LUXLAIT	129.910.618	1.127.780	---	294.506,52
EKABE	35.988.385	---	52.767	---
PROCOLA	114.973.215	417.050	---	109.252,23
CORELUX	4.428.841	78.549	---	20.660,44
FROMAGERIE DE LUX.	2.683.225	---	45.570	---
TOTAL :	287.984.284	1.623.379	98.337	424.419,19

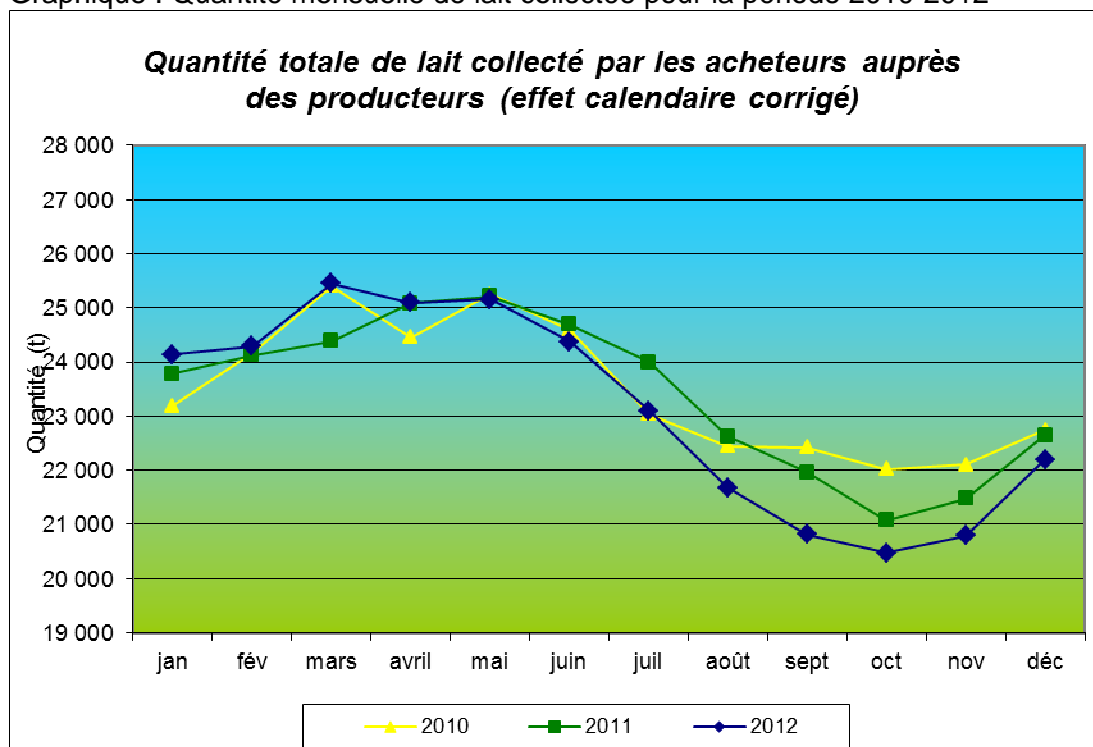
(*) Compte tenu de la correction appliquée aux livraisons suite au dépassement du taux de matière grasse de référence

Le tableau 5 reprend les chiffres en matière de répartition des quotas entre les différents acheteurs au cours de la vingt-neuvième période d'application du régime des quotas laitiers.

Tableau 5	Répartition des quotas entre les différents acheteurs au cours de la période 2012/2013 (situation au 16/01/2013)	
Acheteur	Quota total (kg)	en %
LUXLAIT	127.611.868	44,204
EKABE	37.386.773	12,951
PROCOLA	114.340.487	39,607
CORELUX	6.561.512	2,273
FROMAGERIE DE Luxembourg	2.786.711	0,965
TOTAL :	288.687.351	100,000

Le graphique ci-après montre les quantités mensuelles livrées aux acheteurs pour les années 2010 à 2012.

Graphique : Quantité mensuelle de lait collectée pour la période 2010-2012



Vente directe

Au cours de la période 2011/2012, une quantité de référence « vente directe » est allouée à 2 producteurs; les quantités de référence totales attribuées s'établissent à :

Quota national « vente directe »	500.000 kg
Transfert article 67 paragraphe 2, R(CE) n°1234/200 7	+26.651 kg
Quota national disponible	526.651 kg

Les quantités de lait et de produits laitiers commercialisées directement portent sur 474.583 kg en équivalent lait.

Réallocation de quotas

Pour la période du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012, il est possible d'allouer, à partir de la réserve nationale, les quantités de référence supplémentaires indiquées au tableau 6.

Tableau 6: Réallocation des quotas	
Quotas supplémentaires alloués en 2011/2012 et motifs de l'allocation	Quantité de référence globale engagée
1) Allocation linéaire de 1 % à 717 producteurs laitiers	2.668.100 kg
2) Un quota supplémentaire de 23.800 kg a été alloué à 7 jeunes producteurs	166.600 kg
3) Allocation d'un quota supplémentaire à 376 producteurs appartenant à la troisième catégorie prioritaire. (producteurs disposant d'une quantité de référence propre inférieure respectivement aux livraisons de lait effectuées pendant l'année de référence 1983 ou, le cas échéant, à l'objectif de production du plan de développement en voie de réalisation au moment de l'instauration du régime des quotas laitiers)	1.421.343 kg
Quantité de référence supplémentaire allouée :	4.256.043 kg

3. La situation structurelle du secteur laitier

La situation structurelle du secteur laitier au Grand-Duché de Luxembourg ressort du tableau 7 qui montre la répartition des quotas laitiers entre les exploitations laitières en fonction du quota détenu par exploitation.

Tableau 7	Structure des exploitations laitières luxembourgeoises									
	Répartition par classe de grandeur (répartition établie sur base du quota laitier détenu)									
	Situation au 15 juin 2012									
Classe de grandeur (kg)	0 – 60.000	60.001 – 100.000	100.001 – 150.000	150.001 – 200.000	200.001 – 250.000	250.001 – 300.000	300.001 – 400.000	400.001 – 500.000	> 500.000	TOTAL
Quota détenu (kg)	223.980	1.294.540	5.541.296	14.520.872	23.696.117	27.817.732	50.625.649	42.101.273	122.049.212	287.870.671
%	0,08	0,45	1,92	5,04	8,23	9,66	17,59	14,63	42,40	100,00
Nombre de producteurs	7	16	44	82	104	101	146	94	162	756
%	0,93	2,12	5,82	10,85	13,76	13,36	19,31	12,43	21,43	100,00
Moyenne par classe (kg)	31.997	80.909	125.939	177.084	227.847	275.423	346.751	447.886	753.390	380.781

L'évolution de la structure des exploitations agricoles produisant du lait est caractérisée par une diminution du nombre d'exploitations et une augmentation du quota individuel des exploitations restantes (voir tableau 8).

Tableau 8: Evolution des exploitations laitières au Luxembourg			
Campagnes	Nombre de producteurs	Quota moyen (kg)	Variation annuelle (%)
1984/85	2.226	131.626	
1985/86	2.222	130.513	-0,846
1986/87	2.042	142.018	+8,815
1987/88	1.970	139.137	-2,029
1988/89	1.869	143.111	+2,856
1989/90	1.800	150.444	+5,124
1990/91	1.776	152.477	+1,351
1991/92	1.640	162.394	+6,504
1992/93	1.590	167.604	+3,208
1993/94	1.524	175.917	+4,960
1994/95	1.463	183.252	+4,170
1995/96	1.373	195.264	+6,555
1996/97	1.309	204.811	+4,889
1997/98	1.276	210.108	+2,586
1998/99	1.259	212.944	+1,350
1999/2000	1.237	216.732	+1,779
2000/2001	1.149	233.467	+7,722
2001/2002	1.093	245.704	+5,241
2002/2003	1.058	253.832	+3,308
2003/2004	1.022	262.773	+3,522
2004/2005	991	270.993	+3,128
2005/2006	955	281.208	+3,769
2006/2007	923	292.415	+3,985
2007/2008	890	304.802	+4,236
2008/2009	863	322.214	+5,713
2009/2010	838	335.121	+4,006
2010/2011	811	349.747	+4,364
2011/2012	788	364.195	+4,131
2012/2013	756	380.781	+4,554

Remarque : Campagnes 1984/85 - 2011/2012 : Données de fin de campagne
Campagne 2012/2013 : Données du 15 juin 2012

Le tableau 9 montre la répartition du quota national entre les différentes catégories d'âge de producteurs et le nombre de producteurs dans chaque catégorie.

Tableau 9 Répartition du quota par classe d'âge (Situation au 1 ^{er} avril 2012)								
Catégorie d'âge	Producteurs âgés de moins de 25 ans	Producteurs âgés de 25 ans jusqu'à 34 ans	Producteurs âgés de 35 ans jusqu'à 44 ans	Producteurs âgés de 45 ans jusqu'à 49 ans	Producteurs âgés de 50 ans jusqu'à 54 ans	Producteurs âgés de 55 ans jusqu'à 59 ans	Producteurs âgés de 60 ans jusqu'à 64 ans	Producteurs âgés de plus de 64 ans
Quota global détenu par catégorie d'âge (kg)	19.342.512	76.375.388	86.036.853	46.726.671	37.252.180	18.378.852	3.160.886	548.229
Part du quota national	6,720%	26,536%	29,892%	16,235%	12,943%	6,386%	1,098%	0,190%
Nombre de producteurs par catégorie d'âge	43	160	210	134	117	72	15	5
Pourcentage	5,688%	21,164%	27,778%	17,725%	15,476%	9,524%	1,984%	0,661%
Quota moyen par catégorie d'âge (kg)	449.826	477.346	409.699	348.707	318.395	255.262	210.726	109.646

4. L'allocation de quantités de référence supplémentaires

Le tableau 10 reprend les allocations de quantités de références effectuées depuis l'instauration du régime des quotas laitiers.

Tableau 10 Allocation de quantités de références supplémentaires		
Catégorie	Nombre de cas	Quantité de référence supplémentaire allouée (kg)
Cas de rigueur	91	971.777
Anciens cas de rigueur	33	132.828
Plans de développement	222	12.848.991
Plans d'amélioration matérielle	335	14.388.752
Jeunes producteurs	902	21.420.075
Petits producteurs	147	957.526
Pool national	354	12.442.524 (*)
Cas 1983	445	7.720.937
Majoration 7,5 %	742	18.534.128
	Total	89.417.538 (**) soit 30,85 % du quota national

(*) dont 304.480 kg alloués en application de l'article 16 paragraphe (2) du règl. grand-ducal du 14 mars 1996 (allocation linéaire de 1.384 kg à 220 exploitations), 696.763 kg alloués en application des articles 25 et 26 dudit règlement (dispositions transitoires) et 11.441.281 kg alloués en application des articles 13 et 14 du règlement grand-ducal du 1^{er} mars 2000 respectivement en application des articles 13 et 14 du règlement grand-ducal du 11 mars 2004 (dissolutions transferts et fusions).

(**) le chiffre de 89.417.538 kg comprend la quantité de référence de 25 millions de kg alloués au Luxembourg depuis le début du régime des quotas laitiers en provenance de la réserve communautaire

5. Le pool national

Depuis le 1^{er} avril 2000, le pool national ne sert plus comme instrument de restructuration de la production laitière mais est exclusivement destiné à garantir l'allocation définitive de quotas à des producteurs ayant soit bénéficié d'un transfert temporaire de quotas par voie de location soit profité de la jouissance d'une quantité de référence plus substantielle dans le cadre d'un contrat d'association. En effet, ces derniers bénéficient d'un droit d'allocation prioritaire des quotas transférés ou des quotas détenus par le co-associé au cas où les contractants décident d'un commun accord de mettre un terme, soit en raison de l'arrivée du terme soit en raison de sa résiliation anticipée, au bail ou à la convention qui les a engagés dans le passé.

A partir du 1^{er} avril 2000, 111 contrats de bail ne sont plus reconduits ou sont résiliés anticipativement et les quotas laitiers correspondant à ces contrats, représentant une quantité de 6.786.330 kg, sont alloués définitivement aux producteurs en activité moyennant le passage par le pool national. En outre 26 associations de producteurs sont dissoutes anticipativement et les producteurs continuant la production laitière se voient allouer définitivement les 4.703.428 kg de quotas de leur ancien associé grâce au recours au pool national.

6. Les transferts de quotas

Le tableau 11 reprend les quantités de référence ayant fait l'objet d'un transfert consécutivement à un contrat de location ou à un contrat de vente.

Tableau 11 Transfert de quota					
Période	Nombre	Quota transféré consécutivement à un contrat de location	Nombre	Quota transféré consécutivement à un contrat de vente	Total général
1984/1985	0	0	0	0	
1985/1986	2 cas	85.147 kg	0	0	
1986/1987	0	0	0	0	
1987/1988	0	0	0	0	
1988/1989	1 cas	128.713 kg	0	0	
1989/1990	1 cas	191.400 kg	0	0	
1990/1991	2 cas	297.799 kg	0	0	
1991/1992	6 cas	351.543 kg	0	0	
1992/1993	4 cas	445.246 kg	0	0	
1993/1994	32 cas	2.600.067 kg	0	0	
1994/1995	18 cas	1.479.819 kg	0	0	
1995/1996	20 cas	2.119.214 kg	0	0	
1996/1997	11 cas	1.339.660 kg	0	0	
1997/1998	24 cas *	1.810.277 kg	0	0	
1998/1999	8 cas	531.046 kg	0	0	
1999/2000	16 cas	2.274.229 kg	0	0	
2000/2001	0	0	80 cas	8.219.357 kg	
2001/2002	1 cas	346.848 kg	52 cas	5.343.261 kg	
2002/2003	1 cas	349.765 kg	38 cas	3.756.319 kg	
2003/2004	0	0	43 cas	4.858.219 kg	
2004/2005	0	0	39 cas	4.246.773 kg	
2005/2006	0	0	43 cas	4.984.601 kg	
2006/2007	0	0	40 cas	5.008.887 kg	
2007/2008	0	0	36 cas	4.193.304 kg	
2008/2009	0	0	41 cas	4.716.414 kg	
2009/2010	1 cas	228.719 kg	26 cas	2.994.104 kg	
2010/2011	0	0	36 cas	4.251.674 kg	
2011/2012	0	0	38 cas	5.218.213 kg	
2012/2013	0	0	40 cas	5.726.619 kg	
Total	148 cas	14.579.492 kg	552 cas	63.517.745 kg	78.097.237 kg

* dont 12 cas (1.026.786 kg) qui ont fait appel aux dispositions transitoires de l'article 26 paragraphe (2) deuxième alinéa du règlement grand-ducal modifié du 14 mars 1996.

7. Le régime d'aide au lait scolaire

La réglementation communautaire prévoit une aide à la cession de lait et de certains produits laitiers aux élèves des établissements scolaires.

A partir du 1^{er} janvier 2001 le financement communautaire pour le « lait scolaire » est ramené de 95 % du prix indicatif du lait (valable à l'époque) à 75 % de ce prix avec la faculté pour les Etats membres d'accorder, en complément de l'aide communautaire, une aide nationale pour cofinancer la distribution de lait et de produits laitiers aux élèves fréquentant un établissement scolaire.

Au Luxembourg il est fait application de cette disposition. L'aide nationale accordée s'élève à 11,63 €/100 litres de lait entier.

Au cours de l'année scolaire 2011/2012, 69 établissements fréquentés par 29.823 élèves bénéficient dudit régime d'aide.

L'aide globale accordée pour le lait entier s'élève à 30,3245 €/100 litres, dont 18,6945 €/100 litres à charge du FEAGA et 11,63 €/100 litres à charge du budget national.

L'aide payée au titre de l'année scolaire 2011/2012 est résumée au tableau 12.

Tableau 12 Bilan du régime d'aide à la distribution de lait dans les écoles		
Produits	Quantités (l)	Montant total de l'aide (EUR)
Lait entier	77.615,04	23.536,37
Lait entier chocolaté	29.539,98	8.957,84
TOTAL :	107.155,02	32.494,21

8. Le régime d'aide au stockage privé de beurre

La réglementation communautaire prévoit l'octroi d'une aide au stockage privé de beurre pour le beurre entreposé pendant la période du 1^{er} mars 2012 au 28 février 2013.

L'aide, qui est payée pour une durée de stockage contractuelle comprise entre quatre-vingt-dix jours au moins et deux cent dix jours au maximum, s'élève par tonne de beurre à :

- 14,88 € pour les frais fixes de stockage;
- 0,26 € par jour de stockage contractuel.

Au cours de l'année 2012 il n'a pas été fait appel audit régime d'aide au Luxembourg.

9. Le régime d'aide aux personnes les plus démunies

La réglementation communautaire prévoit, dans le cadre de plans annuels, la mise à disposition gratuite de denrées alimentaires provenant des stocks d'intervention au bénéfice des personnes les plus démunies de la Communauté.

En cas d'indisponibilité de stocks d'intervention, comme ceci a été le cas en 2012, la réalisation du plan annuel peut être opérée à partir de produits mobilisés sur le marché.

Au Luxembourg il est fait application dudit régime d'aide moyennant la mobilisation de produits achetés sur le marché.

Le programme mis en œuvre au cours de l'exercice 2012 prévoit exclusivement la distribution gratuite de produits laitiers par l'intermédiaire de trois organisations caritatives.

Les quantités de produits laitiers distribuées au cours de l'exercice 2012 figurent dans le tableau 13 ci-dessous.

Tableau 13 Quantités distribuées dans le cadre du programme «aide aux personnes démunies»	
Produits	Quantités
Lait UHT	71.700 litres
Lait chocolaté UHT	18.634 litres
Fromage blanc maigre	2.386 kg
Beurre	4.327 kg
Crème UHT	3.730 litres
Yaourt fruité	5.475 kg
Fromage à pâte dure	1.625 kg

Le montant global engagé dans la réalisation du programme 2012 porte sur 158.791,64 euros.

Suite à une décision politique du Conseil et du Parlement européen, le programme d'aide aux personnes les plus démunies sous sa forme actuelle ne sera appliqué que jusqu'en 2013.

E. La section cheptel et viande

1. Le contrôle de la classification du bétail de boucherie

Conformément au règlement grand-ducal du 16 août 2010 définissant les règles spéciales applicables à la commercialisation du bétail de boucherie et aux règlements européens en vigueur, les contrôles de la classification du bétail de boucherie sont réalisés par les agents du SER. Ces contrôles portent sur et la constatation du poids des carcasses bovines, porcines, ovines et caprines ainsi que sur la présentation et la classification des carcasses bovines et porcines.

En 2012, les agents ont effectué 18 visites dans les abattoirs et contrôlé 658 gros bovins et 480 porcins. Le taux d'erreur toléré de 10 % par critère de contrôle concernant le classement des gros bovins a été dépassé 1 fois dont 0 fois pour la conformation et 1 fois pour l'engraissement. En moyenne annuelle, 99.0% des classements de conformation, 97.4% des classements de l'engraissement et 99 % des classements de la catégorie contrôlés sont corrects.

Le système d'évaluation du contrôle de la présentation des carcasses bovines y compris l'application correcte de l'émoussage permet de constater 0.34% de défauts par rapport à la présentation autorisée dont 0.33% de défauts importants et 0,01% de défauts majeurs.

Chez les porcins, le taux d'erreur toléré de 10 % par critère de contrôle concernant la manipulation correcte de l'appareil Hennessy est dépassé 3 fois de 19.5 points de % en moyenne.

2. La formation des classificateurs et des agents chargés du contrôle

Les agents du SER chargés du contrôle et les classificateurs agréés des abattoirs ont participé aux cours de formation pour le classement de gros bovins et de porcs organisés par l'ADD de Trèves à Prüm au mois d'octobre.

3. Événement important en 2012

Le comité de contrôle communautaire sur l'application de la grille de classification des carcasses de gros bovins et d'ovins a visité les abattoirs luxembourgeois du 25 au 27 avril pour analyser et contrôler le système luxembourgeois ainsi que la mise en œuvre de la communication hebdomadaire des prix du marché. Le comité était composé de deux fonctionnaires de la DG Agri et d'experts nationaux des états membres suivants (Belgique, Irlande, Espagne, Chypre, Roumanie, Malte, Pologne, Suède, Estonie, Lettonie).

De manière générale, le comité était satisfait du travail réalisé par les responsables du SER et a formulé la remarque finale suivante dans son rapport: *« Le système luxembourgeois de communication des prix s'est avéré satisfaisant et doit donner une bonne image représentative des prix du bœuf sur le marché luxembourgeois. Le comité a relevé avec satisfaction que les abattoirs visités fournissent des informations très complètes quant à la communication des résultats de classement, comme la législation de l'UE l'exige. En effet, il a été remédié aux manquements constatés au cours de la précédente visite de contrôle. Le comité reconnaît les efforts soutenus qui ont été consentis pour mieux faire connaître la grille suivie pour le paiement du bétail. Cela va dans le sens de notre recommandation de toujours utiliser l'échelle de 18 points du SEUROP pour améliorer la transparence sur les prix ».*

F. L'indemnité compensatoire allouée aux producteurs des régions défavorisées

Le règlement grand-ducal du 24 juin 2008 fixant les modalités d'application de l'indemnité compensatoire annuelle à allouer aux agriculteurs dans les zones défavorisées, publié fin juin 2008 repose sur le plan de développement rural (PDR) 2007-2013 approuvé par la Commission européenne et prévu par la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

L'indemnité compensatoire allouée aux exploitants agricoles s'élève pour l'année 2012 à environ 15,5 millions d'euros.

L'indemnité compensatoire est accordée aux exploitants agricoles :

- dont l'exploitation a une dimension économique correspondant à une marge brute standard totale d'au moins 9 600 € et une taille d'au moins 3 hectares de surface agricole éligible;
- dont le siège de l'exploitation est situé dans les zones du Grand-Duché de Luxembourg qui figurent sur la liste communautaire des zones défavorisées définies pour le Luxembourg par la directive 75/274/CEE;
- qui s'engagent à poursuivre leur activité agricole dans une zone défavorisée pendant au moins cinq ans à compter du versement de l'indemnité compensatoire;
- qui respectent, sur l'ensemble de leur exploitation, les exigences de la conditionnalité et, en ce qui concerne les surfaces situées dans un pays limitrophe, les exigences de la conditionnalité applicable dans ce pays.

L'indemnité revenant à chaque exploitant est calculée comme suit:

en ce qui concerne les exploitations à titre principal:

- 150 € pour chacune des 60 premières unités
- 75 € pour chacune des 60 unités subséquentes.

La surface éligible pour l'aide est déterminée en modulant les plafonds repris ci-dessus par la prise en compte de la structure économique des exploitations afin de prendre davantage en compte les exigences économiques des exploitants à titre principal créant des emplois pour plusieurs personnes.

Cette modulation repose sur un système d'UTA (unité de travail annuel) calculées chaque année à partir des heures de travail moyennes annuellement nécessaires à l'entretien des différentes surfaces et le cheptel. Par palier de ces UTA calculées pour chaque exploitation, un coefficient multiplicateur des plafonds est déterminé pour le premier et le deuxième montant d'aide.

en ce qui concerne les exploitations à titre accessoire:

- 100 € pour chacune des 15 premières unités
- 62 € pour chacune des 10 unités subséquentes.

Il en résulte une indemnité maximale de 2.120 € par exploitation à titre accessoire.

En 2012, 1.464 exploitations agricoles ont touché une indemnité compensatoire, dont 1.277 exploitations à titre principal et 187 exploitations à titre accessoire. Il faut noter que, depuis 2001 inclus, les exploitations ayant un chef d'exploitation retraité sont considérées aussi comme exploitations accessoires pour le calcul de l'indemnité compensatoire. Le montant payé se compose comme suit :

- un montant de 15.193.362 € est attribué aux exploitants exerçant l'activité agricole à titre principal
- un montant de 361.129 € est attribué aux exploitants exerçant l'activité agricole à titre accessoire

Le montant moyen par exploitation à titre principal s'élève à 11.898 € et celui par exploitation à titre accessoire à 1.931 €.

Le tableau 14 ci-après reflète l'évolution et la répartition de l'indemnité compensatoire pour la période de 2005 à 2012.

Tableau 14 : Evolution et répartition de l'indemnité compensatoire								
Année du paiement	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Crédits budgétaires (millions d'euros)	15,825	15,809	15,764	15,769	15,660	15,456	15,217	15,490
Exploitations bénéficiaires	1553	1553	1526	1541	1510	1482	1445	1464
- dont à titre principal	1448	1441	1403	1383	1350	1322	1261	1277
- dont à titre accessoire	105	112	128	158	162	160	184	187
Montant moyen par exploitation bénéficiaire (en euros)								
- dont à titre principal	10.790	10.827	11.064	11.187	11.376	11.458	10.394	11.898
- dont à titre accessoire	1.927	1.859	1.882	1.880	1.866	1.925	1.931	1.931

G. La prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel

La première période du programme de la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage, mesure cofinancée par l'Union européenne dans le cadre du règlement

(CE) n°2078/92, a été introduite fin 1996 (engagements à partir de l'année de récolte 1997) et s'adressait uniquement aux agriculteurs.

Depuis l'année de récolte 1998, peuvent également bénéficier de ce régime d'aides les pépiniéristes et les viticulteurs pour leurs surfaces exploitées respectivement comme pépinières ou vignobles (vignobles en pente moyenne $\geq 15\%$ et vignobles en pente raide $\geq 30\%$). Les horticulteurs s'y ajoutent à partir de l'année de récolte 1999 (arboriculteurs et maraîchers de plein air). La prime à verser au bénéfice des horticulteurs est entièrement à charge du budget national.

Le SER est chargé de la gestion et du contrôle administratif des demandes introduites par les agriculteurs, horticulteurs et pépiniéristes. Il prépare également les dossiers de paiements correspondants. L'Administration des Services Techniques de l'Agriculture respectivement l'Unité de Contrôle sont chargés des contrôles sur place et en laboratoire.

Les demandes de prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel introduites par les viticulteurs pour leurs vignobles éligibles sont gérées et contrôlées par l'Institut Viti-Vinicole. Cette administration est également chargée de la préparation des dossiers de paiement en question.

La prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel vise notamment à encourager l'entretien des surfaces en honorant l'activité des producteurs en tant que prestataires d'un service d'entretien de l'espace naturel et du paysage. En outre, elle cherche à maintenir sous exploitation l'ensemble des surfaces à vocation agricole, viticole ou horticole dans le respect des formes d'exploitation adaptées au milieu naturel et au paysage et respectueuses de l'environnement.

Le règlement du 19 avril 2012 (en remplacement du règlement du 17 octobre 2008) instituant une prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement, fixant les modalités de paiement et de contrôle du nouveau programme de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel a été publié le 4 mai 2012. Cette réglementation repose sur le plan de développement rural (PDR) approuvé par la Commission européenne et prévu par la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

Peuvent bénéficier de ladite prime, tous les producteurs dont l'exploitation est située sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, qui exploitent une surface minimale et qui respectent un certain nombre de conditions. Le nouveau programme a été adapté en fonction des nouveaux défis. Le respect de la conditionnalité est obligatoire dans la nouvelle période de programmation.

D'autre part, le maintien et la création de prairies et pâturages permanents sont favorisés davantage. La couverture permanente du sol minimise le risque d'érosion et prévient le lessivage des sols. De plus, peu de pesticides et de fertilisants sont utilisés sur ces surfaces. Les exploitants ayant des surfaces dans les zones de protection des eaux sont obligés de participer avec une partie de ces surfaces dans des programmes agri-environnementaux ciblant l'amélioration de la qualité de l'eau suite à une diminution des intrants.

De plus, les exploitants ayant des surfaces labourées le long de cours d'eau sont obligés d'installer une bande de protection végétale d'une largeur minimale de 3 mètres sur les labours le long des cours d'eau définis par l'Administration.

Les demandeurs de la prime s'engagent à répondre à ces conditions pendant cinq ans à partir du premier versement.

Les exploitants qui se sont engagés dans le cadre du programme précédent et dont la période des cinq années n'est pas encore expirée, ont eu la possibilité de finir leur programme sous l'ancienne réglementation.

Les montants de primes applicables sont repris au tableau 15 :

Tableau 15			
Bénéficiaires		Montants	
<i>Agriculteurs</i>	<i>à titre principal</i>	pour les 90 premiers hectares :	
		prairies permanentes	100 €/ha
		terre arable	85 €/ha
		(les prairies permanentes sont payées prioritairement	
	<i>à titre accessoire</i>	pour les hectares dépassant 90 ha	80 €/ha
		prairies permanentes	68 €/ha
		terre arable	
		Montant par hectare	
<i>Pépinieristes</i>	<i>à titre principal</i>	prairies permanentes	80 €/ha
		terre arable	68 €/ha
	<i>à titre accessoire</i>	Montant maximum par demande	5.000 €
<i>Horticulteurs</i>	<i>à titre principal</i>	Montant par hectare	397 €/ha
		Montant par hectare d'arboriculture	318 €/ha
		Montant maximum par demande	5.000 €
	<i>à titre accessoire</i>	Montant par hectare de culture	397 €/ha
		maraîchères de plein air	794 €/ha
			*
		Montant par hectare d'arboriculture	318 €/ha
		Montant par hectare de culture	635 €/ha
		maraîchères de plein air	
		Montant maximal par demande	5.000 €

La situation en matière de participation au régime de la prime est résumée au tableau 16 :

Tableau 16	Nombre d'exploitants participant au régime
Année culturale (*)	au cours des années culturelles en question (**)
1996/1997	1.874
1997/1998	1.878
1998/1999	1.910
1999/2000	1.898
2000/2001	1.787
2001/2002	1.795
2002/2003	1.751
2003/2004	1.777
2004/2005	1.764
2005/2006	1.781
2006/2007	1.725
2007/2008	1.451***
2008/2009	1.555***
2009/2010	1.601***
2010/2011	1.612***
2011/2012	1.604***

(*) du 1^{er} novembre jusqu'au 31 octobre de l'année suivante

(**) les variations peuvent s'expliquer à la fois par des résiliations et nouveaux engagements, ainsi que par la disparition d'exploitations individuelles au moment de la fusion d'exploitations.

(***) Nouvelle période de programmation 2008-2012

Depuis le nouveau programme, le versement (p.ex. pour l'année de récolte n) de ladite prime agriculture est en principe réalisé vers la fin de l'année, sauf pour les pépiniéristes et les horticulteurs pour lesquels le paiement se fait, en début de l'année suivant la demande.

Prime pour l'année de récolte 2012 : le tableau 17 précise les chiffres concernant les agriculteurs

Tableau 17	
Nombre d'agriculteurs bénéficiaires	1.540
dont à titre principal	1.191
dont à titre accessoire	349
Surface agricole utilisée primée	116.433 ha
producteurs à titre principal	108.640 ha
producteurs à titre accessoire	7.793 ha
Montant versé	10.076.873 €

Prime pour l'année de récolte 2011 : le tableau 18 précise les chiffres concernant les arboriculteurs, maraîchers et pépiniéristes

Tableau 18	
Nombre de pépiniéristes bénéficiaires	4
dont à titre principal	4
dont à titre accessoire	0
Nombre de maraîchers bénéficiaires	23
dont à titre principal	17
dont à titre accessoire	6
Nombre d'arboriculteurs bénéficiaires	49
dont à titre principal	32
dont à titre accessoire	17
Surface de pépinières primée	33,45 ha
producteurs à titre principal	33,45 ha
producteurs à titre accessoire	0 ha
Surface maraîchère primée	43,41 ha
producteurs à titre principal	28,60 ha
producteurs à titre accessoire	14,81 ha
Surface arboricole primée	113,53 ha
producteurs à titre principal	82,11 ha
producteurs à titre accessoire	31,42 ha
Solde versé pépiniéristes	12.874 €
maraîchers	31.838 €
arboriculteurs	41.081 €

V. LE FINANCEMENT DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Le règlement modifié (CE) no 1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la politique agricole commune (adopté sous présidence luxembourgeoise) a redéfini les dispositions en matière de financement de la politique agricole commune. Il a notamment créé deux fonds agricoles européens, à savoir le Fonds européen de garantie agricole (FEAGA), destiné à financer les mesures de marché et d'autres mesures et le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), destiné à financer les programmes de développement rural. Le règlement est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Dans ses articles 3 et 4, le règlement 1290/2005 définit les dépenses couvertes par le FEAGA respectivement par le FEADER. Toutefois, ces dépenses sont limitées. En effet, le budget communautaire ainsi que de nombreux règlements définissent des plafonds annuels pour les dépenses financées à travers les deux fonds agricoles.

A. FEAGA

Le FEAGA finance, en gestion partagée entre les Etats membres et la Communauté, les dépenses suivantes :

- les restitutions fixées pour l'exportation des produits agricoles vers les pays tiers ;
- les interventions destinées à la régularisation des marchés agricoles ;
- les paiements directs aux agriculteurs prévus dans le cadre de la politique agricole commune ;
- la contribution financière de la Communauté aux actions d'information et de promotion en faveur des produits agricoles sur le marché intérieur de la Communauté et dans les pays tiers, dont la réalisation est effectuée par l'intermédiaire des Etats membres ;
- l'aide à la restructuration, l'aide à la diversification, l'aide additionnelle à la diversification et l'aide transitoire prévues par le règlement (CE) no 320/2006 du Conseil du 20 février 2006, instituant un régime temporaire de restructuration de l'industrie sucrière dans la Communauté Européenne.

En 2011, les dépenses totales FEAGA pour toute la Communauté s'élevaient à 43.970,1 millions d'euros (à l'exclusion des dépenses du Fond de restructuration de l'industrie du sucre). Ce montant représente 30,2 % du budget total de l'Union Européenne. La part du FEAGA dans le budget a donc, après une légère augmentation en 2010, de nouveau diminué.

En analysant les dépenses FEAGA 2011 par catégorie, on constate que :

- les dépenses de restitution à l'exportation ont poursuivi leur baisse et ne représentent plus que 0,40 % du total des dépenses du FEAGA ;
- les dépenses pour aides directes atteignent maintenant 91,37 % des dépenses totales et ont légèrement augmenté par rapport à l'année précédente ;
- les dépenses liées aux autres mesures de marché se sont élevées à 7,8 % ;
- les dépenses de stockage étaient négative en raison de sorties des stockages publics à des prix moyens plus élevé que le prix d'achat ;
- le pourcentage pour les autres dépenses (actions vétérinaires et phytosanitaires, actions d'information, etc.) s'est élevé à 0,9 % ; par rapport à l'année précédente, ce taux est en légère baisse.

Pour l'année 2012, le montant total des dépenses concernant le FEAGA peut être estimé à environ 46.840 millions d'euros. Cette exécution provisoire, indique une sur-

exécution globale de quelques 840,2 millions d'euros par rapport aux crédits budgétaires initiaux. La part du Luxembourg s'élève à moins de 0,1 % de ces dépenses.

A noter que depuis 2004, le Luxembourg ne connaît plus de stocks d'intervention de produits agricoles.

B. FEADER

Le FEADER finance en gestion partagée entre les Etats membres et la Communauté la contribution financière de la Communauté aux programmes de développement rural.

Concernant les aides au développement rural financées à travers le FEADER, les mesures d'aide appliquées au Grand-Duché de Luxembourg et financées dans le cadre plan de développement rural (PDR) 2007-2013 peuvent être regroupées en 4 grandes catégories ou axes d'aides :

- la première catégorie vise essentiellement l'amélioration de la compétitivité du secteur agricole et forestier (axe 1),
- la deuxième catégorie concerne principalement l'amélioration de l'environnement et de l'espace naturel (axe 2),
- la troisième catégorie touche à l'amélioration de la qualité de vie en milieu rural autant qu'à la diversification de l'économie rurale (axe 3),
- enfin, la quatrième et dernière catégorie du PDR 2007-2013 concerne particulièrement l'action LEADER (axe 4).

Après son démarrage retardataire durant l'année 2008, le nouveau plan de développement rural programmé pour la période de 2007 à 2013 a su atteindre au cours de l'année 2009 son rythme de croisière qui se poursuit au cours des années 2010 et 2011. C'est surtout au niveau des demandes d'aides pour la modernisation agricole qu'on a pu constater une forte augmentation pour l'année 2010. Cependant, pour les années 2011 et 2012 nous enregistrons une forte diminution de ces demandes d'aides. La principale raison en est que la période de programmation touche à sa fin et que déjà en 2012 la totalité de fonds assignés à cette mesure d'aide était pratiquement épuisée. L'aide à l'installation des jeunes agriculteurs connaît également un certain succès même si, tout comme les mesures agro-environnementaux, elle est en baisse en 2012.

En ce qui concerne l'exécution du budget du FEADER pour toute la Communauté européenne on constate pour 2011 que 99,70 % des fonds prévus ont pu être utilisés par les Etats membres de l'Union Européenne. Il est toutefois à noter que même si pour l'exercice 2010 la majorité des programmes de développement rural des Etats membres ont pu atteindre leur vitesse de croisière, certains ont, suivant la Commission Européenne, connu d'importants problèmes de mise en œuvre en raison de la crise économique et financière qui pesait sur la capacité des Etats membres à fournir la part nationale du cofinancement.

Le tableau I fait état des montants versés au titre des deux fonds précités pour les exercices financiers 2010, 2011 et 2012 pour le Luxembourg.

TABLEAU I

Dépenses du FEAGA et du FEADER au Luxembourg (Dépenses se rapportant aux années budgétaires des C.E. : 16.10-15.10)

en euros

	2010	2011	2012
<u>FEAGA</u>			
Régime du paiement unique	34.710.255,30	34.244.175,73	34.276.199,67
- Aide à la production des protéagineux	13.818,96	-	-
- Fruits à coque	2.700,99	-	-
- Prime aux cultures énergétiques	10.105,09	149,01	-
Vin			
- Primes d'abandon définitif	5.539,27	2.205,00	-
- Actions de restructuration et de reconversion du vignoble	1.827,40	-	-
Produits laitiers			
- Aide à l'achat de beurre pour collectivités	950,80	-	-
- Lait scolaire	21.643,57	14.599,24	18.391,28
- Prélèvement supplémentaire de coresponsabilité	-468.574,79	-	-
- Aide au stockage de beurre privé	4.657,62	4.204,75	-
- Soutien spécifique à la crise économique dans le secteur laitier	597.040,80	-	-
Mesures d'information et de promotion de produits agricoles	231.385,74	92.477,97	113.479,11
Distribution de produits agricoles aux démunies	100.422,40	101.775,91	158.791,67
Aide particulière à l'apiculture	18.686,00	15.802,50	17.407,88
Programme de distribution de fruits et légumes dans les écoles	65.060,93	167.404,38	212.944,20
Apurement des exercices antérieurs	- 1.006.909,61	176.313,02	159.801,61
Recouvrements	-31.420,66	-40.976,85	-46.268,81
Recouvrements conditionnalité	-15.368,39	-51.799,38	-60.100,06
Remboursement non lié à des irrégularités	-	-855,84	-2.760,64
<u>Total FEAGA</u>	<u>34.261.821,42</u>	<u>34.725.475,44</u>	<u>34.847.885,91</u>
<u>FEADER</u>			
Formation professionnelle et actions d'information	18.400,61	25.505,14	17.591,75
Installations de jeunes agriculteurs	263.024,27	201.652,11	173.248,85
Utilisation de services de conseil	186,40	-	-
Modernisation des exploitations agricoles + investissements nouveaux défis	7.553.652,60	3.998.987,46	124.835,51
Accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles et sylvicoles	331.692,73	917.948,58	583.470,56
Amélioration de la valeur économique des forêts	3.657,11	-	-
Infrastructures liées à l'évolution et à l'adaptation des secteurs agricole et sylvicole	4.870,44	-	-
Indemnités compensatoires	3.937.568,22	3.916.725,35	3.897.417,63
Paiements agroenvironnementaux	2.837.388,06	4.173.158,59	3.733.037,95
Paiements sylvoenvironnementaux	1.432,07	-	-
Diversification vers des activités non agricoles	93.773,14	-	21.925,67
Aide à la création et au développement des entreprises	32.949,09	18.237,18	20.323,47
Promotion des activités touristiques	-	10.548,14	85.760,64
Services de base pour l'économie et la population rurale	421.841,79	175.258,25	175.149,38
Rénovation et développement des villages	52.416,60	264.885,91	103.852,65
Conservation et mise en valeur du patrimoine rural	4.648,76	-	-
Leader	460.922,64	693.617,94	433.127,46
Recouvrements	-1.840,88	-24.467,59	-21.079,74
<u>Total FEADER</u>	<u>16.016.583,65</u>	<u>14.372.057,07</u>	<u>9.348.661,80</u>
TOTAL:	50.278.405,07	49.097.532,51	44.196.547,71

VI. L'APPLICATION DE LA LOI CONCERNANT LE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT RURAL

A. Les aides aux exploitations individuelles

Au cours de l'exercice 2012, les aides allouées au profit des exploitations individuelles et des projets de développement rural se sont élevées à 230.954,50 € au titre de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural et à un montant de 72.487.727,14 € au titre de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural. Ainsi, des aides pour un montant total de 85.397.381,27 € ont été liquidées en 2012 à charge des crédits du Fonds d'orientation économique de l'agriculture au profit des exploitations individuelles et des porteurs de projets de développement rural au titre des deux lois agraires. Il y a lieu de relever qu'à partir de l'exercice 2010 l'indemnité compensatoire et la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage sont ordonnancées à charge des crédits du Fonds d'orientation économique de l'agriculture. Pour l'exercice 2012, le montant concernant l'allocation de l'indemnité compensatoire s'élève à 15.541.619,62 € et celui concernant la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage s'élève à 11.116.057,37 €.

B. Les aides aux collectivités

Au cours de l'année 2012, le département a ordonnancé un montant de 10.373.000,25 € à titre de subventions pour des projets d'investissement présentés par des collectivités dans le cadre de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural et un montant de 2.305.699,38 € au titre des dispositions de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

Au cours de l'année 2012, le département de l'agriculture a été saisi de neuf nouvelles demandes d'aide, de quatre demandes d'aide complémentaires concernant des demandes initialement présentées en respectivement 2009, 2010 et 2011. Toutes ces demandes d'aides ont été introduites sur base des dispositions du chapitre 7 de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural. Cinq des nouvelles demandes d'aides ainsi que les quatre demandes d'aides complémentaires ont été avisées favorablement. Au 31 décembre 2012, trois demandes d'aide se trouvaient encore en instance d'instruction par les soins de la commission spéciale et une décision ministérielle concernant cette demande d'aide n'était pas encore prise.

Conformément aux stipulations de l'article 56 de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural, le présent rapport reproduit ci-après une description succincte des projets d'investissement introduits par des entreprises dans le cadre des dispositions de l'article 21 de la susdite loi et dépassant le montant d'investissement de 250.000 €.

1. Projet d'investissement présenté par la société Domaine Alice Hartmann s.a. relatif au projet d'extension et de modernisation de ses caves à Wormeldange

Dans le cadre de ce projet d'investissement, le demandeur d'aide envisage de construire un nouveau bâtiment sur le terrain libre de son domaine qui comprend 3 étages, dont 2 seront complètement ou partiellement sous terre, et un étage (cuverie et arrivage raisins) au niveau de la rue.

Le premier étage comprend une cave avec des cuves inox destinées à la fermentation, à l'affinage et au stockage des vins avec une surface de 169 m² et un

volume total de 120.000 l. Au même étage se trouve également un espace pour le soutirage, la mise en bouteilles, le dégorgement pour crémants (surface 120 m²) ainsi qu'un espace pour le stockage de vins en bouteilles (surface 204 m²).

Au 2e étage se trouve la cave à barriques voûtée d'une surface de 237 m², avec une capacité de stockage de 44.000 l, ainsi qu'un petit espace laboratoire et sanitaire.

Le 3e étage abrite la cuverie et l'arrivage de raisins, les pressoirs, les cuves pour fermentation des vins rouges, un égrappoir et une grande cuve pour un assemblage des cuves crémants avec une surface de 130 m². Devant le bâtiment se trouve un espace accès ou parking d'environ 150 m².

Le nouveau bâtiment abrite également un espace de stockage pour bouteilles.

Les trois étages sont reliés par une cage escaliers et un ascenseur industriel.

La nouvelle installation de production permettra une amélioration de ses vins par des systèmes efficaces et précis pour le réglage de la température des jus et vins. La nouvelle installation permettra d'abriter une ligne de dégorgement pour le crémant. Ceci devient nécessaire en vue d'une augmentation très importante de la production afin de satisfaire les clients, et évite les transports fréquents entre les différents endroits de production et de stockage avec des effets positifs sur les coûts, l'environnement et la qualité.

Le coût total de l'investissement s'élève à 2.964.810,53 €.

Le projet d'investissement peut bénéficier d'une aide au taux de 30% à appliquer à un montant total retenu comme éligible de 2.964.810,53 € hors TVA, imprévus inclus.

Le plan de financement se présente comme suit :

Montant du devis retenu comme éligible (hors TVA)
(5% imprévus inclus) 2.964.810,53 €

Part du demandeur	70%	2.075.367,37 €
Part de l'Etat	30%	889.443,16 €

Le demandeur d'aide entend financer la partie des investissements restante après déduction des aides publiques moyennant des moyens propres.

2. Projet d'investissement présenté par la société Nouvelle Luxlait Produits s.à r.l. concernant l'acquisition et l'installation d'une chaudière le raccordement de l'usine en eau potable, électricité et l'acquisition d'un freezer pour la production de crème glacée sur le site de production à Mersch

Ce projet d'investissement vise la modernisation des infrastructures de chauffage, d'électricité et d'eau potable ainsi que l'acquisition et l'installation d'un freezer. La société Nouvelle Luxlait Produits entend continuer ses activités sur le site actuel de Mersch pendant 10 ans encore au minimum. Les travaux de modernisation des infrastructures de chauffage, d'électricité et d'eau potable sont dus au fait que le système actuel d'alimentation du site en énergies primaires, assuré jusqu'ici par la société Agriconsult (faisant partie du groupe Cepal), ne sera plus opérationnel à court terme.

Le projet d'investissement vise en particulier :

- l'acquisition et l'installation d'une chaudière à vapeur autonome produisant de la vapeur à partir d'eau traitée et par l'utilisation de fioul léger comme énergie de base ; cette vapeur sera distribuée sur le réseau existant de vapeur de l'usine ;
- l'alimentation en eau potable de consommation, réalisée à partir du réseau urbain communal de Mersch, avec construction d'un regard de comptage à l'entrée du site, d'une conduite d'une capacité de 12 m3 par heure, enfouie dans une tranchée, avec connexion au réseau de l'usine existant ;
- l'alimentation électrique provenant d'une station de moyenne tension électrique à installer, de câbles d'alimentation de 20 kV enfouis dans la même tranchée que l'eau potable, avec connexion au réseau de l'usine existant ;
- l'acquisition et l'installation d'un freezer avec une capacité de 400 litres par heure et destiné au remplacement d'un freezer no 5 existant et devenu obsolète. Le nouveau freezer est de conception moderne permettant une utilisation sans risque sanitaire, du fait de l'utilisation de matériel en inox et d'un système de nettoyage performant. La reprise sur panel de tous les paramètres techniques de fonctionnement permet également de détecter la moindre erreur de fonctionnement et d'agir en temps réel, afin d'obtenir à coup sûr une meilleure assurance qualité et une qualité hygiénique des productions irréprochable.

Les prestations propres et la gestion du projet pour un montant total de 10.000 € n'ont pas été retenus comme éligibles au bénéfice d'une subvention dans le cadre des dispositions de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

Le projet d'investissement peut bénéficier d'une aide au taux de 30% à appliquer à un montant total retenu comme éligible de 394.084,54 €.

Le plan de financement se présente comme suit :

Montant restant à charge du demandeur d'aide (100%)	10.000,00 €
---	-------------

Montant du devis retenu comme éligible (hors TVA)	
(5% imprévus inclus)	394.084,54 €

Part du demandeur	70% de 394.084,54 €	275.859,18 €
Part de l'Etat	30% de 394.084,54 €	118.225,36 €

Le demandeur d'aide entend financer la partie des investissements restante après déduction des aides publiques moyennant des moyens propres.

3. Projet d'investissement présenté par les Domaines Vinsmoselle relatif à des investissements divers dans leurs différents lieux de production

Dans le cadre du présent projet d'investissement, le demandeur d'aide entend :

- réaliser des travaux de réfection de certaines cuves en béton dans les Caves de Grevenmacher, Wellenstein et Remerschen ;
- réaliser des travaux de tuyauterie en inox dans les caves de Grevenmacher et de Wellenstein ;
- acquérir des bras basculants à fixer aux robinets des cuves pour les caves de Remerschen et Wellenstein ;
- acquérir une trieuse de bouchons pour les Caves de Wormeldange et Wellenstein ;
- acquérir une imprimante pour cartons pour les Caves de Wellenstein ;
- acquérir 12 cuves en inox à 8.000 l, 5 cuves en inox à 4.000 l, 8 cuves en inox à 2.000 l, 6 cuves à inox à 5.000 l pour les Caves de Wellenstein ;

- installer quatre fenêtres ouvrables dans la toiture de la cave de fermentation de Wellenstein en vue de réduire la chaleur accumulée et de baisser la température ;
- acquérir un appareil d'analyses pour les Caves de Wellenstein ;
- acquérir une machine pour fermer les cartons pour les Caves de Wormeldange.

Le projet d'investissement peut bénéficier d'une aide au taux de 30% à appliquer à un montant total retenu comme éligible de 438.532,08 € hors TVA.

Le plan de financement se présente comme suit :

Montant du devis retenu comme éligible (hors TVA) (5 % imprévus inclus)	438.532,08 €
Part du demandeur 70 %	306.972,46 €
Part de l'Etat 30 %	131.559,62 €

Le demandeur d'aide entend financer la partie des investissements restante après déduction des aides publiques moyennant des moyens propres.

4. Modification du projet d'investissement présenté par la société Moulins de Kleinbettingen S.A. relative à la construction d'un nouveau hall de stockage et à diverses modifications au moulin de Kleinbettingen

Le projet d'investissement initial a fait l'objet d'un commentaire dans le rapport d'activité du département sur l'année 2011. La présente description ne se rapporte qu'aux modifications présentées par le demandeur d'aide au cours de l'année 2012.

Au moment du commencement des travaux de construction des trois silos de stockage, le demandeur d'aide a dû constater que le terrain n'était pas aussi stable qu'initialement prévu et il a, par conséquent, engagé un bureau d'expertise spécialisé pour examiner le terrain et prescrire les mesures nécessaires, afin de garantir la stabilité des constructions envisagées. Suite à cet examen, la société de construction a remis un devis au montant total de 579.685,00 € et dépassant de 242.585,16 € l'offre initialement retenue pour la réalisation de ces travaux sur base d'un devis présenté par une autre entreprise de construction entretemps en faillite.

Cette dépense supplémentaire ne pouvant logiquement pas figurer dans le devis initial, la partie du projet d'investissement ayant trait à la construction des trois silos a été augmentée de 291.044,25 € (travaux de construction, frais de bureau d'études et un forfait de 5 % pour imprévus).

Comme les modifications présentées ne comportaient pas de changement à l'objet initial du projet d'investissement, le département a décidé de les subventionner au même taux d'aide que la partie initiale, soit 30 %.

Pour la partie du devis relatif à la modification du devis, le plan de financement se présente comme :

Montant du devis retenu (hors TVA imprévus compris)	291.044,25 €
Part du demandeur (70%)	203.730,97 €
Part de l'Etat (30%)	87.313,28 €

Il y a lieu de noter que le montant total éligible du projet a ainsi été porté à 3.528.696,11 € et le montant total provisoire de l'aide s'élève à 1.058.608,83 €.

Tout comme pour la partie initiale du projet, le demandeur d'aide entend financer sa part des modifications du projet d'investissement par le biais d'un emprunt.

5. Modification du projet d'investissement présenté par la société Boucherie Salaisons Marco Meyer s. à r. l. relatif à la modernisation des espaces de tranchage, de conditionnement, de préparation et d'expédition ainsi que de l'espace de production de saucisses

Le projet d'investissement initial a fait l'objet d'un commentaire dans le rapport d'activité du département sur l'année 2010. La présente description ne se rapporte qu'aux modifications présentées par le demandeur d'aide au cours de l'année 2012.

Dans le cadre de sa demande en modification du projet d'investissement initial le demandeur d'aide demandé une rallonge.

Suite à un oubli de l'architecte et des ingénieurs de prévoir l'isolation en vue de réduire à un minimum les émissions de CO₂, le demandeur d'aide a dû revoir les frais prévus pour les installations d'isolation et de techniques frigorifiques. Cette hausse s'élève à un montant total de 200.000,00 €.

Suite à une hausse imprévue des prix de l'inox sur le marché mondial, le prix d'acquisition de la machine d'emballage semi-automatique a dû être revu à la hausse pour un montant 37.000,00 €.

Comme le projet initial ne prévoyait pas de machine à trancher supplémentaire mais indispensable pour garantir un bon déroulement des opérations transformation des produits, le demandeur a demandé de rajouter un tel équipement au prix de 2.500,00 €. Cette partie n'a pas été retenue comme éligible vu que l'équipement était déjà opérationnel au moment de la présentation de la demande d'aide supplémentaire.

Il en est de même pour 2 machines multivrac et divers équipements (sas d'entrée hygiénique pour le personnel, armoire à couteaux, étagères inox, etc.) pour un montant total de 152.643,53 €. Pour cette position du devis modifié uniquement, un montant de 52.113,53 € n'a été retenu comme éligible, le montant de 100.530,00 € se rapportait à des équipements de simple remplacement et donc pas subventionnables.

Le coût total éligible des modifications du projet s'élevait à 299.113,53 € (hors TVA, imprévus de 5% pour les installations d'isolation et de techniques frigorifiques compris).

Comme les modifications présentées ne comportaient pas de changement à l'objet initial du projet d'investissement, le département a décidé de les subventionner au même taux d'aide que la partie initiale, soit 30 %.

Le plan de financement pour les investissements retenus au titre de la modification du projet d'investissement se présente comme suivant :

Montant du devis complémentaire retenu comme éligible (hors TVA)		
(5 % imprévus inclus)		
		299.113,53 €
Part du demandeur	70 %	209.379,47 €
Part de l'Etat	30 %	89.734,06 €

Il y a lieu de noter que le montant total éligible du projet a ainsi été porté à 1.166.603,13 € et le montant total provisoire de l'aide s'élève à 349.980,94 €.

Tout comme pour la partie initiale du projet, le demandeur d'aide entend financer sa part des modifications du projet d'investissement par le biais d'un emprunt.

6. Modification du projet d'investissement présenté par la société Abattoir Ettelbruck S.A. relatif au projet d'investissement concernant l'agrandissement et la modernisation de l'abattoir d'Ettelbruck - phase 2 - construction d'un hall d'abattage exclusivement réservé aux porcs et à la modernisation de la chaîne d'abattage actuelle en une chaîne destinée exclusivement à l'abattage des bovins et - complément 2 - réalisation d'un système de bassins de rétention pour les eaux pluviales et hausse du coût de certains travaux (parking, clôture, aménagements extérieurs, plantations, travaux de fondation et honoraires supplémentaires pour bureaux d'architecte et de conseils)

Le projet d'investissement initial concernant la construction d'un nouvel abattoir à Ettelbruck a fait l'objet d'un commentaire dans le rapport d'activité du département sur l'année 2010. Vu l'envergure du projet et son évolution dans le temps et de sa conception, le projet a fait l'objet de deux demandes en modification complémentaires au cours des années 2010 et 2011. Lors de la présentation du rapport d'activité pour l'année 2011, le département avait oublié de présenter le projet de modification retenu au cours de l'année 2010. La présente description est le résumé des deux demandes en modification complémentaires.

Le premier projet en modification visait la réalisation de la 2ème phase de construction consistant en la construction d'un hall d'abattage exclusivement réservé aux porcs et à la modernisation de la chaîne d'abattage actuelle en une chaîne destinée exclusivement à l'abattage des bovins. Le demandeur d'aide compte ainsi pouvoir abattre 3.000 porcs et 500 bovins par semaine.

Dans le cadre de la réalisation de cette phase, le demandeur prévoyait également la construction d'une nouvelle étable réservée à la nouvelle chaîne d'abattage et d'un hall couvert pour le lavage des bétailières.

A noter que les phases 1 et 3 ayant fait l'objet de la demande d'aide initiale prévoyaient la réalisation d'une salle de découpe pour porcs, d'une salle de découpe pour bœufs, d'une salle dédiée à l'emballage, la transformation de l'ancienne salle de découpe en frigo à capacité de refroidissement rapide, l'augmentation de la capacité frigorifique du local existant, l'aménagement de trois frigos destinés aux porcs et aux porcelets, l'aménagement d'un local pour la découpe fine, d'un frigo de stockage des articles emballés, de deux frigos destinés à stocker les demi-carcasses de porcs et de pièces de découpe livrées sur crochet, de quais de chargement réfrigérés, d'une zone pour la préparation des commandes, d'une zone étendue sur deux étages (rez-de-chaussée et 1er étage) pour le lavage, le stockage de bacs et des crochets ainsi que l'entreposage d'autres consommables.

Le second projet en modification comprenait deux volets dont un visant la réalisation d'un système de bassins de rétention pour les eaux pluviales et un deuxième ayant trait à une hausse du coût de certains travaux (parking, clôture, aménagements extérieurs, plantations, travaux de fondation et honoraires supplémentaires pour bureaux d'architecte et de conseils).

L'investissement relatif au système de bassins de rétention pour les eaux pluviales est une suite des exigences de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à la protection et à la gestion de l'eau.

Le projet d'investissement relatif à l'agrandissement et à la modernisation de l'abattoir d'Ettelbruck prévoit la construction d'un nouveau bâtiment de production, d'un nouveau parking, de nouvelles zones de circulation en asphalte et de deux ouvrages circulaires faisant partie de la station de bio-méthanisation. La réalisation de ces structures entraîne une imperméabilisation d'une surface totale de 11.589,49 m². Afin de réduire la vitesse d'écoulement des eaux pluviales et des eaux de surface, le promoteur du projet doit réaliser deux bassins de rétention des eaux pluviales provenant des surfaces imperméabilisées. Ces bassins sont aménagés conformément aux recommandations de l'Administration de la gestion de l'eau.

Le deuxième volet de la demande complémentaire 2 concernait la modification du devis justifiée par une hausse du coût de certains travaux (parking, clôture, aménagements extérieurs, plantations, travaux de fondation) en raison de l'évolution des prix depuis le début du chantier et en fonction de certaines adaptations de ces travaux suite à des modifications partielles des constructions initiales en cours d'exécution du projet d'investissement.

Le relèvement de la position relative aux honoraires des bureaux d'architecte et de conseils était justifié par des travaux de calculs statiques supplémentaires et les honoraires pour la réalisation des dossiers d'autorisations et les travaux de réception des ouvrages supplémentaires.

Dans le cadre de la première demande complémentaire, le département a retenu un taux d'aide de 35% à appliquer à un montant retenu comme éligible de 1.411.049,85 € pour les investissements ayant trait, par l'introduction de nouvelles techniques de production, à une amélioration de l'hygiène, de la sécurité alimentaire et du respect de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article 34 du règlement grand-ducal modifié du 25 avril 2008. Le montant provisoire pour cette partie du projet s'élève à 493.867,45 €. Un second taux d'aide de 30% était retenu pour les autres investissements complémentaires. Pour cette partie, le montant retenu comme éligible s'élevait à 5.741.008,35 €. Le montant provisoire pour cette partie du projet s'élevait à 1.722.302,51 €.

Le plan de financement retenu pour la partie complémentaire no 1 se présente comme suit :

Montant du devis retenu comme éligible (hors TVA)		
(5% imprévus inclus)		
		7.152.058,20 €
Part du demandeur	65% de 1.411.049,85 €	917.182,40 €
Part de l'Etat	35% de 1.411.049,85 €	493.867,45 €
Part du demandeur	70% de 5.741.008,35 €	4.018.705,84 €
Part de l'Etat	30% de 5.741.008,35 €	1.722.302,51 €

Dans le cadre de la seconde demande complémentaire le département a retenu un taux d'aide de 30% à appliquer à un montant retenu comme éligible de 1.2814.168,00 € pour les investissements ayant trait à la réalisation d'un système de bassins de rétention pour les eaux pluviales et à une hausse du coût de certains travaux (parking, clôture, aménagements extérieurs, plantations, travaux de fondation et honoraires supplémentaires pour bureaux d'architecte et de conseils). Le montant provisoire pour cette partie du projet s'élève à 384.350,40 €.

Le plan de financement retenu pour la partie complémentaire no 2 se présente comme suit :

Montant du devis retenu comme éligible (hors TVA) (5% imprévus inclus)	1.281.168,00 €
---	----------------

Part du demandeur	70% de 1.281.168,00 €	896.817,60 €
Part de l'Etat	30% de 1.281.168,00 €	384.350,40 €

Le plan de financement total pour le projet d'investissement tel qu'il est retenu se présente comme suit :

Montant total du devis retenu comme éligible (hors TVA) (5% imprévus inclus)	19.992.231,00 €
---	-----------------

Part du demandeur	65% de 11.073.023,64 €	7.197.465,37 €
Part de l'Etat	35% de 11.073.023,64 €	3.875.558,27 €

Part du demandeur	70% de 8.919.207,36 €	6.243.445,15 €
Part de l'Etat	30% de 8.919.207,36 €	2.675.762,21 €

Le demandeur d'aide pourra toucher un montant théorique total de 6.551.320,48 €.

Tout comme pour la partie initiale du projet, le demandeur d'aide entend financer sa part des modifications du projet d'investissement par le biais d'un emprunt.

C. Le résumé des dépenses à charge du Fonds d'orientation économique et sociale au cours de l'exercice 2012

*exploitations individuelles (loi modifiée du 24 juillet 2001)	230.954,50 €
*collectivités (loi modifiée du 24 juillet 2001)	10.373.000,25 €
*exploitations individuelles (loi modifiée du 18 avril 2008)	72.487.727,14 €
*collectivités (loi du 18 avril 2008)	2.305.699,38 €
Total :	85.397.381,27 €

D. La situation du Fonds d'orientation économique et sociale

- report de l'exercice précédent	10.006.040,03 €
- alimentation exercice 2012	57.000.000,00 €
- alimentation supplémentaire exercice 2012	40.000.000,00 €
- remboursement part FEOGA au cours de l'exercice 2012	11.497.653,33 €
- autres recettes au cours de l'exercice 2012	0,00 €
Total disponible pour l'exercice 2012 :	118.503.693,36 €
 - total des subventions allouées en 2012	 85.397.381,27 €
 - solde disponible à la fin de l'exercice 2012	 12.937.487,16 €
- alimentation exercice 2013	57.000.000,00 €
- remboursement part FEOGA au cours de 2013 (estimation)	11.812.084,00 €
Total disponible pour l'exercice 2013 :	81.749.571,16 €

VII. LE DEVELOPPEMENT RURAL

A. L'état actuel des Plans de Développement Communaux (PDC)

Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural accompagne activement les communes dans l'élaboration des programmes et plans de développement rural (PDC) depuis une vingtaine d'années.

Outre une assistance logistique et technique, il participe aux frais d'élaboration des programmes de planification communale, avec un taux maximal de 50% du coût total à charge des communes commettantes.

Dans l'optique d'une planification concertée, le Service du Développement rural met à la disposition des communes intéressées et des groupements d'études mandataires un contrat-type PDC ainsi qu'un cahier des charges relatif aux prestations PDC définies. Les dernières actualisations des dispositions d'élaboration et de concertation intégrées sur la planification PDC datent d'août 2012.

Pour l'élaboration respectivement l'actualisation des plans de développement communaux (PDC), les communes engagent un groupement d'études interdisciplinaire mandataire de leur choix ainsi qu'en fonction de leurs priorités.

Jusqu'à la fin d'exercice 2012, un total de 108 communes des différentes régions du pays et pour la plupart à prédominance rurale, se sont informées sur la planification intégrée 'PDC'.

Au total 98 communes en milieu rural se sont concrètement engagées, soit dans l'élaboration d'une planification communale PDC, soit dans l'actualisation des concepts de développement, ou encore dans sa mise en œuvre.

La participation étatique au taux de 50% de la part du département ministériel département rural s'est opérée au niveau des différents programmes de développement rural.

Jusqu'à l'exercice 2010 un programme national assurait le cofinancement à 50% de la planification communale en milieu rural, à savoir: l'article budgétaire 19.1.43.001, libellé : « participation de l'Etat en faveur des communes en milieu rural pour l'élaboration, l'actualisation et la mise en œuvre des plans de développement communaux en milieu rural / PDC et/ou de renouveau local / PRL ».

A noter que depuis le début d'exercice 2011 le département du développement rural applique les dispositions de l'article 43 de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural comme bases légales d'allocation des aides en faveur des communes en milieu rural (élaboration, actualisation et mise en œuvre des PDC ou des PRL), visées au susdit article budgétaire 19.1.43.001.

En conséquence, le paiement des aides se fait dorénavant par le biais de crédits disponibles au Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture (FOESA). L'engagement de la participation étatique se fait suivant approbation et engagement du ministre, ceci après avis obligatoire préalable du projet de planification communale par la Commission des Zones Rurales (CZR) conformément à l'Art. 2 du règlement grand-ducal du 25 avril 2008 relatif au régime d'aides prévues au Titre III de la loi concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

Ainsi pour l'exercice 2011 l'article budgétaire 19.1.43.001 étoffé à 215.000.- € « sans distinction d'exercice » - comme pour les années budgétaires précédentes – a-t-il été transféré et reconduit à ces mêmes fins au Fonds FOESA.

Au courant de l'exercice budgétaire 2012, 6 contrats PDC supplémentaires ont pu être engagés sur la base des crédits du Fonds FOESA, à savoir : Beaufort (avenant au contrat de base), Garnich (avenant au contrat de base), Heffingen, Hobscheid, Kiischpelt et Schuttrange (avenant au contrat de base).

A la fin de l'exercice 2012, 68 des communes engagées avaient parcouru les différentes phases de planification PDC. L'inventaire, l'analyse, la stratégie et les concepts étaient concertés avec le conseil communal et présentés au public.

Au cours de la démarche PDC intégrée et participative, les responsables communaux, les acteurs ruraux intéressés et les groupements d'études mandataires développent un diagnostic des localités sur base d'un inventaire détaillé pour les différents axes thématiques du PDC :

- le contexte régional, l'évolution démographique, les structures socio-économiques et équipements collectifs
- l'habitat et le milieu habité, l'aménagement communal et le développement urbanistique
- l'environnement naturel et humain, l'écologie en milieu habité
- les activités socio-culturelles, l'identité locale et les lieux de rencontre

L'interdisciplinarité d'une telle évaluation globale met en évidence les atouts et les faiblesses de la commune avec ses localités, son cadre de vie et ses activités socio-économiques. Elle relève également les potentialités et synergies de développement à favoriser, tout comme les déficiences et antagonismes de certaines évolutions à contrecarrer ou à redresser.

Sur la base d'une synthèse « atouts – faiblesses – opportunités – menaces » (AFOM) se dégagent des stratégies ainsi que les objectifs prioritaires du futur développement communal.

Dans le cadre de leur mission, le groupement interdisciplinaire d'aménageurs définit d'abord un cadre d'orientation avec des propositions de futur développement.

Ensuite un plan directeur intégré ainsi que les concepts de développement sont concrétisés avec les responsables communaux. Les concepts de développement sont présentés et discutés en cours de réunions thématiques et d'ateliers de travail avec les acteurs engagés de la société civile.

Enfin un catalogue de mesures coordonné aide à finaliser les options de développement retenues et décrit le programme d'actions pluriannuel en vue d'une mise en œuvre ordonnée.

Le but de cette démarche intégrée et participative est d'aboutir à une stratégie commune de développement durable, largement adoptée et soutenue tant par les édiles locaux que par les acteurs intéressés de la société civile.

Pour clôturer le processus de planification PDC, la stratégie ainsi que les concepts intégrés de développement retenus sont délibérés au conseil communal. Souvent la commune documente également ses concepts intégrés de développement communal à l'aide d'une publication de présentation et de sensibilisation à tous les ménages.

Bon nombre de communes ont évolué dans la réalisation d'actions concrètes de développement communal et de partenariats entre responsables communaux, services publics compétents ainsi que groupes d'intérêts locaux.

Tous les acteurs concernés mettent en oeuvre sur le terrain même des projets sectoriels et/ou intégrés, issus et finalisés sur base des phases de planification PDC antérieures.

Au-delà de la planification PDC, le Service du Développement rural poursuit l'accompagnement et la coordination de projets communaux retenus également à un autre niveau. Leur mise en oeuvre est soutenue dans le cadre communautaire du programme de développement rural (PDR 2000–2006 / PDR 2007-2013) et sous le Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural, intitulé : « Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale ».

Dans le cadre de la planification intégrée 'PDC' et dans l'esprit d'une démarche participative, 66 communes des régions rurales ont ouvert leur processus de planification PDC, en présentant les concepts de développement au grand public. En cours d'élaboration les responsables communaux optaient soit pour une évaluation d'enquêtes menées auprès des ménages et acteurs économiques, soit pour des campagnes d'information et de sensibilisation auprès des citoyennes et citoyens, ou encore pour des ateliers de réflexion proactive et de concours d'idées en partenariat avec les acteurs intéressés de la société civile.

Souvent, la promotion de l'approche participative du « bottom up » est bien illustrée dans des brochures de documentation PDC ou sur l'intranet communal. Ainsi, ces communes engagées publient et communiquent leurs concepts de développement intégré, tout comme leur programme d'actions retenu vis-à-vis de la population concernée.

L'initiation au « bottom up » ou à la planification PDC participative est également proposée aux multiples acteurs ruraux dans le contexte de plusieurs colloques et séminaires de formation publics dans les régions rurales du pays.

Le Service du Développement rural soutient et accompagne des ateliers thématiques au niveau local tout comme la participation active de la société civile au processus PDC dans les communes. Les spécialistes des groupements d'études interdisciplinaires ou bien des experts en « coaching » externes associés assurent l'animation et la concertation de ces ateliers thématiques sur la planification et le développement communal.

Au courant de la première génération de planification PDC entre 1990 et 2005, 32 communes ont finalisé et réalisé des «projets de lancement» ou «projets-pilote» dans leurs localités. Initiés dans des «ateliers de réflexion & de travail» et réalisés dans un partenariat : Commune - groupes d'intérêts locaux/commissions consultatives - administrations et services publics concernés, de tels projets confirment toujours le succès manifeste de démarche proactive et de coopération communale/régionale.

Au-delà de la 1^{re} génération de planification communale PDC entre 1990 et 2005, 65 communes ont également manifesté leur intérêt actuel pour la planification PDC dans le contexte de la législation de 2004 relatif au Plan d'aménagement général -PAG et en vue de l'élaboration de l'étude préparatoire PAG obligatoire.

En effet, la loi du 19 juillet 2004 concernant «l'aménagement communal et le développement urbain» énonce que chaque commune est tenue d'élaborer une étude préparatoire PAG, préalablement à la procédure proprement dite d'actualisation ou de

révision du PAG communal. Cette étude préliminaire met en évidence les futures options et orientations de développement communal.

Le règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 sur le contenu de l'étude préparatoire PAG ou PAP (Plan d'aménagement particulier) définit le programme ainsi que l'enchaînement des prestations à documenter. Cette programmation correspond en majeure partie aux prestations requises au cahier des charges relatif à la planification PDC (MAVDR, 2004).

Afin de mieux concerter les missions actuelles de planification communale entre partenaires concernés, à savoir :

- les Administrations communales des 93 communes en milieu rural (sur le total des 106 communes)
- la Direction de l'Aménagement communal et du Développement urbain auprès du Ministère de l'Intérieur
- le Service du Développement Rural du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural,

le Service du Développement Rural a proposé une démarche commune et coordonnée entre partenaires concernés à partir de 2005.

Depuis 2004, la législation sur l'aménagement communal et le développement urbain impose la présentation obligatoire d'une étude préparatoire PAG, en tant que réflexion préliminaire sur les stratégies et options de développement communal, à toutes les communes du pays.

Au niveau de l'étude préparatoire PAG obligatoire, les 93 communes en milieu rural peuvent opter soit pour l'élaboration, soit pour l'actualisation des concepts de développement communal intégré par le biais d'une planification PDC cofinance par le MAVDR.

Dans cette optique les 2 départements respectifs concernés: la Direction de l'Aménagement communal et du Développement urbain auprès du Ministère de l'Intérieur ainsi que le Service du Développement rural du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ont élaboré une circulaire conjointe, adressée aux administrations communales, qui énonce « les relations étroites entre les 2 processus complémentaires de planification communale : PDC et PAG ».

La circulaire N°: 2532 du 18 janvier 2006 définit également les modalités d'application et de coopération des 2 départements ministériels avec les communes concernées dans le contexte de l'élaboration et de présentation de l'étude préparatoire du PAG communal. La circulaire N°: 2532 a été expédiée aux communes par l'intermédiaire des commissariats de districts respectifs.

En conséquence, une majorité de communes en milieu rural peut recourir à la démarche intégrée PDC : soit l'élaboration, soit l'actualisation des «concepts de développement communal» en guise d'étude préparatoire PAG pour ces communes. Le Service du Développement rural soutient les communes respectives avec une participation financière aux prestations éligibles dans le contexte de planification PDC. Toutefois, le taux d'aide appliqué ne peut dépasser 50% du coût total des prestations d'élaboration de l'étude préparatoire PAG d'après la démarche PDC.

Un modèle de contrat-type : « Concepts PDC – Etude préparatoire PAG », élaboré par le Service du Développement rural (MAVDR, 2012) et fourni aux communes comme aux groupements d'études intéressés, règle la nature et le déroulement des prestations de base en conformité avec règlement grand-ducal du 28 juillet 2011 sur le

contenu de l'étude préparatoire PAG. A côté des prestations de base « étude préparatoire », le contrat-type PDC – PAG définit également les différentes prestations spéciales dans la démarche intégrée et participative, précisées au cahier des charges PDC y relatif (MAVDR, 2012). Le contrat-type PDC – PAG prescrit aussi le mode d'évaluation des honoraires, sur base des taux horaires appliqués suivant le barème OAI en vigueur.

Le Service du Développement rural engage sa participation d'aide publique sur base du contrat-type PDC – PAG approuvé et délibéré par le collège des bourgmestre et échevins.

A la fin de l'exercice 2012, le Service du Développement rural soutient 45 communes en milieu rural par un engagement de participation financière aux nouveaux contrats de « concepts PDC / étude préparatoire PAG » (2ième génération), ceci suivant les dispositions de la circulaire 2532 de janvier 2006.

Ainsi les communes de Heffingen, Hobscheid, Kiischpelt et Schuttrange ont-elles été les plus récentes à s'engager dans l'actualisation des premiers concepts de planification PDC des années 1990-2005 dans le cadre de l'élaboration de leur étude préparatoire PAG.

Alors que la plupart des 45 communes engagées vise une actualisation voire la révision des concepts et options de développement de leur planification PDC de 1re génération, 15 nouvelles communes en milieu rural, à savoir : Boevange/Attert, Echternach, Ermsdorf, Garnich, Goesdorf, Hoscheid, Kiischpelt, Larochette, Mertzig, Rambrouch, Tandel, Wahl, Waldbredimus, Weiler-la-Tour et Weiswampach ont pris l'option de la démarche intégrée PDC pour faire élaborer leur étude préparatoire requise lors de l'actualisation du PAG communal.

12 de ces communes ont également initié l'organisation d'ateliers thématiques de réflexion ou encore la réalisation participative de projets de lancement issus de leurs démarches de planification Concepts PDC – Etude préparatoire PAG.

B. La mise en œuvre des concepts de développement communal (PDC)

Les mesures et projets prévus dans les concepts PDC cadrent souvent avec les 7 mesures définies au Titre III de l'actuelle législation concernant le soutien au développement rural d'avril 2008: « Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et Diversification de l'économie rurale ».

L'évaluation d'un 1er. appel aux projets PDR-Titre III, lancé en juillet 2008, a su rassembler un total de 186 projets publics signalés voire engagés par les acteurs communaux, en plus de la notification / l'engagement de 24 projets privés ou associatifs. La grande majorité des projets PDR signalés sont éligibles sous une des 7 mesures proposées au Titre III de la loi sur le soutien au développement rural.

A la fin de l'exercice 2012 et après une analyse des priorités de mise en œuvre des projets PDR-Titre III signalés, opérée ensemble avec les communes concernées, le relevé des projets PDR communaux se présente comme suit :

Un nombre total de 60 projets communaux éligibles sous une des 7 mesures du Titre III de la loi relative au soutien au développement rural restent inscrits dans le cadre des seuils d'investissement accordés, ainsi 49 communes en milieu rural ont ainsi été retenues dans le cadre des mesures Titre III du PDR 2007-2013.

Pour les exercices 2007 – 2012 un total de 95 projets PDR – Titre III ont déjà été engagés par le MAVDR sur avis de la Commission des zones rurales, il s'agit de 69 projets communaux ainsi que de 26 projets privés.

Le seul bilan de l'exercice 2012 écoulé reprend 14 projets PDR – Titre III, dont 9 projets communaux et 5 projets privés.

Par rapport aux synergies : planification intégrée PDC et mise en œuvre des projets PDR – Titre III, le tableau ci-dessous montre un récapitulatif sur une vingtaine d'années d'expériences en matière de développement communal intégré, d'amélioration du cadre de vie et de diversification socio-économique dans les zones rurales.

Communes ayant manifesté leur intérêt à la planification intégrée PDC (sur base d'un ancien total de 116 communes au Lux.)	108
Communes engagées dans l'élaboration d'un programme de planification PDC - 1 ^{re} ou 2 ^{ème} génération (sur anciennement 116 communes)	98
Communes éligibles à la planification PDC / étude préparatoire PAG suivant nouvelle répartition territoriale : total de 106 communes au Lux.	93
Communes ayant clôturé les différentes phases de planification & concepts PDC - 1 ^{re} génération	68
Communes avec sensibilisation & présentation des concepts PDC au grand public (participation civile !)	66
Communes avec réalisation de projets de lancement dans contexte planific. PDC - 1 ^{re} génération	32
Communes manifestant leur intérêt à la planification PDC - PAG (Circulaire 2532)	65
Communes avec engagement de contrat 'Planification PDC / Etude préparat. PAG' - 2 ^{ème} génération	45
Communes en élaboration 'Etude prépar. PAG' via démarche 'planification PDC' - 2 ^{ème} génération	15
Communes à 2 ^{ème} génération PDC, ayant initié ateliers thématiques de réflexion & projets de lancement (participation société civile !)	12
PDR 2007-2013 : Communes éligibles au 'PDR –Titre III' (Total communes : 116)	103
PDR 2007-2013 : Communes ayant répondu au 1 ^{er} appel à projets PDR (juill.2008)	54
PDR 2007-2013 : Nombre total de projets communaux 'PDR-Titre III' signalés suite au 1 ^{er} Appel aux projets (juillet 2008)	186
PDR 2007-2013 : Nombre total de projets privés 'PDR-Titre III' signalés suite au 1 ^{er} Appel aux projets (juillet 2008)	24
PDR 2007 – 2013 : Communes engagées dans projets 'PDR – Titre III' retenus voire engagés au courant de l'exercice 2012	7
PDR 2007 – 2013 : Communes engagées dans des projets 'PDR-Titre III' au courant des Exercices 2007 - 2012	49
PDR 2007-2013 : Projets 'PDR Titre III' engagés Exercices 2007-2012 dont 69 projets PDR communaux & 26 projets PDR privés	95
PDR 2007-2013 : Projets 'PDR Titre III' engagés en cours d'Exercice 2012 dont 9 projets PDR communaux & 5 projets PDR privés	14

C. L'amélioration de la qualité de vie en milieu rural et la diversification de l'économie rurale (Titre III) dans le cadre de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

1. Les mesures du Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008

Le Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural comprend sept mesures, à savoir :

- Mesure 1 / 3.1.1. Diversification vers des activités non agricoles**
Taux d'aide : 30%
- Mesure 2 / 3.1.2. Aide à la création et au développement des micro-entreprises**
Taux d'aide : 40%
- Mesure 3 / 3.1.3. Activités touristiques en milieu rural**
Taux d'aide : 30%

Mesure 4 / 3.2.1. Services de base pour l'économie et la population rurale

Taux d'aide : 45%

Mesure 5 / 3.2.2. Rénovation et développement des villages

Taux d'aide : 50% pour les dépenses liées à la planification et à la finalisation de mesures émanant des concepts du plan de développement communal (PDC) par les autorités communales. Toutefois, les actions d'élaboration respectivement d'actualisation du PDC dans le contexte de la législation sur l'aménagement communal et le développement urbain sont soutenues moyennant des fonds budgétaires nationaux et ceci après avis obligatoire préalable par la commission des zones rurales.

Taux d'aide : 40% pour les autres actions de rénovation et de développement des villages

Mesure 6 / 3.2.3. Conservation et mise en valeur du patrimoine rural naturel

Taux d'aide : 40%

Mesure 7 / 3.3.1. Formation et information des acteurs économiques dans les domaines couverts par l'axe 3

Taux d'aide : 40%

2. Le bilan administratif et financier de l'exercice 2012 du Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008

a) Les engagements en 2012

Pendant l'année 2012, 14 projets ont pu être engagés, dont 5 projets privés et 9 projets communaux.

Mesures	Investissement éligible	Taux d'aide	Aide publique
Projets privés (a)			
Total mesure 1	40.458,67	30,00%	12.137,60
Total mesure 2	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 3	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 4	245.730,00	45,00%	110.578,50
Total mesure 5	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 6	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
Total projets privés	286.188,67	42,88%	122.716,10
Projets communaux (b)			
Total mesure 1	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 2	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 3	107.000,00	30,00%	32.100,00
Total mesure 4	431.932,86	45,00%	194.369,79
Total mesure 5	1.128.578,81	40,41%	456.029,81
Total mesure 6	79.800,00	40,00%	31.920,00
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
Total projets communaux	1.747.311,67	40,89%	714.419,60
Projets au total (a+b)			
Total mesure 1	40.458,67	30,00%	12.137,60
Total mesure 2	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 3	107.000,00	30,00%	32.100,00
Total mesure 4	677.662,86	45,00%	304.948,29
Total mesure 5	1.128.578,81	40,41%	456.029,81
Total mesure 6	79.800,00	40,00%	31.920,00
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
Total projets privés et communaux	2.033.500,34	41,17%	837.135,70

La « Commission des zones rurales » (CZR), chargée d'examiner les demandes concernant les aides prévues au Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008, s'est réunie trois fois en 2012.

b) Les paiements en 2012

Au cours de l'année budgétaire 2012, 11 projets ont été clôturés, dont 3 projets privés et 8 projets communaux.

Une dépense publique au montant de 831.956,36 € a été liquidée.

Mesures	Investissement éligible	Taux d'aide	Aide publique
Projets privés (a)			
Total mesure 1	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 2	253.330,81	40,00%	101.332,32
Total mesure 3	48.005,31	30,00%	14.401,59
Total mesure 4	161.656,51	45,00%	72.745,43
Total mesure 5	1.809,05	40,00%	723,62
Total mesure 6	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
Total projets privés	464.801,68	40,71%	189.202,96
Projets communaux (b)			
Total mesure 1	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 2	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 3	57.000,00	30,00%	17.100,00
Total mesure 4	811.395,61	45,00%	365.128,03
Total mesure 5	676.348,53	36,37%	245.989,41
Total mesure 6	36.339,90	40,00%	14.535,96
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
Total projets communaux	1.581.084,04	40,65%	642.753,40
Projets au total (a+b)			
Total mesure 1	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 2	253.330,81	40,00%	101.332,32
Total mesure 3	105.005,31	30,00%	31.501,59
Total mesure 4	973.052,12	45,00%	437.873,46
Total mesure 5	678.157,58	36,38%	246.713,03
Total mesure 6	36.339,90	40,00%	14.535,96
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
Total projets privés et communaux	2.045.885,72	40,66%	831.956,36

3. Le bilan administratif et financier du Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008

a) Les engagements 2007- 2012

Pendant la phase de programmation 2007-2012, 95 projets ont pu être engagés jusqu'à présent, dont 26 projets privés et 69 projets communaux.

Mesures	Investissement éligible	Taux d'aide	Aide publique
Projets privés (a)			
Total mesure 1	2.296.608,18	31,15%	715.364,88
Total mesure 2	854.064,76	40,00%	341.625,90
Total mesure 3	903.666,67	30,00%	271.100,00
Total mesure 4	689.536,37	45,00%	310.291,36
Total mesure 5	53.375,00	40,00%	21.350,00
Total mesure 6	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
Total projets privés	4.797.250,98	34,60%	1.659.732,14
Projets communaux (b)			
Total mesure 1	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 2	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 3	210.845,00	0,00%	63.253,50
Total mesure 4	9.431.918,13	45,00%	4.244.363,17
Total mesure 5	8.849.573,28	40,59%	3.592.477,58
Total mesure 6	1.610.033,40	40,00%	644.013,36
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
Total projets communaux	20.102.369,81	42,50%	8.544.107,61
Projets au total (a+b)			
Total mesure 1	2.296.608,18	31,15%	715.364,88
Total mesure 2	854.064,76	40,00%	341.625,90
Total mesure 3	1.114.511,67	30,00%	334.353,50
Total mesure 4	10.121.454,50	45,00%	4.554.654,53
Total mesure 5	8.902.948,28	40,59%	3.613.827,58
Total mesure 6	1.610.033,40	40,00%	644.013,36
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
Total projets privés et communaux	24.899.620,79	40,98%	10.203.839,75

Le montant total des investissements, toutes mesures confondues, engagé jusqu'à présent pendant la phase de programmation 2007-2013 s'élève à 24.899.620,79 €, ce qui représente un taux de réalisation de 68.69% par rapport au montant réservé initialement au PDR 2007-2013, s'élevant à 36.250.000,00 €.

Le montant de l'aide publique engagée s'élève à 10.203.839,75 €, ce qui représente un taux de réalisation de 65.09% par rapport au montant réservé de 15.675.600 € au PDR 2007-2013.

b) Les paiements 2007-2012

Pendant la phase de programmation 2007-2012, 39 projets ont été clôturés, dont 18 projets privés et 21 projets communaux.

Une dépense publique au montant de 3.886.609,79 € a été liquidée.

Mesure	Investissement éligible	Taux d'aide	Aide publique
Projets privés (a)			
Total mesure 1	1.216.614,77	32,04%	389.770,52
Total mesure 2	573.245,04	40,00%	229.298,01
Total mesure 3	802.573,12	30,00%	240.771,93
Total mesure 4	391.240,88	45,00%	176.058,40
Total mesure 5	34.207,27	40,00%	13.682,91
Total mesure 6	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
Total projets privés	3.017.881,08	34,78%	1.049.581,77
Projets communaux (b)			
Total mesure 1	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 2	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 3	57.000,00	30,00%	17.100,00
Total mesure 4	3.899.033,67	45,00%	1.754.565,16
Total mesure 5	2.912.110,03	35,69%	1.039.205,00
Total mesure 6	88.513,41	29,55%	26.157,86
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
Total projets communaux	6.956.657,51	40,78%	2.837.028,02
Projets au Total (a+b)			
Total mesure 1	1.216.614,77	32,04%	389.770,52
Total mesure 2	573.245,04	40,00%	229.298,01
Total mesure 3	859.573,12	30,00%	257.871,93
Total mesure 4	4.290.274,55	45,00%	1.930.623,56
Total mesure 5	2.946.317,30	35,74%	1.052.887,91
Total mesure 6	88.513,81	29,55%	26.157,86
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
Total projets privés et communaux	9.974.538,59	38,97%	3.886.609,79

D. Le concours international « Europäischer Dorferneuerungspreis »

Il y a lieu de relever les succès confirmés dans le domaine du développement rural intégré et durable au niveau du concours international «Europäischer Dorferneuerungspreis» (EDEP). Cette manifestation européenne de haute renommée est organisée tous les 2 ans par la « Europäische Arbeitsgemeinschaft Landentwicklung und Dorferneuerung (ARGE) » siégeant à Vienne en Autriche.

Au fil des différentes sessions du concours EDEP et ensemble avec la Commune de Beckerich déclarée «Europäischer Dorferneuerungs-Preisträger 1996» (lauréat du prix européen de développement rural et de la rénovation des villages) en 1996, les communes de Heiderscheid (1998), Redange/Attert (2000), Munshausen (2002), Heinerscheid (2004), Betzdorf (2006), Mompach (2008), Mertzig (2010) et Beaufort (2012) ont su remporter successivement un «Europäischer Dorferneuerungspreis für ganzheitliche, nachhaltige und mottogerechte Dorfentwicklung von herausragender Qualität» (prix européen pour un développement rural global et intégré d'une qualité éminente) resp. un «Europäischer Dorferneuerungspreis für besondere Leistungen in mehreren Bereichen der nachhaltigen Dorfentwicklung» (prix européen pour des exploits remarquables dans plusieurs aspects du développement rural intégré et durable)

Cette appréciation de reconnaissance européenne revient donc à des communes passionnées, engagées et surtout confirmées dans leur démarche spécifique de développement intégré et durable, soutenu par un partenariat proactif avec leurs citoyennes/citoyens et acteurs locaux.

A noter qu'aux différentes éditions EDEP organisées, les participations luxembourgeoises ont su se placer régulièrement à la tête d'un peloton de candidatures recherchées et parmi une trentaine d'autres pays et régions d'Europe.

L'édition 2012 du concours «Europäischer Dorferneuerungspreis» (EDEP2010) a été placée sous la devise: «Der Zukunft auf der Spur».

L'idée-clé proclamée visait à la fois des projets communaux innovants dans les domaines de la production et de l'efficacité d'énergies renouvelables, mais également des modèles et initiatives de cohabitation et de coopération dynamiques, engagées et soutenues aux différents niveaux des communautés villageoises d'aujourd'hui.

La Commune de Beaufort a représenté le Luxembourg à la session EDEP 2012, après une présélection nationale de 8 communes potentielles évaluée par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

En référence aux critères et à la devise posés du concours 2012, les responsables communaux de Beaufort, en coopération avec leur groupement d'études, ont finalisé leur dossier de candidature EDEP 2012 avec l'accent sur les particularités spécifiques et l'identité locale, sur les projets-phare, les initiatives authentiques ainsi que les nombreuses coopérations aux niveaux local, communal et régional.

Le dossier de candidature «Beaufort – EDEP 2012» a été déposé auprès de l'ARGE à Vienne en février 2012.

Après l'inspection et l'appréciation des projets communaux et initiatives documentées dans le dossier de candidature Beaufort fourni, une délégation du jury ARGE-EDEP a visité la Commune de Beaufort, pour visualiser et apprécier les projets et initiatives sur place en juin 2012.

La proclamation des lauréats EDEP 2012 et la remise officielle des prix «Europäische Dorferneuerungspreise» - EDEP 2012 a été organisée par l'ARGE en concertation avec la Commune de 'Langenegg –Vorarlberg', lauréat du EDEP 2010 en Autriche en septembre 2012.

La Commune de Beaufort a su remporter un «Europäischer Dorferneuerungspreis für besondere Leistungen in mehreren Bereichen der nachhaltigen Dorfentwicklung» (prix européen pour des exploits remarquables dans plusieurs aspects du développement rural intégré et durable).

E. L'approche LEADER au Grand-Duché de Luxembourg

1. Introduction

Lancée en 1991, l'initiative communautaire LEADER « Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale », a été conçue pour aider les acteurs du monde rural à développer le potentiel de leur région à long terme. Au fil des trois périodes LEADER I, LEADER II et LEADER+, qui se sont succédées de 1991 à 2006, cette initiative a permis aux acteurs ruraux d'acquérir des compétences, en particulier en matière d'établissement de partenariats locaux, de partenariats privé-public, de coopérations et d'innovations ainsi que de bonne gouvernance locale.

LEADER a encouragé la mise en œuvre de stratégies intégrées et originales pour le développement durable, ainsi que la promotion de la coopération nationale et transnationale entre régions rurales. Le caractère pilote de l'initiative repose à la fois sur l'innovation des actions soutenues, sur des approches nouvelles de développement des zones rurales, ainsi que sur la démarche participative du fonctionnement des partenariats mis en place.

« La différence entre l'approche LEADER et d'autres mesures de politique rurale plus traditionnelles réside dans le fait qu'elle indique « comment » procéder plutôt que « ce qui » doit être fait. » [Communautés européennes 2006]

Au Grand-Duché de Luxembourg, le nombre des Groupes d'Action Locale (GAL) a augmenté d'une période de programmation à l'autre. Pendant la première période LEADER I de 1991 à 1993, un seul groupe a été formé dans la région du Lac de la Haute-Sûre tandis qu'entre 1994 et 1999 sous LEADER II, deux groupes (Redange-Wiltz et Clervaux-Vianden) ont pu profiter de l'initiative. LEADER+ (2000-2006) a finalement permis la constitution de quatre GAL cofinancés par des fonds communautaires, à savoir les GAL Redange-Wiltz et Clervaux-Vianden, ainsi que les nouveaux GAL Mullerthal et Lëtzebuurger Musel, et la constitution d'un GAL cofinancé par des fonds nationaux, à savoir le GAL Äischdall Plus.

Pendant la période de programmation actuelle (2007-2013), cinq GAL sont cofinancés par le FEADER (Fonds européen agricole pour le développement rural), à savoir les GAL Redange-Wiltz, Clervaux-Vianden, Mullerthal, Miselerland et Lëtzebuerg West.

2. L'approche LEADER 2007-2013

Pour la période de programmation actuelle 2007-2013, LEADER ne constitue plus une initiative distincte, mais est intégré dans la politique globale du développement rural de l'Union européenne. En tant que quatrième axe du PDR 2007-2013 (Programme de Développement rural), LEADER constitue une approche méthodologique pour la mise en œuvre des mesures relevant des trois premiers axes thématiques et surtout de l'axe 3 « Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale ».

Le soutien au titre de l'axe LEADER offre la possibilité, dans le cadre d'une stratégie locale de développement fondée sur les besoins et les atouts locaux, de contribuer à la réalisation des trois objectifs - compétitivité, environnement et qualité de la vie/diversification - prévus dans le cadre du soutien en faveur du développement rural. Des approches intégrées associant les acteurs ruraux permettent de sauvegarder et de valoriser le patrimoine local naturel et culturel.

Afin de poursuivre une intégration horizontale de l'approche LEADER 2007-2013, la zone d'application s'étend sur 93 communes rurales avec 240.661 habitants (STATEC 31.12.2006).

a) Les GAL LEADER 2007-2013

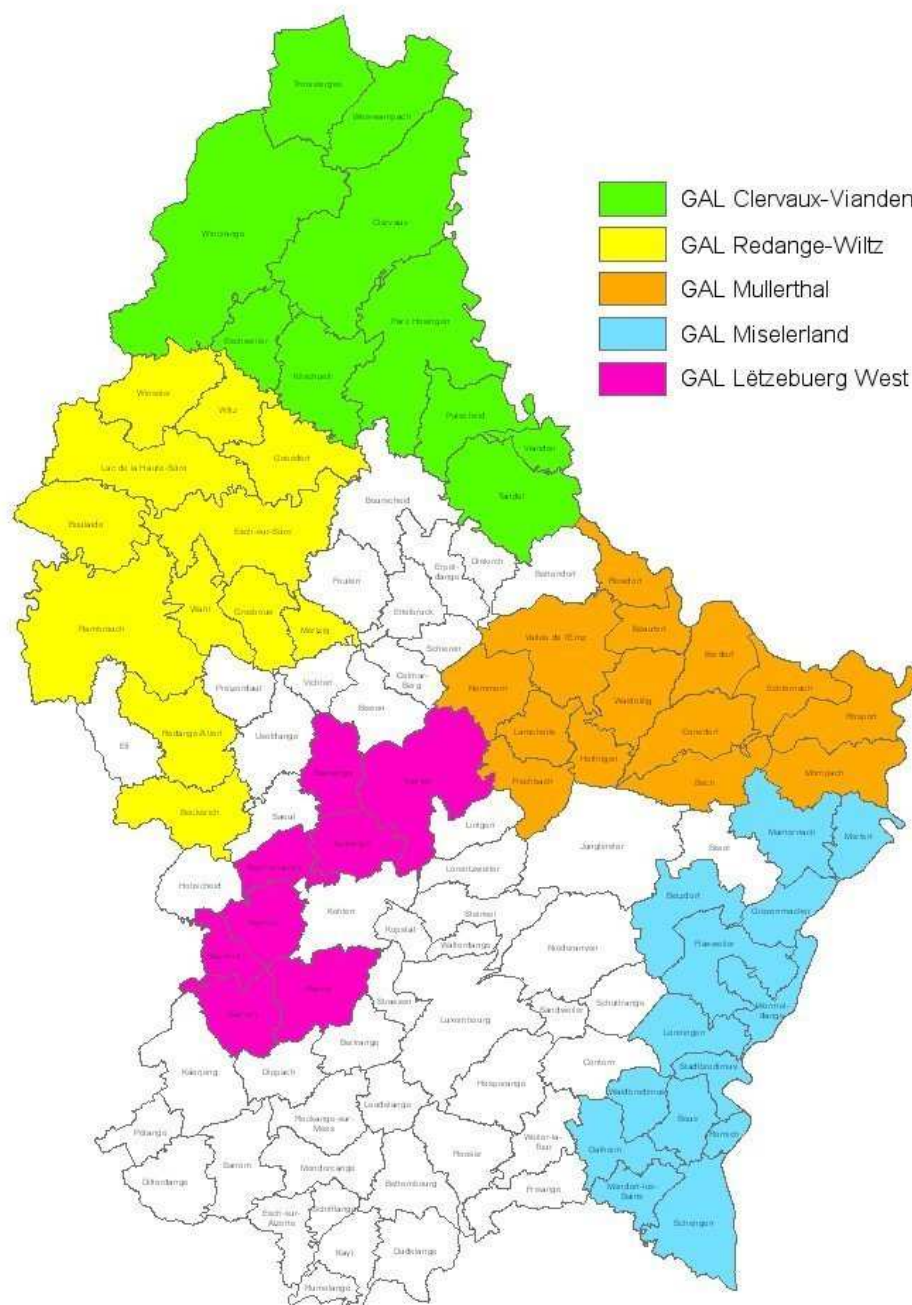
Après leur sélection fin 2007, les cinq nouveaux GAL ont été constitués début 2008 par la signature de leurs conventions respectives.

Les GAL cofinancés pendant la période de programmation LEADER 2007-2013 sont les suivants:

- le GAL Redange-Wiltz avec 29 membres, dont 12 communes (401,49 km²; 22.528 habitants) et 17 organisations
- le GAL Clervaux-Vianden avec 27 membres, dont 10 communes (474,15 km²; 20.217 habitants), 2 syndicats intercommunaux et 15 organisations
- le GAL Mullerthal avec 31 membres, dont 14 communes (310,90 km²; 22.898 habitants) et 17 organisations
- le GAL Miselerland avec 41 membres, dont 14 communes (260,78 km²; 34.269 habitants) et 27 organisations

- le GAL Lëtzebuerg West avec 21 membres, dont 8 communes (181,84 km²; 26.053 habitants), 12 organisations et une institution gouvernementale

Régions LEADER 2007-2013



Bearbeitung: P. Groen (Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département de l'aménagement du territoire), déc. 2011

LEADER 2007-2013 se résume comme suit:

- 5 GAL
- 58 communes
- 89 organisations
- 125.965 habitants

- 1.629,16 km²
- 77,32 hab./ km²

b) Le budget réservé à l'approche LEADER

Dans le cadre de l'approche LEADER, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (MAVDR) accorde une aide financière aux GAL pour mettre en œuvre des stratégies locales de développement intégré.

L'aide financière vise les trois mesures suivantes:

- la mise en œuvre des stratégies locales de développement;
- la mise en œuvre de projets de coopération interterritoriale et transnationale;
- le fonctionnement et l'animation des groupes d'action locale.

Le budget total réservé à l'approche LEADER 2007-2013 est de 13,7 millions d'euros avec une participation publique (FEADER et Etat) de 9,3 millions d'euros.

En raison des expériences faites au cours des trois premières périodes de programmation, les GAL sélectionnés sont appelés à favoriser davantage la coopération entre les régions rurales au Luxembourg (coopération interterritoriale) et surtout la coopération avec des GAL issus d'autres Etats membres de l'Union européenne (coopération transnationale).

c) La gestion administrative

Les rôles et les responsabilités du MAVDR en tant qu'autorité de gestion, ainsi que des GAL en tant que bénéficiaires, ont été formalisés à travers une convention. Cette convention définit en outre les procédures à suivre et arrête les modalités de gestion financière et de contrôle.

Un guide de gestion LEADER 2007-2013 fournit des précisions pratiques aux GAL et aux porteurs de projet concernant les principes d'éligibilité et les documents requis. Des formulaires standard ont été élaborés ensemble avec les responsables des bureaux LEADER.

Le MAVDR organise régulièrement des réunions d'information et de concertation avec les responsable-gestionnaires des cinq GAL.

d) Les projets LEADER 2007-2013

En 2012, 19 nouveaux projets LEADER 2007-2013, dont 16 projets régionaux et 3 projets de coopération, ont été approuvés. Au total, 99 projets ont déjà été approuvés pour la période de programmation 2007-2013. L'engagement financier s'élève à 10.046.347,67€.

Mesure - GAL	Intitulé du projet
Projets régionaux permettant d'atteindre les objectifs de l'axe 2 <i>Amélioration de l'environnement et de l'espace rural</i>	
Projets régionaux permettant d'atteindre les objectifs de l'axe 3 <i>Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale</i>	
Redange-Wiltz	Turn it on bis
	Regio-Geld Kanton Redingen im Praxistest
	Integrativer Dorftreff Surré
	Bongert Kauneref
	Generationen - Beweg- & Spielplatz
	Rambrouch - Entreprises & Citoyens de la commune
Clervaux-Vianden	La plateforme d'inclusion et de solidarité
	Nouvelle conception Musée rural Binsfeld
	Assistance juridique aux communes en milieu rural
Mullerthal	Schwarz Kréischelen - Cassis Projekt
	Presse-ID-News-Zeitung: PINZ - Teil 2
Miselerland	Wäintourismus Lëtzebuurger Musel
	Miselerland e Genoss
	D'Miselerland brennt
	Marque Schengen
	Femmes du vin au Luxembourg
Coopération	
(a) Préparation	
(b) Coopération interterritoriale	
Mullerthal	Service régional de médiation sociale
(c) Coopération transnationale	
Redange-Wiltz	PEDAG'EC
Mullerthal	Forest project- Netzwerk walddreicher Regionen in Europa

e) Les activités des GAL

Au cours de 2012, les GAL Redange-Wiltz, Mullerthal, Miselerland et Lëtzebuerg West ont publié des nouvelles éditions de leurs bulletins d'information régionale. Le GAL Clervaux-Vianden, pour sa part, a rédigé plusieurs articles pour le journal régional « Parcours ». De nombreux articles sur les projets et initiatives des GAL ont paru dans la presse luxembourgeoise.

Les actions officielles des GAL en 2012 étaient les suivantes:

- Remise des prix aux gagnants du concours de photos « Steinreich 2011 » organisé dans le cadre du projet transnational « Alb und Thal...Steinreich! Geologie in der Brenzregion und im Müllerthal » (20.01.12)
- Organisation du séminaire « Von der Produktion bis zur Vermarktung » dans le cadre du projet « Qualität aus dem Mëllerdall – regional Produkte » (28.01.12)
- Excursion du GAL Mullerthal à la « Teufelsschlucht » et « Ferschweiler Plateau dans le cadre du projet « Geopark Müllerthal » (11.02.12)
- Organisation d'une réunion d'information « GAL LEADER Mullerthal » pour les nouveaux conseillers communaux (19.03.12)
- Organisation d'un workshop « Ideen für LEADER-Projekte 2012-2013 » du GAL Mullerthal (24.04.12)
- Participation des GAL Redange-Wiltz et Mullerthal au concours de photos « Images of Rural Europe » lancé par la Commission européenne en avril 2012 ; participation du questionnaire du GAL Redange-Wiltz dans le jury international

- Excursion du GAL Mullerthal dans le géoparc Lubéron (France) dans le cadre du projet « Geopark Müllerthal » (03-06.05.12)
- Conférence de presse dans le cadre du projet transnational « Grenzenlos Radeln » (GAL Miselerland et Mullerthal): présentation de la carte « Grenzenlos Radeln entlang von Mosel, Saar und Sauer - 3 Länder, 9 Routen » et du site internet www.grenzenlos-radeln.eu (23.05.12)
- Modération d'un atelier lors de la journée des professionnels dans le cadre du projet RESONORD du GAL Clervaux-Vianden (06.06.12)
- Organisation de stands d'informations LEADER sur des manifestations à caractère régional à Mamer (21-22.04.12 Bëschfest), Boevange/Attert (27.05.12 Helpermaart), Roodt/Syre (08.07.12 En Dag um Bauerenhaff) et à Reckange (16.09.12 Eneltermaart)
- Nouveau projet LEADER « Pacte d'Intégration Miselerland: vivre ensemble au niveau régional »: organisation de deux workshops régionaux à Grevenmacher (21.04.12) et à Remich (05.05.12) ensemble avec l'OLAI et l'ASTI, signature du pacte par les parties intéressées (25.06.12), organisation du concours « Integration couch » et organisation des premières assises de l'intégration à Mondorf (14-15.12.12)
- Participation du GAL Miselerland au « 3e Velodag am Miselerland » (22.07.12)
- Participation à la semaine d'échange transnationale des jeunes des régions Redange-Wiltz et Miselerland au pays de la Brocéliande en Bretagne sur le thème du « recyclage » dans le cadre du projet transnational « The planet said to me... » (juillet 2012)
- Participation du GAL Mullerthal au séminaire sur la forêt à Sunne en Suède dans le cadre du projet transnational « Forest project – Network of densely wooded regions in Europe » (25-29.09.12)
- Clôture officielle du projet « Zentrum für ökologischen Gartenbau » du GAL Miselerland et inauguration de la grange rénovée à Schwebsange (12.10.12)
- Création d'une identité visuelle pour Terroir Moselle, édition d'un nouveau flyer et réalisation d'une exposition-stand de foire présentée pour la première fois à Megavino à Bruxelles (19-22.10.12) dans le cadre du projet transnational « Terroir Moselle »
- Constitution d'une nouvelle association « Brenner am Miselerland » et organisation du Brennerdag « D'Miselerland brennt » dans le cadre d'un nouveau projet LEADER (28.10.12)
- Inauguration du « Kannerbüro » à Wiltz (20.11.12)
- Plantation de 9.000 cassis dans le cadre du projet « Schwaarz Kréischelen – Cassis Projekt » du GAL Mullerthal (novembre 2012)
- Participation des GAL Redange-Wiltz et Miselerland au colloque de l'Institut de la Grande Région « Education-Formation-Emploi » à Konz en Rhénanie-Palatinat (07.12.12)
- Organisation de trois webmeetings et de deux live-meetings dans le cadre du projet transnational « CULTrips » par le GAL Redange-Wiltz
- Constitution d'une nouvelle structure « ClimEEC » asbl. avec une vingtaine d'artisans du domaine de la construction dans le cadre du projet « Démarche régionale Oek'Eau-Energie-Cluster du GAL Redange-Wiltz »
- Elaboration de projets participatifs concrets dans les communes partenaires du GAL Redange-Wiltz dans le cadre du projet « Démarche actions participatives dans les communes »
- Présence du GAL Mullerthal avec un stand à la manifestation « Landpartie vom SR3 » à Großrosseln (GAL Warndt, Sarre)
- Publication de la brochure « Radfahren in der Region Müllerthal-Kleine Luxemburger Schweiz » dans le cadre du projet « Qualitätsoffensive Fahrradtourismus – Region Müllerthal-Kleine Luxemburger Schweiz »
- Publication du dépliant « De Bësch » proposant différents cours et randonnées autour du thème « forêt » (GAL Mullerthal)

- Publication et distribution à tous les ménages d'un flyer promotionnel du Service de médiation sociale (GAL Miselerland et Mullerthal) en langue allemande, française et portugaise
- Création d'un leporello (flyer pliable en petit livre format Pixi) illustrant de manière très colorée et fantaisiste la région Miselerland dans le cadre du projet « Pomarium »
- Constitution d'une nouvelle association « Lucilivines - Fraen a Wäin » dans la région Miselerland et mis sur pied d'un projet LEADER rassemblant des idées de formation, de promotion et d'échange
- Présentation du patrimoine romain du Miselerland lors d'une journée d'info pour le personnel éducatif du Rhénanie-Palatinat dans le cadre du projet transnational « Straße der Römer »
- Impression du dépliant et de l'affiche « Geschicht erliuwen: de Mëttelalter » par le GAL Lëtzebuerg West
- Réalisation de plusieurs spectacles médiévaux (Irmina de Mamerlayen, Wachsmut le troubadour, Jean le Seigneur de Hollenfels) dans le cadre du projet « Cartes de visites » du GAL Lëtzebuerg West
- Création du nouveau site internet www.letzebuergwest.lu par le GAL Lëtzebuerg West
- Création d'un compte Facebook et d'un compte plurio.net par le GAL Lëtzebuerg West
- Réalisation de panneaux de signalisation et d'information ainsi que d'une carte touristique dans le cadre du projet « i » par le GAL Lëtzebuerg West

3. LEADER 2014-2020

En vue de la nouvelle période de programmation LEADER 2014-2020, le MAVDR a informé les comités des cinq GAL sur les priorités futures, les différences par rapport à LEADER 2007-2013, le timing prévisionnel ainsi que les travaux de préparation à entamer en 2013 en vue de l'élaboration des nouvelles stratégies locales de développement 2014-2020.

F. Le réseau rural luxembourgeois

1. Introduction

D'après le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005, « chaque Etat membre établit un réseau rural national qui regroupe les organisations et les administrations travaillant dans le domaine du développement rural ».

Les activités financées dans ce contexte comprennent les structures nécessaires au fonctionnement du réseau ainsi qu'un « plan d'action couvrant au moins l'inventaire et l'analyse des bonnes pratiques transférables ainsi que les informations à ce sujet, la gestion du réseau, l'organisation de l'échange d'expériences et de savoir-faire, l'élaboration de programmes de formation destinés aux groupes d'action locale en voie de constitution et l'assistance technique pour la coopération interterritoriale et transnationale ».

Le réseau rural national est soutenu par le réseau européen de développement rural qui est chargé de la mise en réseau des réseaux nationaux et des organisations et administrations travaillant au niveau communautaire dans le domaine du développement rural. Le réseau européen a été officiellement lancé par la Commission européenne à l'occasion d'une conférence intitulée « Les zones rurales européennes en action: faire face aux défis de demain » les 16 et 17 octobre 2008.

2. Les missions

En 2008, le réseau rural luxembourgeois a été établi au sein du MAVDR. Le comité de suivi du PDR 2007-2013, qui regroupe toutes les organisations et administrations impliquées dans le développement rural au Grand-Duché de Luxembourg, assume en même temps le rôle de comité de coordination du réseau rural national.

Les missions relevant du plan d'action du réseau rural luxembourgeois se résument comme suit:

- Communication: information et promotion
- Formation: organisation de sessions de formation ainsi que de visites de terrain et de rencontres
- Coordination: animation, gestion et suivi du réseau, organisation des activités, liens avec le réseau rural européen et les autres réseaux ruraux nationaux
- LEADER: actions spécifiques pour LEADER

3. Les actions

a) Communication

Dans le cadre de « 20 ans LEADER au Grand-Duché de Luxembourg », le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ensemble avec les cinq régions LEADER a publié une brochure intitulée « 20 Joer LEADER: mënschen an der regioun » et un documentaire sur la séance académique « 20 Joer LEADER Lëtzebuerg ».

Lors de cette séance académique, des boîtes avec des « LEADER-Mellen » et des fardes LEADER ont été distribuées aux invités.

Suite à une invitation du réseau rural européen, les responsables du projet de coopération transnationale « Terroir Moselle » ont participé, sur proposition du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, avec un stand aux foires à Berlin (Grüne Woche) et à Paris (Salon International de l'Agriculture).

Dans la brochure du réseau rural européen intitulée « The European Agricultural Fund for Rural Development – Other EU funds », un article a été publié sur la valeur ajoutée du FEADER au Luxembourg: les projets LEADER améliorent l'exploitation des résultats de l'action transfrontalière dans le domaine des forêts

Dans le magazine du réseau rural européen, un article sur la célébration de 20 ans LEADER au Luxembourg a été publié.

b) Formation

Le 29 mars 2012, une présentation LEADER a été faite lors de la visite du GAL finlandais « Outokaira tuottamham ry » dans les régions LEADER « Miselerland et « Mullerthal ».

Le 24 avril 2012, une présentation LEADER a été faite lors de la visite du GAL suédois « Växtlust Värmland » dans la région LEADER « Mullerthal ».

Du 09 au 11 octobre 2012, un voyage d'études pour des représentants de GALs autrichiens en coopération étroite avec le réseau rural autrichien a été organisé.

c) Coordination

Le MAVDR est en contact et en échange permanent avec le réseau rural européen et les autres réseaux ruraux nationaux.

Le 01 juin 2012, le MAVDR a participé au workshop « Community-led Local Development » organisé par le réseau rural européen à Bruxelles.

Le MAVDR a contribué à la recherche de participants pour la Foire de Battice (01-02.09.2012) où le Luxembourg a été l'invité d'honneur.

d) LEADER

Le 20 avril 2012, le MAVDR ensemble avec les 5 GAL a organisé une séance académique « 20 Joer LEADER Lëtzebuerg » à Wiltz, où a été créé en 1991 le premier GAL luxembourgeois.

Du 27 au 28 avril 2012, le MAVDR ensemble avec le GAL Redange-Wiltz a participé avec un stand au LEADER-Event « Local Development Strategies and Cooperation: Key approaches to local development » à Bruxelles.

Le 31 mai et le 22 novembre 2012, des réunions du sous-comité LEADER du réseau européen de développement rural ont eu lieu à Bruxelles.

Finalement, le MAVDR était invité à une réunion d'échange avec la Rhénanie-Palatinat au sujet de LEADER.

VIII. LE REMEMBREMENT DES BIENS RURAUX

A. Introduction

Un projet de loi concernant le remembrement des biens ruraux a été déposé à la Chambre des Députés, le 7 juillet 2010. Le Conseil d'Etat a émis son avis le 15 février 2011. Le projet de loi a été revu au courant de l'année 2011 et il est prévu qu'il soit adopté en 2013 par la Chambre des Députés.

En effet, depuis l'adoption de la première loi en matière de remembrement en date du 25 mai 1964, l'ONR est constamment confronté à de nouveaux défis qui imposent une adaptation de la législation actuelle.

Le projet de loi a pour but que l'ONR pourra dorénavant servir encore mieux au développement rural d'une part, et contribuer au développement général organisé de notre pays et apporter une solution aux aspirations futures multiples de notre société, d'autre part. Par ailleurs, le projet de loi se propose de répondre également aux critères du développement durable.

B. Les activités en 2012

1. Les opérations préparatoires au remembrement

Les opérations préparatoires comprennent la délimitation du périmètre de regroupement parcellaire, l'établissement des bulletins de propriété, l'organisation de l'enquête publique sur l'utilité du remembrement et de l'assemblée générale des propriétaires lors de laquelle ceux-ci se prononcent sur la proposition de remembrement.

Rappelons que depuis l'année 2000, l'ONR a été associé aux travaux relatifs à la construction de la Route du Nord (loi du 27 juillet 1997 autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck).

En 2009, l'Office national du remembrement a pour mission en vue de mettre les terrains nécessaires à disposition pour permettre la construction routière, dite « transversale de Clervaux », via la procédure d'un remembrement légal de travaux d'intérêt général (article 19bis de la loi modifiée du 25 mai 1964). L'ONR fut chargé par Monsieur le Ministre des Finances de l'acquisition des terrains nécessaires pour le tracé routier, d'une part, et pour les mesures compensatoires, d'autre part. En 2010, 25 compromis d'acquisition ont pu être finalisés portant sur plus de 30 hectares pour assurer les biens fonds ruraux requis en vue de la réalisation de la nouvelle route, dite « transversale de Clervaux ».

En 2012, l'action d'acquisition a été poursuivie pour l'Etat et pour la commune de CLERVAUX.

Des réunions d'information ont eu lieu avec les Communes de CLERVAUX, STADTBREDIMUS, LAC DE LA HAUTE-SÛRE, REMERSCHEN, WORMELDANGE, MERTERT (Langsur) et KEHLEN, en vue de remembrer les biens ruraux sur leurs territoires, respectivement dans la commune de SCHENGEN pour finaliser son projet de remembrement de SCHWEBSANGE. Des initiatives ont été poursuivies dans la commune de CLERVAUX, (MUNSHAUSEN, HEINERSCHIED) avec la commune et les propriétaires dans le contexte d'un remembrement agricole/contournement (article 19bis de la loi modifiée du 25 mai 1964). Par sa missive le Gouvernement a chargé en 2009 l'ONR de l'acquisition des emprises du tracé et des mesures

compensatoires des 3 projets routiers à HOSINGEN, HEINERSCHIED et MUNSHAUSEN/CLERVAUX (transversale).

Une initiative similaire a été lancée en 2012 par la commune de KEHLEN en vue de la réalisation du contournement de la localité de KEHLEN. Une réunion d'information a eu lieu avec le Conseil communal et une délibération en due forme fut prise par le Conseil communal en chargeant l'ONR d'entamer la procédure basée sur l'article 19bis de la loi du remembrement.

Des réunions avec les communes d'ESCHWEILER, de BECKERICH, de HOBSCHEID, de SAEUL et de BOEVANGE/ATTERT ont été poursuivies en vue de la continuation ou du lancement du projet de remembrement forestier.

Les travaux préparatoires pour la fixation du périmètre et l'enquête sur l'utilité du remembrement ont été poursuivis à BOEVANGE (ATTERT) (sylviculture) et à HEINERSCHIED (agriculture et sylviculture), alors que ceux de STADTBREDIMUS2 furent finalisés.

Deux nouveaux projets viticoles s'annoncent dans la commune de SCHENGEN, à savoir ceux de REMERSCHEN3 et de WINTRANGE1.

2. Les travaux de relotissement parcellaire

Ces travaux comprennent les phases suivantes:

a) L'ouverture des opérations

Aucune nouvelle enquête sur l'utilité du remembrement ne fut entamée en 2012.

b) La classification des terres

Le regroupement des anciennes parcelles en des ensembles plus grands se faisant sur la base de la valeur de leur productivité et la classification des terres en fonction de critères pédologiques et topographiques, sont réalisés par l'ONR, assisté d'un collège d'experts. Les résultats de cette classification sont soumis à l'appréciation des propriétaires lors d'une double enquête publique.

En vue de la classification des sols forestiers dans les remembrements de ESCHWEILER, de BECKERICH et de SAEUL, une campagne de prospection terrestre et par GPS a été poursuivie respectivement finalisée pour localiser exactement l'emplacement des chemins (inexactitude du cadastre bi-centenaire) en vue du repérage des parcelles d'une part et pour déterminer la qualité des boisements (peuplements) d'autre part. Les réunions avec l'association syndicale, la commission locale et le collège des experts ont été engagées depuis 2009 et poursuivies en 2011 dans l'optique de définir la démarche dans ces projets de remembrement forestier. A côté de la classification des sols, les valeurs des arbres (éléments transitoires) en forêt ont été estimées continuellement par voie d'expertise.

La classification des sols agricoles dans le périmètre des remembrements forestiers de WINSELER et d'ESCHWEILER a été entamée au printemps 2010, poursuivie en 2012 et achevée en 2012 (WINSELER).

c) L'étude d'impact

D'après l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 une étude d'impact comportant une analyse écologique détaillée de l'état initial des éléments constitutifs du milieu naturel et du paysage et une analyse des incidences du projet sur le milieu naturel est établie pour chaque remembrement légal. L'étude comporte le cas échéant des propositions de mesures compensatoires jugées nécessaires pour la protection des sites touchés par le remembrement. L'étude est soumise pour avis à l'ONR et la décision au sujet des mesures compensatoires est prise conjointement par le Ministre de l'Agriculture et le Ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles. Depuis l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 7 novembre 2007 fixant le contenu, les conditions et les modalités de réalisation de l'étude d'impact prévue en matière de remembrement des biens ruraux, tous les nouveaux remembrements doivent observer les données de ce règlement grand-ducal lors de l'élaboration des études d'impact respectives.

En 2012 l'étude d'impact du remembrement de CLERVAUX a été lancée pour la partie agricole, alors que l'étude d'impact du remembrement forestier a été entamée pour la partie EST du périmètre.

d) L'élaboration du projet de relotissement

Cette phase comprend une consultation des propriétaires pour connaître leurs vœux sur la concentration parcellaire souhaitée, l'établissement d'un avant-projet de remembrement, sa mise en enquête publique, la confection du projet définitif, son implantation sur le terrain et la prise de possession des nouvelles parcelles par les propriétaires.

La préparation du nouveau lotissement pour le remembrement forestier du LAC DE LA HAUTE SURE sur base de la réception des vœux, a été poursuivie en 2012 par des actions à l'amiable moyennant des échanges, ventes ou achats de parcelles. Les mêmes opérations aux remembrements forestiers de WINSELER, ESCHWEILER et BECKERICH furent poursuivies en 2012 alors qu'à CLERVAUX l'élaboration des plans du nouveau lotissement fut organisée.

La deuxième enquête du remembrement viticole du secteur « Zaeselter » à REMERSCHEN a eu lieu du 16 février au 16 mars 2012, alors que la mise en possession provisoire a été décrétée le 15 avril 2012.

e) Les opérations de nouvelles mensurations parcellaires et des tracés

Le remembrement est généralement accompagné d'un nouveau levé topographique de l'ensemble des terres à remembrer. Ce levé comprend trois parties:

- le levé des limites du périmètre, des chemins, routes, cours d'eau et autres limites immuables,
- le levé du nouveau parcellaire après bornage des parcelles et
- la confection des nouveaux plans cadastraux.

Ces opérations sont conduites suivant les instructions de l'Administration du cadastre et de la topographie.

Les travaux de mensuration ont été poursuivis respectivement entamés dans les remembrements de REMERSCHEN, MOMPACH, LAC de la HAUTE-SÛRE (TARCHAMPS) et SCHWEBSINGEN, alors qu'à TARCHAMPS

l'abornement contradictoire de toutes les parcelles d'apport respectivement d'attribution ont été entamés. A WINSELER la mise en place d'un réseau de polygonales a été lancée. A BECKERICH l'implantation des nouveaux chemins a été préparée. Il en est de même à WINSELER et à ESCHWEILER.

f) La rédaction de l'acte de remembrement

L'article 35 de la loi modifiée du 25 mai 1964 dispose qu'après l'achèvement de l'abornement des nouvelles parcelles et après la confection des nouveaux plans parcellaires, l'acte de remembrement est dressé par le ou les notaires de la région, à désigner par la Chambre des notaires, respectivement est dressé par l'ONR lui-même.

Les actes légaux concernant les remembrements de MOMPACH, MERTERT (LANGSUR) sont en cours de préparation, tout comme les travaux préparatoires pour TARCHAMPS et REMERSCHEN2.

3. Les travaux connexes au remembrement

Remembrement de SCHWEBSINGEN	Divers parachèvements
Remembrement de MOMPACH	Achèvement du projet des travaux connexes de voirie agricole, diverses réfections aux couches de sous-bassement et de roulement
Remembrement de STADTBREDIMUS-GREIVELDANGE	Travaux d'achèvement des secteurs « Primerberg » et « Goldberg »
Remembrement de LANGSUR	Aménagement des secteurs « Rouseberg » et « Häreberg »
Remembrement de REMERSCHEN II	Parachèvement du secteur « Kraizberg », et aménagement et stabilisation du secteur « Aap-Zaeselter »
Remembrement de WINSELER	Finalisation de la 1 ^{ère} phase de la nouvelle voirie forestière et piquetage « in situ » de la phase 2 Liste de martelage de la phase 2
Remembrement de BECKERICH	Exécution de la phase 1 de la nouvelle voirie forestière
Remembrement d'ESCHWEILER	Elaboration d'un avant-projet de la nouvelle voirie forestière
Remembrement de CLERVAUX	Elaboration de l'avant-projet de la voirie agricole et des chemins forestiers

4. La participation financière des propriétaires aux travaux connexes

En application de l'article 41 de la loi modifiée du 25 mai 1964 et du règlement grand-ducal du 14 décembre 1965 fixant la participation financière de l'Etat dans les travaux connexes au remembrement des biens ruraux, les propriétaires de l'association syndicale du remembrement sont tenus de rembourser au fonds de remembrement 10% du coût des travaux connexes.

En 2012, l'Office a continué les travaux préparatoires à l'établissement des rôles contributifs de divers dossiers en cours de procédure.

A MOMPACH, l'enquête sur le rôle contributif fut lancée du 23 novembre au 22 décembre 2012. Aucune réclamation ne fut introduite devant le Juge de Paix.

IX. LES ACTIVITES DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES TECHNIQUES DE L'AGRICULTURE (ASTA)

A. La division du génie rural

1. Les constructions rurales et les aides aux investissements

Les activités du service des améliorations structurelles portent essentiellement sur deux domaines différents, à savoir :

a) Le conseil en bâtiments agricoles et l'élaboration de projets de constructions agricoles

Le tableau ci-après renseigne sur le nombre et le devis global des projets réalisés par les services de l'ASTA au cours des 5 années révolues.

Année 2008		Année 2009		Année 2010		Année 2011		Année 2012	
nb	devis	nb	devis	nb	devis	nb	devis	nb	devis
51	18.436.385	53	183.81.082	38	9.918.855	33	16.944.308	25	14.759.732

La restructuration de l'agriculture luxembourgeoise continue invariablement. Le nombre des exploitations diminue tandis que les exploitations en développement ne cessent de croître, souvent dans des dimensions non prévisibles d'ici quelques années. Ce développement se répercute sur le service de planification et de conseil en bâtiments agricoles. Afin d'optimiser l'emploi des ressources humaines, le service se limite aux projets plus complexes et de grande envergure. Pour les projets moins complexes le service se limite à l'élaboration d'avant-projets et le conseil technique ou administratif sans l'élaboration finale des plans pour laquelle les exploitants ont recours à d'autres services de planification ou directement auprès des entrepreneurs ou constructeurs.

Le service procure surtout des conseils dans le domaine du logement des animaux et aide les exploitations dans l'établissement des dossiers de permis de construire, notamment pour les constructions agricoles en zone verte, les dossiers d'autorisations des établissements classés et l'autorisation suivant la loi sur la protection et gestion des eaux.

Le secteur laitier est marqué par l'abolition prochaine du système des quotas laitiers. Certaines exploitations envisagent une extension substantielle future de la production laitière et projettent des investissements immobiliers importants. La limitation actuelle des aides à l'investissement pour la période restant du PDR 2007-2013 a pour conséquence que certains projets déjà élaborés ou à un stade d'élaboration plus ou moins avancé sont abandonnés, suspendus ou sont modifiés.

Pour les secteurs porcin et avicole le service a procuré des conseils pour différents projets en cours de planification mais n'a finalisé aucun nouveau projet.

Dans le cadre des demandes d'autorisation pour les constructions agricoles à réaliser en zone verte, le service a organisé 10 réunions de concertation avec les chefs d'arrondissements et l'architecte conseiller du Ministère du développement durable et des infrastructures, les conseillers en bâtiments et les représentants du Service d'économie rurale, afin de discuter et de répondre aux

problèmes éventuels de l'intégration des bâtiments agricoles en zone verte. Lors de ces réunions 41 avant-projets élaborés et suivi par les services de l'ASTA furent présentés et discutés.

Les dossiers d'autorisation dans le cadre de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau sont élaborés dès 2012, en concertation avec le service des améliorations structurelles, par les 3 bureaux régionaux de l'ASTA.

b) L'exécution de la loi agraire

Pendant l'année 2012 des aides relatives à la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural couvrant la période 2000-2006 fussent encore liquidées. Un montant total de 72.240,32 € a été liquidé au cours de l'année 2012 pour des aides aux investissements.

Le service s'occupe de la gestion des dossiers et de l'organisation des réunions de la commission chargée d'instruire les demandes concernant le soutien au développement rural, désignée « commission économique et technique » (CET).

La commission est chargée d'instruire les demandes concernant les aides prévues au Titre I et au Titre II, chapitres 1er, 2, 3, 4,6, 7 et 10 de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural pour la période 2007-2013. Pendant l'année 2012 la CET s'est réunie 15 fois pour instruire et aviser les demandes d'aides. Les demandes d'aides reprises dans le tableau I furent examinées au cours de l'année 2012.

Tableau I : Nombre de dossiers d'aides examinés et avisés par la commission économique et technique (CET) au cours de l'année 2012 et montants d'aides prévisionnels.

Type d'aide	Nombre de demandes	Montants d'aides prévisionnels
Aides à l'investissement Art. 3/7 approuvées	1346	38.752.388,63
Aide supplémentaire Art. 11 (Jeunes)	217	3.173.944,45
Aide supplémentaire Art. 5 (3) Économie énergie, environnement, bien-être animal	245	562.030,43
Aide supplémentaire Art. 5 (3) Production de bioénergie	1	389.760,00
Aide supplémentaire Art. 5 (4) Intégration des bâtiments	118	1.300.541,32
Aide supplémentaire Art. 5 (5) Infrastructures porcherie	1	115.000,00
Aides à l'investissement Art. 3/7 Dossiers refusées	75	-
Installations jeunes agriculteurs Art. 9 et 10 Prime d'installation pour contrat d'exploitation	13	198.750,00
Installations jeunes agriculteurs Art. 9 et 10 Prime d'installation pour reprise d'exploitation	14	265.000,00
Installations jeunes agriculteurs Art. 9 et 10 Bonification taux d'intérêt	10	202.386,27
Remboursement enregistrement Art. 12 et 13	70	509.441,41
Total		45.469.242,51

L'instruction des demandes concernant les aides prévues au Titre I et au Titre II, chapitres 1er, 2,3,4,6,7 et 10 de la loi du 18 avril 2008 concernant le

renouvellement du soutien au développement rural pour la période 2007-2013 a débuté à la fin de l'année 2008. Le tableau II renseigne sur le total des dossiers d'aide approuvés jusqu'au 31 décembre 2012.

Tableau II : Nombre total de dossiers d'aides approuvés suivant la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural pour la période 2007-2013. Ventilation suivant l'année de la réalisation des investissements.

Type d'aide	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Aides à l'investissement Art. 3/7						
Sujet d'une analyse économique	211	253	200	205	210	314
Sans analyse économique	570	765	782	786	871	787
Total	781	1.018	982	991	1081	1101
Aides à l'installation des jeunes agriculteurs						
Contrat d'exploitation	5	17	36	11	16	13
Reprise d'exploitation	14	24	26	9	24	14

Les attributions du service comportent également la réception des dossiers d'aides à l'investissement avec une visite et contrôle sur place pour les projets immobiliers plus importants, l'établissement du coût éligible aux aides sur base des factures ainsi que le calcul des aides et l'établissement du dossier de paiement des aides.

Le paiement des aides relatives à la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural pour la période 2007-2013 a débuté en 2009. Le tableau III renseigne sur les aides liquidées au cours de l'année 2012.

À la fin de l'année 2012 un montant de 63,5 mio € d'aides à l'investissement autorisées reste engagé. Ce montant se rapporte, en majeure partie, à des projets immobiliers en phase d'exécution.

Tableau III : Nombres de dossiers d'aides payés, montants des investissements y relatifs et montants des aides liquidées au cours de l'année 2010. Loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

Type d'aide	Nombre de demandes	Montant de l'investissement	Montants d'aides payés en 2010
Aides à l'investissement Art. 3/7			
Biens meubles	683	27.196.914,70	7.199.191,72
Biens immeubles	547	77.234.712,05	21.977.058,55
Total	1230	104.431.626,75	29.176.250,27
Aide supplémentaire Art. 11 (Jeunes)	229		1.842.048,39
Aide supplémentaire Art. 5 (3)			
Économie énergie, environnement, bien-être animal	213		483.853,73
Aide supplémentaire Art. 5 (3)			
Production de bioénergie	7		472.660,12
Aide supplémentaire Art. (4)			
Intégration des bâtiments	124		770.936,96
Aide supplémentaire Art. 5 (5)			
Infrastructures	2		130.869,80
Intérêts moratoires	1		3.661,16
Sous total			
Aides totales aux investissements			32.880.280,43
Installations jeunes agriculteurs Art. 9 et 10			
Prime d'installation pour contrat d'exploitation	13		198.750,00
Installations jeunes agriculteurs Art. 9 et 10			
Prime d'installation pour reprise d'exploitation	14		265.000,00
Installations jeunes agriculteurs Art. 9 et 10			
Bonification taux d'intérêt	10		202.376,27
Remboursement droits d'enregistrement Art. 12 et 13	70		509.441,41
		Total	34.055.848,11

2. Les conduites d'eau

Les trois services régionaux ont présenté en 2012 huit projets de conduites d'eau, dont cinq concernent des syndicats libres et trois des particuliers, avec une longueur totale de 15.200 m' et couvrant une superficie de 272,37 ha. Le total des devis s'élève à 144.971,80 €.

3. Les bâtiments

Le service de Grevenmacher a projeté deux hangars pour machines viticoles pour un montant total de 301.500,- €. Dans deux autres cas, le service a conseillé des viticulteurs et les a soutenus lors de l'élaboration d'un projet.

Dans le cadre de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les trois services régionaux du Génie rural ont dimensionnés des bassins de rétention pour eaux pluviales pour compte de 80 agriculteurs et viticulteurs (Mersch : 24, Diekirch : 35 et Grevenmacher : 21).

4. Le drainage de terres agricoles humides

Trois projets de drainage (2,5 ha) respectivement d'assainissement d'endroits humides ont été élaborés pour des particuliers portant sur 2.710,00 m' de drains pour un montant total de 68.225 €.

Le service régional de Diekirch a nettoyé des drains pour 19 particuliers pour un montant de 5.077 €.

5. La voirie rurale et viticole

106 projets d'entretien ordinaire de la voirie rurale et viticole furent élaborés en 2012. Le chiffre total des devis s'élève à 7.032.126,18 €. La longueur totale est de 110.018,00 mètres.

Des travaux extraordinaires de voirie ont été prévus à travers 23 projets pour un montant total de 1.258.200 €. Longueur totale: 7.879 mètres dont 350 mètres de dalles à double file.

Travaux connexes aux chemins ruraux et viticoles

25 projets concernant la construction de murs de soutènement, filets d'eau, évacuation des eaux superficielles, stabilisation de talus et réfections de tabliers de ponceaux ont été élaborés par les services régionaux pour un montant total de 455.500 €.

Liquidation d'associations syndicales autorisées pour la construction de chemins ruraux

Néant

6. Le développement rural

Dans le cadre de l'assistance technique dans le domaine du développement des zones rurales, 14 projets relatifs aux différentes mesures ont été réceptionnés en 2012, dont 6 par le service régional à Diekirch pour un montant éligible de 1.728.111,50 €, 4 par le service régional à Grevenmacher pour un montant éligible de 409.661,99 € et 4 par le service régional à Mersch pour un montant éligible de 1.448.915,49 € soit un total de 3.586.688,98 €.

7. La météorologie

En 2012 le service météorologique de l'Administration des services techniques de l'agriculture a installé une nouvelle station automatique à Hosingen, sur le site du « Naturpark Our ». Cette station sert aux fins éducatives du « Naturpark » et de l'école avoisinante, et la fonctionnalité « App » avec mise à disposition des données météorologiques de l'ASTA, fut expliqué au grand public. Les données actuelles restent affichées en permanence pendant toute l'exposition du parc.

Par le déplacement de la station automatique de Lorentzweiler sur le site de Steinsel, le poste à observateur de Müllendorf a pu être supprimé. Le remplacement partiel et l'adaptation de la station automatique aux conditions météorologiques locales particulières à Schimpach, ont permis de réduire le nombre des capteurs de cette station, notamment des capteurs de vitesse, direction vent et température sol.

La mise à disposition des données météorologiques à l'ISIP (Informationssystem integrierter Pflanzenschutz) permet le fonctionnement d'un logiciel sur le pronostic des maladies aux cultures des pommes de terre. Ce logiciel est utilisé par la coopérative «synplants» de Clervaux.

Hormis les 12 stations pluviométriques manuelles, les 29 stations météorologiques automatiques de l'ASTA peuvent être consultées à tout moment sur le site internet «Agrarmeteorologie Luxembourg».

8. Le service agri-environnement

a) L'exécution des contrôles officiels des pulvérisateurs agricoles, arboricoles et viticoles

Ce contrôle est obligatoire dans le cadre de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel, régime d'aides qui a été mis en place en décembre 1996. Avec l'introduction de la nouvelle loi agricole en 2008, il est devenu dorénavant obligatoire dans tout régime d'aide agro-environnemental.

Le déroulement pratique des contrôles est le suivant : Tous les agriculteurs sont convoqués individuellement au contrôle. Les contrôles ont lieu auprès des revendeurs de machines agricoles désirant être intégrés dans l'opération à condition qu'ils mettent à disposition un emplacement adéquat. Ainsi, si des réparations sont nécessaires, l'agriculteur peut s'adresser immédiatement au service technique du revendeur, ce qui lui évite de devoir passer une deuxième fois au contrôle.

En 2012, les contrôles ont eu lieu pendant la période avril pour les agriculteurs, et pendant les mois de mai à août pour les vigneron en collaboration avec les revendeurs de machines agricoles et viticoles. Pendant cette campagne, 92 pulvérisateurs agricoles et 217 pulvérisateurs viticoles ont été contrôlés.

Un bilan des contrôles de 2012 figure au tableau ci-joint.

A. Pulvérisateurs agricoles :

- nombre de pulvérisateurs convoqués: 92
- nombre de pulvérisateurs contrôlés: 82
- *taux de pulvérisateurs sans observations majeures: 90.2 %*
- *taux de pulvérisateurs avec manomètre défectueux: 8.5 %*
- *taux de pulvérisateurs avec buses défectueuses: 7.3 %*
- nombre de pulvérisateurs agréés après réparation: 5
- nombre de pulvérisateurs rejetés: 0
- nombre de pulvérisateurs déclarés hors service: 6
- nombre de pulvérisateurs non présentés: 4

Par ailleurs, une vignette de contrôle a été émise pour 19 machines neuves pour lesquelles un contrôle n'est requis qu'après 3 années d'utilisation.

B. Pulvérisateurs viticoles :

- nombre de pulvérisateurs convoqués: 237
- nombre de pulvérisateurs contrôlés: 217
- *taux de pulvérisateurs sans observations majeures: 85.4 %*
- *taux de pulvérisateurs avec manomètre défectueux: 14.7 %*
- *taux de pulvérisateurs avec buses défectueuses: 16.12 %*
- nombre de pulvérisateurs agréés après réparation: 9

- nombre de pulvérisateurs rejetés: 0
- nombre de pulvérisateurs déclarés hors service: 12
- nombre de pulvérisateurs non présentés: 8

Par ailleurs, une vignette de contrôle a été émise pour 10 machines neuves pour lesquelles un contrôle n'est requis qu'après 3 années d'utilisation.

b) L'approbation de plans d'épandage

Dans le cadre du règlement grand-ducal modifié du 24.11.2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture lors de l'utilisation de fertilisants azotés non produits sur l'exploitation en question, un plan d'épandage doit être approuvé préalablement par l'Administration des services techniques de l'agriculture.

Cette obligation porte aussi sur l'utilisation de boues d'épuration dans l'agriculture. Dans ce cas une analyse de sol ainsi qu'une analyse des boues préalables doivent être jointes à la demande d'approbation des plans d'épandage.

En total 89 plans d'épandage ont été déposés auprès du service agri-environnement pour approbation durant l'année 2012.

c) Le programme agri-environnemental dans le cadre du règlement (CE) 1698/2005

Le règlement grand-ducal modifié u 26 août 2009 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel est entré en vigueur le 3 septembre 2009, et cela rétroactivement à partir de l'année culturale 2007/2008.

Le règlement précité est basé sur le règlement (CE) 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et sur les règlements (CE) 1974/2006 et (CE) 1975/2006 de la Commission portant d'application du règlement (CE) 1698/2006 du Conseil.

Le régime d'aides proposées comprend 14 mesures différentes en faveur de pratiques agricoles extensives ou respectueuses de l'environnement, à savoir :

1. Agriculture biologique (012)
2. Maintien d'une faible charge de bétail d'herbivores (022)
3. Réduction des fertilisants azotés dans certaines cultures arables (332)
4. Réduction de l'emploi des produits phytopharmaceutiques (342)
5. Prévention de l'érosion (362)
6. Amélioration des techniques d'épandage de lisier et de purin (372)
8. Extensification des prairies (382)
7. Gestion extensive des bordures des champs (042)
9. Création de bandes herbacées (052)
10. Entretien des haies sur et en bordure des champs (062)
11. Entretien des vergers traditionnels (072)
12. Lutte biologique contre le ver de la grappe (092)
13. Retrait de terres agricoles et gestion de terres abandonnées (112)
- 14 .Conservation de races locales menacées (chevaux de race ardennaise) (122)

Les exploitants ou gestionnaires de terres sont tenus d'introduire une demande de participation pour le 1^{er} août au plus tard. Avant l'admission définitive un certain nombre de régimes d'aides doit être avisé préalablement par une commission écologique prévue à l'article 47 avant d'être accordés par le Ministre. Le service agri-environnement est responsable pour la préparation des dossiers. Ce travail comprend le contrôle administratif préalable, la préparation des listes de commission ainsi qu'une présentation sur écran des parcelles en question. Au total 3 séances ont été organisées au cours de l'année 2012.

233 nouvelles demandes ont été introduites pour l'année culturale 2012. A noter que le dernier délai pour introduire une demande d'adhésion pour un des régimes du règlement actuel en vigueur a été reporté au 1^{er} août 2012 suite à la publication d'un règlement grand-ducal du 13 juin 2012 modifiant le règlement grand-ducal initial. 97 demandes supplémentaires ont été introduites à la suite et avisées jusqu'à la fin de l'année 2012.

Un nouveau système informatique d'information géographique (MAPAE) est opérationnel depuis juin 2010 pour gérer la gestion administrative essentiellement pour les régimes d'aides graphiques, c-à-d liés à la surface. Depuis 2011 le système est devenu relativement stable, de manière à garantir une efficacité accrue.

Aperçu global de toutes demandes d'aides introduites depuis la mise en vigueur du règlement précité.

Mesure	Année	Accordés	Refusés	Année	Accordés	Refusés	Année	Accordés	Refusés	Année	Accordés	Refusés
	2008			2009			2010			2011		
012	2008	17		2009	8	1	2010	7	2 sus	2011	17	2
022	2008	50	1	2009	32	2	2010	23	2	2011	11	
332	2008	17		2009	11		2010	21		2011	21	2
342	2008	56		2009	12		2010	15		2011	19	1
362	2008	81		2009	87		2010	131		2011	60	
372	2008	53		2009	65		2010	39		2011	10	
382	2008	90	2	2009	53	1	2010	94	3	2011	39	1
072	2008	32		2009	20	1	2010	29	3	2011	6	
062	2008	81		2009	28	1	2010	65	1	2011	18	
042	2008	3		2009	1		2010	3	1	2011	2	
052	2008	16		2009	11		2010	34		2011	9	1
112	2008	6		2009	1		2010	2		2011	1	
122	2008	12		2009	6		2010	11		2011	5	
Total		514	3		335	6		474	10		218	7

Mesure	Année	Accordés	Refusés	Année	Accordés	Refusés
	2012			2013		
012	2012	6	4	2013	6	
022	2012	7		2013		
332	2012	12	1	2013	32	
342	2012	10		2013		
362	2012	42		2013	25	
372	2012	21		2013		
382	2012	92	4	2013	32	
072	2012	5		2013		
062	2012	18	1	2013		
042	2012			2013		
052	2012	9		2013	2	
112	2012			2013		
122	2012	1		2013		
Total		223	10		97	0

Pour le versement des aides les bénéficiaires reçoivent annuellement un aperçu destinant à confirmer leurs engagements. Ces confirmations sont envoyées fin mars aux exploitations, le délai d'introduction étant fixé similaire au délai d'introduction des déclarations de superficie. En 2012 au total 41 dossiers de paiement ont été finalisés avec une enveloppe globale de 2 845 636,91 Euros.

d) Les régimes d'aides pour la mise en œuvre de programmes de sauvegarde de la diversité biologique dans le cadre du règlement grand-ducal du 22 mars 2002

Le règlement grand-ducal du 22 mars 2002 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité est mis en œuvre conjointement par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et le Département de l'Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures. Le service conservation de la nature de l'Administration de la Nature et des Forêts est responsable de la coordination avec les bureaux d'études externes qui se chargent de la contraction des engagements avec les exploitants. Le service agri-environnement de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture est chargé de la préparation des dossiers pour la présentation dans la commission spécialement prévue à ces fins. De plus le service est responsable de la gestion des dossiers après le feu-vert de la commission.

Le 10 septembre 2012 le règlement grand-ducal initial a été remplacé par un nouveau règlement grand-ducal qui a été élaboré conjointement et en étroite collaboration avec le département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Le délai d'introduction pour les nouvelles demandes est fixé pour le 1^{er} octobre avant le début de la période d'engagement quinquennale. L'introduction d'un nouveau règlement d'application a engendré d'importants travaux de programmation dans le logiciel informatique, travaux qui étaient finalisés à la fin de l'année seulement. Du fait que les demandes de participation qui devraient débuter début de l'année 2013 ont été conclues sur base du règlement grand-ducal antécédant et qui ne trouvaient plus de base légale, les responsables de l'ASTA et de l'ANF avaient pris la décision de charger les stations biologiques et bureaux d'études en charge de la conception des demandes de retravailler tous les demandes de 2012. Le délai d'introduction a été fixé au 31 mars 2013. Ce n'est qu'après cette date que les demandes seront avisées et pourront débuter exceptionnellement rétroactivement pour le 1 janvier 2013. Ainsi les travaux usuels de commission écologique ont été reportés d'automne 2012 au printemps 2013.

En pratique, les participants reçoivent au début de l'année une confirmation à renvoyer pour confirmer leurs engagements de l'année écoulée. Après réception le service procède au paiement du solde. A partir de mi-janvier 2011 8 dossiers de paiement ont été réalisés pour l'année d'engagement 2011, le montant global à verser portait sur 1 443 041 €, dont une partie avait déjà été payé comme avance fin 2011. La surface payée en 2012 pour l'année 2011 comportait 4339 ha au total pour les programmes proposées dans le milieu rural.

9. Le service SIG

Les principales missions du service SIG sont :

- la création, la gestion et la mise à jour du système d'identification des parcelles agricoles servant de base au paiement des primes dans le cadre du régime de soutien direct ;
- la création, la gestion et la maintenance de toute autre couche d'information géospatiale relevant du domaine de l'agriculture ainsi que la création de données dérivées et l'établissement de cartes thématiques;

- l'évaluation de la qualité des données géospatiales créées et gérées par le service ainsi que l'analyse et la diffusion de données à référence spatiale en vue de leur application par différents services et organisations ;
- la coopération avec d'autres organismes dans le domaine de l'application des nouvelles technologies de l'information géospatiale ainsi que le conseil et le soutien aux exploitants ;

a) Le système d'identification des parcelles agricoles

Les activités du service ont commencé en 2004 avec la création d'un nouveau système d'identification des parcelles agricoles (SIPA) servant de base au paiement des primes communautaires. Le nouveau SIPA remplace depuis 2006 l'ancien système de référence à base cadastrale. Au cours des années 2008 et 2009, une première actualisation complète du SIPA a été réalisée par le service SIG.

En 2010, l'Administration du Cadastre et de la Topographie a réalisé des nouvelles photos aériennes et une actualisation systématique est effectuée par le service SIG au cours des années 2012 et 2013.

Actualisation et validation 2012

En 2012, deux tiers du pays, soit 48 042 parcelles éligibles ont été analysées conformément aux règles du cahier des charges établi pour l'actualisation. Au total, 6 470 parcelles ont subi des modifications, ce qui constitue 13.5 % des parcelles passées en revue.

Toutes les parcelles qui ont subi des adaptations dans la phase d'actualisation ont ensuite été soumises à une phase de validation par les exploitations.

1060 dossiers de validation ont été générés via l'application SIG_ASTA et ont été envoyés aux exploitants afin qu'ils puissent valider les limites parcellaires actualisées, respectivement formuler, au besoin, des réclamations par rapport aux géométries des parcelles digitalisées. Les dossiers contenaient les parcelles actualisées sur base d'un fond d'orthophoto avec, en annexe, un listing reprenant les numéros FLIK des parcelles actualisées avec leurs nouvelles surfaces.

Au total, 642 dossiers ont été renvoyés à l'administration par les exploitants.

Tous les dossiers retournés ont d'abord été soumis à une analyse visuelle dans le système d'information géographique: les orthophotos de 2004, 2007 et 2010 ont été passées en revue afin de vérifier le bien-fondé de chaque réclamation et les remarques et dessins des exploitants ont été analysés en détail.

Lorsque la modification demandée pouvait être justifiée sur base des orthophotos disponibles, elle était réalisée en se référant aux limites visibles et en respectant les règles de digitalisation fixées dans le cahier des charges.

A cas où la modification demandée par l'exploitant n'était pas visible sur base des orthophotos, une visite de terrain était organisée.

Au total, 435 dossiers de validation ont été retournés par les exploitants avec une ou plusieurs réclamations. Pour 254 dossiers, une visite de terrain avec mesurage GPS était organisée pour une ou plusieurs parcelles. Au total, 788 parcelles ont été visitées sur place.

Pour 9 exploitations, les visites de terrain ont révélé des parcelles pour lesquelles il était difficile de porter un jugement quand à l'éligibilité des surfaces et la fixation définitive des limites de parcelles. Les parcelles de ces 9 exploitations ont été avisées dans une réunion de la commission SIG.

Demandes de modification de parcelles

Dans le cadre des demandes individuelles d'adaptation de parcelles qui sont effectuées sur proposition de l'exploitant, le service SIG a reçu en 2012 150 demandes de modifications de parcelles pour un total de 416 parcelles. L'ensemble des parcelles a été visité sur place. Suite à ces visites de terrain, 715 parcelles ont subi des modifications dans la base de données.

Outre les modifications effectuées sur proposition de l'exploitant, le service a également procédé à 25 visites de terrain effectuées sur sa propre initiative. Ces visites concernaient des parcelles suspectes dont il est estimé qu'une vérification sur les lieux est nécessaire pour clarifier si la géométrie dans le système est encore d'actualité.

Demandes d'activation de parcelles

Afin de minimiser le risque de paiements indus, le service a procédé en 2011 à une « désactivation » des parcelles non déclarées au cours des années 2009, 2010 et 2011 moyennant l'attribution d'un statut supplémentaires (parcelle active/ inactive). Le service continue à gérer l'ensemble des parcelles dans la base de données SIG mais se limite dans la version officielle du RPG qui est exportée vers MACAA et MAGIS aux parcelles actives.

Au cours de 2012, le service SIG a reçu 53 demandes de ré-activation de parcelles, concernant un total de 80 parcelles. Pour ces parcelles, une déclaration dans le cadre de la demande de surface pour 2012 n'est possible que si la parcelle a subi un reclassement en parcelle active. Afin de juger de l'opportunité d'un reclassement, les parcelles ont subi une visite de terrain et les situations de propriétés ou de location ont été vérifiées dans la base de données des publicités foncières. Un redressement du statut de l'état inactif vers l'état actif a été accordé à 49 exploitations pour 75 parcelles.

Intégration de mesurages effectués par l'unité de contrôle

En 2012, 1863 mesurages effectués par l'unité de contrôle dans le cadre de leurs contrôles d'éligibilité aux aides communautaires ont été reçus par l'UNICO. Ces mesurages ont résulté en 2194 adaptations de géométries au niveau du RPG.

b) La gestion de couches d'information géospatiales

Pendant l'année sous revue, le service SIG a préparé la création d'une couche d'information géospatiale nouvelle, la couche des éléments de structure du paysage. Sur base de la liste des éléments de structure du paysage pouvant rentrer dans le champs d'application pour le greening de la PAC de 2014, un cahier des charges pour la digitalisation a été rédigé et un appel d'offre européen a été lancé.

L'avis de marché a été publié fin août 2012 et 7 offres valables ont été reçues. Le marché a finalement été attribué à la société allemande GAF AG qui a commencé ses travaux de digitalisation vers mi-janvier 2013.

Parallèlement à l'appel d'offre, une première analyse informatique a été effectuée par la société SIRS ayant comme but de mettre en évidence les adaptations requises dans la base SIG_ASTA pour permettre la gestion des nouvelles couches des ESP.

c) L'évaluation de la qualité des données, les analyses et la diffusion de données géospatiales

Au niveau communautaire, le service SIG a effectué le test de qualité du SIPA prévu par le règlement CE 146/2010. Les spécifications du test étaient en phase de développement pendant les années 2010 et 2011 et ont été finalisées en novembre 2011.

Le contrôle prévoit une analyse d'images satellites actuelles. Dans ce contexte, le service SIG a reçu une scène d'image Worldview 2/Geoeye 1 de 380 km² couvrant une région nord du Lac de la Haute Sûre jusqu'à Troisvierges. Sur base de ces nouvelles images, 500 parcelles agricoles ont été testées sur sept « éléments de qualités » définis dans la documentation technique du JRC. Le parcellaire luxembourgeois a passé tous les critères de qualité en 2012, aucun plan d'action n'est donc à mettre en place.

En 2012, une dizaine de conventions ont été signées avec différents organismes étatiques ou privés pour la mise à disposition (partielle ou entière) de couches d'informations géospatiales dans le but du conseil, de l'analyse ou pour la constitution de dossiers.

Pendant l'année sous revue, le service a effectué de nombreuses analyses géospatiales sur base du SIG pour différents services et organismes agricoles et a participé à différents groupes de travaux en relation avec ses attributions.

B. La division agronomique

1. La production animale

Le service de la production animale a pour mission l'organisation et l'orientation de la production et de l'élevage des animaux de ferme. Il assure l'application de la législation zootechnique communautaire et nationale et le contrôle de sa mise en œuvre. Le service a aussi pour mission le contrôle du secteur de l'alimentation animale. Il soutient l'élaboration et le développement de démarches associées à une production animale de qualité et leur promotion.

a) Les données d'élevage

A la fin de l'année 2012 en races viandeuses, 1.697 animaux ont été contrôlés dans les troupeaux d'élevage, 2.837 animaux ont été testés dans le cadre du programme « Broutard luxembourgeois de qualité ». 1.173 vaches Limousine étaient inscrites en 2012 aux herdbooks (71.8%), 123 en race Charolaise (7.5%), 114 en Angus (7.0%), suivi des races Blonde d'Aquitaine 105 (6.4%), Aubrac 87 (5.3%) et des autres races à faible effectif.

En races laitières, en 2011/2012, 613 troupeaux ont été enrôlés au contrôle laitier avec un effectif de 33.533 vaches contrôlées, parmi lesquelles 80,1% reviennent à la race Holstein-Noir et 14,8% à la Holstein-Rouge. Pendant la période en question, le nombre moyen de vaches laitières par troupeau est de 54,7. La production laitière annuelle par troupeau s'élève à 7.861 kg avec 24 producteurs laitiers atteignant une moyenne supérieure à 10.000 kg. 15 vaches s'inscrivent en 2012 au palmarès des 100.000 kg.

b) Les marques nationales

Le service assure la gestion des marques nationales du beurre, de la viande porcine et du jambon fumé:

- Afin de pouvoir obtenir l'appellation de qualité, le beurre de « Marque Rose » doit être soumis à un examen organoleptique portant sur l'aspect, la consistance, ainsi que sur l'odeur et le goût. Lors de cet examen, le beurre doit avoir été classé au moins dans la classe de qualité I-. En 2012, 15 concours beurriers ont été exécutés en vue de l'obtention de la Marque nationale « Beurre de Marque Rose ». Les tests microbiologiques et organoleptiques ont démontré que la qualité du beurre luxembourgeois est constante, comparable et même supérieure à celle des beurres étrangers ayant servi comme témoins. En 2012, la production de beurre de la Marque nationale s'élevait à 1.493.463 kg, ce qui revient à une baisse de 9,8% par rapport à l'année précédente.
- La production de jambons Marque nationale a présenté une baisse par rapport à l'année 2012. En 2012, 13.885 jambons ont été scellés (2011: 16.218) et 16.637 (2011: 15.053) ont été soumis à l'estampillage sur deux sites de production, permettant une mise en vente en tant que jambon « Marque nationale ». 15 contrôles ont été effectués sur place lors du salage des jambons et 13 contrôles ont porté sur la sortie des jambons à l'estampillage.
- En 2012, suite à l'agrandissement et la modernisation d'un des deux abattoirs agréés, la quantité de porcs abattus sous le label de la Marque nationale a nettement augmenté : 91.129 porcs ont été présentés pour l'obtention de la « Marque Nationale de la viande de porc » (2011 : 76.233), parmi lesquels 79.852 porcs ont été admis – ce qui représente un taux d'acceptation de 87,62 %. En 2012, les deux organismes de contrôle neutres et accrédités pour la Marque nationale, Luxcontrol et Certipaq ont réalisé des contrôles auprès de 5 établissements porcins, 2 abattoirs avec atelier de découpe et 26 établissements de commercialisation agréés pour la Marque nationale ; 18 établissements de vente ont été contrôlés en interne. En 2012, aussi différentes activités de promotion ont été menées par la Marque nationale, notamment la présence dans certains médias (presse écrite, radio et tv), la participation à différentes foires et manifestations.

c) Le contrôle officiel des aliments pour animaux

Plusieurs nouveaux établissements et quelques cessations d'activité ont été notifiés au contrôle des aliments pour animaux en tant qu'autorité compétente au niveau de l'enregistrement obligatoire des établissements dans le cadre du règlement (CE) 183/2005. En fin d'année 2012, ont été enregistrés 2.022 établissements agricoles, 8 établissements non-agricoles producteurs de matières premières pour l'alimentation animale, 4 établissements producteurs d'aliments composés pour animaux, 2 établissements importateurs dans l'UE d'aliments pour animaux en provenance des Pays-tiers, 56 établissements revendeurs, 19 établissements de transport et 5 exploitants disposant de 13 moulins mobiles.

En 2012, 44 exploitations agricoles ont été contrôlées face au respect des exigences du règlement (CE) 183/2005. L'inspection portait sur la vérification du respect des conditions relatives à l'hygiène des aliments pour animaux et de la production primaire des denrées alimentaires, la traçabilité, la documentation écrite et le système HACCP. Aucune non-conformité majeure n'a été relevée lors de ces contrôles. Aussi, 10 moulins mobiles ont été contrôlés lors de la production d'aliments pour animaux au niveau des exploitations agricoles. 29 inspections d'hygiène et d'étiquetage ont été effectuées au niveau des établissements des fabricants et revendeurs luxembourgeois d'aliments pour animaux. Les

inspections ont révélé la présence assez fréquente de produits ayant dépassé la date limite de garantie ou n'étant pas correctement étiquetés.

La collaboration avec l'Administration des Dounanes et Accises a été renforcée en 2012 : 4 équipes de l'unité « Inspection Santé » de la Douane ont été formées pour la conduite des inspections d'hygiène de camions transportant des aliments pour animaux et l'échantillonnage des produits transportés. La formation comportait une formation théorique, l'élaboration de procédures d'opération et la réalisation de contrôles conjoints.

Dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, un total de 218 échantillons a été prélevé ; 182 échantillons d'aliments pour animaux, 32 échantillons de denrées alimentaires agricoles et 4 eaux d'abreuvement ont été prélevés auprès de tous les types d'établissement. Ces échantillons ont été analysés sur leur teneur en constituants analytiques, en substances indésirables et/ou sur leur qualité microbiologique afin de vérifier les valeurs déclarées sur l'étiquette et la sécurité des aliments pour animaux. Les résultats d'analyse montraient plusieurs dépassements des limites recommandées en germes, levures et moisissures, ainsi que plusieurs non-conformités concernant la déclaration des teneurs analytiques sur les étiquettes.

En 2012, le service du contrôle des aliments pour animaux n'a reçu aucune notification d'entrée au Grand-Duché d'aliments pour animaux contaminés via le système d'alerte rapide de la Commission Européenne (RASFF). Aussi aucune alerte en provenance du Luxembourg n'a dû être envoyée au système RASFF.

Les agents du service ont contribué, en collaboration avec le laboratoire de contrôle et d'essais, à l'amélioration du système de gestion des échantillons pour le laboratoire et le service de contrôle.

Un représentant du service du contrôle des aliments pour animaux est détaché à raison de deux jours par semaine à l'organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire (OSQCA) pour y représenter les intérêts de l'ASTA et pour contribuer au fonctionnement et à l'accomplissement des missions de l'OSQCA.

d) Les systèmes de qualité européens (AOP, IGP, STG)

Le service de la production animale est l'autorité compétente pour les systèmes de qualité européens relatifs aux indications géographiques protégées, aux appellations d'origine protégées et spécialités traditionnelles garanties. En 2012, le contrôle a comporté la vérification de la conformité des produits mis sur le marché pour les catégories de produits suivants :

- huiles et matières grasses (beurre, margarine, huiles, etc.)
- produits de la boulangerie, pâtisserie, confiserie ou biscuiterie

Le respect des dispositions légales a été contrôlé dans deux établissements de commercialisation sur l'ensemble des catégories y présentes.

e) Les normes de commercialisation

En 2012, le service a entamé une analyse détaillée des obligations légales requises en matière du contrôle des normes de commercialisation pour les groupes de produits suivants : œufs, volailles et produits laitiers. Suite à cette analyse, les autorités concernées se sont prononcées en faveur de la création

d'un groupe de travail auprès de l'OSQCA afin de mieux coordonner les missions de contrôle.

f) La promotion des produits agricoles

Le service accompagne aussi des actions d'information et de promotion afin de soutenir la demande, maintenir et développer la place des produits agricoles dans la consommation :

Le service de la production animale assure au niveau national, l'appui technique, l'analyse et la coordination des mesures de promotion communautaire. Le programme de promotion pour le miel et les produits de ruche, introduit en 2008 par la Fédération de l'Union des Apiculteurs en collaboration avec l'« Agence Wallone pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité » est venu à échéance en septembre 2012. Le service accompagne aussi la mise en place de la campagne « Sou schmaacht Lëtzebuerg » de la Chambre d'agriculture. En septembre 2012, la Foire agricole de Battice-Herve a mis à l'honneur le Grand-Duché de Luxembourg avec ces différentes activités agricoles, culturelles et touristiques. Le service était en charge de la coordination de cet événement.

g) La construction des stations d'élevage

A la demande de l'Union des Sociétés Avicoles du Grand-Duché de Luxembourg (USAL), le Ministère de l'Agriculture alloue des aides aux sociétés avicoles pour la construction de stations d'élevage pour animaux de basse-cour. Le service de la production animale en collaboration avec le service du génie rural de la circonscription de l'Ouest, offre une assistance technique pour la réalisation des plans de construction, ainsi que pour l'accompagnement et le suivi des projets de construction. En 2012, le seul projet en cours de construction était celui de la station d'élevage à Belvaux.

h) L'identification électronique des équidés

Le service de la production animale assure la mise en œuvre du règlement grand-ducal du 21 juillet 2009 portant sur l'identification électronique des équidés. Il a mis en place un plan de contrôle pour la vérification des dispositifs réglementaires qui est assurée en collaboration avec l'Administration des Douanes et Accises. En 2012, 39 établissements ont été soumis au contrôle. Le service de la production animale assure la gestion de la banque de données centralisée relative aux données d'identification transmises par les organisations agréées pour l'émission de passeports. Le service a aussi traité des dossiers relatifs aux demandes de passeports de remplacement auprès des organismes étrangers.

i) Divers

En collaboration avec le service de la production végétale, le service de la production animale a élaboré une proposition réglementaire pour l'étiquetage facultatif des denrées alimentaires produites sans organismes génétiquement modifiés, visant à donner un cadre légal pour l'introduction d'une telle chaîne - proposition qui a été présentée au secteur au printemps 2012.

Le service de la production animale a également participé à l'élaboration du plan de développement rural. Il a contribué notamment à l'analyse des secteurs agricoles et la proposition de différentes mesures agro-environnementales.

j) La comitologie

Au niveau communautaire et international, le service participe à différents réseaux internationaux et exerce une fonction d'expertise et participe, en assurant le rôle de porte-parole aux groupes de travail et comités de gestion de la Commission, à plusieurs groupes de travail du Conseil en vue de préparer et défendre la position nationale. Il assume la représentation du Luxembourg dans le « comité permanent zootechnique », dans les comités des « appellations d'origine et des indications géographiques protégées », celui des « spécialités traditionnelles garanties », ainsi que dans le groupe « promotion des produits agricoles » et celui de la « qualité des produits alimentaires ». Le service du contrôle des aliments pour animaux représente le Grand-Duché du Luxembourg dans le Comité permanent de la chaîne alimentaire et du bien-être animal – Section Nutrition animale de la Commission européenne et dans le groupe de travail « Nutrition animale » du BENELUX. Il participe aussi à divers autres groupes de travail et comités nationaux et européens dans le domaine de l'alimentation animale.

2. La production végétale

a) Le contrôle et la certification des semences

De façon générale, on peut noter que la production nationale de semences et de plants de pommes de terre est en augmentation constante depuis des années. Ainsi les surfaces de multiplication s'élevaient en 2011 à plus de 2.900 ha (+ 40% par rapport à 1990). La qualité des semences et plants produits à Luxembourg procure aux producteurs de nombreux débouchés tant sur le marché national qu'international.

Ces semences ne peuvent cependant être commercialisées que si elles ont été contrôlées préalablement au champ de production et au laboratoire, conformément aux exigences de plusieurs directives de l'UE. Cette procédure de contrôle de la production des semences est communément appelée « certification des semences ». Ainsi les cultures de semences sont contrôlées lors d'inspections sur pied des champs de production et après la récolte, les semences sont examinées au laboratoire d'analyses de semences de l'ASTA.

L'ASTA constitue l'autorité luxembourgeoise compétente en matière de certification des semences. Cependant jusqu'en 2008, l'ASTA avait délégué certaines activités, entrant dans le champ d'activité de la certification des semences à la Centrale Paysanne. Il s'agissait notamment des contrôles sur pied et de certaines analyses de laboratoire.

Depuis 2008, toutes les tâches de contrôles dans le cadre de la certification des semences et plants de pommes de terre sont exclusivement accomplies par l'ASTA.

A cette fin, le service de la production végétale actualise la réglementation concernant la commercialisation, la production et la certification des semences et plants, notamment en application des directives de l'UE et de l'OCDE. Le service contrôle à tous les stades la commercialisation des semences et plants et surveille les opérations de production et de certification des semences indigènes. L'ASTA délivre les étiquettes et plombs officiels et perçoit les taxes de contrôle et de plombage. Les analyses des semences et plants quant à elles, sont effectuées respectivement au laboratoire de semences et au laboratoire de la protection des végétaux de l'ASTA.

Comme le Luxembourg est un important exportateur de plants de pommes de terre, le service de la production végétale de l'ASTA représente également notre pays au sein du groupe de travail de l'ONU /UNECE sur la standardisation des normes de plants de pommes de terre.

D'autre part, au Luxembourg, suite au plan d'action provisoire établi par la Commission européenne pour détecter dans les semences la présence fortuite d'Organismes Génétiquement Modifiés (OGM), tous les lots de semences des espèces sensibles, comme le soja, le maïs etc., importés de pays tiers, sont analysés à cette fin. Les semences de ces mêmes espèces en provenance des autres Etats membres de l'UE sont contrôlées par sondage. Dans des lots de semences conventionnelles, aucun OGM n'est actuellement toléré au Luxembourg. Tout lot de semences, qui contient fortuitement des traces d'OGM, doit être retiré du marché luxembourgeois.

Ainsi, dans le cadre de ses activités de contrôle de la commercialisation des semences en 2011, l'ASTA a prélevé par sondage des échantillons de semences de maïs, en vue de détecter la présence accidentelle d'OGM. Les analyses, qui ont été effectuées par le laboratoire d'analyse des denrées alimentaires du Laboratoire Nationale de Santé, n'ont relevé la moindre présence d'OGM dans les semences analysées.

Finalement selon la loi du 18 mars 2008 sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques, le service de la production de l'ASTA est responsable pour effectuer tous les contrôles obligatoires encadrant les cultures de plantes transgéniques. A cet égard, il convient de préciser qu'aucun OGM n'a été cultivé en 2011 au Luxembourg.

b) Les essais variétaux et la liste nationale recommandée des variétés agricoles

Le choix judicieux des variétés d'espèces agricoles revêt une grande importance économique en production végétale.

Il est dès lors indispensable qu'une instance officielle et neutre se charge de l'expérimentation des nouvelles variétés pour recommander les plus productives et les mieux adaptées aux conditions naturelles de notre pays. Ainsi, la commission technique pour l'admission des variétés d'espèces agricoles, dont l'ASTA assume la présidence et le secrétariat, a pour mission de sélectionner et de recommander les variétés les plus performantes sous nos conditions climatiques. Les variétés recommandées sont inscrites à la liste nationale des variétés de plantes agricoles et publiées annuellement au Mémorial.

A cette fin, le service de la production végétale de l'ASTA met en place tous les ans en différents endroits du pays, des essais variétaux de graminées, de trèfle et de maïs ensilage. Il en effectue l'entretien, les semis, les récoltes et l'évaluation des résultats. Le Lycée Technique Agricole en fait de même pour les essais de céréales et de pommes de terre.

Il est intéressant de noter que les performances des variétés recommandées (rendements, résistances au climat, résistances aux maladies, etc.) ont augmenté en moyenne de plus de 100% depuis les années cinquante jusqu'à nos jours.

Aucune variété génétiquement modifiée ne figure sur la liste nationale des variétés de plantes agricoles.

c) L'amélioration de la production fourragère

Vu les conditions pédo-climatiques, la vocation de l'agriculture luxembourgeoise est essentiellement herbagère. Ainsi, 55% de notre surface agricole utile sont constitués de prairies et de pâturages permanents et 70% de nos terres sont destinés à la production fourragère. Quelques 90% de la production agricole finale proviennent de productions animales, tel que le lait et la viande bovine, produits qui résultent essentiellement de la transformation de fourrages. La production fourragère joue de ce fait un rôle très important dans l'agriculture luxembourgeoise.

Le service de la production végétale se consacre particulièrement à l'amélioration de ce type de production. A cette fin il a fait élaborer une carte herbagère couvrant les principales zones herbagères du pays et permettant d'orienter la production fourragère selon les conditions pédo-climatiques régionales. Par ailleurs, le service de la production végétale a établi plusieurs champs d'essais fourragers (maïs, graminées, trèfles etc..) et dans le cadre de la formation continue des agriculteurs, le service organise des démonstrations de vulgarisation. Ainsi, en collaboration avec le Lycée Technique Agricole et des partenaires allemands et belges, le service de la production végétale organise régulièrement des manifestations transfrontalières au sujet des prairies. Ces journées de démonstration internationales qui s'adressent aux agriculteurs des zones herbagères de la Wallonie, du Rhénanie-Palatinat et du Luxembourg, ont lieu à tour de rôle dans la Grande-Région, dans une des régions citées ci-avant. En 2011 cette manifestation transfrontalière a eu lieu dans le cadre de la Foire Agricole d'Ettelbruck.

d) La production de biomasse et de plantes énergétiques

La production de plantes énergétiques représente un grand potentiel non seulement pour l'agriculture, mais aussi pour notre approvisionnement en énergie et surtout pour la réduction de l'émission de gaz à effet de serre. Evidemment les cultures énergétiques doivent respecter les mêmes critères pour protéger l'environnement que les cultures agricoles alimentaires traditionnelles. Bien que l'alimentation humaine reste la priorité absolue pour l'agriculture, plusieurs études, se basant sur les objectifs très ambitieux des autorités nationales et de la Commission européenne en matière de politique d'énergie et de réduction de CO₂, prévoient que les plantes énergétiques vont se développer constamment au cours des années à venir, notamment pour valoriser les excédents produits par l'agriculture.

Pour mieux encadrer ces cultures, le service de la production végétale à établi, outre ses essais culturaux et variétaux d'espèces fourragères, en plusieurs endroits du pays. Il s'agit d'essais qui portent sur des espèces végétales, telles que le maïs, le tournesol et le sorgho afin d'évaluer la production de biométhane par fermentation. Ces essais visent à déterminer les meilleures variétés pour la production de biomasse et ainsi à optimiser les cultures énergétiques, tout en respectant les exigences de la protection de la nature.

3. La protection des végétaux

a) Le contrôle des plants de pommes de terre au laboratoire du service de la protection des végétaux

Le tableau ci-après renseigne l'évolution des superficies de plants de pommes de terre présentées au contrôle et les superficies effectivement certifiées :

Année de récolte	Superficie déclarée (ha)	Superficie certifiée (ha)	Taux de certification (%)
1990	359,17	353,08	98,3
1992	411,41	399,61	97,1
1994	391,34	345,70	88,3
1996	441,78	437,88	99,1
1998	540,98	502,53	92,9
2000	582,67	579,21	99,4
2002	456,47	438,81	96,1
2004	410,17	408,80	99,7
2006	417,00	408,13	98,7
2007	429,90	422,79	98,3
2008	421,31	410,40	97,4
2009	452,45	448,69	99,2
2010	481,72	481,72	100,0
2011	408,85	383,06	93,7
2012	401,54	395,00	98,4

Les producteurs de pommes de terre de consommation utilisent des plants certifiés (classes A et B), produits à partir de plants de base (classes S, SE ou E).

Ces plants de base sont produits par des « multiplicateurs » qui, en 2012, étaient tous regroupés au sein du Syndicat des producteurs de plants de pommes de terre de Clervaux (SYNPLANTS).

Les plants de base proviennent de plants de prébase (classes F1 à F5), produits en partie par le SYNPLANTS et en partie par des multiplicateurs.

La certification des plants a notamment pour but de garantir la qualité phytosanitaire, surtout en ce qui concerne l'infection par des virus ou des bactéries. En effet, parmi ces pathogènes, certains sont transmis directement par les plants infectés aux tubercules nouvellement formés, entraînant la pourriture pendant le stockage ou la dégénérescence au champ l'année suivante.

Comme certains virus sont transmis d'une plante à l'autre par des pucerons, la présence de plantes malades requiert une application plus fréquente d'insecticides, pour freiner la dissémination dans le champ concerné et la contamination de champs de pomme de terre avoisinants.

La certification est basée sur au moins trois inspections visuelles des champs de multiplication pendant la période de végétation, effectuées par le

service de la production végétale, ainsi que sur des tests effectués sur les tubercules après la récolte au sein du laboratoire du service de la protection des végétaux. Ces tests permettent de détecter la présence éventuelle de certains types de virus et de bactéries.

Les plants de prébase sont soumis aux contrôles les plus sévères, avec la recherche de 6 virus différents (Leafroll, Y, X, S, A et M). Les plants de base et les plants certifiés sont testés en principe sur 3 virus (Leafroll, Y et X). Des adaptations peuvent cependant avoir lieu en fonction du niveau de risque.

Les lots de plants sont en outre testés sur deux maladies bactériennes de quarantaine: le « flétrissement bactérien », provoqué par *Ralstonia solanacearum* (Smith) Smith, et la « pourriture annulaire » provoquée par *Clavibacter michiganensis* (Smith) Davis et al ssp. *sepedonicus* (Spieckerman et Kotthoff) Davis et al. Ces deux types de bactéries sont également recherchés sur des lots de pommes de terre provenant d'autres pays, afin de minimiser le risque d'importation de ces maladies de quarantaine. En effet, le Luxembourg est un des derniers pays producteurs de pommes de terre où ces maladies n'ont pas encore été détectées.

Le pourcentage de virus des types Leafroll, Y et X détecté dans chaque lot de plants sert à leur classification définitive en plants de base ou certifiés. Les tolérances sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Classe	S	SE	E	A	B
Tolérance maximale (%) de virus LR + Y + X* (* : selon la classe)	1	2	3	7	10

Le tableau suivant renseigne l'évolution de la superficie de plants certifiés selon les classes (en hectares):

Année	F + S	SE	E	A	B
1990	59,43	25,80	62,34	185,43	20,08
1992	10,54	52,76	102,64	205,18	28,49
1994	9,80	33,61	99,98	169,67	32,64
1996	14,46	106,09	171,34	144,29	1,70
1998	58,21	71,45	209,26	160,03	3,58
2000	25,63	42,13	333,24	177,61	0,60
2002	21,70	44,97	175,49	182,96	13,69
2004	3,29	122,62	179,37	103,52	0
2005	10,42	39,93	275,95	104,57	0
2006	37,65	23,15	218,85	123,67	4,81
2007	34,38	97,02	73,67	217,72	0
2008	46,13	178,97	92,36	92,94	0
2009	5,41	61,53	310,28	75,41	0
2010	62,72	156,1	207,97	54,93	0
2011	101,02	50,89	130,45	90,94	9,76
2012	64,38	220,36	122,39	40,20	0

b) Les contrôles phytosanitaires à l'importation

La législation sur la quarantaine végétale contient les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté. A cette fin elle fixe les conditions sous lesquelles les végétaux ou produits végétaux peuvent être importés dans l'Union Européenne et circuler sur le territoire de l'Union. Ces produits doivent remplir des critères phytosanitaires spécifiques avant l'importation et être accompagnés d'un certificat phytosanitaire délivré par le service de la protection des végétaux du pays d'exportation.

A l'importation ces produits sont soumis à une inspection phytosanitaire effectuée par le service de la protection des végétaux.

Les contrôles sont limités à des contrôles documentaires si les envois sont destinés à des importateurs agréés dans des Etats membres avec lesquels le service a conclu un accord spécifique. Dans ces cas le service délivre un certificat de transit vers le lieu de destination. Actuellement de tels accords existent avec le Pays Bas, la Belgique, l'Allemagne et le Royaume Uni

Dans les autres cas une inspection complète, comprenant le contrôle documentaire, le contrôle d'identité et une inspection physique de la marchandise, est effectuée.

Le Cargo Center de l'Aéroport de Luxembourg est un point d'entrée dans l'Union Européenne privilégié pour les produits végétaux. Le service de la protection des végétaux y assure une permanence de 24h/24h, 7j/7j pour effectuer les contrôles phytosanitaires à l'importation.

En 2012, 272 envois ont été soumis à un contrôle documentaire pour le transit. Pour 618 envois, un contrôle phytosanitaire complet a été réalisé.

c) Les contrôles phytosanitaires à l'exportation

De même qu'à l'importation, les produits destinés à l'exportation doivent être contrôlés et un certificat phytosanitaire est délivré par le Service de la protection des végétaux. Ainsi, 218 certificats phytosanitaires ont été émis en 2012.

Ces contrôles visent essentiellement les plants de pommes de terre, le bois et le matériel de transport en bois.

d) Les contrôles phytosanitaires effectués concernant la surveillance du territoire

Le tableau suivant renseigne sur les nombres d'échantillons prélevés sur le territoire national en vue du monitoring de différents organismes nuisibles, tel qu'exigé par la législation européenne.

<i>Pepino Mosaic Virus</i>	<i>Phytophthora ramorum</i>	<i>Diabrotica virgifera</i>	<i>Bursaphelenchus xylophilus</i>	<i>Rynchophorus ferrugineus</i>	<i>Anoplophora chinensis</i>	<i>Dryocosmus kuriphilis</i>
14	15	60	60	5	15	5

Aucun de ces organismes n'a été trouvé lors des différentes campagnes d'échantillonnage.

e) L'agrément des produits phytopharmaceutiques

Les produits phytopharmaceutiques utilisés en agriculture, en viticulture, par les services publics (communes, voirie, chemins de fer) ou par les jardiniers amateurs doivent, en vue de l'utilisation ou de la mise sur le marché, être agréés par les Ministres de l'Agriculture et de la Santé.

Les produits sont autorisés s'il est établi qu'ils sont suffisamment efficaces et qu'ils ne présentent pas de risques inacceptables pour la santé humaine et pour l'environnement (sol, eaux, animaux dont la conservation est souhaitable). A cette fin le demandeur doit effectuer des essais et études et présenter un dossier permettant d'évaluer le produit. Les agréments accordés sont modifiés régulièrement pour les adapter aux conditions d'utilisation ou de protection, qui varient dans le temps.

Les procédures d'autorisation des produits phytopharmaceutiques sont harmonisées au niveau communautaire le Règlement (CE) N°107/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil

Ce règlement établit une liste positive des substances actives pouvant entrer dans la composition des produits phytopharmaceutiques. Les produits phytopharmaceutiques sont agréés au Luxembourg sur base du principe de la reconnaissance mutuelle, des autorisations dans les pays voisins

Actuellement, 422 substances actives sont autorisées dans l'Union Européenne pour être utilisées dans des produits phytopharmaceutiques

Le nombre de produits phytopharmaceutiques agréés au Luxembourg est de 496. Le nombre de substances actives composant ces produits est de 234. En 2012, 48 nouveaux produits ont été agréés et 13 produits ont fait l'objet d'un retrait.

Le site internet du Service de la protection des végétaux <http://www.asta.etat.lu/> donne des informations sur l'agrément des produits phytopharmaceutiques, les valeurs limites des résidus de pesticides dans les denrées alimentaires, le comportement des produits phytopharmaceutiques dans l'environnement et des actualités dans le domaine de la protection des végétaux. Le site est adapté en permanence pour répondre aux exigences des utilisateurs.

f) L'agriculture biologique

L'agriculture biologique est synonyme d'un système de gestion agricole durable, se traduisant par des pratiques respectueuses de l'environnement et du bien-être animal.

Ce mode de production est fondé notamment sur la non-utilisation de produits chimiques de synthèse (engrais, produits phytosanitaires) et d'organismes génétiquement modifiés (OGM) ou de leurs dérivés, le recyclage des matières organiques et la rotation des cultures variée. Les animaux sont nourris avec des aliments biologiques produits majoritairement sur l'exploitation-même.

A travers toute la chaîne de production, du champ jusqu'à la mise sur le marché, les produits biologiques sont contrôlés selon un système de contrôle et de certification défini par le règlement européen sur l'agriculture biologique.

Chaque opérateur (producteur, préparateur/transformateur, importateur) est contrôlé au moins une fois par an par un organisme de contrôle privé et agréé par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

La demande pour les produits issus de ce mode de production ne cesse de croître depuis des années, mais l'offre en produits biologiques nationaux ne suit pas ce mouvement.

Depuis le 1er janvier 2009, l'agriculture biologique est réglementée au niveau communautaire par le règlement du Conseil n°834/2007, qui définit notamment les règles de production, de transformation et d'importation des produits agricoles à suivre par les différents opérateurs, afin que ces produits puissent être qualifiés de « biologiques ». Le règlement définit cependant aussi les règles à observer pour l'étiquetage de ces produits ainsi que les procédures de contrôle à respecter pour la certification des opérateurs travaillant dans cette filière. Ainsi par exemple, le nouveau logo européen ci-dessous est dorénavant obligatoire en couleur (fond vert clair et étoiles blanches) ou en noir&blanc sur tous les produits biologiques emballés, afin que les consommateurs puissent clairement reconnaître si un produit est bien bio ou non, et ce à travers toute l'Europe.



Par rapport à l'ancien règlement de 1991, de nouveaux domaines d'application sont maintenant couverts, à savoir l'aquaculture et la vinification ; par contre, le secteur de la restauration est exclu et doit donc être réglementé au niveau national dans les différents états-membres.

Le contrôle des opérateurs biologiques, prévu par le règlement européen, est assuré par le service de la protection des végétaux de l'ASTA, qui est l'autorité compétente, en collaboration avec 4 organismes de contrôle privés et indépendants, agréés par le Ministère de l'Agriculture et satisfaisant aux exigences de la norme EN 45011. Le service effectue également des contrôles d'étiquetage dans le commerce.

En 2012, 115 producteurs (dont e.a. 62 agriculteurs, 16 maraîchers, 11 viticulteurs, 8 fruiticulteurs et 16 apiculteurs) exploitant au total une superficie de 4144,5 ha, 77 transformateurs (p.ex. boulangerie ; boucherie ; laiterie / fromagerie ; stockage/distribution ; restaurant ; etc.) et 5 importateurs étaient enregistrés auprès du service.

Le secteur de la production biologique reste donc toujours en progression, bien que lentement, alors que la demande pour ces produits ne cesse d'augmenter, aussi bien dans les commerces spécialisés que dans les grandes surfaces.

Au niveau de la Commission européenne, les réunions du groupe de travail 'législation' ont, durant l'année 2012, abouti à un accord concernant la réglementation de la vinification. L'intégration de ce nouveau texte permet donc maintenant qu'un vin puisse être enfin appelé 'vin biologique' et non plus 'vin issu

de raisins de l'agriculture biologique'. Cette appellation pourra être utilisée pour les vins issus des raisins récoltés à partir de l'automne 2012.

Les autres principaux sujets de discussion au sein du groupe de travail ont été l'alimentation animale ; pour laquelle de nouvelles dispositions plus strictes ont été adoptées, ainsi que la finalisation de l'évaluation de l'équivalence des normes appliquées par les organismes de contrôle et travaillant dans les pays-tiers et la préparation de l'inscription des organismes retenus à l'annexe I du Règl. 1235/2008 de la Commission concernant les importations de produits biologiques en provenance de pays-tiers.

Toutes les nouvelles concernant le secteur de l'agriculture biologique au niveau européen peuvent être suivies sur le site internet de la Commission : http://ec.europa.eu/agriculture/organic/splash_en

Au Luxembourg, le plan d'action pour la promotion de l'agriculture biologique, officiellement présenté en février 2009, est entré dans sa quatrième année. Le groupe dénommé 'Task Force pour la promotion de l'agriculture et de l'alimentation biologiques', composé d'acteurs représentatifs des différents secteurs allant de la production au consommateur, a décidé de reconduire quelques actions de 2011, à savoir :

- le réseau de huit fermes de démonstration sur lesquelles toute personne intéressée peut se renseigner sur le mode de production biologique et géré par l'IBLA (Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Lëtzebuerg a.s.b.l.) ;
- des champs d'essais variétaux de céréales d'hiver menés par l'IBLA aux sites de Derenbach et Colmar-Berg ;
- la participation à l'Oekofoire pour présenter le réseau des fermes de démonstration ;
- la remise du prix 'BIO-Agrar-Präis' à l'Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Lëtzebuerg a.s.b.l.' (IBLA) de Munsbach pour le projet de recherche Legolux, dont les résultats ne sont pas uniquement valables pour l'agriculture biologique. Une mention spéciale a été remise à l'Äppelhaus s.à.r.l.' de Munsbach. Cette initiative locale, composée de huit personnes privées engagées, soutient la conservation de vergers par la production de jus de pommes.
- la rédaction de fiches techniques sur l'agriculture biologique, en collaboration avec l'IBLA et l'institut de recherche FIBL en Suisse ;
- l'organisation de réunions d'information sur la conversion vers l'agriculture et la viticulture biologique, en collaboration avec le service de vulgarisation de l'IBLA.

Outre les champs d'essais variétaux de céréales d'hiver et la rédaction de fiches techniques sur l'agriculture biologique, l'ASTA a contribué aux projets suivants :

- l'analyse comparative des aspects économiques et écologiques des exploitations biologiques et conventionnelles – suite du projet, pour discuter des pistes de soutien pour l'agriculture biologique dans le cadre du renouvellement du plan de développement rural ;
- le projet Education, avec une analyse des formations offertes par le Lycée Technique Agricole d'Ettelbruck, en collaboration avec l'expert néerlandais Bas Timmers ;
- l'acquisition d'un outil informatique de simulation de la conversion vers l'agriculture biologique ;

- l'organisation d'un jour autour du bio sur le stand « Sou schmaacht Lëtzebuerg » de la Chambre d'Agriculture à l'occasion de la Foire de Printemps ;
- la présence du secteur de l'agriculture biologique à la Foire Agricole d'Ettelbruck, avec un stand ASTA.

Suite aux résultats de l'étude en vue d'une optimisation de la commercialisation de la viande bovine biologique effectuée en 2010, l'ASTA a mis en place deux groupes de travail, l'un sur la vente directe et l'autre sur la distribution dans les boucheries, magasins, cantines et supermarchés, afin de trouver des solutions aux problèmes rencontrés jusqu'à présent dans ces secteurs. Ces groupes de travail ont été reconduits en 2012.

En 2012, l'ASTA a contribué à la vulgarisation de l'utilisation de produits biologiques dans la restauration collective en organisant une visite de cuisines scolaires dans la région de Wuppertal en Allemagne et une formation sur le sujet, dispensée par l'Organisation Professionnelle de l'Agriculture Biologique en Alsace.

Quatorze annonces ont été réservées dans les quotidiens et hebdomadaires luxembourgeois afin de promouvoir l'agriculture biologique et de montrer la diversité des produits biologiques. A cette occasion, les affiches mises à disposition par la Commission européenne ont été utilisées.

Deux publications ont été actualisées au cours de 2012, à savoir :

- Notre choix quotidien : calendrier saisonnier des fruits et légumes de notre région, principalement destiné aux consommateurs ;
- Guide d'achat de produits biologiques.

Ce plan d'action va continuer en 2013 afin d'assurer le suivi de plusieurs des mesures citées ci-dessus ainsi que de continuer les efforts de communication envers le public et les producteurs intéressés.

4. Le service de l'horticulture

a) L'engagement au niveau international

Au niveau européen, le service de l'horticulture a représenté le Luxembourg auprès de la Commission dans les comités de gestion de l'OCM unique, les groupes d'experts et les comités permanents concernant l'horticulture. Auprès du Conseil le service a suivi les groupes de travail sur les sujets liés à l'horticulture et à l'apiculture.

Dans le domaine de la fruiticulture, des démonstrations pratiques sur le terrain et des séminaires ont été organisés en collaboration avec le "Dienstleistungszentrum Ländlicher Raum - Rheinpfalz" (DLR). De même, des essais concernant la lutte contre le chancre des arbres fruitiers et la lutte biologique à l'aide d'acariens prédateurs ont été réalisés ensemble avec cette administration. En collaboration avec le DLR, le service a assisté les producteurs en déterminant les stades de maturité des pommes de façon à trouver le moment optimal pour la récolte.

Le jardin représentatif du Luxembourg à la Floriade à Venlo aux Pays-Bas a été aménagé sous la supervision du service.

b) Le service au niveau national

Le programme de distribution gratuite de fruits et de légumes « Fruit for School » qui a été mis en place en 2009 a été élargi. Presque tous les lycées du secondaire et une majorité des écoles fondamentales participent au projet. Une quantité totale de 329.536 kg de fruits et de légumes ont été distribués à 74.828 élèves durant l'année scolaire 2011/2012. Le service assure la gérance et le contrôle du programme.

Le service est responsable des contrôles concernant la qualité et l'étiquetage des fruits et légumes. Dans ce cadre 89 contrôles sur place ont été menés par le service, et plusieurs constats de non-conformité ont été dressés.

Pour l'aménagement des alentours des fermes et bâtiments agricoles, horticoles et viticoles, le service a élaboré une quarantaine de plans de plantation et a fourni gratuitement des arbres (ca. 200) et arbustes (ca. 17.000) aux exploitants agricoles et horticoles. Une partie de ces plantes provient de notre pépinière située à Kehlen et le reste de différentes pépinières luxembourgeoises (Becker, Weisen, Wahl etc.)

Les travaux d'entretien des vergers de démonstration à Stadtbredimus et à Remich (arbres fruitiers à tige basse resp. à mi-tige) et à Echternach (arbres fruitiers à haute-tige) servant à propager notre arboriculture fruitière se sont poursuivis. Ces vergers vont regrouper une centaine de variétés fruitières anciennes et nouvelles. Une vingtaine de variétés de potirons mangeables et d'ornement ainsi que plusieurs sortes de fruits et de légumes exotiques (poivrons, melons, physalis, courgettes) ont été cultivées sur une surface de 20 ares sur un champ d'essais à Rolling/Bous.

Dans le cadre d'une convention avec le Ministère de l'Economie, l'organisation et la surveillance des travaux de fauchage et d'entretien des plantations existantes ainsi que la taille des arbres d'allée ont été effectués dans les zones industrielles. Les zones industrielles concernées sont les suivantes: Bascharage, Bettembourg/Dudelange (Riedchen, Schéleck, Wolser), Betzdorf, Contern, Differdange/Sanem (Hanebösch, Paafeewee), Echternach, Foetz, Hosingen, Lentzweiler/Eselborn, Rodange (PED, Klopp), Troisvierges et Wiltz.

Dans le domaine de l'information, le service a offert sa collaboration aux organisations des secteurs agricole, horticole et apicole et a porté conseil aux producteurs des différents secteurs.

Concernant les remembrements viticoles à Schengen, Remerschen et Greiveldange, les agents du service de l'horticulture ont effectué le contrôle des surfaces nouvellement plantées et ont dressé les relevés nécessaires pour calculer l'aide de l'Etat.

Le service de l'horticulture collabore avec d'autres services de l'administration en assurant le secrétariat de la Marque nationale du Beurre et en aidant le service de la météorologie pour le contrôle des données de mesures.

c) L'apiculture et la Marque nationale du Miel

Un nouveau règlement de la Marque nationale du Miel, ainsi qu'un nouveau cahier des charges ont été élaborés en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et la Fédération des Unions d'Apiculteurs du Luxembourg. Le lay-out des étiquettes de la marque a été tout à fait renouvelé.

La quantité de miel récolté en 2012 était décevante. Les 157 apiculteurs inscrits à la Marque nationale ont exploité 3.305 ruches et présenté 106.640 livres (221.622 livres en 2011) de miel en vue d'obtenir ce label de qualité.

En tout 173 échantillons de miel (354 en 2011) ont été analysés dans les 9 réunions organisées par la Commission de la Marque nationale. Parmi ceux-ci, 48 échantillons n'ont pas répondu aux critères de sélection et ont été refusés. A la suite 81.775 étiquettes de la Marque nationale ont été distribuées en 2012.

Taux d'échecs	en 2002	5%
	en 2003	5,6%
	en 2004	5,9%
	en 2005	8,2%
	en 2006	8,2%
	en 2007	8,0%
	en 2008	6,4%
	en 2009	9,6%
	en 2010	13,8%
	en 2011	3,1%
	en 2012	27,74%

Pour promouvoir le miel de qualité, la MNM a participé à la Foire de Printemps à la LUXEXPO, la Foire Agricole à Ettelbruck ainsi qu'à la Foire agricole de Battice -Herve.

En vue d'enrichir la flore locorégionale, 653 kilogrammes de semences de plantes mellifères et 5.680 plantes ligneuses ont été distribués aux apiculteurs.

Le service a assuré les contrôles sur place et le suivi administratif du «programme apicole» établi sur base de l'article 108 du règlement (CE) no 1234/2007.

5. Le service de la mutualité agricole

En vertu de l'arrêté grand-ducal modifié du 17/09/1945 sur l'organisation des associations agricoles, le Ministre de l'Agriculture exerce par l'organe de l'ASTA, le contrôle des associations agricoles et des fédérations. Le service de la mutualité agricole près de l'ASTA est chargé de cette mission.

Le contrôle du service de la mutualité agricole s'exerce en sorte qu'il porte sur l'organisation juridique et administrative, sur l'organisation et la tenue de la comptabilité, sur l'exactitude des résultats comptables, cela au moyen de sondages ayant le caractère d'un super contrôle qui ne s'étend cependant pas sur le contrôle commercial et matériel; le contrôle commercial et matériel relevant des obligations des comités et des conseils de surveillance.

Chaque année font l'objet d'un tel contrôle environ 50 associations et fédérations régies par l'arrêté grand-ducal modifié du 17/09/1945, ainsi que la Chambre de l'Agriculture + prg. LEADER, le LEADER Miselerland, le Fonds de Solidarité Viticole, la Marque Nationale du Vin, l'OPVI (organisation des viticulteurs indépendants), la Caisse d'assurance des Animaux de Boucherie, la Fédération des Sociétés de Secours contre la perte du Bétail, les Anciens de l'Ecole de Viticulture, l'Amicale des Anciennes de Mersch.

Le service de la mutualité agricole a en outre porté son aide aux petites associations gérées en « bénévolat » pour clôturer leurs exercices ; c.à.d. dresser le

bilan, le compte des profits et pertes, le tableau d'amortissement et autres tableaux synoptiques et remplir les déclarations TVA et Impôts ICC.

Le service de la mutualité agricole a prêté conseil, en participant à diverses réunions, qui avaient pour but de créer un seul « MBR-Luxembourg », équivalent à une fusion des « MBR-Services », « MBR Nordspëtz » et « LMR »

Suite à l'accord entre l'ASTA - service de la mutualité agricole et le RCSL - Registre de Commerce et des Sociétés (M. Jung) une centaine d'associations agricoles ont profité de régulariser, sans frais, leur situation en se mettant conforme aux dispositions de la loi du 19 décembre 2002.

Le service de la mutualité agricole est également intervenu dans la procédure concernant la dissolution de plusieurs associations en étant présent aux assemblées générales extraordinaires appelées à cette fin.

La comptabilité de la Marque Nationale de la Viande de Porc ainsi que de la « Fördergemeinschaft Integrierte Landbewirtschaftung Luxemburg » FILL, est assurée par le service de la mutualité agricole.

C. La division des laboratoires de contrôle et d'essais

1. Le service de pédologie

Les activités du service de pédologie se répartissent sur deux sous-unités : le laboratoire d'analyse des sols et la cartographie des sols

a) Le laboratoire d'analyse des sols

Le laboratoire d'analyse des sols traite les échantillons de sols en vue d'un conseil de fumure provenant de l'agriculture, de la viticulture, de l'horticulture ainsi que des forêts et des jardins privés. Sont également analysés des échantillons de sol provenant de l'Administration de la Nature et des Forêts dans le cadre des aptitudes stationnelles en forêt, du Lycée Technique Agricole dans le cadre des champs d'essais, des organisations professionnelles dans le cadre de projets de vulgarisation agricole dans des zones de protection des eaux et de l'IBLA dans le cadre du champs d'essais sur les légumineuses en agriculture biologique. Le laboratoire procède de même aux analyses provenant de la cartographie des sols et de la description de profils pédologiques. Les analyses consistent en des déterminations chimiques et/ou physiques.

L'analyse chimique standard comporte le dosage des éléments échangeables majeurs (P, K) et mineurs (Mg, Na) exprimés en mg/100g terre sèche (d'après les méthodes VDLUFA - Verband Deutscher Landwirtschaftlicher Untersuchungs- und Forschungsanstalten), ainsi que la mesure du $\text{pH}_{\text{CaCl}_2}$. En fonction du résultat de l'analyse, l'échantillon est évalué, pour chacun des éléments P, K, Mg et Na, par rapport à un référentiel de 5 classes de niveau de fertilité. En vertu du type de sol, de la classe nutritive et de la culture, un conseil de fumure est émis. A la demande du client, sont également déterminés le taux d'humus par l'analyse du $\text{C}_{\text{organique}}$ (%), le pH_{eau} , la granulométrie ainsi que l'azote minéral sous forme nitrate (N_{min} en kg N/ha).

Le tableau 1 reprend les effectifs d'analyses de 2012 et des années antérieures.

Tableau 1 : Effectif d'analyses au laboratoire d'analyse des sols

	pH _{CaCl2} , P, K, Mg, Na	N _{min}	C _{org}	Granulométrie	pH eau	S _{min}
2006	17600	3500	4300	372	200	/
2007	16258	2337	2539	173	200	/
2008	18735	5931	1769	350	200	/
2009	18221	3430	2112	149	272	220
2010	14678	4162	1944	180	1911	/
2011	17486	2975	2535	312	686	/
2012	14128	3203	2547	324	63	/

Les analyses standards sont essentiellement réalisées dans le cadre de la Prime à l'Entretien de l'Espace Naturel (PEEN). Les analyses N_{min} relèvent majoritairement des projets de vulgarisation de la Chambre d'Agriculture dans les zones de protection des eaux et du programme 332 (réduction de la fumure azotée dans les zones de protection des eaux) des Mesures Agri-Environnementales. Les analyses granulométriques proviennent de la cartographie des sols et de la description de profils pédologiques. Pour des besoins scientifiques, des analyses Corg sont réalisées rétroactivement sur des échantillons prélevés en 2000 dans l'Inventaire Forestier National.

En 2008, les 5 classes de fertilité A, B, C, D et E furent réformées pour les sols agricoles dans le cadre de la nouvelle réglementation sur la PEEN pour les éléments nutritifs P, K, Mg et Na et adaptées aux nouvelles directives de la VDLUFA.

Tableau 2 : Classes de fertilité des sols agricoles

GUTLAND				
sol de type M (moyen, sols sablo-limoneux à limono-argileux)				
classe de fertilité	P₂O₅	K₂O	Mg	Na
mg/100 g terre sèche				
A (très basse)	0-5	0-5	0-2	0-2
B (basse)	6-11	6-11	3-5	3-5
C (bonne)	12-20	12-20	6-10	6-9
D (élevée)	21-30	21-30	11-15	10-14
E (très élevée)	≥31	≥31	≥16	≥ 15
sol de type L (léger, sols sableux à limono-sableux)				
classe de fertilité	P₂O₅	K₂O	Mg	Na
mg/100 g terre sèche				
A (très basse)	0-5	0-4	0-1	0-2
B (basse)	6-11	5-9	2-3	3-4
C (bonne)	12-20	10-15	4-6	5-8
D (élevée)	21-30	16-23	7-9	9-12
E (très élevée)	≥31	≥ 24	≥ 10	≥ 13
sol de type S (lourd, sols argileux à argileux lourds)				
classe de fertilité	P₂O₅	K₂O	Mg	Na
mg/100 g terre sèche				
A (très basse)	0-5	0-6	0-3	0-3
B (basse)	6-11	7-13	4-7	4-6
C (bonne)	12-20	14-25	8-14	7-10
D (élevée)	21-30	26-38	15-21	11-15
E (très élevée)	≥ 31	≥ 39	≥ 22	≥ 16
OESLING				
sol du type OM (moyen, sols limono-caillouteux de l'Oesling)				
classe de fertilité	P₂O₅	K₂O	Mg	Na
mg/100 g terre sèche				
A (très basse)	0-7	0-7	0-3	0-3
B (basse)	8-14	8-14	4-7	4-7
C (bonne)	15-23	15-23	8-12	8-11
D (élevée)	24-35	24-35	13-18	12-17
E (très élevée)	≥36	≥36	≥19	≥18

Tableau 3 : Avis de fumure en fonction des classes de fertilité

Classe de fertilité	kg /ha. an			
	P ₂ O ₅	K ₂ O	MgO	Na
A (très basse)	Export* + 60	Export + 80	Export + 50	60
B (basse)	Export + 30	Export + 40	Export + 25	45
C (bonne)	Export	Export	Export	30
D (élevée)	1/2 Export	1/2 Export	1/2 Export	15
E (très élevée)	0	0	0	0

* export = besoin en éléments nutritifs pour compenser l'export par la récolte

Les statistiques sont mises à jour annuellement pour suivre l'évolution des teneurs en éléments majeurs et du pH dans les sols agricoles luxembourgeois. Ils démontrent depuis des années une tendance nette à la baisse de l'acidité dans les sols limono-caillouteux de l'Oesling, raison pour laquelle un conseil de fumure en amendement calcaire devient impératif dans le futur.

Depuis l'automne 2007, les échantillons de sols provenant de parcelles agricoles sont pourvus de leur numéro FLIK dans le référentiel national RPG. Par ce biais, les résultats d'analyse peuvent être géoréférencés et exploités dans un Système d'Information Géographique (ArcGIS) et servir de monitoring dans le temps et dans l'espace de la fertilité des sols agricoles. A l'heure actuelle, le système intégré de gestion des échantillons et analyses LAMS (Laboratory ASTA Management System) renferme des analyses de sols de quelques 72.000 parcelles FLIK issues des années 2007-2012.

Le service de pédologie continue à rester étroitement impliqué dans la mise en œuvre de la PEEN en ce qui concerne l'interprétation des analyses de sols, le calcul de la fumure en fonction des résultats de l'analyse du sol, l'application de boues d'épuration en agriculture, la vulgarisation et la formation continue auprès des agriculteurs en matière de fumure. Il en est de même pour les mesures agri-environnementales et la Directive Nitrates. Il reste à l'écoute des tendances nouvelles à l'égard du travail du sol réduit et de la fumure minérale et organique.

Le service participe à divers groupes de travail dont notamment la révision de la Directive Nitrates, la réglementation de l'activité agricole dans les futures zones de protection des eaux et les préparations dans le cadre du Plan Sectoriel Paysage.

b) La cartographie des sols

Le service de pédologie est en charge de l'établissement, de la gestion et de la maintenance de la carte des sols à l'échelle 1/25.000. En 1999, 50 % du territoire national étaient cartographiés et publiés sous format papier (7 planches sur 13). Dans les années 90, les planches éditées furent numérisées dans un Système d'Information Géographique (ArcView) à l'échelle 1/25.000. Un inventaire des travaux de levés réalisés en 2007 révéla un volume de 15 % du territoire cartographié mais non-publié. Depuis, les travaux de digitalisation et de numérisation des parties non-éditées sont clôturés. Dans le cadre de la révision des planches publiées, commencée en 2009, les travaux de correction des séries pédologiques sur base des originaux sont arrivés à leur terme en 2012.

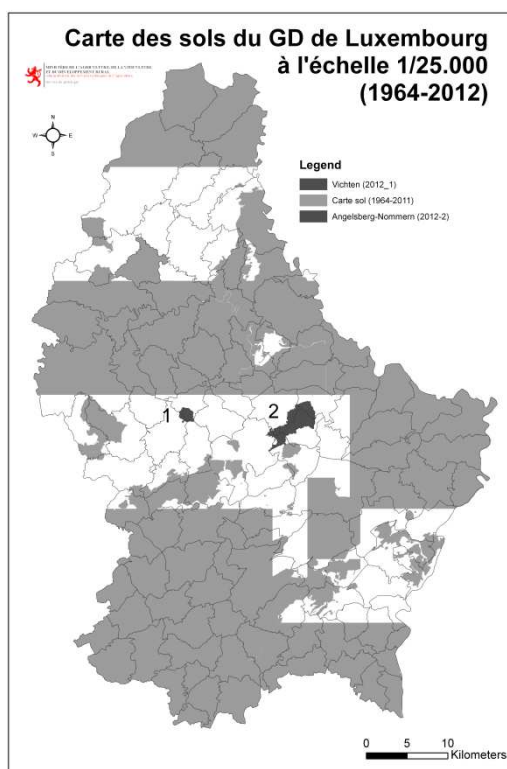
La structure de légende pédologique était alignée sur celle de la Carte Numérique des Sols de Wallonie (Belgique) conformément aux directives élaborées par le Projet de Cartographie Numérique des Sols de Wallonie (PCNSW). En effet, la carte des sols du Luxembourg possède une légende commune avec la carte belge. La concordance est réalisée via un appui

scientifique de l'Unité de Science du Sol d'AgroBioTechGembloux de l'Université de Liège, en charge du projet PCNSW.

Un document complet sur la légende de la carte des sols à l'échelle 1/25.000, destiné à la diffusion publique et permettant la lecture et la compréhension des sigles cartographiques de la carte des sols, est annuellement mis à jour et déchargeable sur le site asta.etat.lu.

Les travaux de cartographie des sols proprement dits se concentraient en 2012 sur les futures zones de protection des eaux de Vichten (254 ha) et de la région d'Angelsberg-Nommern (1460 ha). Dans cette dernière, une zone de 355 ha fut cartographiée par un bureau d'études, le restant des surfaces fut réalisé par les moyens propres du service. Ceci fait un total de 1714 ha, soit 0,66% du territoire national. A l'heure actuelle, 70,7 % du territoire national sont couverts par la carte des sols détaillée.

Figure 1: Carte des sols du Grand-Duché de Luxembourg à l'échelle 1/25.000 (1964-2012)



c) Les projets de recherche

La banque de données nationale sur les sols – BDSOL

Depuis novembre 2008, le service de pédologie détient une convention de recherche avec le Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann (CRPGL) sur la création d'une banque de données nationale sur les sols, BD_SOL, pour mettre en valeur l'ensemble des données géo-morpho-pédologiques et physico-chimiques de fosses pédologiques historiques et actuelles. Parallèlement, une méthodologie et un guide de description de profils de sols furent élaborés pour la description actuelle sur base du modèle français (DoneSol) et belge. Le projet BD_SOL vise également l'incorporation de données provenant d'auteurs ou d'administrations tiers. Les objectifs à moyen terme sont le renforcement de la carte des sols et l'établissement de cartes thématiques notamment sur l'érosion, le bilan hydrique, le lessivage des nutriments ou la valeur agricole des terres.

En 2012, l'accent des travaux de recherche dans BDSOL3 porta sur

- Description de nouveaux profils (7) selon la méthodologie mise en place par le projet: Karelshof (1), Dalheim (1), Beaufort (2), Mondercange (1), Ehlerange (1), Schengen (1)
- Mise à jour du guide de description de profils
- Traduction des profils 2007-2012 en Word Reference Base for Soil Ressources 2007
- Suite de la validation des fonctions de pédotransfert pour la prédiction des caractéristiques hydriques des sols sur Grès de Luxembourg en vue de l'établissement d'une carte thématique sur la vulnérabilité des sols sableux au lessivage
- Maintenance évolutive et corrective de la banque de données

La carte du risque d'érosion hydrique

En 2010-2011, un projet de recherche a permis l'établissement d'une carte des zones à risque d'érosion hydrique diffuse, de ruissellement diffus et concentré sur l'ensemble du territoire luxembourgeois suivant l'équation universelle des pertes en sol RUSLE. La carte fut établie par l'Unité d'Hydrologie et Hydraulique agricole d'Agro Bio Tech de Gembloux, dépendant de l'Université de Liège, sur base de la carte des sols, de données granulométriques issus de BDSOL, de l'occupation du sol, du parcellaire agricole, des cultures 2008-2010, de la pluviométrie, de la topographie et du réseau hydrographique et se référant au modèle ERRUISSOL, élaboré pour le compte de la Région Wallonne.

Les besoins et l'utilité d'une carte thématique sur le risque érosif des sols et le ruissellement sont multiples notamment dans le cadre d'une politique de la protection des sols contre l'érosion et la dégradation, de la vulgarisation agricole, de la préparation de la future directive-cadre sur la protection des sols, du reportage à la Commission européenne, de l'évaluation des demandes de changement d'affectation du sol, de l'orientation des Mesures Agri-Environnementales sur la prévention de l'érosion des sols, des contrôles relatifs à l'éco-conditionnalité de pratiques agricoles etc. Une première application de la carte s'est faite dans le projet de remembrement de Clervaux.

En 2012, la convention de recherche avec l'Unité d'Hydrologie et Hydraulique agricole d'Agro Bio Tech de Gembloux fut reconduite pour corriger certains paramètres du modèle et intégrer les données les plus récentes de la carte des sols, de granulométrie, du carbone organique et des rotations culturales (2010-2012). Des mesures d'infiltrations furent réalisées sur 5 sites représentatifs du Gutland et de l'Oesling. La carte révisée est prévue pour printemps 2013.

World Reference Base for Soil Ressources (WRB, 2007)

L'attention croissante des institutions internationales pour les problèmes environnementaux transfrontaliers en lien avec la protection des sols nécessite une harmonisation des divers systèmes de classification des sols nationaux. En 1998, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO - *Food and Agriculture Organization of the United Nations*) a développé le système WRB (*World Reference Base for Soil Ressources*, Base de référence mondiale pour les ressources en sols), afin que ce système devienne le nouveau standard mondial en terme de classification des sols. A terme, ce système devrait fonctionner comme un cadre au sein duquel les différents systèmes de classification nationaux existants devraient pouvoir être harmonisés et corrélés entre eux. C'est pourquoi le système WRB fut reconnu par la Commission

européenne comme le système de classification des sols officiel de l'Union européenne.

Depuis 2010, le service pédologique participe activement dans un projet transfrontalier belgo-luxembourgeois sur la traduction de la légende de la carte des sols du Luxembourg et de la Belgique dans le système WRB. En 2012, 33 profils historiques, provenant d'une thèse de doctorat sur l'Ouest du Gutland (VERMEIRE, 1967), furent classés selon WRB2007 par l'Université Catholique de Leuven.

d) Autres activités

En 2012, la carte des associations de sols à l'échelle 1/100.000 fut rendue publique en format raster sur le site GEOPORTAIL.LU de l'Administration du cadastre et de la topographie.

Dans le cadre de la révision des futures zones défavorisées européennes sur base de 8 critères bio-physiques, de nouvelles simulations furent nécessaires suite à des modifications mineures dans certains des 8 critères notamment pour le drainage et la texture des sols.

Le service a participé à diverses excursions pédologiques, séminaires et conférences :

- Assemblée générale 'Fördergemeinschaft Integrierte Landwirtschaft Luxemburg', conférence sur la carte des sols et l'érosion, 17.4.12
- 'Les argiles blanches en Ardenne', Société royale forestière de Belgique, St.Hubert, 15.5.12
- Congrès Eurosoil 2012, Bari, 2.-5.7.12
- Jahrestagung Deutscher Bodenschätzer, St.Wendel, 19.-21.9.12
- Sedi-kring Excursion, Carrière Romont, Liège, 5.10.12
- Dairyman Project, Gant, 25.10.12
- Commune Mersch, Commission Environnement, Les risques d'érosion dans la commune de Mersch, 19.11.12
- Vulgarisateurs agricoles, Présentation de la carte d'érosion du Luxembourg, 6.12.12
- EIONET Workshop Soil, JRC, Ispra, 10.-12.12.12

Le service a organisé 2 excursions pédologiques :

- Excursion 'Soil Science Society of Belgium', Mersch-Moesdorf-Enscherange, 2.5.12
- Excursion 'Jahrestagung Deutscher Bodenschätzer', Dalheim, 20.9.12

Le service d'analyse des fourrages

Le nombre total des échantillons de fourrages analysés en 2012 s'élève à 4.171 unités. Ces échantillons ont trois origines différentes :

- 50% des échantillons examinés proviennent des champs d'essais du service de la production végétale de l'ASTA, en vue de la sélection des variétés de graminées et de maïs les mieux adaptées à nos différents types de sol et à nos conditions climatiques.
- 16% des échantillons ont comme origine les essais prairiaux comparatifs établis par le Lycée technique agricole à des fins didactiques.
- les 34% restants concernent les fourrages produits à la ferme. Ils sont envoyés par différents services de vulgarisation et des particuliers pour la

détermination des nutriments et des minéraux, afin de pouvoir les utiliser de façon optimale dans la ration journalière des ruminants.

L'analyse standard d'un fourrage comprend 20 paramètres, qui sont la matière sèche, l'albumine brute totale, l'albumine brute digestible, les protéines digestibles dans l'intestin, le bilan des protéines dégradables, la digestibilité, la cellulose brute, l'hémicellulose, les NDF (neutral detergent fiber), les cendres brutes totales, le sucre (pour les fourrages verts et les ensilages d'herbes), l'amidon (pour les ensilages de maïs), les valeurs énergétiques VEM et VEVI et pour les ensilages, les facteurs de conservation pH et le rapport N-NH₃/N-tot, ainsi que les éléments minéraux calcium, phosphore, potassium, magnésium et sodium.

Il va sans dire que la qualité alimentaire des fourrages, qui représentent près de 70% de la masse d'aliments utilisés au niveau de la ferme, peut varier de façon importante en fonction de la région, des conditions culturales et de la technicité de l'exploitation agricole.

La qualité d'un fourrage est avant tout fonction de sa teneur en protéines, de sa teneur en sucre (pour les herbes), de sa teneur en amidon (pour le maïs), de sa valeur énergétique VEM et de sa composition en minéraux.

Les tableaux 4 et 5 ci-après donnent un aperçu des valeurs qualitatives moyennes des principaux fourrages de la campagne d'analyse de 2012 par rapport à 2011 et par rapport à la moyenne pluriannuelle établie sur dix ans.

Il résulte du tableau 4 que les différents paramètres caractérisant la teneur des protéines, de même que la teneur en cellulose brute (une valeur basse et plus favorable) et la valeur énergétique des ensilages d'herbes se distinguent nettement des années précédentes et font que la qualité des ensilages d'herbes de la campagne 2012 nettement inférieure à celle de 2011.

Pareil pour les ensilages de maïs de 2012.

Les valeurs moyennes des éléments minéraux dans les fourrages, reprises au tableau 5, ne diffèrent pas significativement de celles des années précédentes, à part ceux du maïs qui sont inférieures à la moyenne pluriannuelle.

Tableau 4: Comparaison des valeurs moyennes des fourrages de 2012 par rapport à 2011 et par rapport à la moyenne de 10 ans

	% M.S.	% A.B.T.	g/kg A.B.D.	g/kg DVE	g/kg OEB	% C.B.	% C.T.	% amidon	VEM/kg
ENSILAGES D'HERBES									
Moyenne de 10 ans	44,0	15,0	105,2	59,6	19,7	27,7	10,8	-	826
Moyenne de 2011	47,4	16,3	115,2	67,2	23,7	24,7	10,4	-	865
Moyenne de 2012	43,6	14,3	99,2	55,6	15,6	28,3	11,6	-	800
ENSILAGES DE MAÏS									
Moyenne de 10 ans	31,7	7,7	36,5	43,2	-24,7	21,0	4,2	27,7	932
Moyenne de 2011	33,9	7,9	38,4	45,4	-24,7	19,7	4,0	28,3	955
Moyenne de 2012	30,6	7,5	34,6	43,8	-27,2	20,7	3,9	29,1	942

M.S. = matière sèche / A.B.T. = albumine brute totale / A.B.D. = protéines digestibles / DVE = protéines digestibles dans l'intestin / OEB = bilan des protéines dégradables / C.B. = cellulose brute / C.T. = cendres brutes totales / VEM = valeur énergétique

Tableau 5: Valeurs moyennes des éléments minéraux dans les fourrages de 2012 par rapport à 2011 et par rapport à la moyenne de 10 ans (résultats exprimés en g/kg de M.S.)

	PHOSPHORE -P-	POTASSIUM -K-	CALCIUM -Ca-	MAGNESIUM -Mg-	SODIUM -Na-
ENSILAGES D'HERBES					
Moyenne de 10 ans	3,4	27,1	6,6	2,5	1,0
Moyenne de 2011	3,3	22,6	7,0	2,7	1,1
Moyenne de 2012	3,4	27,5	6,1	2,3	1,1
ENSILAGES DE MAÏS					
Moyenne de 10 ans	2,3	11,3	2,5	1,6	0,1
Moyenne de 2011	2,2	10,5	2,5	1,6	0,1
Moyenne de 2012	2,0	9,7	2,2	1,4	0,1

Une autre activité du service d'analyse des fourrages consiste en la détermination de la teneur des macroconstituants (protéine brute, sucre, amidon, matière grasse brute, cellulose brute et cendres brutes) dans les aliments simples ou composés qui proviennent de différents partenaires ou clients.

Ainsi 78 échantillons ont été prélevés dans le cadre du contrôle officiel des aliments pour animaux. Le service travaille aussi en étroite collaboration avec des centres de recherche comme l'UNI.lu et l'IBLA pour lesquelles 148 échantillons sur 743 paramètres ont été analysés.

Au total, y compris les clients privés, le service d'analyse des fourrages a déterminé 1594 paramètres sur 436 échantillons, ce qui représente un surplus de 70% par rapport à 2010 et encore une fois de 7% par rapport à 2011. Vu les nombreux projets de recherche qui sont en train ou qui vont être réalisés dans le domaine de l'alimentation animale, la demande d'analyse des macroconstituants va certainement continuer à augmenter les prochaines années.

Le volet de l'assurance qualité devient de plus en plus important pour les laboratoires d'analyses. Afin de satisfaire à ces obligations, le service d'analyse des fourrages a participé avec succès à 67 essais interlaboratoires (EIL ou Ringtest) internationales au cours de l'année 2012 recouvrant les paramètres standards des matrices suivantes: aliments pour animaux, fourrages et ensilages.

2. Le service de chimie

a) Les laboratoires du service de chimie

Les missions du service de chimie sont l'analyse des aliments pour animaux pour le compte des organes de contrôle, le contrôle des engrais CE mis sur le marché luxembourgeois, l'analyse des éléments nutritifs dans les amendements organiques, l'analyse des digestats des stations de biométhanisation ainsi que l'analyse d'alcools pour l'Administration des Douanes et Accises et la gestion de la Marque Nationale des eaux-de-vie naturelles luxembourgeoises.

Dans le cadre du contrôle des aliments pour animaux, un nombre appréciable de méthodes d'analyse et de techniques analytiques différentes sont appliquées à la détection et au dosage de substances indésirables, de macroconstituants, d'éléments minéraux et d'additifs tels que vitamines et oligo-éléments. En tout, 100 aliments (296 analyses) et 21 eaux d'abreuvement (105 analyses) ont été analysés au cours de l'année 2012.

Les engrais et amendements du sol mis sur le marché luxembourgeois sont régulièrement prélevés et analysés pour vérifier la conformité avec la législation.

nationale et communautaire. Non seulement les teneurs déclarées mais aussi l'étiquetage et les pièces accompagnantes des engrais CE sont contrôlées afin d'assurer la transparence nécessaire pour les clients. Ainsi le service a prélevé 29 échantillons d'engrais auprès de 9 points de vente au Grand-duché.

Dans le cadre de l'application du dispositif instituant une prime à l'entretien de l'espace naturel et stipulant que le fertilisant organique représentatif de l'exploitation agricole doit être analysé au moins tous les trois ans quant à sa teneur en éléments nutritifs majeurs N, P, K et Mg, 612 échantillons de lisier et de fumiers ont été analysés en 2012.

L'azote étant l'élément le plus important concernant le lessivage des nitrates, le service joint un tableau d'information au bulletin d'analyse. Cette note permet aux agriculteurs de voir directement combien de tonnes d'effluents peuvent être épandues au maximum pour atteindre un apport donné en azote et la quantité de nutritifs majeurs y correspondant.

Les tableaux 6 et 7 donnent un aperçu des résultats dans les différentes catégories de fertilisants organiques pour la période 1998-2010, ainsi que pour la saison 2011/2012.

Tableau 6 : Valeurs moyennes des principaux éléments nutritifs de différents supports organiques analysés (1998-2010)

	pourcentage	Nbre d'échant.	Matière sèche (%)	N total (kg/t matière telle quelle)	P ₂ O ₅ (kg/t matière telle quelle)	K ₂ O (kg/t matière telle quelle)	MgO (kg/t matière telle quelle)
Lisier de bovins							
Total	100	3543	8,5	3,7	1,6	5,0	1,1
0-4 % MS	3,4	121	2,7	1,8	0,6	2,9	0,4
4-6 % MS	7,8	277	5,2	2,6	1,0	3,7	0,7
6-10% MS	66,35	2350	8,4	3,7	1,6	5,0	1,1
>10 % MS	22,45	795	11,0	4,4	2,0	5,5	1,4
Lisier de porcs							
Total	100	256	5,9	4,9	3,7	3,3	1,4
0-4 % MS	44,1	113	2,3	3,2	1,2	2,6	0,5
4-6 % MS	15,2	39	4,9	4,7	2,9	3,4	1,2
6-10% MS	23,1	59	7,9	6,1	5,0	3,8	2,0
>10 % MS	17,6	45	13,4	7,6	8,8	4,3	3,2
Purin							
	100	82	1,7	1,9	0,2	4,9	0,3
Fumier de bovins							
Total	100	2914	20,5	5,0	2,6	6,9	1,6
0-10 % MS	0,2	5	7,6	3,6	1,2	3,7	0,7
10-20% MS	55,6	1620	16,9	4,3	2,4	5,4	1,4
20-25% MS	28,6	833	22,2	5,4	2,7	7,9	1,7
>25 % MS	15,6	456	30,3	7,0	3,4	10,1	2,4

Tableau 7 : Valeurs moyennes des principaux éléments nutritifs de différents supports organiques analysés entre 23/08/2011 et le 22/08/2012

	pourcentage	Nbre d'échant.	Matière sèche (%)	N total (kg/t matière telle quelle)	P ₂ O ₅ (kg/t matière telle quelle)	K ₂ O (kg/t matière telle quelle)	MgO (kg/t matière telle quelle)
Lisier de bovins							
Total	100	257	8,3	3,6	1,4	4,3	1,4
0-4 % MS	3,9	10	2,1	1,5	0,3	2,1	0,4
4-6 % MS	12,1	31	5,4	2,9	1,0	3,2	1,0
6-10% MS	64,2	165	8,4	3,7	1,4	4,4	1,2
>10 % MS	19,5	50	11,1	4,4	1,8	5,1	1,8
Lisier de porcs							
Total	100	25	3,7	3,5	2,2	2,2	1,0
Fumier de bovins							
Total	100	198	23,6	5,8	2,5	7,5	1,8
10-20% MS	37,4	74	17,4	4,5	2,2	5,0	1,4
20-25% MS	27,8	55	22,3	5,5	2,2	6,9	1,6
>25 % MS	34,8	69	29,5	7,1	3,1	10,2	2,3
Digestat de biométhanisation (Endlager)							
Total	100	44	6,7	4,4	1,8	4,4	1,1

Suite à la diversification de la production agricole (cultures alternatives, installation à biogaz, ...), un nombre croissant de déterminations spécifiques ont été réalisées. Le service a notamment déterminé le bilan des acides organiques volatiles pour quelques 185 échantillons de digestat des stations de biométhanisation. Cette analyse des produits de la fermentation, permet d'optimiser la surveillance et le fonctionnement des installations à biogaz.

Le service travaille en étroite collaboration avec le CRP Gabriel Lippmann afin de pouvoir offrir aux stations de biométhanisation toutes les analyses demandées par l'administration de l'environnement.

Afin d'assurer la qualité de ses analyses, les différents laboratoires du service de chimie participent au courant de l'année à de nombreux essais interlaboratoires. Etant membre du réseau belge RequaSud nous collaborons aux essais interlaboratoires des chaînes de fourrages et d'effluents. Pour ce qui est des analyses dans le domaine des aliments pour animaux, nous sommes inscrits à quatre circuits de la société Bipéa ce qui représente entre 4 et 5 échantillons par mois. De plus nous participons au ringtest annuel de l'IAG (International Analytic Group) et aux essais interlaboratoires du Verband deutscher Untersuchungs- und Forschungsanstalten (VDLUFA) pour ce qui est des engrais minéraux.

Dans le cadre de l'accréditation selon l'ISO 17025 le service a réalisé 63 analyses de Vitamine A et E pour valider la méthode.

L'administration des douanes et accises sollicite le service pour un nombre considérable d'analyse d'alcools et de bières. Occasionnellement des analyses de bière sont faites à la demande des brasseries nationales.

Les distillateurs eux aussi profitent de l'infrastructure analytique du service de chimie pour laisser analyser leurs moûts et distillats.

La participation du service à divers groupes de travail et comités de l'Commission Européenne dans les domaines des engrais est une tâche nécessaire en vue de l'élaboration et de la revue de la réglementation communautaire, d'autant plus que ces règlements CE sont d'application au niveau national et évoluent continuellement.

Dans le cadre de la « reconnaissance mutuelle des produits commercialisés » entre les Etats membres de l'UE définie par le règlement (CE) 764/2008 le service était confronté à une trentaine de demandes de mise sur le marché d'engrais qui ne remplissaient pas les critères des engrais CE.

Ces demandes nous parviennent par l'intermédiaire du point de contact du ministère de l'économie. Nous vérifions si les produits en question peuvent être commercialisés ou non sous la dénomination engrais au Grand-duché et nous retournons cet avis au point de contact qui en informe le producteur ou le revendeur étranger.

3. Le service de microbiologie et de biochimie

a) La station de contrôle des semences

La tâche principale de la station est l'échantillonnage et l'analyse des semences dans le cadre de la certification officielle des semences. Ces activités sont accréditées par l'ISTA (International Seed Testing Association), ce qui permet à la station d'établir les Bulletins internationaux Oranges de lot de semences et les Bulletins internationaux Bleus d'échantillon de semences, requis notamment pour l'exportation.

Un objectif de première importance en 2012 a été la maintenance de l'accréditation ISTA avec extension au paramètre « poids de mille grains ». A cet effet une revue approfondie du système qualité a été faite parallèlement avec l'établissement d'un système qualité pour la division des laboratoires. Le système qualité de la station a été adapté aux besoins de la division.

Une priorité du contrôle par sondage dans le commerce a de nouveau été la vérification de l'absence d'organismes génétiquement modifiés. Dans ce cadre la station est chargée de l'échantillonnage des lots selon les règles de l'ISTA, l'analyse étant effectuée par le laboratoire national de santé. Des contrôles ont également été effectués sur des semences de raygras, de pâturin et de pois fourrager. La station de contrôle des semences intervient pour l'échantillonnage et pour l'analyse. Les plans de contrôle et l'évaluation des résultats sont effectués par le service de la production végétale de l'ASTA.

Le tableau 8 ci-après résume le nombre et les types d'analyse effectués, ainsi que l'évolution des activités depuis 2008 :

Tableau 8 : Evolution de l'activité analytique de la station de contrôle des semences : 2008-2012

Domaine	Paramètres analysés	Nombre d'échantillons				
		2008	2009	2010	2011	2012
Certification de semences de plantes fourragères	Echantillonnage, faculté germinative, pureté technique, détermination en nombre des autres semences, teneur en eau	123	141	42	79	86
Certification de semences de céréales et de pois fourragers	Faculté germinative, pureté technique, détermination en nombre des autres semences, détermination des autres variétés d'avoine (test visuel et sous UV), teneur en eau, poids par hectolitre, poids par mille grains	461	520	457	420	496
Semences de céréales et de pois fourragers : analyse de récoltes antérieures	Faculté germinative	168	217	102	3	45
Autres analyses de semences	Faculté germinative, pureté technique, détermination poids par hectolitre, teneur en eau, poids par mille grains en nombre des autres semences	60	82	82	36	50
Contrôle par sondage du commerce	Echantillonnage, faculté germinative, pureté technique, détermination en nombre des autres semences	11	8	13	21	22

b) Les unités de microbiologie et de biochimie

L'analyse des paramètres microbiologiques des aliments pour animaux, notamment la vérification de l'absence de salmonelles, la détermination et la classification des germes totaux, des levures et des moisissures est une des missions du service. La majorité de ces analyses sont effectuées pour le contrôle officiel des aliments pour animaux de l'ASTA. En 2012 des efforts considérables ont été faits pour préparer l'accréditation selon ISO 17025 de l'unité de microbiologie, notamment l'analyse des salmonelles dans les aliments pour animaux, l'audit initial d'accréditation étant prévu pour 2013.

Le laboratoire de microbiologie recherche en outre les salmonelles et les entérobactéries dans les boues d'épuration, ainsi que les germes totaux et les germes coliformes dans les eaux d'abreuvement dans le but d'évaluer la qualité microbiologique de celles-ci.

L'analyse des céréales panifiables et fourragères est une activité importante pour le service. Dans ce cadre, le service effectue les analyses des échantillons des essais variétaux du LTAE et de l'IBLA, ainsi que des champs d'essais d'Everlange du LTAE.

Le tableau 9 ci-après résume le nombre et les types d'analyses effectués, ainsi que l'évolution des activités :

Tableau 9 : Evolution de l'activité analytique des unités microbiologie et biochimie : 2008-2012

Domaine	Paramètres analysés	Nombre d'échantillons				
		2008	2009	2010	2011	2012
Contrôle des aliments pour animaux	Salmonelles, levures et moisissures, germes totaux, qualité microbiologique	132	84	160	112	94
Autres analyses d'aliments pour animaux et eaux d'abreuvement	Salmonelles, levures et moisissures, germes totaux, qualité microbiologique, germes coliformes	31	24	29	29	58
Analyse de boues d'épuration	Salmonelles, entérobactéries	48	62	44	30	22
Céréales panifiables / céréales fourragères	Indice de Hagberg, indice de Zeleny, protéines, teneur en eau	153	266	1359	264	556

c) Les autres activités du service

- la présidence du Comité d'accréditation institué auprès du ministre de l'Economie. La mission principale dudit comité est de donner son avis sur l'octroi, l'extension, le maintien, la prolongation et le retrait d'une accréditation ;
- la participation à l'organisation des formations INAP dans le cadre du projet spécifique « Plan de formation pour les agents des laboratoires et des organismes d'inspection » / organisation de formations internes pour le service de microbiologie et de biochimie et pour la division des laboratoires ;
- la collaboration avec le CRP Gabriel Lippmann dans le cadre du projet de recherche sur le développement et la validation d'un système de screening antibiotiques dans les aliments pour animaux ;
- la participation au congrès de l'ISTA à Venlo qui est la plateforme pour l'échange scientifique et l'adaptation des méthodes dans le domaine de l'analyse des semences ;
- la mise en œuvre et la gestion du système qualité de la division des laboratoires, assurées par le chef du service de microbiologie et de biochimie.

4. Le service de contrôle du lait cru

Depuis sa création en 1991, les compétences du service de contrôle du lait cru englobent la détermination officielle de la qualité et de la composition du lait cru fourni par les producteurs luxembourgeois aux laiteries. Ceci, en vue d'un paiement conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 23 mars 1988 concernant l'établissement et le contrôle des décomptes entre les acheteurs et les producteurs de lait.

Depuis septembre 2011, le service se voit confier des nouvelles missions telles que les analyses physicochimiques et microbiologiques du lait et des produits laitiers, auparavant effectuées au service de microbiologie et de biochimie, afin de concentrer toute activité analytique de contrôle laitier dans un seul service.

Le contrôle officiel du lait cru

Les analyses dans le cadre du contrôle officiel du lait cru consistent dans la détermination de la composition (teneur en matière grasse et en protéines, point de congélation, teneur en urée, teneur en lactose et l'extrait sec dégraissé), la

détermination de la qualité bactériologique (teneur en germes totaux), la teneur en cellules somatiques et de l'absence en substances inhibitrices

Le nombre total des échantillons officiels de lait cru analysés en 2012 s'élève à 86.194.

La détermination de la teneur en matière grasse, en protéines, en urée, en lactose et de l'extrait sec

Concernant la détermination de la teneur en matière grasse, en protéines, en urée, en lactose et de l'extrait sec sur les échantillons officiels de lait cru, 10 échantillons au maximum de chaque producteur sont analysés mensuellement à l'aide d'un spectromètre infrarouge (MilkoScan de Foss).

A la fin de chaque mois la moyenne arithmétique des résultats individuels du mois courant est calculée. La teneur en urée et en lactose et l'extrait sec ne sont pas prises en compte pour le décompte entre acheteur et producteur et sont ainsi déterminés qu'à titre informatif pour l'agriculteur.

La détermination de la teneur en cellules somatiques

Quant à la teneur en cellules somatiques, celle-ci est déterminée 2 fois par mois au maximum à l'aide d'un compteur fluoro-opto-électronique (Fossomatic de Foss). La moyenne géométrique des résultats de trois mois consécutifs ne doit pas dépasser 400.000 cellules/ml. Cette dernière étant une norme de qualité européenne, prescrite par la directive CEE 853/2004. L'année passée un nombre exemplaire de 98,64 % des producteurs ont respecté cette norme. Un classement en première catégorie de qualité hygiénique est atteint pour une moyenne géométrique ne dépassant pas 250.000 cellules/ml. En 2012, 83,60 % des agriculteurs ont pu remplir ces conditions.

La détermination de la teneur en germes totaux

La teneur en germes totaux est contrôlée, comme les cellules somatiques, 2 fois par mois au maximum à l'aide du Bactoscan de Foss, utilisant la technologie de la cytométrie de flux, avec détection des bactéries par microscopie épifluorescente. A partir des résultats constatés sur une période de deux mois est calculée la moyenne géométrique qui doit être au maximum 100.000 ufc/ml (directive CEE 853/2004). 99,07 % des producteurs n'ont pas dépassé cette norme et même 96,17% ont pu se classer dans la première catégorie de qualité hygiénique avec un nombre de germes totaux inférieur ou égal à 50.000 ufc/ml.

La détermination du point de congélation

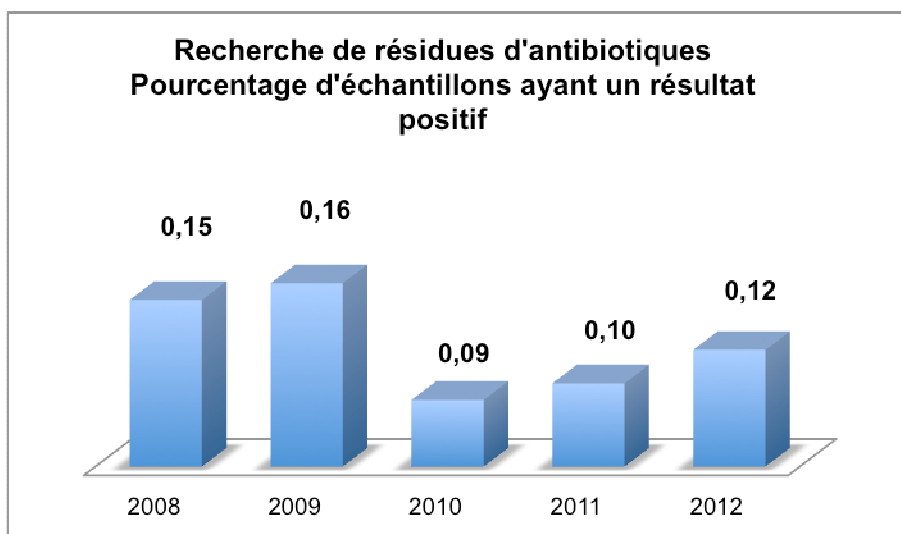
Le point de congélation, comme étant un indicateur pour l'addition d'eau dans le lait, est déterminé au maximum 10 fois par mois par spectroscopie infrarouge (MilkoScan de Foss). A la fin de chaque mois la moyenne arithmétique des résultats individuels du mois courant est calculée.

La recherche de résidus d'antibiotiques

La teneur en résidus d'antibiotiques du lait cru ne peut dépasser les seuils indiqués dans la réglementation européenne (CE) n° 470/2009 du Conseil du 6 mai 2009 établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites de résidus des substances pharmacologiquement actives dans les aliments d'origine animale et dans la réglementation (UE) n° 37/2010 de la commission relatif aux

substances pharmacologiquement actives et à leur classification en ce qui concerne les limites maximales de résidus dans les aliments d'origine animale.

Deux fois par mois au maximum et à la demande des laiteries, notamment après qu'un camion-citerne s'est avéré positif à la réception de la laiterie, un screening d'antibiotiques est effectué sur les échantillons officiels de lait cru.



Le graphique ci-dessus visualise le pourcentage des échantillons décelés positifs au cours des dernières années. En 2012, 0,12 % des échantillons ont été testés positifs sur 16.667 échantillons examinés. Ce chiffre étant légèrement plus haut par rapport à celui de l'année 2011, mais visiblement plus faible par rapport à ceux de 2008 et 2009.

A part du contrôle des échantillons de lait cru de vache officiels, le service effectue aussi un contrôle régulier des échantillons de laits en provenance de fromageries à savoir de la fromagerie de Luxembourg, de la fromagerie Schmalen-Brouwer et de la fromagerie Baltes. En total, 552 échantillons ont été évalués au cours de l'année 2012 sur leur qualité, ainsi que sur leur composition.

Les agriculteurs sollicitent de temps en temps le service pour une analyse de lait cru de leurs vaches individuelles ou de leur lait de tank, notamment pour un dénombrement des germes totaux ou des cellules somatiques ou pour une recherche de résidus d'antibiotiques. Un total de 1823 échantillons privés ont été analysés tout au long de l'année passée.

Les résultats sont mis régulièrement à disposition des producteurs et des laiteries. Via le site internet www.mellechlabo.etat.lu à l'aide d'un mot de passe, les agriculteurs peuvent accéder à leurs résultats à tout moment. A la fin de chaque mois un récapitulatif de tous leurs résultats du mois en question leur est envoyé par courrier.

Les laiteries sont informées journalièrement et mensuellement de l'ensemble des résultats de leurs producteurs.

Après dépassement des limites des critères de la première catégorie de qualité hygiénique (germes totaux < 50.000 cfu/ml; cellules somatiques < 250.000 cellules/ml et présence de résidus d'antibiotiques) les agriculteurs sont avertis par courrier qui leur permet de réagir par la suite.

L'exactitude des résultats pour la détermination de la composition et de la qualité du lait est assuré par un bon nombre de contrôles internes, ainsi que

l'adhésion à la guidance scientifique du Département Qualités des Productions Agricoles du Centre wallon de Recherches agronomiques de la Région wallon (DQPA) et l'Institut voor Landbouw-en Visserijonderzoek van de Vlaamse Overheid (ILVO) qui est un accompagnement scientifique des laboratoires interprofessionnelles belges. Dans le cadre de la guidance, le service participe mensuellement à des analyses comparatives pour chacun des paramètres de la composition (matière grasse et protéines) et de la qualité du lait (germes totaux, cellules somatiques et point de congélation). Pour vérifier et ajuster, le cas échéant, l'étalonnage du spectromètre infrarouge, un échantillon de référence est constitué tous les deux semaines par le service. Celui-ci est préparé à partir de laits représentatifs de la production laitière luxembourgeoise. Trois laboratoires experts belges, ainsi que le laboratoire à Ettelbruck déterminent les valeurs de référence de la matière grasse, des protéines et de la matière sèche. Ces laits de référence sont distribués aux laboratoires des deux laiteries luxembourgeoises, ainsi qu'au laboratoire de Convis, qui effectue les contrôles des vaches individuelles et des exploitations membres. A part du lait de référence susmentionné, un lait étalon allemand analysé par huit laboratoires et livrant des valeurs de référence pour sept paramètres est utilisé quotidiennement afin de contrôler le bon fonctionnement de notre MilkoScan.

Deux fois par an, un étalonnage est réalisé à l'aide d'échantillons recombinaisonnés à teneurs croissantes en matière grasse et en protéines constitués à partir de laits de mélange luxembourgeois. Ils sont préparés selon une norme internationale qui consiste en une recombinaison de crème, de lait écrémé, de rétentat et de perméat. Les valeurs de référence de la matière grasse et des par le laboratoire à Ettelbruck. Les laboratoires des 2 laiteries luxembourgeoises et le laboratoire de Convis, recevant les mêmes échantillons, procèdent également à l'étalonnage bisannuel de leurs appareils. Ceci permet d'assurer un étalonnage équivalent de tous les spectromètres infrarouges belges et luxembourgeois.

A des fins de vérification journalière des appareils, le service utilise entre autres, des étalons de référence certifiée pour les cellules somatiques et les germes totaux.

Le contrôle physico-chimique et microbiologique du lait et des produits laitiers

Depuis septembre 2011, les analyses du lait et des produits laitiers sont coordonnées et gérées par le chef de service du contrôle du lait cru.

En ce qui concerne le lait et les produits laitiers, la tâche consiste notamment en l'analyse du beurre dans le cadre de la Marque Nationale du Beurre, ainsi que du beurre subventionné contrôlé par le service d'économie rural.

En plus est effectuée deux à trois fois par mois l'analyse des échantillons étalons de lait utilisé pour la calibration du MilkoScan.

Le tableau 10 donne un aperçu de l'évolution de l'activité analytique entre 2008 et 2012.

Tableau 10 Evolution de l'activité analytique 2008-2012

Domaine	Paramètres analysés	Nombre d'échantillons				
		2008	2009	2010	2011	2012
Analyse du beurre subventionné	Germes coliformes, levures et moisissures, teneur en eau, matière sèche non grasse, matière grasse, indice de peroxyde	233	44	9	4	1
Marque Nationale du Beurre	Germes coliformes, levures et moisissures, teneur en eau, matière sèche non grasse, matière grasse, indice d'iode, phosphatase	30	30	30	33	32
Analyse du lait étalon pour le laboratoire du lait cru	Protéines, matière grasse, matière sèche	96	96	96	107	123
Analyse d'autres produits laitiers	Germes coliformes, levures et moisissures, germes totaux, germes contaminants, protéines, matière grasse, matière sèche	30	32	96	80	42

5. La Marque Nationale des eaux-de-vie luxemburgeoises

Le tableau 11 indique les résultats de la commission de contrôle de la marque nationale des eaux-de-vie en 2012 par rapport à 2011 et par rapport à la moyenne pluriannuelle.

Il en résulte que le volume des eaux-de-vie présentées a baissé légèrement comparé à celui de 2011. Le pourcentage d'admission a diminué de 7 pourcent par rapport à celui de l'année 2011 et se situe avec 79 points sensiblement en-dessous de la moyenne pluriannuelle.

Tableau 11 : Comparaison des résultats de 2012 de la Commission de Contrôle de la Marque Nationale des Eaux-de-vie par rapport à 2011 et par rapport à la moyenne pluriannuelle.

Nature et espèce	Volumes des eaux-de-vie présentés en litre			Pourcentage d'admission/ volumes présentés		
	Moyenne 1986-2010	2011	2012	Moyenne 1986-2010	2011	2012
Cidre	323	330	50	100	100	100
Coing	185	210	800	85	100	91
Framboise	433	520	505	85	76	76
Grain	1.180	855	95	83	100	100
Kirsch	1.251	885	1.030	72	93	84
Lie de vin	310	60	380	92	100	100
Marc	973	2.385	1.870	84	53	97
Mirabelle	5.825	6.375	4.510	80	98	88
Mûre sauvage	12	-	-	100	-	-
Neelchesbiren	1.209	960	1.500	86	69	53
Poire	884	75	475	82	100	79
Poire Williams	1.893	4.060	2.520	78	77	84
Pomme	2.218	925	2.435	89	100	90
Prunelle	291	95	270	66	100	100
Quetsche	1.986	865	1.495	85	100	61
Spieren	97	-	-	95	-	-
Sureau	117	65	-	76	100	-
Total	19.044	18.665	17.935	82	86	79

X. L'ADMINISTRATION DES SERVICES VETERINAIRES (ASV)

L'Administration des Services Vétérinaires se compose de deux entités : l'Inspection Vétérinaire et le Laboratoire de Médecine Vétérinaire. D'un point de vue législatif, cette organisation est inscrite dans la loi modifiée du 29 août 1976 portant création de l'Administration des Services Vétérinaires qui définit les tâches de notre Administration ainsi que le cadre du personnel pour effectuer ces dernières.

Depuis 1976 les tâches de l'Administration des Services Vétérinaires ont subi des modifications considérables. C'est pourquoi une réorganisation des tâches s'est avérée nécessaire et l'Administration des Services Vétérinaires a été réorganisée en divisions qui tiennent compte d'un travail de plus en plus spécialisé.

Trois divisions ont été créées ainsi au niveau de l'Inspection Vétérinaire, à savoir :

- Santé Animale ;
- Santé Publique ;
- Poste d'Inspection Frontalier.

Le Laboratoire de Médecine Vétérinaire constitue la 4^e division de l'Administration des Services Vétérinaires. Afin de fournir un cadre juridique à cette réorganisation, un projet de loi est en cours d'élaboration.

En ce qui concerne la santé animale, malgré une alerte en début d'année, l'année 2012 s'est déroulée sans crise sanitaire majeure. En effet, le premier cas du virus de « Schmallenberg » a été détecté à la mi-février par le Laboratoire de Médecine Vétérinaire sur un mouton alors que nos pays voisins avaient déjà signalé des cas en décembre 2011.

A côté de la surveillance de l'état sanitaire du cheptel agricole moyennant les différents programmes de surveillance et de lutte (B.V.D., para-tuberculose, I.B.R., Salmonelles), l'Administration des Services Vétérinaires a été confrontée par l'importation non-conforme de chiens en provenance de pays de l'U.E. et de pays tiers en vue de leur commercialisation. Cette pratique représente un risque sanitaire pour notre pays suite à une éventuelle introduction du virus de la rage.

Les contrôles concernant l'importation d'animaux en provenance de pays tiers sont effectués au niveau de l'unique point d'entrée dans l'U.E. qui se situe pour le Luxembourg à l'aéroport Findel. Le contrôle des flux non-commerciaux des animaux de compagnie accompagnant leurs propriétaires est pris en charge par l'Administration des Douanes. Les flux commerciaux d'animaux de toutes espèces sont contrôlés par l'Administration des Services Vétérinaires au niveau du poste d'inspection frontalier (P.I.F.). A ce niveau est également contrôlée l'importation des produits d'origine animale en vue de leur conformité avec la sécurité alimentaire.

Le contrôle des denrées alimentaires d'origine animale, en vue de la protection de la santé publique, est une autre mission importante de l'Administration des Services Vétérinaires. Ce contrôle est réalisé grâce à des inspections des établissements (abattoirs, salles de découpes, ateliers de production, boucheries, poissonneries). A ce sujet, on peut signaler qu'au site de l'abattoir d'Esch/Alzette, les activités d'abattage ont été arrêtées en date du 1^{er} juillet 2012. Les tâches de la division « Santé publique » ne se limitent pas aux inspections, mais comportent également des prélèvements d'échantillons en vue de leur analyse au Laboratoire de Médecine Vétérinaire ainsi que la gestion des alertes rapides qui sont communiquées par la Commission Européenne concernant des denrées alimentaires non-conformes mises sur notre marché national par des établissements situés dans d'autres pays de l'U.E.

D'autres sujets importants traités par l'Administration des Services Vétérinaires en 2012 sont l'anti-biorésistance ainsi que le Campylobacter, un agent zoonotique déclaré comme priorité nationale et pour lequel un programme de recherche au niveau des denrées alimentaires et des animaux vivants a été mis en place en 2012.

Une mission importante qui couvre toutes les divisions de l'Administration des Services Vétérinaires est celle du contrôle du bien-être animal. En effet, il s'effectue au niveau de la détention des animaux, de leur transport ainsi qu'au moment de leur abattage pour les animaux destinés à la production des denrées alimentaires.

A côté d'un contrôle sur le terrain, l'Administration des Services Vétérinaires participe aussi à l'élaboration des textes législatifs couvrant les différentes missions et dans ce cadre les vétérinaires de l'Administration des Services Vétérinaires participent à de nombreuses réunions aussi bien au niveau communautaire (Commission Européenne, Conseil, E.F.S.A.) qu'international (O.I.E.).

A. La structure de l'ASV

L'ASV comprend 4 divisions :

- Santé Animale
- Santé Publique
- Poste d'Inspection Frontalier (PIF)
- Laboratoire de Médecine Vétérinaire (LMVE).

Les attributions des différentes divisions de l'ASV sont les suivantes :

- Contrôles du statut sanitaire du bétail et des animaux en général
- Contrôles du respect du bien-être animal à différents niveaux
- Contrôles relatifs à la sécurité des denrées alimentaires d'origine animale
- Contrôles des mesures relatives à l'importation d'animaux vivants et de produits d'origine animale
- Analyses des échantillons prélevés dans le cadre des contrôles mentionnés ci-avant.

L'ASV travaille sous la double tutelle du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et du Ministère de la Santé.

B. La situation sanitaire

1. Le bulletin sanitaire 2012

Maladies de la liste O.I.E.	Foyers ou cas apparus	Foyers existants à la fin du mois	Localisation géographique
Peste porcine classique	néant		
- porcs domestiques	néant		
- sangliers	néant		
Fièvre catarrhale ovine	néant		
Encéphalopathie spongiforme bovine	néant		
Brucellose bovine	néant		
Rage	néant		
Leucose bovine enzootique	néant		
Maladie d'Aujeszky	néant		
Tuberculose aviaire	néant		
Psittacose	néant		
Laryngo-trachéite infectieuse	néant		
Varroase	néant		
Nosémosse	néant		
Loque américaine	néant		
Maladie hémorragique des lapins (RHD)	néant		
Myxomatose	néant		
Septicémie hémorragique virale	néant		
Herpès virose de la carpe Koi	néant		
Virus de Schmallenberg	24 cas		

2. La peste porcine classique (PPC)

Le dernier cas de PPC chez les porcs domestiques au Luxembourg remonte à l'année 2003.

La surveillance de cette maladie est assurée actuellement par examen sérologique et par analyse P.C.R. des sangliers abattus et livrés au centre de traitement de gibier avant la mise sur le marché. L'analyse P.C.R. est effectuée sur amygdale tandis que la sérologie est effectuée, si possible, sur le sang récolté par le chasseur sur le lieu de chasse.

Vu la densité de la population des sangliers, des mesures de biosécurité sont à observer au niveau des exploitations porcines. Ces mesures consistent dans la construction de clôtures autour des porcheries et dans l'installation de sas d'entrée équipés de dispositifs et matériels de désinfection.

Actuellement la réapparition de la PPC dans les pays baltiques a interpellé l'attention des États membres de l'U.E. et a entraîné une prudence renforcée par rapport à cette épizootie porcine.

3. Les encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST)

Les EST sont des maladies marquées par une dégénérescence vacuolaire des neurones de la substance grise, progressive et fatale. Les espèces animales atteintes par la maladie sont :

- les bovins (maladie de la vache folle ou E.S.B.)
- les ovins et caprins (scrapie).

Le Luxembourg a connu à ce jour 3 cas d'E.S.B. (1997, 2002 et 2005) tandis qu'aucun cas de scrapie n'a été détecté dans la population ovine et caprine.

Dans le contexte d'une évolution favorable de l'ESB dans les pays de l'UE, la Commission européenne a publié en décembre 2010 la feuille de route N° 2 pour les EST mentionnant les objectifs stratégiques suivants :

- garantir et maintenir le niveau actuel de protection des consommateurs en continuant d'assurer l'élimination sûre des MRS (matériels à risque spécifié) en envisageant une éventuelle modification de la liste des MRS compte tenu des nouveaux avis scientifiques ;
- réexaminer certains aspects de l'interdiction totale des farines animales actuellement en vigueur, sous certaines conditions ;
- réexaminer la politique d'abattage dans les troupeaux infectés par l'ESB ;
- adapter les mesures d'éradication actuellement appliquées dans les cheptels ovins et caprins infectés par une EST de manière à les conformer aux connaissances scientifiques les plus récentes et de créer des outils durables pour contrôler les EST dans les cheptels de petits ruminants de l'U.E. ;
- continuer à encourager le développement des meilleurs tests rapides existant pour la détection des EST.

En 2012, les catégories d'animaux suivants ont été soumises à un test EST :

Nombre de tests d'EST effectués en 2012	
BOVINS	
Animaux morts	2.170
Animaux présentés à l'abattage d'urgence	1
Animaux sains abattus pour la consommation humaine	3.325
Animaux suspects	2
OVINS	
Animaux morts (> 18 mois)	280
Animaux sains abattus pour la consommation humaine (> 18 mois)	205
CAPRINS	
Animaux morts (> 18 mois)	113
Animaux sains abattus pour la consommation humaine (> 18 mois)	229
CERVIDES :	
Animaux abattus à la chasse (> 18 mois)	0
T O T A L	6.325

Tous les tests ont donné un résultat négatif.

Evolution du nombre de cas positif de BSE dans les 27 États Membres depuis la mise en place du testage systématique en 2001:

2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
2.166	2.124	1.376	865	561	320	175	125	67	45	28	18

Suite à cette évolution très favorable, il est prévu d'arrêter au cours de l'année 2013 le testage systématique des bovins soumis à l'abattage en vue de la consommation humaine.

4. Le virus de Schmallerberg

En décembre 2011 le virus de Schmallerberg a été identifié pour la première fois en Europe par le « Friedrich-Löffler Institut » en Allemagne. Les symptômes causés par ce virus ont été détectés pour la première fois en Allemagne dans une ferme de la ville de Schmallerberg sur des bovins qui manifestaient de la diarrhée, de la fièvre et une baisse de production laitière. Les mêmes syndromes ont apparu en septembre et octobre 2011 dans d'autres exploitations en Allemagne et aux Pays-

Bas. Ce phénomène représente la phase aigüe, virémique de la maladie qui était suivie en décembre 2011 et durant les premiers mois de l'année 2012 par des malformations congénitales détectées sur des agneaux et des veaux nouveau-nés. Les malformations décrites sont les suivantes : arthrogrypose, hydrocéphalie, anencéphalie, torticolis et cyphose.

Après l'Allemagne et les Pays-Bas d'autres pays ont déclaré l'apparition de la maladie, à savoir : Belgique, France, Italie, Espagne, Royaume-Uni, Suisse ; le premier cas détecté au Luxembourg date de la mi-février 2012.

En ce qui concerne l'agent responsable, il s'agit d'un orthobunyavirus dont la famille compte 170 virus répartis en 48 espèces et plusieurs sérogroupes. Le virus de Schmallerberg fait partie de la sérogruppe Limbu dont certains virus existent en Asie, en Australie et au Japon, mais n'ont jamais été détectés en Europe.

Le virus se transmet par des piqûres de vecteurs (culicoïdes) ainsi que par voie transplacentaire, ce qui explique les malformations congénitales observées.

Plusieurs études ont montré que le virus n'a pas de caractère zoonotique, c.à.d. n'est pas susceptible de se transmettre à l'homme.

Malgré de grandes différences au niveau de la pathologie, on observe néanmoins certaines similitudes épidémiologiques entre ce virus et celui de la fièvre catarrhale ovine (F.C.O.). Les deux virus se transmettent de façon indirecte par des vecteurs, surtout chez les ruminants. Les deux maladies ont apparu en Europe Centrale dans la région des Pays-Bas et de l'Allemagne et se sont répandues de façon rapide sur les pays avoisinants.

5. La fièvre aphteuse

Le Luxembourg a connu son dernier foyer de fièvre aphteuse en 1964.

Une vigilance permanente est maintenue en place au niveau de l'Administration des Services Vétérinaires aux fins de prévenir pour autant que possible l'introduction sur notre territoire de cette maladie hautement contagieuse et dès lors des conséquences socio-économiques désastreuses.

Le risque d'introduction de la fièvre aphteuse, soit par le biais d'animaux vivants sensibles à la maladie, soit par leurs produits, est toujours présent à partir de pays comme la Bulgarie ou la Turquie dans lesquels la maladie sévit toujours.

Un exercice de simulation est planifié pour fin 2013, en collaboration avec les autorités allemandes.

6. La rage

Le Grand-Duché de Luxembourg est déclaré pays officiellement indemne de la rage par l'Office International des Epizooties en juillet 2001.

Le dernier cas de rage diagnostiqué remonte au 15 janvier 1999 chez un poney localisé à Noertrange.

La surveillance en matière de la rage va se concentrer également en 2013 dans notre pays sur l'examen de laboratoire des renards et des animaux domestiques et sauvages morts avec des symptômes neurologiques.

A noter que cette zoonose connaît actuellement une recrudescence en Roumanie, en Grèce et dans d'autres pays de l'est de l'Europe.

D'autre part une vigilance accrue est toujours à respecter par rapport aux animaux de compagnie importés à partir du nord de l'Afrique où la rage continue à persister de manière endémique.

7. La tuberculose, la brucellose et la leucose bovine enzootique

Le Luxembourg est officiellement indemne de tuberculose, de leucose et de brucellose bovine au regard de la réglementation européenne.

Une surveillance en matière de tuberculose est en place par l'inspection des carcasses aux abattoirs. De même les importations à l'origine de régions ou pays de l'Union européenne non-indemnes sont contrôlées quant aux garanties en matière de tuberculose.

En matière de brucellose, la surveillance se fait sur le lait de collecte. Au cours de l'année 2012 sur 752 échantillons de lait de collecte testés, 3 étaient positifs en brucellose et 1 douteux. Les exploitations d'origine ont été soumises à un screening complet par test ELISA sur sang résultant en un total de 575 tests. Les 5 animaux détectés positifs lors de ce screening ont été abattus et les détenteurs ont été indemnisés.

Les laits de collecte ont été soumis parallèlement à un test ELISA pour la détection d'anticorps de leucose bovine. Sur les 752 échantillons testés 3 se sont révélés positifs et le cheptel total de deux exploitations a été soumis à un contrôle sur base individuelle. Tous les échantillons individuels ont été testés négatif après confirmation par le laboratoire de référence CERVA à Bruxelles.

8. L'IBR

Le programme de lutte contre la rhinotrachéite infectieuse des bovins (IBR) connaît une lente évolution à la hausse par rapport à l'année précédente. 280 exploitations (+7% par rapport à 2011) étaient inscrites de manière volontaire dans le programme de lutte piloté par l'ASV. En nombre d'animaux, les exploitations participant au programme IBR représentent un peu plus d'un quart du cheptel luxembourgeois. La lenteur de l'évolution peut s'expliquer par l'impact économique relativement faible de cette maladie et la disponibilité sur le marché de produits vaccinaux très efficaces permettant de limiter les pertes économiques associées à l'IBR. Aussi, le programme de lutte contre l'IBR est associé à une série de mesures sanitaires relativement contraignantes, notamment l'obligation de prises de sang à intervalles réguliers et le contrôle des animaux rentrant dans un troupeau ainsi que la mise sous quarantaine. Ces éléments permettent en partie d'expliquer le manque d'engouement des exploitants pour participer au programme IBR.

Néanmoins, le contrôle de l'IBR devient un sujet d'actualité, étant donné que la Belgique a démarré un programme de lutte en 2012 et qu'un nombre considérable de bovins sont en pacage en Belgique durant la saison. Le Laboratoire de médecine vétérinaire a traité au cours de l'année 2012, 31957 analyses IBR. Il est à remarquer que la certification du statut IBR est souvent exigée lors des échanges internationaux.

Le programme IBR permet un classement des exploitations participantes en 3 statuts.

Le statut 1 est attribué aux exploitations totalement indemnes d'IBR et ne pratiquant aucune vaccination.

Le statut 2 est attribué aux exploitations indemnes de virus sauvage d'IBR, mais vaccinant.

Le statut 3 est attribué aux exploitations contenant des animaux porteurs de virus sauvage.

9. La para-tuberculose

La campagne officielle de surveillance et de lutte contre la para-tuberculose, organisée durant la période de stabulation 2011/2012, a permis de continuer à détecter respectivement les animaux séropositifs et les excréteurs du germe de cette maladie et d'en continuer l'assainissement.

Rappelons à cet effet que l'échantillonnage sérologique est opéré sur les bovins allaitants à partir de l'âge de 24 mois, alors que les vaches laitières sont analysées sur le lait.

A noter que la surveillance et la lutte contre la para-tuberculose est obligatoire pour les troupeaux laitiers et volontaire pour les troupeaux viandeux.

Les porteurs d'anticorps sont examinés, par analyse des matières fécales, afin de détecter une éventuelle excrétion du germe pathogène.

Au vu du grand risque de transmission de la maladie, surtout pour le jeune bétail, les excréteurs testés positivement sont censés être éliminés endéans les 3 semaines.

L'État subventionne cet assainissement par une indemnisation de l'ordre de 250 € par bovin éliminé.

En 2012, 295 demandes d'indemnisation ont été traitées.

La situation de la para-tuberculose au Grand-Duché présente à la fin de la campagne de surveillance et de lutte 2011/2012 (7e campagne) les chiffres individuels suivants :

Sérologie

Au total 41.139 analyses ont été faites, 30.343 sur matrice laitière et 10.796 sur des échantillons sanguins dont 450 se sont révélées positives.

Les analyses par le test P.C.R. des matières fécales prélevées sur des bovins porteurs d'anticorps ont donné les résultats suivants :

Au total 1.060 analyses ont été faites dont 315 se sont révélées positives.

Le nombre d'animaux excréteurs détectés a évolué de la façon suivante au cours des dernières années :

2006 : 830
2007 : 541
2008 : 475
2009 : 405
2010 : 469

2011 : 407
2012 : 295

10. La BVD

La campagne d'éradication de la maladie des muqueuses et de la diarrhée virale des bovins (BVD/MD), lancée en automne 2010, a connu une forte activité en 2012. La proportion du cheptel national sans statut BVD a pu être réduite à moins de 10% à la fin de l'année 2012.

Conjointement l'efficacité du programme d'éradication est surveillée de manière continue, notamment par l'analyse des biopsies cutanées des veaux nouveau-nés. La proportion de biopsies positives à l'égard de BVD a été réduite de plus de 50% au cours de l'année 2012.

L'évolution du programme d'éradication est évaluée de manière permanente par comparaison avec des programmes similaires dans d'autres régions ou pays. Avec une proportion d'animaux nouveau-nés positifs en biopsies cutanées de 0.54% à la fin de l'année 2012 (1.28 % fin 2011), le programme d'éradication poursuit son objectif prévu.

Au courant de l'année 2012 le nombre d'animaux infectés persistants (IPI) était de 167 unités, ce qui correspond à une réduction de 33% par rapport à l'année 2011 (253 unités).

Simultanément une surveillance intensive des mouvements d'animaux non testés et d'animaux testés positifs permet de réduire le risque de contagion à un minimum.

Un accent particulier est mis sur l'interdiction d'importer des animaux au Grand-Duché ne disposant pas encore d'un test BVD négatif au moment de l'arrivée.

11. La fièvre catarrhale ovine (FCO)

Le 15 février 2012 le Luxembourg a retrouvé son statut indemne de fièvre catarrhale ovine ce qui allégé fortement les conditions de commerce avec les Etats Membres non touchés par cette maladie.

Le commerce intracommunautaire d'animaux sensibles entre les membres du BENELUX peut de nouveau se faire sans garanties sanitaires additionnelles pour la FCO étant donné que la Belgique et les Pays-Bas ont également retrouvé leur indemnité.

En effet après l'année 2007, caractérisée par une véritable épidémie, l'année 2008 avec encore 21 nouveaux cas, les années 2009, 2010, 2011 et 2012 n'ont heureusement pas permis de mettre en évidence le virus de la fièvre catarrhale.

Les campagnes de vaccination obligatoires en 2008 et 2009 ont largement contribué à limiter la dispersion et le maintien de cette maladie exotique dans nos troupeaux.

Actuellement seuls le Portugal, l'Espagne, l'Italie ainsi que la Grèce sont touchés par l'un ou l'autre sérotype de la FCO.

12. La maladie d'Aujeszky

En 2012, aucun cas n'a été détecté dans nos cheptels, voilà pourquoi le statut indemne obtenu en 1999 a pu être conservé.

La surveillance pratiquée sur la population des sangliers montre cependant que ce virus circule parmi la faune sauvage.

Il est par conséquent impératif d'appliquer des mesures de protection afin d'éviter l'introduction du virus dans nos cheptels domestiques.

L'élevage porcin en plein air constitue un risque considérable et ne peut être autorisé que sous certaines conditions spécifiques.

13. L'influenza aviaire (peste aviaire – grippe aviaire)

En Europe, la grippe aviaire se manifeste régulièrement par des cas sporadiques.

Au Luxembourg, des mesures préventives ont été mises en place afin d'éviter, pour autant que possible, que notre cheptel avicole ne soit atteint par ce virus hautement pathogène susceptible de se transmettre à l'être humain, par contact prolongé et intensif avec les animaux malades.

Durant les périodes de migration printanière ou automnale des oiseaux, des mesures de biosécurité ont été mises en place. Ces mesures nous ont permis de rester indemne de cette épidémie jusqu'à ce jour. Des mesures de sensibilisation et de précaution ont été communiquées au grand public via les médias.

Un programme de surveillance active et passive de la grippe aviaire repose entre autres sur l'échantillonnage des volailles domestiques et des oiseaux sauvages.

A noter que l'échantillonnage des oiseaux sauvages est réalisé en collaboration avec les experts de la « Ligue Nationale pour la Protection des Oiseaux et de la Nature ».

En 2012, 62 analyses - provenant d'oiseaux sauvages - ont été effectuées au Laboratoire National de Santé. Tous les résultats étaient négatifs pour l'IAHP (influenza aviaire hautement pathogène).

En ce qui concerne les volailles d'élevage, 342 tests pour autruches et 362 tests pour poules ont été réalisés au laboratoire CERVA à Bruxelles. Tous ces résultats étaient également négatifs.

14. La psittacose

La psittacose est une maladie animale à caractère zoonotique, c'est-à-dire transmissible à l'homme. Il s'agit d'une maladie bactérienne causée par les chlamydies, des microorganismes intracellulaires qui affectent surtout les oiseaux domestiques et sauvages et plus particulièrement les perroquets et les pigeons. Exceptionnellement cette maladie peut être transmise par des mammifères.

Chez les animaux, la maladie passe souvent inaperçue; les symptômes suivants peuvent être observés : fièvre, diarrhée, anorexie, amaigrissement, insuffisance respiratoire et plus fréquemment conjonctivite.

Chez l'homme, la maladie se déclare après une période d'incubation de 1 - 2 semaines en moyenne. Dans de nombreux cas, l'infection est asymptomatique, tandis que dans d'autres, elle se manifeste par des symptômes de sévérité variable tels que fièvre, frissons, sueurs, douleurs musculaires, anorexie et céphalées. Le traitement de la maladie chez l'homme doit se faire à un stade précoce à l'aide d'une antibiothérapie adéquate afin d'éviter les éventuelles complications.

15. Les maladies des abeilles

Conformément au règlement grand-ducal du 23 décembre 1998, tous les apiculteurs sont tenus de faire la déclaration de leurs ruches au directeur de l'Administration des services vétérinaires. Sur base de ce recensement, on peut constater une tendance à la baisse du nombre de colonies (-700 entre avril 2011 et avril 2012). La perte de colonies (variation du nombre de colonies pré-hivernales/colonies post-hivernales) en 2012 affichait une baisse de 22% (-17% en 2011).

En 2012, le programme de surveillance des maladies des abeilles a été revu dans l'objectif de mieux répondre aux situations de crise sanitaire et de récolter des données en vue d'investiguer les facteurs potentiels à l'origine du syndrome CCD (Colony collapse disorder).

Le recensement annuel des colonies d'abeilles a été facilité pour les apiculteurs. Chaque apiculteur reçoit au début de la saison, à partir du 1^{er} avril, un formulaire pré-rempli reprenant les données signalétiques ainsi que les informations relatives aux emplacements des ruches de l'année précédente. Cette approche réduit largement le travail pour l'apiculteur et permet en même temps d'augmenter la qualité des données récoltées en vue de leur analyse aux fins de recherche. L'intégration des données géo-spatiales, coordonnées géographiques de latitude et de longitude, permet une réaction plus rapide et ciblée en cas de crise sanitaire de maladies contagieuses. Les données géographiques peuvent par ailleurs être combinées avec les données cartographiques du géo-portail de l'Administration du cadastre et de la topographie.

Des enquêtes épidémiologiques sont effectuées dans le cadre de surveillance et en cas de suspicion avec la collaboration d'experts apicoles désignés par arrêté ministériel sur base du règlement grand-ducal du 8 août 1985. La surveillance prévoit notamment un programme d'échantillonnage aléatoire en vue de la détection de la loque américaine des abeilles. 85 ruches soumises à analyse se sont révélées négatives pour *Paenibacillus larvae*, l'agent de la loque américaine des abeilles.

Les suspicions d'intoxication par les pesticides sont traitées selon une procédure standardisée. Au cours de l'année 2012, deux échantillons ont été réceptionnés au Laboratoire de médecine vétérinaire de l'État. Aucun cas d'intoxication n'a pu être confirmé par ces analyses vu que la quantité d'échantillon n'était pas conforme au standard.

L'Administration des services vétérinaires gère également la commande des médicaments destinés à la lutte contre la varroase. Les apiculteurs signalent leurs besoins en médicaments sur le formulaire de recensement annuel. La distribution des médicaments est organisée en collaboration avec les associations cantonales d'apiculteurs.

16. L'échinococcose

Par accord ministériel, il a été possible, depuis août 2001, d'intensifier la collaboration entre le "Untersuchungsinstitut für Veterinärmedizin,

Lebensmittelhygiene und Molekularbiologie in Saarbrücken" et le Laboratoire de Médecine Vétérinaire.

Les résultats d'analyses démontrent une certaine stabilité dans la prévalence des renards infestés.

C. La sécurité alimentaire

La sécurité des denrées alimentaires n'est pas seulement une priorité du Gouvernement, mais répond également à une attente du consommateur.

La nouvelle réglementation communautaire relative à la sécurité alimentaire met en évidence les principes de précaution, de responsabilité et de traçabilité en termes de production et de fabrication des denrées alimentaires alors que l'information des consommateurs en devient partie intégrante.

Dans l'esprit du suivi intégré des denrées alimentaires d'origine animale de l'étable à la table, il s'agit de la part de l'Administration des Services Vétérinaires d'assurer non seulement le statut sanitaire du cheptel national au niveau de la production primaire, mais de surveiller également les procédures et l'infrastructure des établissements actifs dans le secteur agro-alimentaire.

Cette approche intégrée implique le contrôle des quelque 50 fermes vendant et transformant des produits alimentaires provenant de leur propre production d'animaux, des quelques 200 boucheries et points de vente ainsi que des établissements agréés.

1. Le contrôle des établissements

Suite à la réorganisation de l'Administration des Services Vétérinaires, la division « Santé Publique », comprenant 4 vétérinaires officiels, effectue ces contrôles en commun avec des vétérinaires officiels affectés aux 2 abattoirs agréés au Luxembourg.

Les contrôles consistent dans la surveillance et l'appréciation de différents paramètres.

Dans chaque entreprise, l'état d'entretien et de nettoyage des infrastructures, des équipements et du matériel ainsi que le rangement et la manipulation des denrées alimentaires est évalué dans chaque local.

Au niveau de la production, les paramètres contrôlés peuvent être regroupés comme ci-dessous:

- gestion et hygiène du personnel;
- procédures de fabrication et de surveillance des produits et de l'entreprise.

En 2012, il a été procédé, en dehors du contrôle continu des établissements agréés, à 237 visites de contrôle dans 212 établissements.

Concernant les résultats de contrôle des locaux, dans un peu plus de la moitié des entreprises, l'entretien de l'infrastructure et des équipements est conforme dans tous les locaux. Cependant dans 5% des entreprises plus de 1 local sur 4 n'est pas conforme pour ces critères.

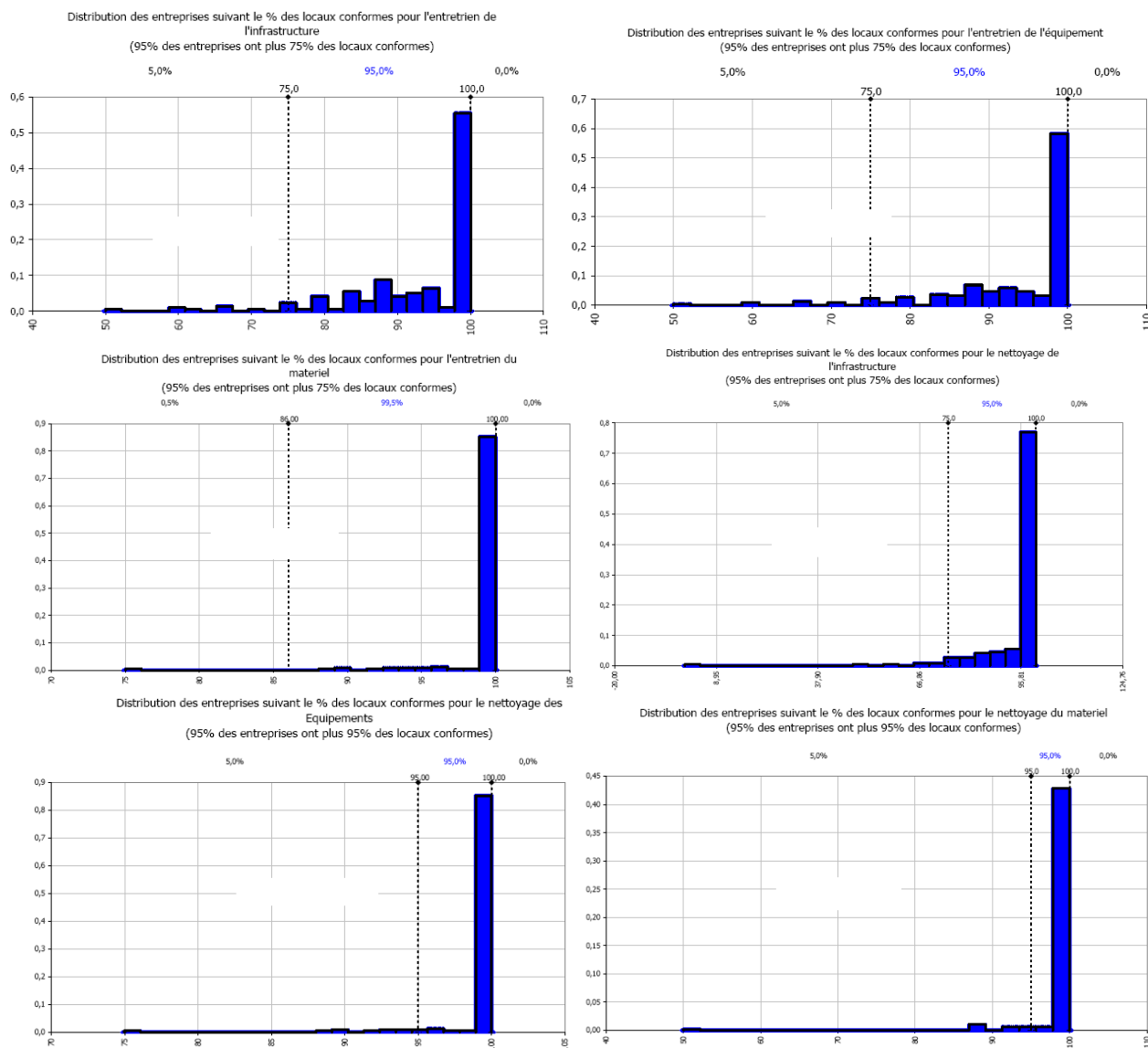
L'entretien du matériel est presque toujours conforme.

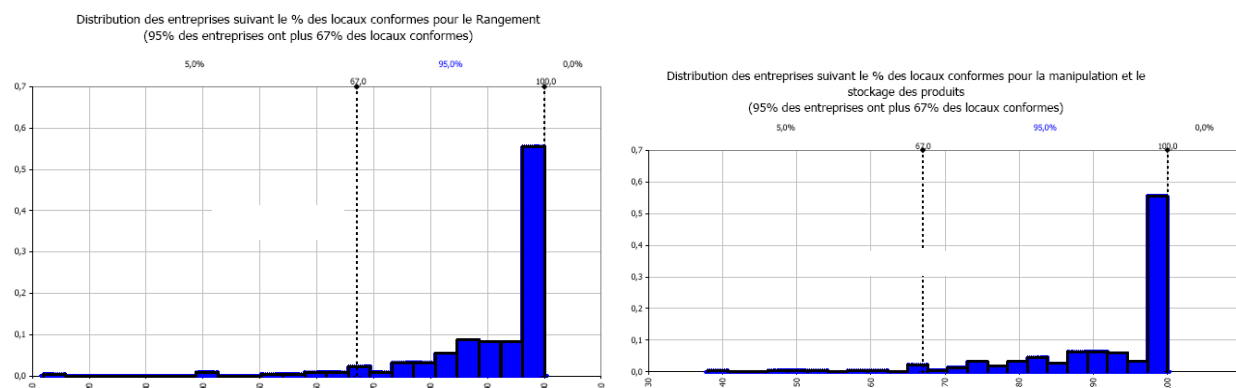
Concernant le nettoyage de l'infrastructure dans 73% des établissements tous les locaux sont conformes et pour 5% des entreprises plus de 1 local sur 4 n'est pas conforme

Le nettoyage de l'équipement et du matériel est presque toujours conforme dans toutes les entreprises.

Le rangement et la manipulation des produits nécessitent encore des efforts dans plusieurs entreprises. En effet si la moitié des entreprises est irréprochable à ce point de vue, dans 5% ces critères ne sont pas satisfaisant dans 1 local sur 3.

Résultats pour les contrôles des locaux:





Concernant les remarques relatives à la maîtrise et à la documentation de la production, plus de trois quart des entreprises sont conformes ou n'ont plus qu'un point ou deux à améliorer. On constate une nette amélioration au niveau des entreprises ne présentant plus aucune déficience. Malheureusement un quart des entreprises présentent encore de nombreuses déficiences à ce sujet. (Figure 1).

Le détail des déficiences est représenté par la Figure 2. Les déficiences les plus nombreuses concernent, l'étiquetage, la lutte contre les nuisibles, la gestion des sous-produits, le contrôle de l'eau. Nous constatons cependant qu'il y a eu beaucoup d'efforts dans de nombreuses entreprises par rapport à l'année précédente.

Figure 1

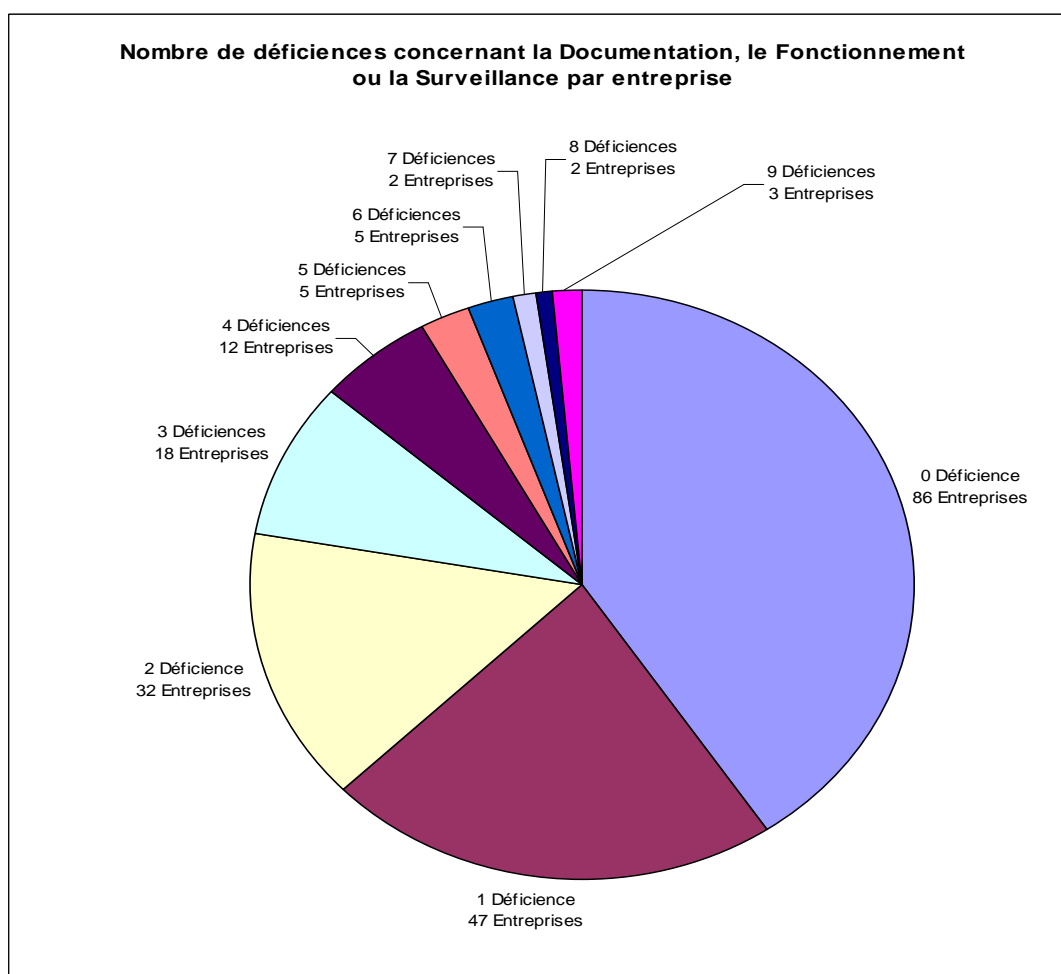
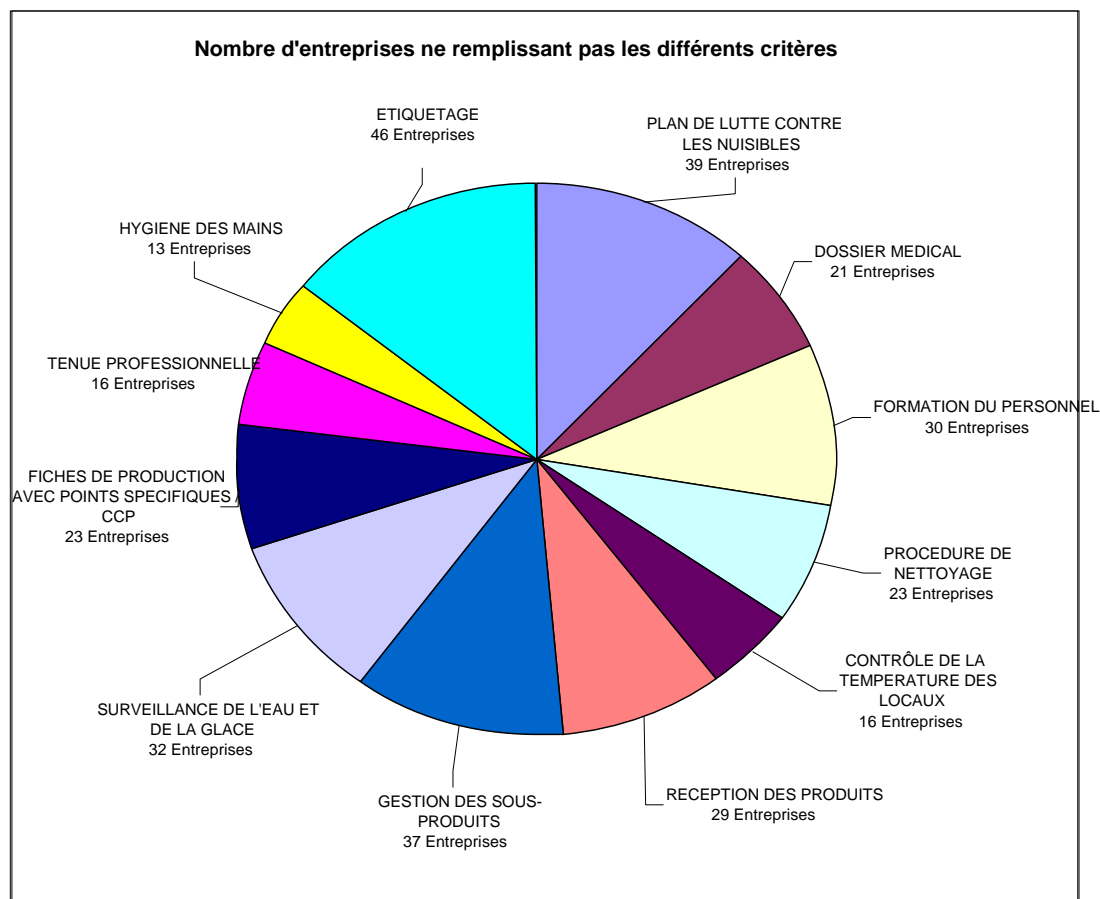


Figure 2



2. Les prélèvements d'échantillons

Suite à une recommandation de la Commission, cette année nous avons suivi le plan d'échantillonnage du règlement 2073/2005 que les entreprises doivent appliquer. Nous avons ainsi prélevé 5 échantillons par produit afin de pouvoir faire l'évaluation suivant les critères à 3 classes. Ceci implique que, comme la capacité du laboratoire est restreinte, nous avons prélevé moins de produits différents. Finalement nous constatons que les lots sur lesquels nous prélevons sont trop petits pour prendre 5 échantillons et que les résultats pour les 5 échantillons sont toujours semblables. Pour l'année 2013 nous abandonnerons cette procédure ce qui nous permettra d'augmenter de nouveau la variété des produits. Dans 127 établissements, 284 échantillons ont été prélevés en vue de la recherche de germes pathogènes (*Listeria monocytogenes*, *Salmonella*, *Escherichia Coli* O:157 H:7, *Clostridium perfringens*, *Campylobacter*, *Staphylocoques*) et de germes contaminants (*Escherichia Coli*). Sur les 284 échantillons, 9646 analyses ont été effectuées par le Laboratoire de médecine vétérinaire. Aucun *E. Coli* O:157 H:7 n'a été isolé.

Seulement dans 3 échantillons des *Salmonelles* ont été détectées ce qui constitue une nette diminution par rapport aux autres années. Il faut cependant savoir que suite au changement du plan d'échantillonnage la gamme de produits échantillonnée était plus restreinte.

Concernant les germes de *Listeria*, *Staphylocoques* et *E. Coli* il faut rester vigilant car, même s'ils ont été isolés en faible quantité et donc ne représentent pas ou peu de danger pour la santé publique, ils indiquent néanmoins que certaines entreprises doivent encore faire des progrès concernant l'hygiène.

3. Le contrôle de l'étiquetage de la viande bovine

Le contrôle de l'étiquetage de la viande bovine est réalisé par l'ASV et l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture conformément à l'article 12 du règlement grand-ducal du 8 janvier 2008 fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) no 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 en ce qui concerne l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine et du Règlement (CE) no 700/2007 du Conseil du 11 juin 2007 relatif à la commercialisation de la viande issue de bovins âgés de douze mois au plus.

En 2012, 11 échantillons de viande bovine ont été prélevés dans les établissements agréés et dans la vente de détail au consommateur final (boucherie et point de vente). Ces échantillons ont été soumis à un test ADN afin de vérifier la concordance entre les morceaux de viande et les prélèvements d'oreilles correspondants conservés à l'abattoir.

Sur les 11 échantillons, la concordance a été constatée pour 9 échantillons. Les 2 échantillons non-conformes provenaient tous de la vente au détail.

4. La surveillance de la prévalence des salmonelles chez les volailles

La réglementation communautaire sur les zoonoses, et plus spécifiquement sur les salmonelles, prescrit des programmes de surveillance à tous les stades pertinents de la production, de la transformation et de la distribution dans l'objectif de réduire la prévalence et le risque que les salmonelles représentent pour la santé publique. Ces programmes de surveillance concernent actuellement les poules pondeuses et les poulets de chair.

Au niveau de la production primaire, 211 analyses ont été réalisées chez les poules pondeuses ; pour les poulets de chair, il y en avait 136.

Il y avait 2 cas de *Salmonella enteritidis* en été 2012 ; 1 chez des poules pondeuses et 1 chez des poulets de chair.

5. Les animaux de boucherie

TOTAL des animaux abattus dans les abattoirs

	2009	2010	2011	2012
gros bovins	24787	24626	23557	22506
veaux	1354	1177	1195	1073
porcs	93710	91974	91679	101563
porcelets	42055	42443	39765	37313
chevaux	29	34	35	20
ovins	2215	1957	2000	1711
caprins	458	344	310	441
autruches	151	180	183	160
TOTAL	164759	162735	158724	164787

TOTAL des animaux abattus chez les agriculteurs pratiquant l'abattage à la ferme

	2009	2010	2011	2012
bovins	35	46	37	33
veaux	126	115	141	164
porcs	1419	1239	1254	1405
porcelets	5856	5875	5553	5845
ovins/caprins	43	42	538	542
chevaux	0	1	0	0
volailles	28888	30992	34439	60489
lapins	1541	1067	867	1679
TOTAL	37908	39377	42829	70157

Inspections du gibier dans les centres de collecte en 2012

cerfs	221
chevreuils	1999
sangliers	2317
daims	74
mouflons	0

Résultats de l'inspection des viandes en**SAISIES****1) Abattoirs**

	nombre de carcasses saisies	cadavres
gros bovins	62	4
veaux	0	0
porcs	343	127
porcelets	254	21
ovins/caprins	8	2
chevaux	0	0
TOTAL	667	154

2) Agriculteurs avec autorisation d'abattage à la ferme

	nombre de carcasses saisies	
bovins adultes	0	0
veaux	0	0
porcs	0	0
porcelets	1	0
ovins/caprins	0	0
volailles	307	0
lapins	0	0
TOTAL	308	0

D. L'organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire (OSQCA)

En 2012 le fonctionnement de l'OSQCA était assuré par 3 membres à tâche complète dont 2 agents dépendent directement de la direction du ministère de la Santé et dont 1 fonctionnaire y est délégué par l'administration des services vétérinaires. L'OSQCA compte 1 membre à tâche partielle qui est détaché de l'administration des services techniques de l'agriculture. Une révision des besoins en ressources humaines

de l'OSQCA est nécessaire pour assurer ses tâches après le départ en 2009 et 2010 de 3 agents à tâche partielle pour d'autres missions.

Le plan pluriannuel de contrôle de la chaîne alimentaire (MANCP) et son rapport annuel intégré, exigés par le règlement (CE) n°882/ 2004, sont réalisés par l'OSQCA qui met à jour et élabore ce modèle des années précédentes à l'aide des informations reçues des administrations compétentes pour les contrôles officiels. Plusieurs fiches décrivant les systèmes de contrôle en place ont été actualisées en 2012. Ce plan est accessible au public sur le site www.securite-alimentaire.lu. Le rapport annuel intégré des contrôles officiels 2011 regroupe tous les contrôles réalisés dans le cadre du règlement (CE) 882/2004 ; il a été finalisé et envoyé à la Commission européenne en décembre 2012.

L'OSQCA est le gestionnaire au Luxembourg du système d'alerte rapide pour l'alimentation humaine et animale (RASFF) de la Commission européenne. En 2012 un total de 3427 notifications ont été transmises via le système RASFF : 524 alertes, 1716 rejets aux frontières, 680 informations « pour attention » et 507 informations « pour suivi ».

Les notifications de la Commission européenne concernant le marché du Luxembourg reçues par l'OSQCA ont été transférées après une première évaluation du risque aux administrations compétentes concernées qui s'adressent aux exploitants pour prendre les mesures nécessaires et en assurer le suivi. On comptait 65 de ces notifications de produits provenant du marché européen.

Vice-versa les différentes administrations luxembourgeoises ont déclenché 8 notifications originales du Luxembourg vers le RASFF via l'OSQCA : 5 alertes, 1 rejet à la frontière et 2 informations « pour suivi ».

On peut noter l'évolution suivante en ce qui concerne les notifications originales pour le RASFF issues du Luxembourg depuis 2005 :

Luxembourg	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	7	7	10	11	16	23	25	8

Dans sa mission de point de contact national du Luxembourg en matière de sécurité alimentaire pour la Commission européenne et en tant que point focal pour l'EFSA (European food safety authority), l'OSQCA a répondu à plusieurs demandes d'information de la Commission et de l'EFSA après concertation avec les administrations nationales. Il est l'interlocuteur-coordonateur entre les instances internationales et les ministères, les administrations, les services ou les organisations scientifiques concernés.

Une autre mission de l'OSQCA est la coordination de la formation continue des agents chargés à procéder aux contrôles officiels. Ceci concerne les formations nationales en collaboration avec l'INAP et les formations à niveau européen. Dans le programme INAP « Inspections et Laboratoires » ont ainsi été organisées 6 formations nationales spécifiques s'étendant entre 1 et 6 jours pour les agents du contrôle officiel. L'OSQCA a également collaboré à la mise en place de formations prévues par les administrations destinées aux exploitants du secteur alimentaire ; ces formations sont assurées par les agents des administrations chargés de la mise en œuvre des systèmes de contrôle respectifs. Au niveau européen, où l'OSQCA fonctionne comme point de contact national pour le programme « Better Training for Safer Food (BTSF) » qui est piloté et supervisé par la Commission européenne et géré par l'Agence exécutive pour la Santé et les Consommateurs (EAHC), 27 agents du contrôle officiel luxembourgeois ont participé à 20 formations différentes.

L'Office alimentaire et vétérinaire (OAV) de la Commission européenne n'a pas réalisé de mission d'audit sur les systèmes de contrôles officiels en place au Luxembourg en 2012.

Les membres de l'OSQCA ont représenté le Luxembourg à diverses réunions auprès de la Commission européenne, de l'OAV et de l'EFSA lors de groupes de travail ayant trait à la sécurité de la chaîne alimentaire. Il a aussi représenté le Luxembourg dans quelques réunions BENELUX.

On peut noter notamment les réunions relatives à la révision du règlement CE 882/2004, au plan de contrôle national pluriannuel (MANCP), aux systèmes d'audits nationaux des administrations compétentes, au système d'alerte rapide RASFF et au programme « Better Training for Safer Food ».

L'OSQCA est représenté auprès de l'EFSA pour prendre part aux réunions des points focaux de l'EFSA et à celles traitant l'EFSA-IEP (information exchange platform). D'autres groupes de travail visités auprès de l'EFSA portent sur l'élaboration d'une base de données pan-européenne sur les habitudes de consommation de denrées alimentaires, sur la mise en place du « crisis simulation exercise de l'EFSA » et sur la discussion sur les « chemical occurrence data ».

Au cours des années, des réunions nationales sont organisées par l'OSQCA dans le but de renforcer la collaboration entre les administrations impliquées dans le contrôle de la chaîne alimentaire. Ces groupes de travail sont composés de membres de l'OSQCA et de représentants des administrations concernées par le sujet traité. Ces sujets et leurs projets qui en découlent sont fixés sur demande ou par des échanges inter-administratifs dans des groupes de travail. 4 réunions de comité de pilotage entre les membres de l'OSQCA et les directeurs et/ou les chefs de service des administrations compétentes ont eu lieu pour discuter du fonctionnement de l'OSQCA, des priorités actuelles, des stratégies à adopter et des activités de contrôle. Les groupes de travail suivant ont été réunis en 2012 : priorités nationales, campylobacter, résistance anti-microbienne, révision de règlement (CE) 882/2004.

L'OSQCA a coordonné la compilation de la réponse nationale à un questionnaire de la Commission sur la nécessité de faire un règlement sur les denrées alimentaires et aliments pour animaux sans OGM.

Le cinquième colloque « La sécurité dans mon assiette » a été organisé le 13 juin 2012 par l'OSQCA. Au cours de cette journée ont été présentés la problématique de la contamination par Campylobacter et Listéria monocytogènes, l'organisation des contrôles de la sécurité alimentaire à Malte, l'origine des arômes dans le vin, l'utilité d'une accréditation ainsi que le rôle de l'EFSA, sa présence et ses moyens dans les Etats membres. L'OSQCA a invité des représentants de la Commission européenne, de l'EFSA, des points focaux transfrontaliers et divers experts. Le colloque était bien visité de la part des administrations, des laboratoires, des exploitants et des centres de recherche publics impliqués dans la chaîne alimentaire. Il a permis de nombreux échanges entre les experts des différents secteurs actifs pour la sécurité alimentaire.

Tout au long de l'année l'OSQCA a également tenu à jour son portail internet www.securite-alimentaire.lu. L'OSQCA a traité ou redirigé vers les administrations compétentes toutes les réclamations, plaintes et demandes d'informations de citoyens en relation avec la sécurité alimentaire réceptionnées via un formulaire en ligne sur le site internet. Des fiches informatives pour le secteur ont également été publiées sur le site. L'OSQCA coopère étroitement avec l'union des consommateurs ULC et les informe de tout rappel de produit de la chaîne alimentaire. Lors des différents incidents alimentaires le portail internet sert de plus en plus de plateforme importante où les administrations peuvent insérer leurs informations destinées au public.

E. Les mouvements internationaux

1. Les échanges, importations et exportations d'animaux vivants et de produits d'animaux

Les introductions en provenance des pays de l'U.E.

espèce d'animaux	2009	2010	2011	2012
bovins d'élevage et de rente	3565	3569	3832	4310
bovins de boucherie	423	425	807	465
porcs d'élevage et de rente	60142	65502	69574	71878
porcs de boucherie	42368	49352	43358	37337
chevaux	94	258	226	369
ovins	672	313	349	691
caprins	1813	219	245	542
volailles	144619	153553	248886	207821

Les échanges à destination des pays de l'U.E

espèce d'animaux	2009	2010	2011	2012
bovins d'élevage et de rente	5775	4459	4894	4055
bovins de boucherie	20875	19706	24013	18641
veaux	12306	14698	14886	14073
porcs d'élevage et de rente	292	483	1317	1267
porcs de boucherie	53061	72794	74465	62885
porcelets	16549	17383	14444	26871
chevaux	76	276	193	173
ovins	318	489	1038	768
caprins	280	390	804	189
lapins	0	1018	440	0
autruches	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
volailles	92172	94869	90843	101969
autres	2445	n.d.	n.d.	n.d.

Le PIF - Findel

Le seul point d'entrée pour les importations en provenance des pays tiers est l'aéroport de Luxembourg (Cargocenter).

Les contrôles des importations d'animaux vivants et des produits d'animaux s'effectuent au niveau du poste d'inspection frontalier (P.I.F.) par les vétérinaires de l'Administration des Services Vétérinaires.

Les animaux vivants

Animaux	Nombre de lots	Nombre d'animaux
Chevaux	565	565
Mini chevaux	84	108
Mini ânes	14	22
Poneys	2	2
Suidés	36	1.420
Poissons tropicaux	8	48.283
Lamas	2	8
Chiens	7	13
Chats	5	9
Primates	1	2
Chiroptera	1	500
Rodentia	2	916
Léporidé	1	1
Vautour	1	1
Total	729	51.850

Les produits d'origine animale

Catégorie	Nombre de lots
Viande équine	264
Viande de bison	98
Viande bovine	1
Filets de poissons	17
Boyaux salés	116
Caviar	2
Trophées	191
Sperme bovin	42
Embryons bovins	13
Poils de chèvres	2
Peaux de chèvres	2
Sous-produits	1
Calculs biliaires	6
Réactifs de laboratoire	1
Glandes pulvérisées	2
Sérum albumine	1
Total	759

Les importations au PIF

IMPORTATIONS AU PIF					
	Nombre total de lots	Lots rejetés	Nombre d'analyses	Nombre de lots en transit	Nombre de lots en transbordement
Température ambiante	116	0	7	0	1
Réfrigéré	382	1	22	0	0
Congelé	0	0	0	0	0
Total consommation	498	1	29	0	1
Température ambiante	206	0	0	0	36
Réfrigéré	0	0	0	0	0
Congelé	55	0	0	0	2
Total non-consommation	261	0	0	0	38
Total produits	759	1	29	0	39
Ongulés	38	0	0	6	0
Équidés	665	0	18	4	219
Autres	26	0	0	0	0
Total animaux vivants	729	0	18	10	219

Les statistiques pluriannuelles

STATISTIQUES PLURIANNUELLES									
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Produits animaux									
HC	1264	704	701	827	807	779	574	566	498
NHC	1212	508	913	941	850	732	576	390	261
Total	2476	1212	1614	1768	1657	1511	1150	956	759
Animaux vivants									
Ongulés	19	22	31	15	29	85	70	55	38
Équidés	909	930	485	681	627	505	527	663	665
Autres	48	107	66	87	101	115	53	19	26
Total	976	1059	582	783	757	705	650	737	729
Total des lots	3452	2271	2196	2551	2414	2216	1800	1693	1488

Les saisies de produits d'origine animale destinés à la consommation humaine à l'Aéroport de Findel/Luxembourg

En 2012, l'Administration des Douanes et Accises a procédé à 100 saisies de colis illégaux de produits d'origine animale, notamment de :

217 kg de viande et de produits à base de viande ;
74 kg de lait et de produits laitiers ;
28 kg de produits de la pêche.

Tous ces produits ont été éliminés et détruits sous la surveillance de l'ASV.

2. Le pacage

a) Le pacage en zones étrangères de bétail luxembourgeois

Pendant la bonne saison, le bétail passe dans des pâtures transfrontalières, soit du Grand-Duché de Luxembourg vers les États membres avoisinants, soit, le cas échéant, à l'inverse à partir d'autres États membres vers le Luxembourg. Ces échanges temporaires se font sous contrôle vétérinaire et se répartissent de la façon suivante :

pays de destination	autorisations accordées	bovins	ovins	chèvres	chevaux
Belgique	77	4.597	11	0	0
France	8	328	0	0	0
Allemagne	13	496	0	0	0
Total	98	5.421	11	0	0

b) Le pacage en territoire luxembourgeois de bétail étranger

pays d'origine	autorisations accordées	bovins	ovins
Belgique	2	90	0
France	0	0	0
Allemagne	1	0	25
Total	3	90	25

A noter qu'au niveau Benelux, un accord a été élaboré en 2007 en vue d'améliorer le suivi sanitaire des animaux échangés tout en évitant la surcharge administrative.

F. Le bien-être des animaux

De par la loi, l'ASV est l'autorité compétente en matière de bien-être animal.

La surveillance du bien-être des animaux d'élevage concerne les conditions de détention, de transport et d'abattage des diverses espèces animales.

La surveillance du bien-être des animaux de production se fait partiellement en synergie avec les agents de l'Unité de Contrôle (UNICO) fonctionnant auprès du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, alors que les vétérinaires-praticiens y collaborent par deux visites annuelles des élevages dans le cadre de l'épidémiologie-surveillance.

En 2012, l'ASV a procédé à 109 visites spécifiques sur 64 exploitations.

G. Le clos d'équarrissage

Le centre de collecte intermédiaire du Clos d'Equarrissage au Schwanenthal est géré par la firme RENDAC C.E.S. sur la base d'une convention avec l'Etat luxembourgeois datée du 11 avril 2011.

Cette société assure à la fois la collecte des cadavres des animaux de production et de compagnie ainsi que les sous-produits provenant du secteur agro-alimentaire.

Dans le cadre des mesures préventives à l'égard des encéphalopathies spongiformes transmissibles, les cadavres d'animaux et les sous-produits ne sont plus

réutilisés dans la fabrication de farines animales. Depuis le 1er janvier 2001 les cadavres bovin, ovin et caprin sont systématiquement soumis à un test de détection rapide en matière des encéphalopathies spongiformes transmissibles (bovins âgés > 24 mois, ovins et caprins âgés > 18 mois).

Le tableau ci-après donne un aperçu sur le nombre de cadavres ramassés :

Avortons de bovidés	558
Veaux	10.070
Gros bovins	5.170

Total bovidés : 15.798

Déchets truies/porcelets	1.334
Porcelets	1.599
Porcs	4.048
Truies/verrats	466

Total porcins : 7.447

Divers	1.362
Volailles	511
Ovins & caprins	1.154
Chevaux & poulains	343
Agneaux	912

H. Les règlements grand-ducaux entrés en vigueur en 2012

Le règlement grand-ducal du 23 août 2012 fixant les dispositions spécifiques relatives aux mesures de lutte et d'éradication de la fièvre catarrhale du mouton ou bluetongue est entré en vigueur en 2012. Ce règlement transpose la directive 2012/5/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 portant modification de la directive 2000/75/CE du Conseil en ce qui concerne la vaccination contre la fièvre catarrhale du mouton ou bluetongue.

I. Le Laboratoire de Médecine Vétérinaire (LMVE)

L'activité annuelle du laboratoire était légèrement à la baisse en 2012 par rapport à 2011. Ceci peut être expliqué avec le lancement du programme d'éradication BVD en 2011 ce qui a engendré une hausse temporaire des analyses effectuées en 2011.

Analyses	Année	Variation
82.568	2008	
76.817	2009	-7%
111.810	2010	+46%
196.206	2011	+75%
174.471	2012	-11%

Le nombre de demandes d'analyses reçues par le LMVE en 2012 était également légèrement à la baisse en 2012.

Nombre de demandes	Année	Variation
5240	2008	
4140	2009	-21%
6014	2010	+45%
8337	2011	+39%
6227	2012	-25%

L'augmentation importante de demandes reçues en 2011 peut être attribuée au programme BVD lancé en 2011.

L'activité du laboratoire fluctue au rythme de la saison de pâturages, avec des pics notables au période de stabulation hivernale.

Mois	Nombre d'analyses
1	18.989
2	17.990
3	19.114
4	17.747
5	8.833
6	9.740
7	5.046
8	6.559
9	20.650
10	22.278
11	12.845
12	14.680

La répartition des analyses effectuées en 2012

Analyses bactériologiques	377
Antibiogramme Campylobacter	121
Aujeszký IF	12
Aujeszký-g1*	408
Autre(s) germe(s)	6
Autres parasites	10
Blue Tongue (PCR)	64
Blue Tongue-Ac *	48
Brucellose (BT porcin)	35
Brucellose (BT)	364
Brucellose (ELISA bovins)	752
Brucellose-Ac *	557
BVD (PCR)	81733
BVD IF	44
BVD-Ag *	6111
Campylobacter	254
Chlamydia IF	19
Coccidies	362
Coronavirus	274
Coronavirus IF	15
Cryptosporidies	299
E Coli K 99	264
Enterotoxine Clostridium Perfringens Alpha	69
Enterotoxine Clostridium Perfringens E	68
Examen anatomo-pathologique	81
Histologie	2
IBR IF	26
IBR-gB*	20994
IBR-gE*	10854
Leucose (Elisa)	752
Leucose-Ac*	383
Noséma apis	1
Paratb (Elisa)	30816
Paratb (PCR)	43
Paratb (PCR) *	1512
Paratub (Elisa)*	10427
Peste Porcine (PCR)	19
Peste-Ac *	295
PI3 IF	2
Rotavirus	275

RSB IF	7
Salmonella *	513
Salmonella autopsie	1
Salmonellose-Ac*	28
Schmallenberg (PCR)	44
Sous-traitance	682
Trichines digestion*	3236
Typage Salmonella *	63
Vers hépatiques	320
Vers intestinaux	463
Vers pulmonaires	220
Visna Maedi (Elisa)	146

Le laboratoire fait appel à des laboratoires de sous-traitance selon la réglementation en vigueur.

Un total 682 analyses ont été envoyés vers des laboratoires de sous-traitance pour confirmer les résultats d'analyse du LMVE ou pour analyser des paramètres non-traités au LMVE.

Nombre d'analyses	Nom analyse sous-traitant	Nom sous-traitant
1	CFT (Fixation du complément)	confirmation CERVA
2	Elisa	confirmation CERVA
3	ELISAM (Elisa Lait)	confirmation CERVA
2	IC (isolement sur culture)	confirmation CERVA
2	ID (Immunodiffusion)	confirmation CERVA
1	Isolement	confirmation CERVA
1	RB (Rose Bengale)	confirmation CERVA
1	SN (séroneutralisation)	confirmation CERVA
7	Elisa	diagnostic CERVA
1	Elisa Ac	diagnostic CERVA
3	Histologie	diagnostic CERVA
3	ID (Immunodiffusion)	diagnostic CERVA
10	IHA	diagnostic CERVA
50	IHAH5 (Inhibition Hémagglutination)	diagnostic CERVA
51	IHAH7 (Inhibition Hémagglutination)	diagnostic CERVA
2	ISO+ID (Isolement + identification)	diagnostic CERVA
1	Isolement	diagnostic CERVA
3	PCR	diagnostic CERVA
1	PCRMAE (RT-PCR)	diagnostic CERVA
2	SN (séroneutralisation)	diagnostic CERVA
2	SPCOL (Coloration spéciale)	diagnostic CERVA
1	IF	diagnostic Pasteur
7	IF (immunofluorescence)	diagnostic Pasteur
59	Identification de larve	diagnostic Saarbrücken
29	IF (immunofluorescence)	diagnostic Saarbrücken
1	Toxicologie	Julius Kühn institut
1	PCR	LNS (Laboratoire National Santé)
1	Sequencage	LNS (Laboratoire National Santé)

Afin de simplifier la communication avec les demandeurs d'analyses, une procédure de production des rapports d'analyses sous format électronique a été mise en place et sera opérationnelle au courant de l'année 2013. Ceci permettra de réduire dans certaines circonstances le délai entre l'envoi des échantillons et la réception des résultats d'analyse de plusieurs jours. L'interface entre les résultats d'analyse et les programmes de lutte contre certaines maladies a également été améliorée en vue de faciliter la gestion des statuts sanitaires des exploitations.

J. Le contrôle des denrées alimentaires à base de viande

Le laboratoire de contrôle des denrées alimentaires d'origine animale du LMVE (LMVE-DAV) a été sollicité par des demandes d'analyses concernant des aliments, des échantillons provenant d'abattoirs et de recherches de substances inhibitrices.

La microbiologie des denrées alimentaires à base de viande ou produits de la pêche

		Privés		Inspection Vétérinaire		Autres vétérinaires		DS-Secualim		Total
Demandes		4		328		9		3		345
Routine	anomalie	0	4	316	13	9	0	1	2	
Echantillons		5		1.627		45		8		1.685
routine	anomalie	0	5	1.629	10	45	0	2	6	

Il faut y ajouter 7 demandes de ringtests avec 62 échantillons et 137 analyses et 2 demandes internes avec 22 échantillons et 22 analyses.

Détails

1. Les germes pathogènes, les tests qualitatifs

Germe recherché	Positif confirmé par culture	Négatif	Non réalisé
Listeria monocytogenes	264	1.276	145
EHEC O157	0	386	1.299
Campylobacter	52	419	1214
	Campylobacter jejuni 16		
	Campylobacter coli 35		
	Campylo. jejuni+coli 1		
Salmonella Aliments positifs (en culture !):	17 dont :	1.081	587
	5 Derby		
	7 enteritidis		
	5 typhimurium monophasique		

2. Les germes en dénombrement (aliments)

Germe recherché	Limite de détection (germes/g)	Nombre d'échantillons au-delà de la limite de détection	Nombre d'échantillons en-dessous de la limite de détection (=négatifs)	Nombre d'échantillons non dénombrés
Listeria monocytogenes	10	14	250	1.421
Campylobacter	10	37	20	1.628
E. Coli	10	327	703	655
Entérobactéries	10	93	410	1.182
Clostridium perfringens*	10	122	895	668
Staphylococcus aureus*	10	405	1.131	149
Germes mésophiles	10 //	1.335	121	229
Flore lactique	(-10000**)	475	257	953

* Norme ISO

** selon la dilution

Nombre d'échantillons analysés par catégorie (en tout):

0 (= autres aliments)**	42
1 (= viande hachée)	336
2 (= viande hachée préparée)	357
3 (= préparation de viande)	268
4 (= produit à base de viande)	559
5 (= viande fraîche)	135
	1697

** 5 boyaux, 12 plats préparés, 13 œufs, 5 salades de viande, 5 salades de saumon, 2 bouillons de culture.

Projet de recherche Hypocamp sur Campylobacter

65 demandes avec 137 échantillons

	Campylobacter recherche	Campylobacter dénombrement *	Campylobacter (type)
Positif	81	23/81 (28 %)	33 coli, 47 jejuni, 1 C. coli+jejuni
Négatif	56	58/81 (72 %)	/
TOTAL	137	81	/

* positif : >limite de détection de 10 germes/g

En résumé, 417 demandes d'analyses ont été reçues, 1906 échantillons analysés et 10455 analyses réalisées (6960 dénombrements + 3517 recherches de pathogènes + 137 analyses de ringtests + 356 projet de recherche Hypocamp + 10 analyses internes).

Examens bactériologiques des carcasses suspectes dites « d'abattage d'urgence »

Pour les carcasses avec examen bactériologique, il s'agit de bovins.

Abattoir	Nombre de demandes	Nombre d'organes	Abattages d'urgence (u)	Carcasses anormales après inspection post-mortem (capm)
Esch/Alzette	11	33	1	10
Ettelbruck	8	22	4	4
Wecker	8	25	0	8
Niessen	4	15	4	0
autres	2	6	1	0
TOTAL	32	101	10	22

99 organes ont été analysés en tout :

avant-bras :	8
jarret :	10
autres muscles :	4
foie :	23
rein :	26
coeur :	28
autre :	2

Paramètres analysés pour chaque échantillon

	Salmonella	Substances inhibitrices	Coliformes **	Cocciformes **	Clostridia sulfito- réducteurs **
Positif (= culture)	0	0	67 dont 19 muscles	91 dont 40 muscles	7 dont 2 muscles
Négatif (= pas de culture)	101	53	34	10	96
Non analysé	0	48	0	0	0

** lecture du résultat semi-quantitative, il n'existe pas encore de critères officiels pour les seuils d'acceptabilité

L'examen bactériologique ne contribue qu'un élément à la prise de décision par le vétérinaire inspecteur des viandes.

En résumé, 32 demandes d'analyses ont été reçues et 524 analyses ont été réalisées pour 101 organes analysés.

Recherche de résidus

Recherche de substances inhibitrices (groupe B1) par la méthode des 4 plaques:

1 demande avec 1 échantillon de volaille a été introduite avec résultat négatif.

Le faible nombre d'échantillons s'explique du fait que la méthode utilisée n'est pas accréditée.

DAV en tout : 452 demandes ayant résulté en 10980 analyses sur 2008 échantillons.

Les analyses effectuées dans le cadre de la directive 96/23 organisant la surveillance des résidus et autres substances

Durant l'année 2012, 762 échantillons ont été prélevés dans différentes denrées alimentaires d'origine animale suivant le tableau ci-dessous.

ESPECE/PRODUIT	NOMBRE
LAIT	325
BOVINS	107
PORCS	73
ŒUFS	98
GIBIER	100
LAPINS	14
MIEL	30
OVINS	15
TOTAL	762

Sur ces 762 échantillons, 1.294 analyses ont été effectuées pour rechercher les substances des différents groupes suivant le tableau ci-dessous.

CLASSE RESIDUS	BOVINS	PORCS	OVINS	LAPINS	GIBIER	LAIT	ŒUFS	MIEL
A1	31	8	1	1	0	0	0	0
A2	4	6	1	1	0	0	0	0
A3	31	8	1	1	0	0	0	0
A4	31	8	1	1	0	0	0	0
A5	7	5	1	1	0	0	0	0
A6	14	9	1	1	0	140	17	10
B1	13	14	1	1	0	175	17	10
B2a	3	4	1	1	15	175	17	0
B2b	3	4	1	1	0	0	12	0
B2c	7	7	1	1	15	18	0	5
B2d	4	4	1	0	0	0	0	0
B2e	4	4	1	1	0	140	0	0
B2f	4	4	1	0	0	0	0	0
B3a	3	4	1	1	30	30	32	5
B3b	7	7	1	1	15	15	15	5
B3c	0	0	1	1	30	20	0	5
B3d	4	4	1	0	10	15	0	0
TOTAL	170	100	17	14	115	728	110	40

A l'exception du groupe B3c (Métaux lourds) et B3d (Mycotoxines) dans le lait, toutes les analyses ont été réalisées dans des laboratoires en Belgique.

Tous les résultats ont été satisfaisants.

Les classes

Groupe A : substances ayant un effet anabolisant et substances non-autorisées

Groupe B : Médicaments vétérinaires et contaminants

B1 substances antibactériennes, y compris les sulfamides et quinolones
 B2a anthelminthiques
 B2b coccidiostatiques
 B2c carbamates et pyréthroïdes
 B2d tranquillisants
 B2d βbl. β-blocker
 B2e AINS
 B2f corticostéroïdes
 B3a organochlorés
 B3b organophosphorés
 B3c métaux lourds
 B3d mycotoxines
 PSP, DAP, ASP biotoxines marines

XI. LA SYLVICULTURE

A. La certification des forêts

La certification des forêts est un instrument volontaire qui est susceptible de promouvoir la gestion durable des forêts. Dans le cadre de ses activités de promotion du développement durable, le Gouvernement tient depuis quelques années à soutenir les initiatives de certification en tant qu'instruments de marché volontaires.

Deux systèmes sont applicables au Luxembourg, le FSC et le PEFC. Ils ont été analysés et déclarés conformes aux critères d'une gestion durable des forêts par le Ministère du Développement Durable et des Infrastructures. Le choix de l'un ou l'autre système incombe aux propriétaires.

1. La certification FSC des forêts

En 2012, l'Administration de la nature et des forêts a contribué à la poursuite des travaux de certification FSC. Les travaux peuvent être résumés comme suit :

- certification FSC individuelle : gestion administrative, audit externe, mise en œuvre des obligations découlant de l'audit externe ;
- certification FSC de groupe : gestion administrative du groupe, audit externe, mise en œuvre des obligations découlant de l'audit externe ;
- diverses réunions avec FSC-Luxembourg.

La surface forestière certifiée FSC s'est élevée en 2012 à 20.207,93 hectares, ce qui correspond à 23 % de la surface forestière totale. L'État avec 11.880 hectares ainsi que 33 communes avec en tout 8.327,93 hectares se sont engagés dans le système FSC. Aucun propriétaire forestier privé s'est engagé dans la certification FSC.

2. La certification PEFC des forêts

En 2012, l'Administration de la nature et des forêts a contribué à la poursuite des travaux de certification PEFC. Plusieurs volets peuvent être distingués :

- la mise en œuvre du système PEFC : gestion du « Système de Management Environnemental », audit interne, audit externe terrain, audit externe des documents ;
- diverses réunions avec PEFC-Luxembourg.

Chaque pays développe son propre système (schéma) national de certification basé sur la législation nationale en vigueur et les critères, indicateurs et recommandations des Conférences Interministérielles de Protection des Forêts Européennes. Le schéma luxembourgeois de certification forestière et spécialement les normes de gestion forestière et leur mise en application sont révisées tous les 5 ans en tenant compte de nouvelles connaissances scientifiques et de l'expérience pratique.

La surface forestière certifiée PEFC s'est élevée en 2012 à 29.839,06 hectares, ce qui correspond à 33,1 % de la surface forestière totale. L'État avec 11.880 hectares, 39 communes avec en tout 14.999,93 hectares, 1 établissement public avec 691 hectares ainsi que 80 propriétaires privés avec en tout 2.267,17 hectares se sont engagés dans le système PEFC.

B. La mise en œuvre du règlement européen FLEGT

En 2012 l'Administration de la nature et des forêts a commencé avec la mise en œuvre du plan d'action FLEGT ainsi que du règlement européen EUTR.

Le plan d'action FLEGT a été adopté en 2003 par la Commission européenne (COM 2003-251). FLEGT est l'acronyme de « Forest Law Enforcement, Governance and Trade » ce qui signifie en français « Application des réglementations forestières, gouvernance et commerce » ou en allemand « Rechtsdurchsetzung, Politikgestaltung und Handel im Forstsektor ».

Il propose un programme de mesures aux différents niveaux de la filière bois (production, commerce, utilisation). Il vise à contrôler l'exploitation des forêts dans les pays producteurs de bois pour combattre l'illégalité dans le secteur, tout en supprimant le commerce de bois illégal entre ces pays et l'UE.

On entend par « bois légal » du bois qui est issu d'une exploitation respectueuse des lois du pays de récolte. Une exploitation forestière est illégale si elle enfreint la législation en vigueur dans le pays de récolte.

Le plan d'action FLEGT repose sur les deux actions principales suivantes :

- Une action destinée à développer une offre de bois garantie issue d'une récolte légale dans les pays producteurs volontaires. Il s'agit des signatures d'accords de partenariat volontaires appelés « APV ». Ces accords établissent un système de vérification de la légalité dans les pays producteurs, doublé d'un système d'autorisations à l'export (dites « autorisations FLEGT ») et de vérification de ces autorisations aux frontières de l'UE.
- L'élimination du bois illégal sur l'ensemble du marché européen.

La mise en marché de bois récolté illégalement (vente de bois illégal), ainsi que des produits dérivés de ce bois, quel que soit le lieu de récolte est interdite par le règlement européen sur le bois de l'Union Européenne appelé « EUTR ». Il établit les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché intérieur pour la première fois, ainsi que les obligations des commerçants. Le règlement EUTR vise à l'élimination complète du bois illégal sur le marché européen grâce à la mise en œuvre d'une nouvelle culture de contrôle et de responsabilité dans le secteur privé. Les opérateurs mettant du bois ou des produits dérivés pour la première fois sur le marché européen (importateurs ou exploitants forestiers) devront exercer une diligence raisonnée.

Le règlement EUTR s'applique quelle que soit la provenance du bois, UE et hors UE. Tous les produits bois et produits dérivés, sauf produits recyclés et produits imprimés sont concernés. Il entre en vigueur le 3 mars 2013 avec l'obligation d'utiliser un système de diligence raisonnée pour les opérateurs et de la traçabilité minimale pour les commerçants.

L'autorité compétente au Luxembourg est le Ministère du Développement Durable et des Infrastructures, Administration de la nature et des Forêts (ANF). Les missions de l'autorité compétentes sont les suivantes :

- L'information, la communication avec la CE et la vérification des « autorisations FLEGT » au titre du règlement FLEGT-APV.
- L'information, la communication avec la CE et la coordination des contrôles des organisations de contrôle et des opérateurs mettant du bois ou des produits dérivés sur le marché au titre du EUTR (diligence raisonnée).

- Tenue des registres de contrôle et information à la CE.
- Avis à la CE sur les reconnaissances des organisations de monitoring.

Le règlement EUTR vise avec son **système de diligence raisonnée** à développer une nouvelle culture collective de vigilance dans le secteur avant tout achat de bois ou produits de bois. Les opérateurs (importateurs, propriétaires, gestionnaires et exploitants forestiers européens, ...) sont tenus de s'assurer de la légalité du bois et des produits bois par un système de diligence raisonnée. Les opérateurs devront travailler en amont avec leurs fournisseurs pour accroître la transparence et assurer durablement la fiabilité de leurs achats.

Les opérateurs peuvent mettre en place ce système de façon individuelle ou via une organisation de contrôle, c'est-à-dire une entité qui met en place un système de diligence raisonnée et vérifie son bon usage par les opérateurs. Les organisations de contrôle sont reconnues par la Commission européenne.

Le système de diligence raisonnée comprend les éléments suivants :

- Collecte des informations
- Evaluation du risque :
- Les procédures d'évaluation du risque permettent à l'opérateur d'analyser et d'évaluer le risque que du bois issu d'une récolte illégale ou des produits dérivés soient mises sur le marché.
- Mesures de mitigation :
- Une fois ce risque analysé, l'opérateur doit prendre les mesures adaptées pour éviter le bois illégal (exemple : exigences d'informations et de documents complémentaires et/ou l'exigence d'une vérification par une tierce partie).

Le système de diligence raisonnée doit être évalué annuellement.

C. La mise en œuvre d'une politique d'achat public de bois

Suite à l'adoption par l'Union européenne du plan d'action FLEGT en 2003, les Etats membres sont invités à prendre des mesures appropriées pour contribuer à la lutte contre le commerce du bois illégal, source non négligeable de la déforestation et de la dégradation des forêts dans le monde. Le plan d'action FLEGT prévoit notamment des mesures d'aides aux pays concernés pour une meilleure gouvernance, des mesures législatives au niveau de l'Europe concernant la mise sur le marché du bois, ainsi que des mesures concernant une politique d'achat public des produits du bois provenant de sources légales et/ou durables.

Afin de participer à cet effort de bonne gouvernance et d'utilisation durable des ressources naturelles, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg est invité à mettre en place pour le 1^{er} janvier 2014 une politique d'achat public de bois et de produits de bois issus d'une gestion durable des forêts.

L'Administration de la nature et des forêts a élaboré en 2012 une proposition d'action concernant la mise en œuvre au Luxembourg d'une politique d'achat public de bois et de produits de bois issus d'une gestion durable des forêts. Cette proposition est basée sur l'expérience de mise en œuvre de plusieurs pays de l'UE et constitue une tentative d'harmonisation des approches des différents pays européens. Elle a été élaborée en partenariat avec les acteurs du Programme Forestier National et les organismes publics concernés, et elle a été soumise au Gouvernement en janvier 2013.

Dans cette proposition est fixée que la politique d'approvisionnement du gouvernement luxembourgeois pour le bois est d'acheter tout bois et tout produit ligneux, y compris les produits de papier, provenant de sources légales et durables.

Cette politique des marchés publics s'appliquera à tous les organismes publics dans les administrations et les projets qui reçoivent des fonds du gouvernement. Les communes et établissements publics seront encouragés à adopter la politique d'approvisionnement.

D. Le suivi du Programme Forestier National

Le programme forestier national (PFN) est un programme intersectoriel d'orientation stratégique pour le développement du secteur forestier en harmonie avec les autres secteurs de l'économie nationale qui est placé sous le patronage conjoint du ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural et du ministère de l'Environnement. Le PFN a pour objet d'établir un cadre social et politique pour la conservation, la gestion et le développement durable de tous les types de forêts, de façon à renforcer l'efficacité des engagements opérationnels et financiers des secteurs publics et privés.

Les travaux du 1^{er} PFN au Luxembourg ont débuté en novembre 2003 pour aboutir en mars 2004 à la formulation d'un document national de consensus reprenant les défis pour la forêt luxembourgeoise, une vision globale pour la forêt de demain, les grands objectifs et des propositions de mesures pour la forêt. Plus de 60 personnes, composés des représentants des secteurs public (ministères de l'Agriculture, des Finances, de l'Economie, de l'Environnement, du Tourisme...), privé (propriétaires, gestionnaires, exploitants, industries du bois, chambres professionnelles, Syndicats professionnels...), associatif (clubs et associations de naturalistes, sportifs, chasseurs...) et scientifique (musées, experts, bureaux d'études et centre de recherche, écoles et universités...) ont participé à ces travaux.

Une réunion de suivi a été organisée en juin 2012, pour informer les partenaires sur l'élaboration du nouveau projet de loi sur la protection de la nature et plus particulièrement la définition d'une gestion normale pour les biotopes forestiers selon l'article 17 de cette loi. Un groupe de travail a été constitué pour élaborer un guide de mise en œuvre.

E. La gestion des peuplements résineux le long des cours d'eau

Après avoir édité en 2004 un document « Umwandlung von Nadelholzbeständen in naturnahe Strukturen entlang der Fliessgewässer in Luxemburg » analysant les problèmes écologiques, économiques et paysagers liés à la présence inadaptée de résineux le long des cours d'eaux de notre pays, l'Administration de la nature et des forêts a procédé au cours de l'année 2005 à un inventaire des surfaces converties à la suite de ce projet. La conversion de ces surfaces, soit par une gestion agricole extensive, soit par la plantation de feuillus, soit par succession naturelle, a pour but de rétablir dans les vallées le paysage culturel qui existait à l'origine et d'activer ces surfaces pour la protection de l'environnement naturel. L'administration a poursuivi en 2012 en collaboration avec d'autres associations ses démarches dans le cadre du changement d'affectation des peuplements résineux longeant les cours d'eau.

F. La lutte contre les espèces invasives

Au cours de l'année 2012, l'Administration de la nature et des forêts a continué avec sa campagne de lutte contre une espèce invasive végétale très dangereuse pour l'homme : la berce du Caucase. Les agents de l'administration ont joint leurs efforts à d'autres acteurs du terrain (administration des Ponts et Chaussées, administration de la Gestion de l'eau, parcs naturels) pour éliminer ces plantes invasives.

G. Le Service des forêts

1. L'aménagement forestier

a) Les travaux d'aménagement

Les travaux d'aménagement suivants ont été réalisés en 2012 par le Service des forêts :

- plan simple de gestion 2011-2020 de la forêt communale de Weiler-la-Tour (138,81 ha) :
 - finalisation du plan
 - approbation du Conseil Communal
 - approbation du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
- plan simple de gestion 2012-2021 de la forêt communale de Mertzig (96,33 ha) :
 - finalisation du plan
 - avis de l'arrondissement
- révision estimative d'aménagement 2012-2021 de la forêt communale de Contern (275,60 ha) :
 - finalisation du plan
 - avis de l'arrondissement
 - approbation du Conseil Communal
- aménagement abrégé 2011-2020 de la forêt communale de Steinfort (133,31 ha) :
 - finalisation du plan
 - avis de l'arrondissement
 - approbation du Conseil Communal
- aménagement abrégé 2012-2021 de la forêt communale de Betzdorf (743 ha) :
 - présentation du projet à la commune
 - réunions de concertation
 - finalisation
 - avis de l'arrondissement
- aménagement abrégé 2012-2021 de la forêt communale de Niederanven (383 ha) :
 - présentation du projet à la commune
 - réunions de concertation
 - élaboration du plan
 - finalisation
- aménagement abrégé 2012-2021 de la forêt communale de Schieren (322 ha) :
 - présentation du projet à la commune
 - réunions de concertation
 - élaboration du plan
- aménagement abrégé 2012-2021 de la forêt communale de Tandel (351 ha) :
 - réunions de concertation
 - élaboration du plan
- aménagement abrégé 2012-2021 de la forêt communale de Bertrange (328 ha) :
 - présentation du projet à la commune
 - réunions de concertation
 - en phase de finalisation
- aménagement abrégé 2012-2021 de la forêt communale de Dippach (310 ha) :
 - présentation du projet à la commune
 - réunions de concertation

- élaboration du plan
- aménagement abrégé 2012-2021 de la forêt communale de Manternach (359 ha) :
 - réunions de concertation
 - élaboration du plan
- aménagement abrégé 2012-2021 de la forêt communale d'Echternach (646.62 ha) :
 - présentation du projet à la commune
 - réunions de concertation
 - élaboration du plan
- aménagement abrégé 2012-2021 de la forêt communale de Sandweiler (209 ha) :
 - présentation du projet à la commune
 - réunions de concertation
 - élaboration du plan.

b) Les modifications au niveau des instructions

Les instructions concernant les inventaires d'aménagement, ainsi que les manuels d'utilisateurs pour les applications INV-AME et CONCOP ont été retravaillés et mis à jour, la version actuelle étant celle du 15 décembre 2012. Ces instructions et manuels d'utilisateurs seront utilisés comme cahier des charges techniques pour les travaux d'inventaire forestier de l'exercice 2013.

Ces instructions peuvent être consultées sur le site Internet
http://www.environnement.public.lu/guichet_virtuel/forets/Instruct1/InstructInv2012_F/index.html.

c) Les modifications au niveau des applications INVAMEO et CONCOP

La maintenance évolutive des deux applications informatiques utilisées dans le cadre des travaux d'aménagement forestier, à savoir INVAMEO et CONCOP, a été poursuivie. Les travaux concernaient principalement :

- l'élimination de bugs et d'incohérences ;
- l'amélioration de certaines impressions ;
- la mise à jour et l'adaptation des tables de validation ;
- la gestion des versions bilingues ;
- l'amélioration de la fonctionnalité des tests d'incohérence ;
- la réorganisation des affectations (groupes et sous-groupes) ;
- la réorganisation de l'inventaire de la régénération en vue d'une amélioration dans la constitution de cartes de la régénération ;
- la création d'une fonction permettant de déplacer les données d'un parquet vers un autre ;
- la création d'un module pour les services régionaux ;
- différentes modification de la fonctionnalité d'export de données vers un format EXCEL à partir d'INV-AME ;
- modification de la fonctionnalité de modélisation (vieillir).

d) Les inventaires forestiers d'aménagement

Les inventaires suivants ont été réalisés en 2012 :

- Forêt communale de Diekirch	406,72 ha
- Forêt communale de Differdange	454,17 ha
- Forêt communale de Mersch/Est	635,71 ha
- Forêt communale de Mersch/Ouest	501,91 ha
- Forêt communale de Roeser	290,53 ha

- Forêt communale de Strassen	417,54 ha
- Forêt communale de Wormeldange	479,65 ha
- Forêt domaniale du Grunewald/Schoffiels	839,70 ha
- Total	4.025,93 ha

Les inventaires suivants ont été entamés en 2012 :

- Forêt communale de Dalheim	412,73 ha
------------------------------	-----------

2. La cartographie d'aptitude stationnelle

Le souci d'utiliser dans le cadre de régénérations naturelles ou artificielles des essences adaptées à la station est un des aspects les plus importants d'une sylviculture proche de la nature.

La carte des stations pour la propriété suivante a été réalisée en 2012 :

- Forêt communale de Betzdorf	743 ha
-------------------------------	--------

3. Les travaux en relation avec le deuxième passage de l'Inventaire Forestier National (IFL2)

a) La collaboration avec l'ULG

Le projet IFL2 est réalisé en collaboration avec l'Unité de Gestion des Ressources forestières et des Milieux naturels de l'Université de Liège – Gembloux Agro-Bio Tech (ULG) et au cours de l'année 2012 les tâches accomplies en relation avec l'ULG ont principalement concerné :

- L'accompagnement et le contrôle des tests de plausibilité des données d'inventaire récoltées par les bureaux d'études de 2009 à 2011.
- L'ULG a assuré la fourniture d'informations d'inventaire dont l'ANF avait besoin, notamment en ce qui concerne l'accroissement des arbres et le bois mort.
- L'ANF a fourni des réponses et solutions aux problèmes rencontrés par l'ULG lors de la vérification des données d'inventaire.
- Finalisation des tests de plausibilité et correction de certaines données erronées dans la base de données. En tout 72 tests de plausibilité ont été établis.
- Réalisation des premiers chapitres de présentation des données dans le cadre de la préparation de la publication des résultats de l'IFL2.
- Evaluation de la biomasse ligneuse et des stocks de carbone en forêt luxembourgeoise en vue de pouvoir répondre aux questions relatives au dossier LULUCF-KP.
- Requêtes SQL standardisées.
- Activation du module de traitement.
- Maintien d'une veille méthodologique et mise à jour du guide méthodologique.

b) Sur le plan international

Afin de respecter les exigences internationales en termes de rapportage, le Luxembourg doit se préparer à être le plus capable de fournir des données sur l'état de ses forêts qui respectent les normes fixées au niveau européen. Dans ce contexte Monsieur J. Rondeux reste associé à titre de correspondant étranger pour suivre les travaux menés dans le cadre d'une action sur la thématique « Harmonization of national forest inventories in Europe » qui s'est terminée en 2009 et qui a trouvé un prolongement au travers d'une nouvelle action « Usewood ».

c) L'IFL2 et la biodiversité

Les données récoltées représentent une source de données très importante pour aider les gestionnaires publics à prendre des décisions raisonnées pour la sauvegarde et l'amélioration de la biodiversité dans les forêts luxembourgeoises.

d) L'IFL2 et la forêt privée

Le projet d'IFL2, tout comme l'IFL1, s'est fait exactement de la même manière en forêt privée qu'en forêt soumise au régime forestier. En forêt privée, aucune information n'est collectée quant au propriétaire.

4. GSE-LUX-FM

Du 24 au 29 septembre 2012 a eu lieu un « centralized review from Bonn » sur la LULUCF-KP submission 2012. Lors de ce « centralized review » des questions sur les « land use statistics » ont été traitées via mail par le service des forêts.

5. Le réseau des réserves forestières intégrales

a) Les travaux réalisés dans les réserves forestières intégrales

Réserve forestière intégrale "Haard" à Dudelange :

- inventaire et rédaction d'un rapport sur les chauves-souris
- inventaire et rédaction d'un rapport sur les lichens
- inventaire et rédaction d'un rapport sur les champignons

Réserve forestière intégrale "Beetebuerger Bësch" à Bettembourg/Leudelange :

- publication du premier relevé de la faune et de la flore de la réserve forestière intégrale "Beetebuerger Bësch" (2005-2011)

Réserve forestière intégrale "Laangmuer" au Gruenewald :

- détermination d'insectes compris dans la capture de coléoptères xylophages et rédaction d'un rapport

Réserve forestière intégrale "Grouf" à Schengen :

- détermination d'insectes compris dans la capture de coléoptères xylophages et rédaction d'un rapport
- rapport sur les coléoptères xylophages
- rapport sur la végétation forestière

Projet de réserve forestière intégrale "Manternacher Fiels" à Manternach :

- déclaration de la réserve forestière intégrale en date du 27 février 2012

Projet de réserve forestière intégrale "Mamerdall" :

- déclaration de la réserve naturelle en date du 30 novembre 2012

Projet de réserve forestière intégrale "Akescht" à Hosingen :

- élaboration du dossier de classement

b) Fortgang des forstlichen Monitorings

Das Kooperationsprojekt zwischen der Luxemburger Naturverwaltung (ANF) und der Forstlichen Versuchs- und Forschungsanstalt, Baden-Württemberg (FVA) zum Thema „Untersuchungen in Naturwaldreservaten in Luxemburg“ besteht seit 2004, und wurde dieses Jahr auf den gesamten Bereich „Waldnaturschutz“ erweitert. Dadurch können zukünftig neben der Naturwaldforschung auch andere aktuelle Themenschwerpunkte, insbesondere im Zusammenhang mit der Umsetzung der europäischen Habitatrichtlinie „Natura 2000“, bearbeitet werden.

Außerdem wurde ein zusätzlicher Vertrag mit der FVA ausgehandelt, der die fachliche Beratung zur Novellierung des Artikels 17 des Luxemburger Naturschutzgesetzes und die wissenschaftliche Begleitung bei der Erstellung eines Leitfadens zum Management von geschützten Biotopen zum Inhalt hat.

Das Kooperationsprojekt konzentrierte sich dieses Jahr auf folgende Schwerpunkte:

- Das Methodenhandbuch I „Aufnahme von Waldstrukturen“ wurde laufend aktualisiert und liegt in der Fassung 2.6 vor.
- Das Methodenhandbuch III für die Auswertung der WSA-Daten "Anleitung WSA-Auswerteprogramm, Version 2.23" wurde fertiggestellt und liegt in der Fassung 2.0 vor.
- Die Programmierung der Aufnahmesoftware wurde seitens der FVA intensiv begleitet. Parallel zur Entwicklung bzw. Anpassung des Aufnahmeprogrammes wurden Plausibilitätsprüfungen durchgeführt, um eine optimale Datenqualität sicherzustellen. Die Software-Entwicklung ist inzwischen abgeschlossen und das neue Aufnahmeprogramm kann für die Waldstrukturaufnahme in Luxemburg eingesetzt werden.
- Im Zusammenhang mit der Ausschreibung und fachlichen Begleitung der Programmierung einer neuen Aufnahmesoftware für die Waldstrukturaufnahme wurden verschiedene Änderungen am Aufnahmeverfahren vorgenommen.

c) Autres activités dans le domaine des réserves naturelles

Sont encore à relever en 2012 les activités suivantes dans le cadre de la protection des réserves naturelles forestières :

- élaboration du dossier de classement de la future réserve naturelle « Zogel-Kasselslay » ;
- participation à l'Ecole forestière avec la prestation de cours sur la biodiversité en forêt ;

6. Le suivi de l'état phytosanitaire des forêts

En ce qui concerne le suivi de l'état phytosanitaire des forêts, les projets et activités suivantes ont été réalisés en 2012 :

- travaux préparatoires en vue d'un relancement de l'inventaire national de l'état de santé de nos forêts sur le réseau national 4x4 km en 2013 ;
- conseils aux gestionnaires en matière de pathologie forestière ;
- suivi de la progression de la processionnaire du chêne :
La processionnaire du chêne peut engendrer des dégâts de défoliations sur chêne et est aussi très dangereux pour l'humain et l'animal. Les poils urticants de ces chenilles peuvent provoquer des réactions allergiques graves chez certains individus. Le suivi de vol a débuté début juillet (S27) et s'est terminé fin septembre

(S38). Les pièges utilisés sont des pièges à phéromones sexuelles. Les résultats nous montrent une décroissance de ce papillon en 2012.

- signalisation du flétrissement du frêne au Luxembourg :
Quelques peuplements atteints du flétrissement ont été signalés au Service des forêts. Cette maladie a été observée pour la première fois au début des années 1990 en Pologne. Aujourd'hui elle a atteint une vingtaine de pays de l'Europe centrale, du Nord, de l'Est. Les symptômes ne passent pas inaperçus. Chez les recrûs, perchis et gaulis le champignon *Chalara fraxinea* entraîne le flétrissement des rameaux terminaux ou parfois de rameaux latéraux isolés. Les feuilles dessèchent et brunissent mais restent longtemps sur la tige. Souvent des nécroses corticales se forment à la base des rameaux affectés. Sous l'écorce détruite, le bois présente une coloration brun-vert, parfois jusqu'à la moelle. La présence de feuilles desséchées, ainsi que les nécroses sur les tiges permettent de localiser facilement les frênes malades.
- observation de la rouille grillagée (*Gymnosporangium*) sur le genévrier commun (*Juniperus communis*) :
Des symptômes de la rouille grillagée ont été signalés dans un peuplement de genévrier (*Juniperus communis*) du triage Marscherwald. Au printemps, de petits cônes bruns ont été observés sur les aiguilles et les rameaux du genévrier. Par temps humide, ces cônes se sont gonflés et ont formés une masse gélatineuse. Des excroissances fusiformes sont apparues dans les zones infectées des rameaux. Ce symptôme est visible durant toute l'année.
Le centre de recherches forestières (FVA) de Fribourg a été chargé des analyses laboratoires afin de déterminer le *Gymnosporangium* exact et de formuler des recommandations pour lutter contre ce pathogène.
- collaboration avec le centre de recherches forestières (FVA) de Fribourg dans le domaine des analyses de pathogènes forestiers ;
- collaboration avec le Centre de Recherche pour l'écologie forestière et la sylviculture (FAWF) de Trippstadt ainsi qu'avec l'administration forestière de Rhénanie-Palatinat en matière de suivi des problèmes phytosanitaires en forêt ;
- travaux de maintenance ont permis d'assurer le bon fonctionnement de nos trois stations météo (Penzebiert, Burfelt et Waldhof).

7. Le projet de conservation et d'amélioration génétique de différentes essences forestières disséminées ou menacées de disparition

En 2012 le Service des forêts a poursuivi le projet de coopération avec le Centre de Recherche pour l'écologie forestière et la sylviculture (FAWF) de Trippstadt dans le domaine de la conservation et de l'amélioration génétique de différentes essences disséminées ou menacées de disparition. La convention ainsi que le programme y relatif s'inscrivent dans le cadre du programme européen EUFORGEN.

Concrètement, les travaux suivants ont été réalisés :

- suite du projet de coopération avec le Centre de Recherche pour l'écologie forestière et la sylviculture (FAWF) de Trippstadt dans le domaine de la conservation et de l'amélioration génétique de différentes essences disséminées ou menacées de disparition. Cette convention ainsi que le programme y relatif s'inscrivent dans le cadre du programme européen EUFORGEN ;
- recherche et localisation d'arbres-échantillons de merisiers et de châtaignier ;
- réalisation de greffes de sécurisation préventive de pommiers sauvages en raison des dégâts importants dans les jardins à graines dus aux rongeurs ;
- suivi de la reprise, de l'état sanitaire et des dégâts causés aux plantes dans les 13 jardins à graines qui existent à ce jour ;
- travaux de maintenance dans les jardins à graines : fauchage, mulchage, labourage, lutte contre le pullulement de souris ;

- recherche de nouveaux terrains pour la création de jardins à graines supplémentaires ;
- réalisation de nouveaux plans de plantation et mise à jour des plans de plantation existants dans les jardins à graines ;
- planification des clôtures et des protections individuelles contre les dégâts de gibier dans les jardins à graines.

8. Le matériel forestier de reproduction

Dans le domaine du matériel forestier de reproduction, le Service des forêts a entrepris en 2012 les activités suivantes :

- suite de la coopération avec le Centre de Recherche pour l'écologie forestière et la sylviculture (FAWF) de Trippstadt dans le domaine du matériel forestier de reproduction ;
- prélèvement de pousses finales sur des chênes sessiles en vue de produire des greffons, mise en entrepôt frigorifique, photodocumentation ;
- réalisation de greffes de chênes sessiles, élevage des sujets en serre et plantation en pépinière ;
- analyses en vue de la différenciation des chênes sessile et pédonculé dans un peuplement à graines.

9. Le bois-énergie

En 2012 un agent de l'Administration de la nature et des forêts a participé à une réunion auprès de « myenergy Luxembourg » en vue de préparer une journée « Holzdag » à destination des communes du Luxembourg. Le but de cette journée sera la promotion du bois comme source d'énergie au niveau communal.

Plusieurs communes ont demandé à l'Administration de la nature et des forêts des informations techniques et/ou financières, notamment sur le subside pour la construction d'un hall de stockage pour les copeaux de bois.

Actuellement une commune sur trois exploite une chaudière à copeaux de bois. Environ 10.000 kW d'énergie sont produits à partir de copeaux de bois dans les chaudières communales. Le besoin actuel en copeaux de bois des chaudières communales se chiffre à environ 28.000 m³, ce qui équivaut à 11.000 m³ de bois. Le besoin en copeaux de bois représente 13 % du volume de bois de trituration récolté chaque année dans les forêts soumises. Aucun arbre supplémentaire n'a été abattu jusqu'à ce jour à des fins énergétiques.

Le bois utilisé substitue environ 2,5 millions de litres de fuel et réduit ainsi l'émission de CO₂ du Grand-Duché de Luxembourg d'environ 8.000 tonnes.

10. Les dispositifs de contrôle de la pression du grand gibier en milieu forestier

En 2012 le Service des forêts a continué avec ses travaux de recensement dans le cadre de la mise en place des dispositifs de contrôle de la pression du grand gibier en milieu forestier.

Parmi les dispositifs de contrôle de la pression du grand gibier en milieu forestier (Weisergatter), qui ont été mis en place dans le passé, 6 paires d'enclos ont été sélectionnés. La placette « enclos » a une surface de 1 are et se trouve dans une clôture de 12x12m. Les 6 paires de placettes ont fait l'objet d'un relevé, basé sur la méthodologie prévue dans les instructions, portant sur la jeune végétation arborescente et arbustive, sur la végétation herbacée, ainsi que sur l'abroustissement à l'extérieur de l'enclos. Les données obtenues à l'aide du relevé ont été traitées,

analysés et un rapport, qui contient des propositions concernant la mise en place de futurs dispositifs de contrôle, a été rédigé.

11. Les données sur le patrimoine historique et culturel en forêt

L'année 2012 a été marquée par les grands inventaires des éléments historiques, culturels et archéologiques en forêt. Parallèlement, des interventions plus ciblées sur le terrain ont eu lieu, à la demande d'institutions, d'associations et de particuliers. Des collaborations se sont développées constamment et les projets à thème suivants ont été réalisés :

- Inventaire dans le périmètre du Remembrement Forestier Eschweiler/Wiltz sur une surface de 1625 ha de forêts vues intégralement. Les éléments relevés touchent principalement l'activité charbonnière, les vestiges de la Deuxième Guerre Mondiale, deux refuges défensifs protohistoriques inconnus jusqu'alors, des sépultures celtes inconnues elles aussi dont une nécropole tumulaire comptant 26 grands tertres funéraires.
- Inventaire du plateau/versant Sud de la Sûre allant de Broderbur à Reisdorf, sur 450 ha. De deux éléments antiques connus on est passé à plus d'une centaine de tertres funéraires celtes, cinq établissements gallo-romains comportant de un à trois bâtiments, un site de l'âge du bronze et de nombreux autres éléments connus et surtout inconnus.
- Inventaire d'une parcelle de 33 ha près d'Ernzen comportant une nécropole celte majeure d'au moins 59 grands tumuli dont un avait été signalé par des agents de l'ANF.
- Inventaire sur 200 ha dans le cadre du dossier pour la Réserve Forestière Intégrale Akescht près de Wahlhausen.
- Inventaires ciblés allant de l'élément précis à des ensembles jusqu'à 40 ha à Bourglinster, Aspelt, Schieren, Bastendorf, Berdorf, Nommern, Herborn, Groeknapp, Biwels, Rollingen/Mersch, Titelberg, Dickweiler...

Des collaborations sont initiées et se développent avec :

- le Musée National d'Histoire et d'Art – Centre National de Recherche Archéologique (CNRA),
- l'Office National du Remembrement (ONR),
- le Musée National d'Histoire Militaire (MNHM),
- le Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN),
- l'association National Liberation Memorial (NLM),
- d'autres associations d'Histoire et culturelles ainsi que des particuliers engagés.

Un projet particulier a été mené à bien et continue à se développer : le relevé scientifique des arboglyphes (grafitti sur arbres) militaires des deux guerres mondiales, américains, allemands, français et anglais. Une étudiante luxembourgeoise en doctorat à l'Université de Bristol (UK) a initié le projet et l'ANF, à l'aide de nombreux particuliers, a assumé la majeure partie de la recherche et de la saisie des arbres survivants. Les données sont intégrées dans une étude de niveau doctorat sous le patronage du MNHM à Diekirch.

12. Les arbres remarquables

En 2012 l'inventaire courant d'arbres remarquables a été poursuivi, des arbres nouveaux ont été intégrés dans la banque de données, des arbres disparus ont été marqués, des listes anciennes œuvre de pionniers en la matière sont peu à peu contrôlées et épurées.

Un inventaire des allées et rangées d'arbres du Grand-Duché a été établi.

Bon nombre de visites auprès de particuliers ont été effectuées, occasions pour donner des conseils, d'encourager les propriétaires à soigner convenablement leurs arbres, de tenter des médiations en cas de conflits.

Une liste d'arbres remarquables rendus subsidiables a été publiée.

H. Les arrondissements

1. L'Arrondissement centre-est

a) L'exploitation des coupes, bois de chablis et ventes de bois

Comme la plus grande partie de la surface de l'Arrondissement centre-est coïncide avec les régions touristiques d'ordre national, la gestion des forêts doit tenir compte des contraintes et exigences que les touristes et les entreprises du secteur touristique demandent au gestionnaire des forêts publiques.

En ce qui concerne l'exploitation des coupes, il s'agit de procéder à des interventions douces, respectant le réseau des chemins récréatifs. La praticabilité des randonnées doit être assurée pendant toute l'année, ce qui rend la planification des parterres de coupe plus difficile et l'exécution des travaux plus rigoureuse. Au cours de l'année dernière, plusieurs coupes de sécurisation ont été entamées sur des sites à falaises rocheuses.

Le volume de bois prélevé pendant l'exercice forestier 2012 dans les forêts soumises de l'arrondissement Centre-Est est de 31.000 m³ sur écorce (21.000 m³ de bois feuillus et 10.000 m³ de résineux).

b) Les régénérations et plantations

Les travaux culturels de l'année 2012 se sont limités à des travaux d'entretien (fauchage extensif) des parterres plantés dans la décennie précédente. Comme la régénération naturelle et la libre évolution sont toujours de mise, les travaux culturels intensifs ont visiblement régressé, entraînant ainsi une réduction des dépenses afférentes.

c) Les travaux d'amélioration (dégagement, nettoyage, éclaircies)

49,35 ha ont subi des travaux de dégagement, tandis que des travaux de nettoyage ont été effectués sur une surface de 65,81 ha, des travaux d'éclaircie ont été achevés sur une surface de 535,82 ha.

d) Les pépinières

La pépinière domaniale de Medernach comportant une surface utile de 0,30 ha est la seule à être exploitée sur le territoire de notre arrondissement.

En 2012, l'inventaire comportait 28.700 plants feuillus et 4.000 plants résineux. 2.000 plants ont été repiqués et 3.000 plants ont été sortis de la pépinière en question.

e) Les infrastructures et la voirie

L'exercice 2012 a vu 4 réfections (domaines Echternach, Berdorf, Marscherwald et Beaufort) réalisées en forêt domaniale. En forêt communale, 4 projets ont été exécutés (Berdorf, Rosport, 2 x Waldbillig) Les travaux ont

consisté dans l'empierrement de chemins de terre existants (1290 m). Il va de soi que partout où cela s'imposait les travaux d'entretien et de réfection courants ont été entrepris. Dans ce contexte, il importe de rapporter que quelques 370 km de sentiers touristiques ont été entretenus, remis en état ou installés en 2012, ce qui souligne l'importance du rôle récréatif des forêts de l'Arrondissement centre-est, où en effet se concentre une grande partie des paysages touristiques du Grand-Duché de Luxembourg.

f) L'état sanitaire des forêts

Vu les conditions climatiques à précipitations abondantes pendant la période de végétation, les dégâts causés par les agents biotiques n'ont pas atteint le niveau appréhendé. La prolifération du bostryche chez les résineux est enrayée par des interventions locales systématiques.

g) La gestion des dossiers de subvention pour travaux forestiers

38 demandes de subvention pour travaux forestiers ont été exécutées pour la forêt privée et 23 demandes pour la forêt soumise, soit 61 demandes au total. Les demandes ex post de la part des propriétaires privés n'ont point disparu, mais l'on peut dire qu'elles ont légèrement régressé par rapport à l'exercice précédent.

Les demandes pour subventions en forêt de 2012 se répartissent comme suit :

a) en forêt privée :

- 35 demandes pour travaux sylvicoles courants, tels que plantations, éclaircies, mesures de protection... ;
- 1 demande plan simple de gestion ;
- 2 demandes concernant la voirie forestière ;

b) en forêt communale soumise :

- 18 demandes pour travaux sylvicoles courants, tels que plantations, éclaircies, mesures de protection... ;
- 5 demandes pour travaux de voirie forestière.

h) Les dégâts de gibier

La situation des dégâts de gibier en forêt reste à un niveau élevé. Dans plusieurs massifs forestiers, des enclos témoins ont été installés et sont entretenus régulièrement pour documenter l'évolution de la régénération.

Des dégâts d'écorçage par le cerf ont pu être constatés en dehors des régions centrales.

i) Les protections contre le gibier

Comme l'Arrondissement centre-est a décidé de ne plus procéder à une plantation en plein sur les surfaces de chablis de grande à moyenne envergure, il a été renoncé à une mise en clôture de ces surfaces. Seul l'installation de protections individuelles des plantations par îlots est effectuée pour garantir la bonne croissance des arbres plantés.

2. L'Arrondissement centre-ouest

a) L'exploitation des coupes, le bois de chablis et les ventes de bois

Le volume exploité en 2012 s'élève à 58.729 m³ sur écorce (35.371 m³ de feuillus et 23.358 m³ de résineux). Heureusement en 2012 existaient des conditions climatiques normales, de sorte que l'arrondissement n'a pas eu à exploiter des bois tombés en chablis. L'arrondissement a dressé presque 300 bulletins de vente avec une recette totale provenant de la vente des bois de 2.763.700 EUR TVA incluse. Le nombre de ventes publiques organisées par l'arrondissement et avec les autres arrondissements lors des ventes nationales s'élève à neuf.

Il existe toujours une demande importante de bois de chauffage, ainsi 1.333 m³ de bois d'énergie long et 4.206 de stères de bois de chauffage ont été vendus à des particuliers. Un volume de 1.790 m³ de bois de qualité trituration a été réservé aux administrations communales exploitant un chauffage à copeaux.

Le volume de bois de trituration, surtout de hêtres et de chênes, vendu en 2012 s'élève à 8.698 m³.

b) Les régénérations et plantations

21,62 ha de forêts ont été reboisés en 2012, surtout avec des plants feuillus. La régénération naturelle de feuillus sous couvert selon les principes d'une sylviculture proche de la nature étant la règle, l'arrondissement a régénéré 62,50 ha de forêts.

c) Les travaux d'amélioration (dégagement, nettoyage, éclaircies)

En ce qui concerne les travaux d'amélioration, les dégagements ont été effectués sur 131,70 ha, les nettoyements sur 189,97 ha et les éclaircies sur 874,60 ha.

d) Les pépinières

Comme notre administration a cédé les bâtiments et les terrains du Marienthal au Service National de la Jeunesse, la pépinière du Marienthal n'est plus exploitée à fond et sera abandonnée sous peu. Elle a encore produit 1790 plants et 5759 plants ont été sortis et mis à la disposition des forêts domaniales ou vendus aux communes.

e) Les infrastructures et la voirie

La voirie forestière en forêt soumise a été améliorée en effectuant des travaux de terrassement sur 4.230 mètres et des travaux d'empierrement sur une longueur de 5.250 mètres.

f) L'état sanitaire des forêts

Certaines coupes sanitaires ont été entreprises le long des routes et chemins publics. L'état sanitaire des forêts de l'Arrondissement est stable et ne varie guère d'année en année. Cependant à cause de la sécheresse de l'année 2011, bon nombre de pessières d'épicéas ont été attaqués par le bostryche, Ainsi, un volume de 2286 m³ de bois bostrychés provenant des forêts domaniales et

communales ont été exploités d'urgence afin de protéger les peuplements avoisinants.

g) La gestion des dossiers de subvention pour travaux forestiers

52 nouvelles demandes en subvention ont été introduites auprès de l'Arrondissement centre-ouest, à savoir :

- Reboisement en plein de hêtre/chêne : 6 dossiers sur une surface de 5,96 ha ;
- Reboisement par bouquets feuillus : 2 dossiers sur une surface de 2,66 ha ;
- Reboisement en plein de résineux : 7 dossiers sur une surface de 10,41 ha ;
- Régénération naturelle résineux : 1 dossier sur une surface de 50 ares ;
- Restauration forêts résineuses : 2 dossiers sur une surface de 5,51 ha ;
- Élagage douglas : 2 dossiers sur une surface de 3,43 ha ;
- Première éclaircie de feuillus : 3 dossiers sur une surface de 7,93 ha ;
- Première éclaircie de résineux : 8 dossiers sur une surface de 10,67 ha ;
- Soins aux jeunes peuplements : 2 dossiers sur une surface de 5,33 ha ;
- Débardage cheval : 3 dossiers pour un volume de 421.19 m³ ;
- Construction chemins forestiers : 2 dossiers pour un montant de 83478,26 EUR ;
- Prise en charge des frais d'achat d'actes : 11 dossiers pour un montant de 2049,87 EUR ;
- Clôture 1,5 mètres de hauteur : 2 dossiers sur une longueur de 1.265 m ;
- Protection individuelles : 1 dossier pour un montant de 815,06 EUR.

h) Les dégâts de gibier

Les dégâts de gibier signalés et inventoriés sur les prés et les champs s'élèvent à 207,80 ha, ce qui représente une augmentation de 120 % par rapport à l'année dernière. La cause principale de ces dégâts réside dans une surpopulation des sangliers dans notre pays.

Les dégâts de gibier en forêt privée ont porté sur une surface de 15 ha.

i) Les protections contre le gibier

Les dégâts de gibier en forêt peuvent partiellement être évités par la construction de clôtures, ce qui était le cas pour une longueur totale de 3.470 mètres en forêts soumises, ou par la mise en place de protections individuelles autour des plants. 950 plants ont ainsi été protégés.

3. L'Arrondissement est

a) L'exploitation des coupes, le bois de chablis et les ventes de bois

Le volume exploité pour l'exercice 2012 s'élève à 56.490,32 m³, dont 47.372,92 m³ de feuillus et 9.117,40 m³ de résineux.

Neuf soumissions de bois ont été organisées et le volume vendu a rapporté 2.415.571,85 EUR TVA incluse. Lors de ventes locales, parfois accompagnées d'une « Lietsch », les préposés ont vendu du bois de chauffage exploité dans les forêts communales.

En 2012 des chablis notables ne sont pas à signaler.

b) Les régénérations et plantations

Suivant les principes d'une sylviculture proche de la nature, les forêts sont régénérées de préférence de façon naturelle. Ainsi une surface de 146 d'hectares a été mise en lumière et la végétation adventice enlevée.

La plantation est utilisée pour compléter la régénération naturelle, pour en augmenter la diversité, pour procéder au reboisement de parterres de coupes dévastés ou bien pour regarnir des surfaces incomplètes. Le boisement par petits groupes appelés cônes est appliqué dans de nombreux cas. Ainsi 52,50 hectares ont été plantés en 2012.

c) Les travaux d'amélioration (dégagement, nettoyage, éclaircies)

Pour 2012, l'envergure des travaux d'amélioration s'élève à :

- dégagement: 164 ha ;
- nettoyage: 149 ha ;
- éclaircies: 540 ha.

d) Les pépinières

Dans la pépinière domaniale de Flaxweiler d'une surface de 2,80 ha, 82.400 feuillus et 14.000 résineux ont été inventoriés. Au courant de l'année, 15.000 plants ont été repiqués.

Dans la pépinière domaniale de Waldhof d'une surface de 2 ha, 7.000 feuillus ont été inventoriés.

Dans la pépinière domaniale du Senningerberg d'une surface de 0,7 ha, 400 feuillus ont été inventoriés.

Au total 37.949 jeunes plantes ont été remises aux clients pour être plantées majoritairement en forêt soumise. Des semences d'un poids de 79 kg ont été collectées. Elles proviennent soit de peuplements forestiers de qualité autochtones, soit d'essences arbustives.

e) Les infrastructures et la voirie

Différents chemins forestiers ont été construits sur une longueur de 15.170 m. Ceux-ci ont été complétés par l'aménagement de layons de débardage.

f) L'état sanitaire des forêts

Dans certaines forêts privées et dans la forêt communale de Mompach, les symptômes du flétrissement du frêne ont fait leur apparition.

g) La gestion des dossiers de subvention pour travaux forestiers

En 2012, 172 demandes de subvention ont été traitées par l'Arrondissement est et ses triages:

- première éclaircie feuillus: 104 ares ;
- première éclaircie résineux: 1.005,70 ares ;
- construction de chemins forestiers: 3.598.879,05 EUR ;
- débardage cheval: 2.760 m³ ;

- frais d'acte d'achat: 1.142,99 EUR ;
- reboisement: 4.574,30 ares ;
- restauration forêts résineuses: 104,15 ares ;
- clôture: 600 m ;
- élagage douglas: 57,70 ares.

h) Les dégâts de gibier

Des dégâts de gibier ont été signalés et inventoriés pour 220 ha de terres agricoles. En forêt privée, un cas a été signalé sur 1 ha en total tandis qu'en forêt soumise, aucune déclaration de dégâts de gibier n'a été faite.

Aux alentours de la forêt domaniale du Grunewald, l'envergure des dégâts occasionnés par le gibier et notamment par les sangliers s'est accrue considérablement. En vue de réduire le cheptel des sangliers, 6 chasses domaniales ont été organisées par le préposé du triage du Grunewald et les collègues des triages limitrophes.

i) Les protections contre le gibier

Des clôtures d'une longueur de 1.550 m et 760 protections individuelles ont été installées. Elles servent de protection mais également de contrôle de l'impact des dégâts occasionnés par le gibier.

En contrepartie, de vieux enclos ont été enlevés dans différents triages forestiers.

4. L'Arrondissement nord

a) L'exploitation des coupes, le bois de chablis et les ventes de bois

Conformément à l'application d'une sylviculture proche à la nature, les travaux d'éclaircies dominaient. Des coupes rases ont été uniquement réalisées dans le cadre des dégâts de chablis, de la sécurisation des routes, de la lutte contre les attaques des scolytes et lors du déboisement de fonds de vallées enrésinés, ceci dans un intérêt écologique général.

Le volume global exploité lors de l'exercice 2011/2012 se chiffre à 28.000 m³ dont 3.500 m³ de feuillus, ce qui correspond à un volume exploité de +/- 4,70 m³/ha/an, soit une légère baisse par rapport à l'année précédente (- 3.700 m³).

En feuillus, les coupes se limitent principalement à la réalisation de bois de trituration et du bois de chauffage dont la demande s'équilibre à un niveau fort élevé.

La totalité des recettes en provenance des ventes de bois en 2012 s'élève à 1.690.000 EUR, soit un accroissement de 3,4 % par rapport à 2011. Les raisons en sont multiples. D'abord, le prix de bois s'est stabilisé à un niveau fort élevé. Ainsi, le prix moyen du bois vendu à l'arrondissement en 2012 s'élevait à 60,5 EUR/m³, soit une nette hausse par rapport à 2011 (+ 17 %). Il faudra cependant nuancer ce chiffre. En fait, le prix moyen calculé base sur le bois facturé en 2012. Au moins 60 % du volume réalisé est issu des préventes du mois d'octobre 2011. D'ailleurs, lors des ventes en octobre 2012, ces prix ont de nouveau baissé de quelque 10 points. Une autre raison pour les prix élevés est la mise en vente de plusieurs coupes rases de résineux réalisées dans l'intérêt écologique.

Le prix moyen du résineux s'élève à 62,44 EUR/m³ TTC, celui du bois feuillus à 46,80 EUR/m³ TTC. Ces prix ne reflètent pas la différence de la vente sur pied et de la mise en vente bord de route.

En automne 2012, 10.900 m³ de bois résineux ont été mis en vente, 66 % en prévente et 34 % en vente sur pied. En prévente, le prix moyen s'élève à 74,80 EUR/m³ TTC, en vente sur pied à 53,30 EUR/m³ TTC. Il faut noter qu'il s'agit principalement de coupes d'éclaircies.

Sauf la tornade locale à Weiswampach en juillet, créant des dégâts non négligeables en forêt communale (+/- 900 m³ de bois, moitié feuillus, moitié résineux), les dégâts de chablis étaient négligeables.

b) Les régénérations et plantations

Les plantations sur coupes rases sont très limitées. En fait, cette méthode est uniquement appliquée dans le cadre du reboisement de parcelles où l'ancien peuplement a dû céder soit pour des raisons sanitaires, soit pour des raisons écologiques (fonds de vallées). Pour le restant, les plantations ont été réalisées sous couvert.

Au total, une superficie de quelque 20 ha a été reboisée et ceci principalement à l'aide de feuillus. La régénération naturelle a été assurée sur 10 ha.

c) Les travaux d'amélioration (dégagement, nettoyage, éclaircies)

Les travaux de dégagement ont été réalisés sur une superficie de 70 ha.

Les travaux de nettoyage dans les fourrés des régénérations naturelles s'imposent de plus en plus (170 ha en 2012). Comme la régénération naturelle a été largement favorisée durant les deux dernières décennies et suite à une transformation d'une partie des peuplements résineux en peuplements feuillus, ce type de travail domine. Comme ces interventions favorisent collectivement les sujets d'avenir, il importe que ces travaux soient exécutés par un personnel averti.

d) Les pépinières

La seule pépinière de l'arrondissement est située au Burgfried et s'étend sur une superficie de 20 ares. Les semences utilisées sont principalement originaires de la forêt soumise. Outre la production de plants d'essences primaires, tel le hêtre, le chêne ou le frêne, les responsables du service s'adonnent à la production d'essences arbustives dont les semences sont d'origine autochtone en vue de créer de nouvelles haies. S'ajoute à cela la production de vieilles variétés d'arbres fruitiers, une activité réalisée en étroite collaboration avec la Fondation « Hëllef fir d'Natur ».

e) Les infrastructures et la voirie

Vu le terrain accidenté et la desserte déficiente de l'Oesling, la planification et la construction de nouveaux chemins forestiers, voire la réfection et l'empierrement de chemins existants, présentent une tâche de premier ordre de l'arrondissement. Ceci vaut aussi bien pour la forêt soumise que pour la forêt privée.

C'est dans ce contexte qu'il faut également voir l'initiative de l'Office National du Remembrement (ONR) qui se propose de réaliser dans plusieurs

régions du pays des remembrements forestiers. Pour garantir le succès de ces projets, l'ONR travaille en étroite collaboration avec l'Administration de la nature et des forêts. Pour ce faire, l'Arrondissement Nord dispose d'un employé dans la carrière de l'ingénieur engagé à mi-temps.

Concernant le remembrement forestier de la commune de Winseler, la première phase de voirie a été terminée en 2012. 8.200 mètres de chemins carrossables ont été achevés. En ce qui concerne la deuxième phase, 13.000 mètres ont été piquetés. Parallèlement, la voirie du projet d'Eschweiler EST, d'une envergure de 52.500 mètres a été planifiée.

En outre, l'arrondissement a réalisé 10 projets de voirie forestière d'une longueur totale de 9.300 mètres courants pour un montant global de 360.000 €.

Après quelques projets pilotes des années précédentes, l'arrondissement s'est adonné à la construction de ponts en bois dans le cadre de la réalisation de voirie forestière. Contrairement à la mise en place traditionnelle de buses en béton armé renforcées avec des grosses têtes de buses pour surmonter un passage difficile (vallée étroite, cours d'eau, petite rivière), la mise en place d'un pont assure un libre écoulement des eaux et un libre passage à la faune sauvage.

L'expérience a montré que la portée de ces ponts peut être étendue jusqu'à quelque 12 m tout en garantissant le passage de poids lourds (min 44 t).

Ainsi, cette solution a permis de surmonter des obstacles telle une rivière de l'envergure de la Wiltz.

En 2012, 3 projets ont été réalisés, 6 autres projets sont en planification.

f) L'état sanitaire des forêts

Contrairement à l'année 2011, nous avons connu une année plutôt pluvieuse avec des températures modérées. Cette constellation a contrecarré les pires attentes après une année de grande sécheresse. Partant, les dégâts phytosanitaires étaient plutôt insignifiants.

g) La gestion des dossiers de subvention pour travaux forestiers

Durant l'année 2012, le nombre de dossiers traités s'est élevé à 1.104, soit une moyenne de 100 demandes traitées par triage. 362 nouvelles demandes ont été réceptionnées. Des recommandations ont été élaborées pour 350 dossiers. 267 procès-verbaux ont été finalisés et 111 dossiers de demandes de subventions ont dû être refusés.

Outre les travaux de construction de chemins forestiers et les travaux de débardage au cheval, les travaux forestiers subventionnés s'étendaient sur une superficie de 241 ha, soit une nette progression par rapport à 2011 (160 ha).

Au total, quelque 504.500 EUR de subventions ont été liquidées par le bureau de l'arrondissement nord. Ceci représente une hausse de 38 % par rapport à 2011 (262.000 €). Celle-ci est principalement due à la dôtüre de grands projets de voirie.

Quant aux travaux subventionnés dans le domaine forestier, il faut relever que l'arrondissement travaille en étroite collaboration avec le « Lëtzebuerger Privatbësch » (ancien Groupement des Sylviculteurs).

A chaque fois que l'occasion s'apprête, le personnel de l'arrondissement soutient les propriétaires dans la gestion de leur forêt.

h) Les dégâts de gibier

Le nombre de dossiers des dégâts de gibier sur les terrains agricoles a de nouveau augmenté de 71 unités, soit 271 dossiers, ou un accroissement de 35%. La surface endommagée a également augmenté, 102 ha contre 78 ha en 2011 ! La moyenne des dossiers par triage s'élève à quelque 24 dossiers.

La moyenne décennale s'élève à 96 ha, répartis sur 282 dossiers, soit 34 ares de dégâts en moyenne par dossier.

Quant aux dégâts de cerfs en forêt, 1 dossier a été introduit pour une surface de 6,5 ha.

37 dossiers de dégâts causés par le blaireau ont été introduits représentant un dégât de +/- 4,3 ha.

i) Les protections contre le gibier

En forêt soumise, 6.270 m de clôture ont été érigés en 2011. S'ajoute à cela 8.350 protections individuelles.

En forêt privée, 2.200 m de clôture et 1 dossier de protection individuelle ont été subventionnés. 18 dossiers sont en voie de traitement.

En vue d'une meilleure surveillance, respectivement pour mieux estimer l'impact réel de la pression du gibier, de nombreux enclos ont été installés en forêt soumise.

5. L'Arrondissement sud

a) Les exploitations des coupes, le bois de chablis et les ventes de bois

En 2012, l'arrondissement Sud a exploité 23.900 m³ de bois. Les exploitations de coupes peuvent être ventilées de la manière suivante selon le propriétaire :

- Etat : 2.000 m³ feuillus et 680 m³ résineux
 - Communes : 16.850 m³ feuillus et 4.070 m³ résineux
 - Etablissements publics : 290 m³ feuillus
- dont :
- 7.025 m³ de grumes (construction, menuiserie) ;
 - 9.540 m³ de bois de trituration (usine de pâte à papier) ;
 - 3.700 m³ de bois d'énergie (copeaux de bois) ;
 - 3.350 m³ de bois de chauffage (vente aux particuliers) ;
 - 290 m³ de bois réservé par les communes (construction aires de jeux, etc.).

L'Arrondissement sud a participé à quatre ventes nationales de bois feuillus qui se sont tenues en date du 08/02/2012, 15/03/2012, 18/04/2012 et 18/12/2012.

Une vente régionale de bois d'œuvre chêne a été organisée le 05/04/2012.

D'autre part, trois ventes régionales de bois résineux ont été organisées le 16/01/2012, 18/04/2012 respectivement le 28/11/2012.

b) Les régénérations et plantations

En 2012, les travaux de régénération de forêts ont porté sur 5,02 ha de plantations effectuées, ainsi que 200 m de haies. Les travaux culturaux se sont également concentrés sur 76,20 ha de régénération naturelle.

c) Les travaux d'amélioration (dégagement, nettoyage, éclaircies)

En 2012, 85 ha ont subi des travaux de dégagement, tandis que des travaux de nettoyage et d'éclaircies ont été effectués sur une surface de 183,52 ha respectivement 232,10 ha.

d) Les pépinières

Actuellement, aucune pépinière n'est exploitée sur le territoire de l'Arrondissement sud.

e) Les infrastructures et la voirie

L'Arrondissement sud a réalisé des travaux d'empierrement sur une longueur totale de 5.280 m et des travaux de terrassement sur une longueur totale de 4.600 m.

f) L'état sanitaire des forêts

En 2012, des nouveaux nids de la processionnaire du chêne ont été signalés sur le territoire de l'Arrondissement sud. Des mesures de lutte ont été exécutées par une entreprise dans les parcs publics et jardins privés. Hors forêt soumise, le rôle de l'arrondissement se limite néanmoins à l'information du public et des propriétaires touchés. L'évaluation des pièges à phéromone est assurée par le Service des forêts. L'arrondissement a participé à l'organisation d'une formation continue, pour les ouvriers forestiers, relative à la processionnaire du chêne et composée d'une partie théorique et d'une partie pratique.

De plus, des symptômes du flétrissement du frêne ont été détectés au niveau de la forêt communale de Dippach. Une analyse approfondie effectuée par la « Forstliche Versuchs- und Forschungsanstalt Freiburg i. Br. » a bien identifié le pathogène *Chalara fraxinea*, agent causale de cette maladie, sur les échantillons de Dippach. Suite à la confirmation du flétrissement du frêne, l'Arrondissement sud va intensifier les observations sur son territoire.

Si l'Arrondissement sud a été épargné en 2012 par d'autres grandes épidémies de pathogènes, la lutte contre le bostryche s'est traduit par des interventions locales limitées.

g) La gestion des dossiers de subvention pour travaux forestiers

Les travaux forestiers suivants ont été subventionnés en 2012 (7 demandes) :

- reboisement hêtre/chêne : 369,43 ares ;
- reboisement hautes tiges merisier/noyer : 45 ares ;
- première éclaircie résineux : 105,40 ares ;
- débardage au cheval : 60,61 m³.

XII. LA VITICULTURE LUXEMBOURGEOISE

A. L'année viticole 2012

L'année 2012 fut une année difficile et exigeante pour les vignerons luxembourgeois. Les caprices de la météo étaient présents tout au long de l'année. Ceux-ci se manifestaient d'un côté par des gelées hivernales et tardives et de l'autre côté par des précipitations élevées pendant les périodes critiques de la végétation.

La période de l'hiver se caractérisait par des extrêmes. Les mois de décembre et de janvier furent marqués par des températures anormalement élevées. Les moyennes mensuelles de ces mois étaient 2°C au-dessus de la moyenne pluriannuelle. Les précipitations étaient également plus élevées que d'habitude pendant cette période de l'année. Au mois de février, à l'inverse, un front polaire persistait pendant tout le mois et la température mensuelle ne réussissait pas à dépasser le seuil des 0°C. Les yeux des plants de vignes ont manifestement souffert sous le froid et maints bourgeons ont péri.

Par contre, les précipitations du mois de février étaient très faibles par rapport à la moyenne pluriannuelle. Un mois de mars de nouveau anormalement chaud décalait le début de la végétation vers l'avant et le stade phénologique « bourgeon dans le coton » était enregistré deux semaines plus tôt par rapport à la moyenne. Suit un mois d'avril pluvieux et froid ralentissant l'avance de la végétation et un débourrement des ceps vers la fin d'avril a pu être observé. Des gelées tardives frappaient à deux reprises les jeunes bourgeons au cours des mois d'avril et de mai. Les gelées hivernales et printanières ont décimé maints jeunes bourgeons et de façon générale le débourrement a été irrégulier. Le stade « 4 feuilles étalées », noté en mai, se situait dans la moyenne. A cause d'un mois de mai chaud et sec, la végétation gagnait de nouveau une avance de quelques jours sur la moyenne.

Après ce printemps irrégulier et caractérisé par des extrêmes, une période de mauvais temps s'installait et a perduré pendant les mois de juin et de juillet. Les températures froides et pluvieuses n'ont pas été favorables à la période de floraison qui a débuté à la mi-juin. Celle-ci s'étendait dans le temps et se déroulait de façon irrégulière. Par conséquent, la mise à fruit n'était pas optimale et la quantité de baies par grappes de raisins était déjà diminuée d'avance.

Toutes ces précipitations étaient favorables au développement des maladies cryptogamiques que sont le mildiou et l'oïdium. Les jeunes grappes ainsi que les feuilles et les pousses en plein développement ont été particulièrement exposées au risque du mildiou. A certains endroits, des infestations massives ont causé des pertes de récolte. Durant toute cette période, des applications phytosanitaires précises et régulières étaient absolument nécessaires pour prévenir des ravages massifs.

Heureusement, les températures estivales et le temps sec du mois d'août faisaient diminuer la pression des maladies cryptogamiques. Les températures plus chaudes se montraient favorables à l'entrée en maturation vers la mi-août. Les stades phénologiques « fermeture grappe » et « véraison » se situaient aux environs de la moyenne pluriannuelle. Le temps relativement sec des mois d'août et de septembre ont permis aux raisins de mûrir de façon adéquate. Néanmoins la pression de l'oïdium et en particulier celle du mildiou rendaient inévitable une bonne surveillance des vignes.

L'Esca, maladie due à des champignons parasites du bois, était de nouveau bien visible dans certaines vignes. La maladie gagne chaque année en ampleur et en général des plants de vignes plus âgés sont affectés en premier. Cette année, l'Esca est souvent apparu en parallèle avec « Black Measles », une autre maladie fongique.

Dues aux températures élevées au mois de mars, le vol du ver de la grappe débutait vers la mi-avril, mais ne posait pas de problème majeur dans les zones protégées par la confusion sexuelle (RAK). A noter encore que cette année, la majorité des vignerons ont utilisé la méthode biologique de la confusion sexuelle contre les papillons du ver de la grappe. Cette méthode est appliquée au Grand-Duché de Luxembourg sur presque la totalité du vignoble.

Les mois des vendanges septembre et octobre, se sont caractérisés par des températures légèrement moins élevées que la moyenne. Les précipitations se sont situées dans la normale. Les raisins ont pu mûrir normalement et la qualité récoltée était optimale. Néanmoins, la quantité récoltée se situe avec ses 85.035 hl bien en-dessous de la moyenne décennale qui est de 134.047 hectolitres. La récolte de 2012 représente ainsi seulement 63% d'une récolte normale. Cette diminution est due en grande partie aux caprices météorologiques de l'année viticole, gelées sévères en hiver et au printemps, mauvaise période de floraison et pression des maladies cryptogamiques en été.

B. Le marché du vin 2011/2012

Les chiffres détaillés sur le marché du vin sont reproduits dans les tableaux 4 à 21 en annexe.

1. Les importations

En 2011/2012, les importations de produits viticoles ont augmenté de 4.032 hectolitres par rapport à la campagne précédente et s'élèvent au total à 219.267 hectolitres. Ils se situent de nouveau au niveau de 2009/2010. Cette croissance s'explique par une augmentation des importations de l'Italie (+19%) et de l'Allemagne (+8%). Par contre les achats de produits viticoles en Belgique (-7%) et en France (-3%) ont diminué.

Les vins rouges et rosés dominent toujours le marché des vins étrangers et représentent 52% des importations totales. C'est une diminution de 3% par rapport à l'année dernière. La France (32%) reste toujours notre principal fournisseur de produits viticoles étrangers suivie par le Portugal (17,5%), la Belgique (16%), l'Italie (14,6%), l'Allemagne (13%), l'Espagne (6,4%) et d'autres pays (0,5%).

2. Les exportations de produits viticoles indigènes

Les exportations de 68.307 hectolitres ne représentent qu'une très légère diminution par rapport à la campagne 2010/2011 (69.231 hl).

Concernant le marché des vins pétillants, un accroissement important (+40% par rapport à 2010/2011) des exportations vers l'étranger est à constater. En revanche, les vins mousseux et les crémants se trouvent au même niveau que les dernières années.

Pendant la campagne 2011/2012, 27% du total des exportations ont été commercialisés comme vin de table, 58% comme vin de qualité, 6% comme vin pétillant et 8,5% comme vin mousseux ou crémant.

Ainsi, 52% de la production de la campagne 2011/2012 est passée à l'export. Le premier pays acheteur de nos vins reste la Belgique (66%) suivi par l'Allemagne (27%) et la France (5%).

Les vins issus du cépage Rivaner continuent à dominer le marché extérieur des vins de qualité et représentent 49% des exportations de ce marché. Les vins portant les mentions qualitatives « premier cru » et « grand premier cru » ne représentent que 4.076 hectolitres, soit 10% de la vente de vin de qualité vers les pays étrangers.

Au cours de la campagne 2011/2012, les caves coopératives ont réalisé 94,5% des exportations totales, le négoce 3,5% et les viticulteurs indépendants 2%.

3. Les réexportations

Les réexportations ont diminué de 11% par rapport à la campagne 2010/2011 et se chiffrent à 23.174 hectolitres. En considérant que l'exportation totale de produits viticoles à partir du Luxembourg est de 91.481 hectolitres (produits indigènes et étrangers), les réexportations représentent 25% de la totalité des exportations.

Les réexportations sont réalisées à 64% vers la Belgique et sont constituées à 65% de vins mousseux élaborés au Luxembourg à partir de vins étrangers.

4. Les stocks de vin indigène au 31 juillet 2012

Les stocks de vin indigène s'élèvent à 133.811 hectolitres. Ce qui représente une diminution de 14.879 hectolitres (-11%) par rapport à la campagne précédente.

En considérant la vente de nos produits viticoles pendant la campagne 2011/2012, les stocks de 133.811 hectolitres suffisent à couvrir 11 mois de la vente totale de vins indigènes au Luxembourg et à l'étranger (146.875 hl).

Considérant la petite récolte de l'année 2012, laquelle ne se chiffre qu'à 85.035 hectolitres, et en estimant que la vente restera constante, les stocks vont certainement encore diminuer pendant la campagne 2012/2013.

5. La vente de vins à l'intérieur du pays

La vente de vins indigènes et de vins étrangers a augmenté de 3,4% par rapport à la campagne 2010/2011 et se chiffre à 265.738 hectolitres au total. Le marché de vin indigène a augmenté de 14% par rapport à la campagne 2010/2011 et a dépassé le niveau de 2009/2010.

La vente de vin rouge et rosé étrangers a de nouveau diminué de 7,8 % par rapport à la campagne 2010/2011 pendant cette campagne viticole. Cependant la vente de vin blanc/mousseux étrangers a augmenté de 10% et celle des vins indigènes même de 13,7% par rapport à la campagne 2010/2011.

La vente de produits viticoles à l'intérieur du pays se répartit comme suit :

Vin, vin mousseux et crémant luxembourgeois :	29,5 %
Vin blanc et mousseux étrangers :	28,5 %
Vin rouge et rosé étrangers :	42,0 %

La vente de produits viticoles indigènes et étrangers au Luxembourg se chiffre à presque 51 litres par habitant et est composée de 15 litres de produits viticoles luxembourgeois et de 36 litres de produits viticoles étrangers.

C. La section viticulture

1. Le site Internet de l'Institut viti-vinicole (www.weinbauinstitut.lu)

Le plan d'action eLuxembourg constitue la réponse du Gouvernement au défi de la société de l'information. Les services publics en ligne deviennent de plus en plus un élément central dans la relation que l'Etat entretient avec les citoyens et entreprises. Le site est rédigé en allemand et le public cible visé est constitué principalement par les

vignerons. Evidemment, les consommateurs de vin y retrouvent également des renseignements généraux sur la viticulture luxembourgeoise. Le site Internet de l'IVV met à la disposition des informations sur les aides financières, sur la réglementation viti-vinicole ainsi que sur divers thèmes techniques. En 2012, le site a connu une fréquentation de 69.000 visites et une consultation de 204.000 pages.

2. La formation continue et la vulgarisation

14 formations ont été organisées ou co-organisées par la section viticulture pour la profession viticole en 2012 sur les sujets suivants.

- Participation au 4. Luxemburger Weinbautag
- Séminaire "Umstellung auf ökologischen Weinbau"
- Visite du site de production compost SICOMP
- Rebschutz 2012
- Die Betriebsübernahme im Weinbau – Informationsnachmittag für Jungwinzer und angehende Jungwinzer
- Weinverkauf in der Großregion
- Séminaire "Einführung in den biologischen und bio-dynamischen Weinbau"
- Weinbaukarteierhebung 2012
- Erste Hilfe Kursus für Winzer
- Arbeitssicherheit-Travailleur désigné
- Transportladung und Verkehrssicherheit
- Weinbergsbegehung mit Besichtigung der Versuche am IVV.
- Weinbergsbegehung und Beratungsrundgang "Ökologischer Weinbau"
- Exposé "Applikationstechnik von Pflanzenschutzmitteln im Weinbau".

3. Les essais viticoles

L'Institut viti-vinicole a entamé depuis 2003 un projet d'expérimentation avec de nouveaux cépages rouges. Il s'agit notamment des cépages Cabernet Dorio, Cabernet Dorsa, Garanoir, Gamaret, Saint Laurent, Zweigelt, Merlot.

Dans ce projet d'expérimentation se trouvent également des cépages résistants contre les maladies cryptogamiques. Pour les cépages rouges, il s'agit de Rondo et Regent. En 2011, furent également plantés des cépages résistants blancs : Cabernet blanc, Johanniter, Bronner et Sirius. Le but du projet est de réduire les traitements phytosanitaires dans le but d'observer à quel degré ces cépages peuvent résister dans nos conditions climatiques contre les maladies fongiques.

L'institut viti-vinicole dispose depuis l'année 2011 d'une réserve génétique constituée de plants de vignes d'Elbling dont le bois fut sélectionné dans des vignobles plantés avant 1950. Il s'agit de la plupart de plants de vignes non encore greffés sur des souches résistantes. Les sélections furent menées en partenariat avec le centre de recherche à Geisenheim (Allemagne) dans une multitude de vieilles vignes au Luxembourg et en Allemagne. Après la sélection, les plants furent soumis à un test virologique et ensuite multipliés. En 2012, du nouveau matériel multiplié fut planté dans la parcelle de l'Institut qui compte à présent plus de 100 clones différents d'Elbling. Ce projet permet de lutter contre l'appauvrissement de la diversité génétique des cépages traditionnels de la vallée de la Moselle.

Dans une des parcelles d'essai est expérimenté depuis 2011 le produit biologique EM-actifs (Microorganismes Effectifs). Ce projet s'étend sur une durée de trois ans afin d'avoir des résultats justifiables du point de vue scientifique. Les EM-actifs sont composés de différents microorganismes lesquels sont appliqués en solution aqueuse sur les raisins et qui sont censés réduire la pourriture grise pendant la phase de

maturation. Le projet vérifie l'efficacité de ce produit qui pourrait être une alternative intéressante aux botryticides conventionnels, non admis dans la viticulture biologique.

Dans une autre parcelle d'essai, l'Institut viti-vinicole a également expérimenté en 2012 des produits phytosanitaires non encore agréés afin d'analyser leur efficacité contre les maladies cryptogamiques, principalement le mildiou et l'oïdium. Le produit fut appliqué à des intervalles réguliers tout au long de la période de végétation et des contrôles visuels furent exécutés régulièrement.

En 2012, l'Institut viti-vinicole a poursuivi le projet sur l'application de produits phytosanitaires biologiques par voie aérienne (hélicoptère) au sein de son vignoble d'expérimentation. L'étude s'étend sur trois années consécutives et a lieu en collaboration étroite avec le Centre de recherche Gabriel Lippmann et le Dienstleistungszentrum Ländlicher Raum Mosel (DLR).

Au niveau européen et même au niveau mondial, ce projet est d'une grande nouveauté, car il n'existe pas encore de résultats de produits biologiques appliqués par voie aérienne. Le projet étudie l'application de trois produits biologiques, à savoir le cuivre, le soufre et les phosphonates, destinés à combattre les deux principales maladies fongiques, le mildiou et l'oïdium. Une modalité non-traitée sert de témoin pour vérifier de façon précise l'efficacité des produits appliqués. Les résultats des années 2011 et 2012 furent prometteurs dans le sens que les produits biologiques appliqués ont démontré une bonne efficacité contre les maladies du mildiou et de l'oïdium. Par rapport aux produits conventionnels, leur action sur les maladies était très positive.

Jusqu'à présent, sur la Moselle luxembourgeoise les traitements par hélicoptère n'ont été effectués qu'avec des produits conventionnels. Depuis 2009, la législation européenne prévoit l'interdiction de l'application de produits phytosanitaires par hélicoptère. Toutefois, la directive communautaire permet aux Etats-membres de prévoir des exceptions à cette règle, comme p.ex. en cas d'une topographie présentant un nombre important de vignobles en pente raide. Le Luxembourg possède plus de 300 hectares de vigne en pente raide et en terrasses. Dans ce contexte, le projet entamé par l'Institut viti-vinicole est d'autant plus crucial, car une démonstration de l'efficacité de produits biologiques par voie aérienne pourrait renforcer de beaucoup l'opinion en faveur du maintien de l'hélicoptère.

4. Le suivi de l'évolution de la vigne

La section viticulture suit par l'intermédiaire des observateurs locaux l'évolution de la vigne ainsi que de ses champignons et insectes parasites.

Stades phénologiques	Code BBCH	2012	Moyenne 1966-2012	Différence en jours par rapport à la moyenne
Bourgeon dans le coton	05	2/4	14/4	-12
Sortie des feuilles	09	27/4	29/4	-2
4- feuilles étalés	14	10/5	14/5	-4
8- feuilles étalés	18	28/5	31/5	-3
Début floraison	61	15/6	20/6	-5
Fin floraison	68	23/6	27/6	-4
Durée de la floraison		9	8	1
Fermeture de la grappe	77	15/7	17/7	-2
Début Veraison	83	16/8	18/8	-2
Début de la vendange	89	01/10	22/09	9

5. Le conseil viticole et réglementaire

La section viticulture conseille les vignerons au niveau viticole, réglementaire et aides financières. Pendant la période de végétation 2012, les vignerons ont reçu 9 fiches de conseil à intervalles réguliers. Les fiches de conseil visaient essentiellement à promouvoir la lutte intégrée c'est-à-dire l'application rationnelle d'une combinaison de mesures biologiques, biotechnologiques, chimiques, physiques, culturelles dans laquelle l'emploi des produits phytosanitaires est limité au strict nécessaire pour maintenir la présence des organismes nuisibles en dessous du seuil à partir duquel apparaissent des dommages ou une perte économiquement inacceptable.

En parallèle, 8 fiches de conseil ont été distribuées aux vignerons cultivant leurs vignes en mode biologique. Elles contenaient des informations sur la bonne application de produits phytosanitaires naturels en fonction du stade de la vigne, sur les engrais biologiques ainsi que sur les enherbements diversifiés. Des informations techniques précises supplémentaires sont également disponibles sur le site Internet de l'Institut viti-vinicole.

Par l'intermédiaire d'un système de newsletter, les vignerons reçoivent régulièrement par courrier électronique une synthèse des actualités en ligne. Si le sujet traité les intéresse, un raccourci leur permet d'accéder à la page Internet du site de l'IVV où des renseignements plus détaillés sont disponibles.

6. La mise en place du système de prévision pour le mildiou de la vigne « Vitimeteo Plasmopora »

L'Institut viti-vinicole a comme mission de conseiller les viticulteurs sur les traitements phytosanitaires à effectuer en viticulture. Ces recommandations se basent prioritairement sur des données météorologiques. A ces fins, l'Institut viti-vinicole dispose depuis 2007 d'une station météorologique à Wormeldange. Cette installation permet de mesurer les paramètres météorologiques (Température, Humidité...) nécessaires en vue d'une évaluation du risque d'infection du mildiou et de l'oïdium. Ces données météorologiques sont traitées informatiquement par le service météorologique du Dienstleistungszentrum Ländlicher Raum (DLR) à Oppenheim. Depuis l'année 2010, le nouveau modèle de prévision pour le mildiou « Vitimeteo Plasmopora » est utilisé. Afin d'avoir des données locales précises, ce modèle est raccordé depuis 2011 à 4 stations météorologiques réparties le long de la Moselle : Grevenmacher, Nittel, Wormeldange et Remich. Les résultats sont ensuite publiés sur le site Internet de l'IVV, ce qui permet aux vignerons de mieux cibler les traitements phytosanitaires et donc de réduire l'utilisation des produits phytosanitaires.

7. Les contrôles des pépinières

La section viticulture contrôle les deux pépinières viticoles professionnelles et certifie leur production. Pour des raisons de protection des données personnelles, les données statistiques relatives à la production de plants de vigne au Grand-Duché de Luxembourg ne peuvent pas être publiées.

8. Les projets de recherche viticoles

Projet de recherche VITISOL

Trois expériences visant à étudier l'impact du mode d'entretien du sol sur la physiologie de la vigne, l'état sanitaire des grappes et la qualité du vin ont été menées. Dans le premier vignoble, différentes pratiques culturales (enherbement, ensemencement Wolff avec un mélange de légumineuses et autres plantes, ouverture

du sol en été/hiver) ont été étudiées. Les raisins de cette parcelle ont été vinifiés individuellement en micro-vinification. Dans le second vignoble, des techniques alternatives du contrôle des mauvaises herbes sous le pied de vigne (chimique, mécanique, ouverture du sol) ont été étudiées. Dans le troisième vignoble, différents mélanges de plantes ont été semés entre les rangs afin d'en étudier l'impact sur la vigne.

Les traitements résultent en des vigueur de plante (poids des bois de taille) et des taux d'infection par *Botrytis cinerea* (agent de la pourriture grise) différents. Dans le premier vignoble, les concentrations en chlorophylle (dans les feuilles) ainsi qu'en azote (feuille et moût) sont significativement plus hautes dans la modalité ouverte en été. La modalité avec l'enherbement Wolff présente un profil intermédiaire entre ces hautes concentrations et celles plus basses des modalités enherbées. Les rendements et les contaminations par *Botrytis cinerea* répondent à la même hiérarchie. L'alimentation minérale (hors azote) est également modifiée. La modalité ouverte en été étant soumise à une concurrence négligeable des adventices, elle montre des concentrations foliaires en fer, magnésium et calcium plus importantes lorsque la météorologie présente des conditions limitantes en eau. En raison des teneurs plus basses en azote assimilable par les levures dans les modalités enherbées, des problèmes de fermentation peuvent survenir, ce qui a été le cas en 2011. Ces difficultés de fermentation ont pénalisé ces vins, lesquels ont été de ce fait moins bien notés que ceux de la modalité ouverte en été. Une caractérisation qualitative de la flore microbienne (champignons et bactéries) par une méthode de génétique moléculaire a mis en évidence des différences entre les modalités et entre les moments de prélèvement.

Un essai mené sur Pinot gris et Riesling a montré l'impact de la date du premier écimage sur la contamination des grappes par *Botrytis cinerea*. Le choix du moment approprié permet de réduire la sévérité absolue de l'infection de 10 %.

Projet de recherche TERROIR

La définition du terroir est très complexe et les facteurs qui le déterminent sont nombreux. Parmi ces facteurs sont le type de sol, la topographie et le climat. Le type de sol est déterminé par sa composition chimique et sa nature, mais aussi par sa fertilité, sa capacité de retenir eau et chaleur. La topographie reflète les formes et détails naturels et artificiels d'un terrain en incluant ainsi les reliefs, les vallées, cours d'eau, constructions etc. Le projet Terroir a pour premier objectif d'étudier si le phénomène du terroir peut être décrit et caractérisé par la combinaison de paramètres physico-chimiques.

Le Riesling est un des cépages les plus importants de la Moselle luxembourgeoise. Le fait qu'il soit vendangé très tard le prédestine à une étude du phénomène du terroir. Cette étude de faisabilité mettra en œuvre une large gamme d'analyses chimiques, appliquées à des échantillons de Riesling originaires de plusieurs zones viticoles situées entre Schengen et Grevenmacher.

Un premier travail a consisté à sélectionner les parcelles destinées à l'étude, en fonction de leur situation géographique, mais également de leur substrat géologique et de leur exposition. Environ 40 parcelles de Riesling ont finalement été choisies pour cette étude. Afin de maximiser l'influence du terroir sur la composition chimique des baies, l'échantillonnage a été réalisé le plus tard possible, soit juste avant la récolte par les exploitants concernés (mi-octobre). De même, les 40 échantillons ont été prélevés sur une période relativement réduite (environ une semaine) afin de réduire la variabilité liée à la date de récolte. Les échantillons ont ensuite été pressés en laboratoire, jusqu'à l'obtention d'environ 500 mL de moût pour chaque parcelle. Les moûts ont ensuite été aliquotés en fonction des différentes analyses prévues et conservés à -20°C.

Une première série d'analyses de base a été réalisée par l'IVV (pH, acidité, densité, acides aminés, azote assimilable) et les résultats ont été intégrés à la base de données. Les analyses réalisées au CRP-Gabriel Lippmann ont débuté par le dosage des minéraux en ICP-MS. Ces analyses multi-élémentaires ont porté sur environ 50 éléments, couvrant une large partie de la classification périodique (métaux du bloc d, alcalins, alcalino-terreux, terres rares). Les résultats de ces analyses sont actuellement en cours de traitement. L'étude des moûts par spectrométrie de proche infrarouge (NIRS) a également été réalisée. Les spectres obtenus seront analysés et comparés aux données topographiques afin de détecter d'éventuelles combinaisons spécifiques.

La suite de ce projet consistera à compléter les données existantes, notamment par l'analyse des moûts par des techniques chromatographiques couplées à la spectrométrie de masse (GC-MS, LC-MS). Les résultats obtenus seront exploités par des statistiques multivariées dans le but de voir si des marqueurs chimiques peuvent être trouvés qui pourraient être utilisés en vue d'une typification de terroirs sur la Moselle.

9. La gestion du système d'identification des parcelles viticoles (FLIK)

L'article 19 du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le règlement (CE) n° 1782/2003 dispose que les Etats membres fournissent aux exploitations agricoles des formulaires préétablis qui se fondent sur les superficies déterminées de l'année précédente ainsi que des documents graphiques situant ces superficies dans chaque Etat membre d'un mécanisme de gestion et de contrôle (système intégré de gestion et de contrôle). Ce règlement impose également à tous les Etats membres de disposer d'un système d'information géographique informatisé pour l'identification des parcelles permettant une localisation plus précise et une représentation plus proche de la réalité. C'est notamment en vue de l'admissibilité des parcelles viticoles au bénéfice du paiement unique que le système d'identification de parcelles unique pour toutes les parcelles éligibles au régime du paiement unique (agricoles et viticoles) s'impose. La base réglementaire pour la mise en place d'un tel système est le règlement grand-ducal du 19 août 2008 portant introduction, au Grand-Duché de Luxembourg, d'un système d'identification des parcelles viticoles basé sur des techniques informatisées d'un système d'information géographique.

La section viticulture a procédé en 2011 à la mise à jour de 5.400 parcelles viticoles sur le territoire luxembourgeois sur base des photos aériennes de 2010. Cette digitalisation a été validée en 2012 en coopération avec la profession et est utilisée comme référence parcellaire pour le paiement des aides dès 2013.

10. La mise en place de la conditionnalité et d'un catalogue de sanctions

Le règlement (CE) n° 73/2009 dispose en son article 4 que « tout agriculteur percevant des paiements directs est tenu de respecter les exigences réglementaires en matière de gestion visées à l'annexe II, conformément au calendrier fixé dans cette annexe, ainsi que les bonnes conditions agricoles et environnementales établies conformément à l'article 6 ».

Le règlement modifié (CE) n° 1122/2009 établit les modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes d'aide directs (régime de paiement unique, régime d'aides à la restructuration et à la reconversion des vignobles et prime d'arrachage définitif de superficies viticoles).

Le règlement modifié (CE) n° 1975/2006 établit les modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des mesures de soutien au développement rural (prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage et régime d'aide en faveur de la lutte biologique contre le ver de la grappe).

Le tableau des réductions et exclusions en cas de non-conformité des règles de la conditionnalité est publié en annexe IV du règlement grand-ducal du 25 novembre 2011 portant application, au Grand-Duché de Luxembourg, du régime de paiement unique, de la conditionnalité et du système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre de la politique agricole commune.

Le tableau relatif aux réductions et exclusions en cas de non-conformité des conditions spécifiques à la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage est publié en annexe VI du règlement grand-ducal du 19 avril 2012 instituant une prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement.

11. Le recensement viticole et le casier viticole

Le recensement viticole a comme but la constitution et l'actualisation du casier viticole (Règlement (CE) N° 479/2008 du Conseil du 29 avril 2008) et du Système Intégré de Gestion et de Contrôle (Règlement (CE) no 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009). Le recensement viticole est effectué annuellement et représentait en 2012 la situation des exploitations viticoles au 1er mai. Chaque viticulteur est obligé d'y indiquer tous les changements concernant son exploitation à l'aide de formulaires alphanumériques et graphiques pré-imprimés qui lui sont adressés par courrier et de les communiquer à l'Institut viti-vinicole.

Les données ainsi recensées sont utilisées pour toutes les demandes d'aides liées à la surface et le calcul de leur montant. Les données servent aussi de base au calcul des marges brutes standards, des cotisations du fonds de solidarité viticole et du rendement à l'hectare.

L'IVV a mis en place avec le CTIE un système de gestion permettant depuis 2009 la coexistence des deux superficies pour une même parcelle :

- surface brute: C'est la superficie « QUOTAS » en m2 qui sert comme base de calcul des rendements
- surface nette : surface « FLIK », superficie nette en production de vignes, déterminée par le système d'information géographique sur base des ortho-photos et utilisée pour le paiement des aides à la surface.

Ces parcelles de référence ainsi que les informations relatives à la surface réellement plantée par les exploitants sont également saisies dans la partie graphique du Système Intégré de gestion et de contrôle du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Ces données relatives à la surface sont ensuite utilisées

- par le Service d'Economie Rurale pour le calcul du montant de la prime unique pour les viticulteurs.
- par l'Institut viti-vinicole pour le calcul de la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage en viticulture, de la prime pour la lutte biologique contre la tordeuse de la grappe, de l'aide à la reconversion et à la restructuration des vignobles, de l'aide à la plantation des vignobles.

En 2012, la section viticulture a également procédé au recensement des déclarations de stock de vins au 31/7/2012 et aux déclarations de récolte et le contrôle des rendements viticoles.

12. La prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage dans les vignobles

La loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural (art. 25), le règlement (CE) no 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ainsi que le règlement grand-ducal du 19 avril 2012 instituant une prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement constituent les bases légales et réglementaires de ce programme agri-environnemental.

Le programme d'aide vise notamment les viticulteurs à souscrire des engagements pluriannuels (5 années) en vue de favoriser une exploitation viticole compatible avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel. A ce titre, les viticulteurs touchent une compensation pour les pertes de revenu dues à une réduction de la production et à une augmentation des coûts de production suite à une utilisation de pratiques culturales plus respectueuses de l'environnement.

Le respect des exigences de la conditionnalité (cross-compliance) est une condition générale à respecter par les bénéficiaires du programme d'aide.

Pour les engagements en cours à partir de 2008 souscrits dans le cadre du règlement grand-ducal du 17 octobre 2008 instituant une prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement constituent les bases légales et réglementaires de ce programme agri-environnemental et expirant en 2012, la possibilité de prolongation d'une année a été prévue par règlement grand-ducal du 19 avril 2012. Sauf opposition de la part du bénéficiaire à déclarer par écrit jusqu'au 31 octobre 2012, les contrats sont prolongés automatiquement d'une année jusqu'au 31 octobre 2013.

Bilan des paiements effectués en 2012

Année culturale	2011/2012
Nombre de viticulteurs	215
Montant total	682.323,40 €
<i>Dont:</i>	
<i>Part Nationale</i>	601.882,22 €
<i>Part UE</i>	80.441,18 €
Superficie totale (ha)	841,19 ha
<i>Dont:</i>	
>15 % pente	552,18 ha
>30 % pente	261,96 ha
>45 % pente	27,05 ha

13. L'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles

Le règlement grand-ducal du 31 mars 2010 instaurant un régime d'aides à la restructuration et à la reconversion des vignobles offre sous certaines conditions une aide financière aux exploitants viticoles pour l'arrachage et la replantation d'une vigne. Le régime d'aide a pour objet d'accélérer la reconversion variétale, c'est-à-dire le remplacement des cépages dont la demande sur le marché est en régression, par des cépages plus appréciés par les consommateurs. Il vise également à favoriser

d'avantage des techniques de culture de vignobles qui sont plus facilement mécanisables dans le but de réduire les coûts d'exploitation.

Le régime d'aide est une aide nationale qui n'est pas cofinancée par la l'Union Européenne. Le demandeur d'aide a le choix entre deux modes de paiement: le calcul sur base forfaitaire ou le calcul sur base des coûts éligibles.

Bilan des paiements effectués en 2012

Année culturale	Montants payés	Superficie (ha)	Nombre de demandes
2008/2009	9 890,60	1,15	1
2009/2010	73 065,90	7,47	23
2010/2011	32 880,00	3,91	15
Total	115 836,50	12,53	39

14. L'aide pour la lutte biologique contre le ver de la grappe

L'emploi d'insecticides a été notablement diminué les dernières années grâce au développement de méthodes biologiques telle la technique de la confusion sexuelle dans la lutte contre le ver de la grappe, papillon ravageur de la vigne, responsable de dégâts importants. L'application de cette technique est beaucoup plus coûteuse que celle des insecticides, d'où la nécessité de subventionner son utilisation.

Le règlement grand-ducal modifié du 26 août 2009 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de productions agricoles compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel, met en place un régime d'aide visant à favoriser dans les vignobles la lutte biologique contre le ver de la grappe. L'objectif est de supplanter jusqu'en 2013 dans tout le vignoble les insecticides utilisés en viticulture par la technique biologique de la confusion sexuelle.

En 2012, 281 exploitations ont introduit une demande en vue d'obtention de cette aide dans laquelle ils s'engagent à appliquer cette technique pendant 5 ans dans les zones concernées.

Bilan des paiements effectués en 2012

Année culturale	2011/2012
Nombre de viticulteurs	281
Montant total	133.845 €
<i>Dont</i>	
<i>Part Nationale</i>	100.384 €
<i>Part UE</i>	33.461 €
Superficie totale (ha)	1.013,97 ha

D. La structure du vignoble luxembourgeois

1. La superficie du vignoble et le nombre des exploitations

La superficie totale du vignoble en 2012 est de 1.300 ha, dont 15 ha sont cultivés par 13 exploitations allemandes et 1 ha par 2 exploitations françaises.

La superficie viticole luxembourgeoise exploitée par des exploitations qui ont leur siège au Luxembourg, occupe aujourd'hui une superficie totale de 1.287 ha dont 1.222 ha en production alors qu'en 1993 on comptait encore au total 1.404 ha. Cette

diminution s'explique en partie par le programme d'arrachage définitif des parcelles viticoles mis en place depuis 1989 au niveau communautaire par les différentes organisations communes du marché viti-vinicole ainsi que par la perte de superficies viticoles suite à l'urbanisation.

Le processus de restructuration vers des unités de production plus grandes se poursuit. En l'espace de 20 ans, le nombre des exploitations viticoles luxembourgeoises est passé de 817 unités en 1993 à 375 unités en 2012, soit une régression de 54%. La surface moyenne des exploitations viticoles est actuellement de l'ordre de 3,4 ha.

Suite aux effets du remembrement et de la prime à la restructuration et à la reconversion du vignoble, la restructuration du vignoble luxembourgeois est accompagnée d'une amélioration sensible des conditions de travail dans la vigne. En 20 ans, le nombre des parcelles a diminué de 1.769 unités et s'élève aujourd'hui à 4.938 unités. Grâce à la rationalisation des travaux et à la réduction des parcours dans les vignobles remembrés, grâce aussi à une mécanisation plus poussée, les conditions d'exploitation des vignobles ont été sensiblement améliorées.

Une diminution importante de la surface se fait remarquer pour le cépage Rivaner. Avec 334,19 ha, ce cépage occupe aujourd'hui 26 % de la superficie viticole soit une diminution de 249 ha par rapport à 1993. En ce qui concerne l'Elbling, on note également une très forte régression de sa superficie au profit d'autres cépages. La surface cultivée en Elbling atteint actuellement 96,71 ha et représente par-là moins que la moitié de sa superficie déclarée de 1993. La surface plantée en Riesling est restée stable au cours des dernières 20 années. Elle représente actuellement 157 ha, soit 12,2 % du vignoble. Les cépages Auxerrois, Pinot blanc et Pinot gris occupent ensemble 535 ha, soit 41 % de notre superficie viticole. Depuis 1993, leur surface a augmenté de 28%.

Les dernières années, le cépage Pinot noir se réjouit d'une grande popularité. En effet, depuis plus d'une décennie, sa surface ne cesse d'augmenter et occupe en 2012 avec 112 ha 8,7% du vignoble luxembourgeois.

2. Le nombre d'exploitations et la superficie viticole totale par classe de grandeur en 2012

classes de grandeur (en ares)	Nombre d'exploitants	Superficie totale (en ha)
0,00 - 0,10 ha	26	1,5
0.11 - 0.20 ha	31	4,5
0.21 - 0.30 ha	28	6,7
0.31 - 0.50 ha	29	11,5
0.51 - 1.00 ha	60	41,1
1.01 - 2.00 ha	42	59,1
2.01 - 3.00 ha	18	45,3
3.01 - 5.00 ha	34	135,9
5.01 - 10.00 ha	76	538,5
10.01 - 20.00 ha	27	337,5
20.01 - 30.00 ha	4	105,6
> 30 ha	0	0,0
Total	375	1.287

Source : IVV

Il est à noter que sur un total de 375 exploitations, 31 exploitent une surface supérieure à 10 ha. Ces 31 exploitations gèrent ensemble 443 ha, soit 34% de la

surface totale. De façon générale, on peut observer un décalage progressif des petits domaines viticoles vers des domaines gérant de plus en plus de surfaces viticoles.

3. L'âge des chefs d'exploitation en 2012

Classes de grandeur (en ans)	Nombre des chefs d'exploitations	Superficie totale (en ha)
< 35 ans	22	70
35 – 50 ans	95	438
50 – 65 ans	157	594
> 65 ans	101	185
Total	375	1.287

Source :IVV

A noter que 69% des exploitants sont âgés de plus de 50 ans et exploitent 60% de la superficie viticole au Luxembourg. Une jeune génération d'exploitants capables de prendre la relève fait défaut pour le moment. Pour les décennies à venir, la viticulture luxembourgeoise sera confrontée au défi d'assurer tant bien que mal la succession de la génération vieillissante et de garantir par-là le maintien des surfaces viticoles et de la section viticole en général.

4. La répartition de la superficie

	1993		2012		
	Superficie (ha)	%	Exploitations	Superficie (ha)	%
Vinsmoselle	894	63,7%	255	782	61%
Vignerons indépendants	254	18,10 %	54	330	26%
Négoce avec les producteurs de raisins	256	18,20 %	66	175	14%
TOTAL	1.413	100%	375	1.287	100%

Source : IVV

5. Les différents modes de mécanisation, de conduite et de travail en 2012

Mode Mécanisation	ha	%
<i>Par treuil</i>	52	4%
<i>Traction direct</i>	1211	94,4%
<i>A la main</i>	20	1,6%

Mode de Conduite	ha	%
<i>Sur échelas</i>	12	0,9%
<i>Sur treillis de support</i>	1270	99%

Source : IVV

6. Les exploitations et les parcelles par localité viticole en 2012

Localités au 15.05.2012	Exploitations (1)	Parcelles	Superficie cultivée (ha) (2)	Classes de grandeurs					
				0 - 5 ha		5 - 10 ha		+ 10 ha	
				(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
Ahn	15	256	94,29	5	13,44	8	55,63	2	25,22
Bech-Kleinmacher	28	487	115,16	19	26,74	5	34,01	4	54,42
Bous	9	52	11,55	9	11,55				
Ehnen	18	229	50,29	13	8,29	4	30,23	1	11,77
Ellangen	5	86	23,18	3	2,09	1	9,51	1	11,59
Elvange	1	3	0,22	1	0,22				
Erpeldingen	2	48	10,19	1	2,68	1	7,51		
Gostingen	7	54	13,82	6	7,59	1	6,23		
Greiweldange	12	139	41,80	8	7,05	3	23,41	1	11,34
Grevenmacher	15	375	114,31	7	9,31	3	17,94	5	87,07
Kopstal	1	2	0,59	1	0,59				
Lenningen	4	6	1,21	4	1,21				
Luxemburg	2	2	0,59	2	0,59				
Machtum	24	223	77,54	17	20,52	5	36,54	2	20,47
Mensdorf	1	3	0,76	1	0,76				
Merttert	5	105	51,75			4	25,63	1	26,12
Mondorf	1	33	5,63			1	5,63		
Niederdonven	13	191	57,78	10	13,82	2	14,75	1	29,20
Oberdonven	2	4	1,32	2	1,32				
Remerschen	36	518	110,35	29	43,36	5	39,39	2	27,60
Remich	27	282	79,76	20	20,54	4	24,70	3	34,52
Rolling	2	51	9,68	1	3,85	1	5,84		
Rosport	2	9	1,79	2	1,79				
Schengen	19	424	97,67	10	12,84	5	35,09	4	49,74
Schwebsange	25	237	51,44	21	18,65	4	32,80		
Stadtbredimus	17	270	71,73	11	18,26	4	28,28	2	25,19
Steinheim	2	4	0,63	2	0,63				
Wasserbillig	2	2	0,39	2	0,39				
Wellenstein	22	267	62,67	15	14,75	7	47,92		
Wintrange	13	237	46,19	9	9,18	3	21,76	1	15,26
Wormeldange	32	249	59,97	27	18,66	4	27,74	1	13,57
Wormeldange- Haut	11	90	22,85	10	14,90	1	7,95		
Total	375	4 938	1 287	268	306	76	538	31	443

Source : IVV

E. Le laboratoire de l'Institut viti-vinicole

Par la loi du 12 août 2003 portant réorganisation de l'Institut viti-vinicole, article 1, l'Institut a l'obligation de surveiller et de contrôler l'exécution des prescriptions légales et réglementaires concernant les vins et boissons similaires et de conseiller les organismes professionnels de la viticulture dans les domaines technique, économique et commercial.

A cette fin le laboratoire de l'IVV réalise l'examen analytique des raisins, des moûts, des vins et des vins mousseux et crémants par analyse chimique de ses constituants et par détermination de ses caractères physiques.

Les principaux groupements d'analyses se présentent comme suit:

- le suivi de la maturité des raisins dans sa mission de conseiller les viticulteurs luxembourgeois.
- le contrôle analytique systématique de tous les lots de moûts durant la vendange faisant l'objet d'une vinification précisé par le règlement (CE) no 606/2009, article 12, au service du contrôle des vins remplaçant ainsi la déclaration obligatoire d'intention d'enrichissement.
- l'analyse individuelle des vins, des vins mousseux et des crémants sur demande des viticulteurs pendant la période de la fermentation alcoolique jusqu'à l'embouteillage des vins dans notre rôle de conseiller, incluant l'analyse de conformité pour l'exportation des vins, des crémants ou des vins mousseux et l'analyse prescrite pour participation aux différents concours internationaux.
- l'examen analytique des vins, des vins mousseux et des crémants luxembourgeois sur différentes caractéristiques bien définies pour l'admission à la Marque Nationale, ainsi que l'analyse de vérification de l'identité de ces produits embouteillés après l'obtention de la Marque Nationale, prescrits par le règlement grand-ducal modifié du 30 janvier 2001.

Le tableau ci-dessous résume le nombre des différentes analyses effectuées au cours de l'année 2012 au laboratoire de l'IVV:

Analyses	Nombres d'analyses
Analyses de contrôle des moûts	1.922
Analyses individuelles sur demande	32.096
Analyses pour admission à la Marque Nationale et analyse de vérification de l'identité	11.084

Les analyses de la maturité des raisins se font de mi-août jusqu'au début des vendanges et sont indispensables pour une bonne planification de la vendange. Elles sont réalisées de manière systématique sur tous les cépages issus du vignoble de l'IVV et parallèlement sur des raisins des parcelles de vignoble le long de la Moselle, en collaboration avec les vigneron indépendants. Les analyses de maturité des raisins réalisées dans le laboratoire de l'IVV portent sur le taux de sucre naturel (°Oechsle), le pH, l'acidité totale, les acides organiques L-malique et tartrique ainsi que sur le taux d'azote pouvant être assimilé par les levures. Le rapport croissant d'acide tartrique sur acide L-malique donne un indice pour une bonne évolution de la maturité et le taux d'azote assimilable par les levures donne une indication sur la richesse naturelle de nutriments pour levures dans les moûts. Ces résultats d'analyses des raisins de l'IVV et des raisins issus des vignobles des viticulteurs indépendants sont mis à disposition des viticulteurs via Internet ensemble avec les résultats des analyses des raisins issus de parcelles des caves coopératives et effectuées dans leur propre laboratoire. Toutes ces

données offrent des informations très précieuses à tous les viticulteurs avant les vendanges.

Durant les vendanges, le contrôle analytique systématique du taux de sucre naturel (Oechsle), du pH et de l'acidité totale de s moûts est réalisé. A côté, des analyses supplémentaires comme la détermination de l'azote assimilable par les levures, qui est exprimé par la somme de l'azote α -aminé et de l'azote ammoniacal ainsi que les taux en acide tartrique et L-malique sont effectuées sur demande. Grâce à ces informations, les cavistes peuvent apporter un dosage adapté de préparations nutritives aux levures pour favoriser de manière optimale la multiplication des levures en vue d'une fermentation régulière et ils peuvent prévoir la désacidification adéquate des moûts si nécessaire.

Pour répondre au mieux aux besoins de nos différents clients, le laboratoire œnologique de l'Institut viti-vinicole est ouvert durant toute l'année. Ainsi les analyses individuelles sur demande des viticulteurs et les examens analytiques obligatoires des vins luxembourgeois pour l'admission à la Marque Nationale peuvent être effectués dans les meilleurs délais.

Les analyses de base des vins, couramment demandées pour le bon suivie de la vinification sont la détermination de la valeur pH, de l'acidité totale, des acides principaux telles l'acide tartrique et l'acide L-malique, de l'acidité volatile ou de l'acide acétique, de la fructose et glucose, du dioxyde de soufre total et libre, du titre alcoométrique volumique, de la densité relative, de l'extrait sec total, du dioxyde de carbone et de la surpression des crémants et mousseux.

D'autre part, des analyses plus spécifiques, tels les teneurs en fer et cuivre, les phénols totaux, l'acide sorbique, la stabilité tartrique, la détermination de la stabilité protéique, de la stabilité à chaud et de la dose réellement nécessaire en bentonite, du collage bleu, ainsi que le suivi des fermentations malolactiques (l'acide L-lactique), sont proposées aux viticulteurs.

En date du 6 et 7 mars 2012, le laboratoire de l'IVV a passé l'audit OLAS pour l'obtention de l'accréditation selon la norme ISO/CIE 17025 :2005 sur les prescriptions générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnage et d'essais. Suite à l'émission d'un avis positif du Comité d'accréditation, l'octroi de l'accréditation a été décidé en date du 16 avril 2012. L'accréditation est valable jusqu'au 16 avril 2017 et elle est soumise à une surveillance annuelle.

F. Le département de l'œnologie-microbiologie

Parmi les multiples missions de l'Institut viti-vinicole, le conseil pour les organismes professionnels dans les domaines techniques comme la viticulture et la vinification joue un rôle très important. Ainsi, chaque année, différents essais qui sont issus de la viticulture et des pratiques de vinification sont réalisés dans la cave de l'Institut.

1. La vinification de différents cépages rouges

Depuis 2003, l'Institut viti-vinicole cultive entre autres plusieurs cépages rouges dans son vignoble d'expérimentation. Le but est d'analyser non seulement leur aptitude culturale dans nos régions mais aussi leur potentiel de vinification. Ainsi les cépages Cabernet Dorio, Cabernet Dorsa, Gamaret, Merlot, Zweigelt, et Dornfelder ont été vinifiés en 2012 dans la cave de l'Institut viti-vinicole. La vinification a débuté avec une phase de macération thermorégulée afin d'extraire les composés phénoliques (couleur et tannins). Après la fermentation alcoolique, le département œnologie a procédé à la fermentation malolactique (dégradation de l'acide malique) par ajout de bactéries. Des courbes ont été réalisés sur tous les vins afin d'avoir un aperçu rétrospectif sur le cours

de cette fermentation malolactique. Au cours de la vinification, les spécificités des différents cépages ne sont pourtant jamais négligées. Les vins issus de certains cépages subissent un élevage particulier en fût de chêne dans le but de mieux les équilibrer. Bien que la méthode de vinification en soi soit relativement identique, de grandes différences se font sentir parfois dans la structure et le corps des différents vins. En corrélation avec ces caractéristiques, des réflexions sur l'aptitude de ces cépages au terroir luxembourgeois sont menées.

Les viticulteurs seront invités à des dégustations pour se faire eux-mêmes une impression des résultats organoleptiques de ces essais.

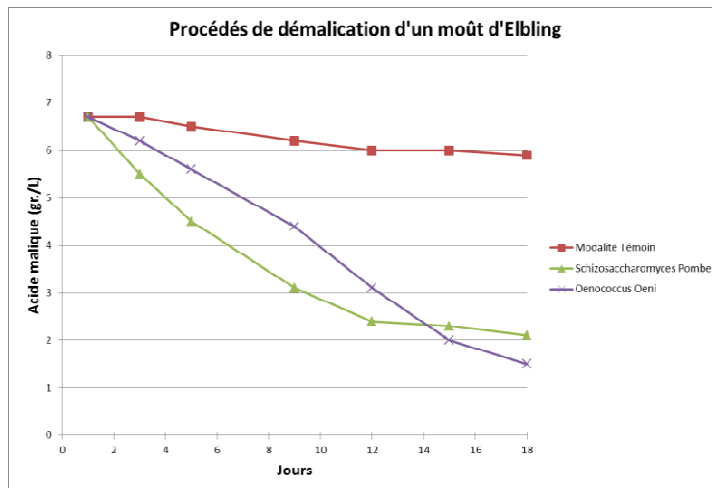
L'institut viti-vinicole a également participé en 2012 au projet LEADER intitulé « Letzebuenger Waïn an Letzebuenger Eech ». Ce projet a pour but de mettre en évidence la valeur du chêne luxembourgeois en prouvant sa capacité pour la vinification et l'élevage de vins en fûts. Une tonnellerie française a façonné et travaillé le bois luxembourgeois afin d'en fabriquer des fûts de chêne de haute qualité. À côté de l'Institut viti-vinicole, d'autres domaines viticoles luxembourgeois se sont également ralliés au projet. L'Institut a voulu comparer directement le bois de chêne luxembourgeois avec le bois de chêne français en répartissant une même cuvée de Pinot noir précoce dans les deux types de fûts.

2. Les procédés de démalication des môuts

Les vins produits dans notre zone septentrionale peuvent contenir des teneurs élevées en acidité libérant ainsi une certaine agressivité et de l'amertume en bouche. Le fait de réduire la quantité d'acide malique grâce à l'utilisation de certaines souches de levures peut contribuer à assouplir et à améliorer le vin obtenu. De plus, réduire la teneur en acide malique au cours de la fermentation peut avoir un impact direct sur la durée de la fermentation malo-lactique et sur la stabilité microbiologique du vin.

En 2011, un procédé de démalication de môuts par des levures *Schizosaccharomyces pombe* incluses dans des billes d'alginate sèches fut pratiqué sur des môuts de Riesling et de Sauvignon blanc. La souche de levure utilisée a la capacité à métaboliser l'acide malique au cours de la fermentation. Le procédé courant de dégradation de l'acide malique est la bien connue fermentation malo-lactique (FML) due à *Oenococcus oeni*. Même si des progrès réels ont été réalisés dans la production de levains bactériens, la réussite n'est pas toujours assurée, tout spécialement lorsque les vins très acides ou carencés ne permettent pas le développement des bactéries. L'emploi de levures du genre *Schizosaccharomyces* qui réalisent la fermentation malo-alcoolique (FMA) a été envisagé dès les années 1970. Le môût estensemencé en *Schizosaccharomyces* avant la fermentation alcoolique et lorsque le pH a atteint la valeur souhaitée, un apport massif de levures *Saccharomyces* est effectué, ceci afin d'éviter un trop fort développement de *Schizosaccharomyces* susceptible de conduire à de faux arômes. L'immobilisation de ces levures permet de maîtriser totalement leur activité: les billes contenant ces *Schizosaccharomyces* sont placées dans une sorte de sac poreux, lui-même introduit dans la cuve à traiter. Lorsque le pH a atteint la valeur attendue le sac est retiré de la cuve et le môût estensemencé avec *Saccharomyces*. Les mêmes « billes » peuvent d'ailleurs être réutilisées plusieurs fois. Désireux de comparer ce procédé de démalication à d'autres procédés, le département de l'œnologie a choisi de pratiquer en 2012 sur un même môût d'Elbling à la fois une fermentation malo-lactique (FML) par le biais de bactéries *Oenococcus oeni* et une fermentation malo-alcoolique (FMA) par le biais de levures *Schizosaccharomyces pombe*. Le môût d'Elbling fut ainsi séparé et réparti en 3 cuves différentes, les 2 premières étantensemencées avec les bactéries et les levures respectives et la troisième servant de modalité témoin. Avant l'ajout des microorganismes, les 3 cuves furentensemencées ensemble avec une levure sélectionnée destinée à la fermentation alcoolique.

Peu de temps après l'ensemencement, les 3 modalités furent contrôlées régulièrement quant à l'évolution d'une part de la fermentation alcoolique, mais surtout quant à l'évolution des fermentations malo-alcoolique et malo-lactique. En effet, il est important de suivre le possible effet que la fermentation normale (alcoolique) peut avoir sur les fermentations provoquant la démalication ou vice versa. Le suivi de la dégradation de l'acide malique permet de dresser la courbe suivante :



Alors que la modalité témoin affiche une courbe plus ou moins stable, on voit que les 2 courbes correspondant aux procédés de démalication diminuent progressivement au fil des jours. La courbe représentant la démalication par les levures *Schizosaccharomyces pombe* affiche en début de fermentation une pente plus raide que celle correspondant à la fermentation malolactique. La dégradation de l'acide malique par l'utilisation des bactéries *Oenococcus oeni* s'accélère par contre en fin de fermentation et elle est aussi complète que l'autre procédé après un suivi continu de 18 jours.

A côté de l'étude des deux procédés de démalication, il sera intéressant d'analyser également l'impact sensoriel de ces deux procédés. Cette analyse sera pratiquée au cours de l'année 2013, dès que la vinification et l'élevage seront terminés. Alors que les *Schizosaccharomyces pombe* dégradent l'acide malique en éthanol et dioxyde de carbone, les bactéries *Oenococcus oeni* transforment l'acide malique en acide lactique et dioxyde de carbone. L'acide lactique confère au vin une légère note de beurre. Dans ce contexte, la modalité témoin non-désacidifiée jouera un rôle important, car elle servira de référence pour décrire l'impact sensoriel des procédés étudiés.

3. L'impact de la régulation du rendement sur le goût et la qualité d'un vin

En 2012, L'institut viti-vinicole a voulu analyser l'impact de la régulation du rendement sur le goût et la qualité du vin. Pour pouvoir réaliser cela, la taille d'hiver dans le vignoble a déjà dû être réalisée de façon adéquate. Dans une parcelle de Pinot blanc, 2 lignes de pieds de vignes furent coupées sur 1 sarment et deux autres lignes sur 2 sarments. Du fait que 2 sarments portent normalement deux fois plus de bourgeons qu'un sarment, la quantité de grappes de raisins sera également régulée plus tard. Le choix du cépage Pinot blanc trouve son origine dans la capacité de ce dernier de réagir sensiblement aux variations de rendement en ce qui concerne sa aromatique plus tard dans le vin. Les deux modalités furent traitées exactement de la même façon en ce qui concerne les pratiques de l'effeuillage et de la protection phytosanitaire durant la saison.

Le suivi de l'assimilation en sucre durant la phase de maturation a révélé que la modalité taillée sur 1 sarment présentait en continu des taux de sucres plus élevés. En

parallèle fut constatée une légère avance en maturation. La dégustation des baies de raisin peu avant les vendanges révélait également des arômes plus riches et intenses. Ceci paraît logique dans le sens que les extraits assimilés durant la phase de maturation sont plus concentrés lorsque le pied de vigne porte moins de raisins.

Les 2 modalités furent vendangées le même jour, puis pressées et vinifiées séparément. Les procédés et les traitements durant la fermentation furent exactement les mêmes pour les deux modalités. Le moût provenant de la modalité 1-sarment affichait lors d'une première analyse un peu plus de sucre naturel et moins d'acidité totale que la modalité 2-sarments. La sensation en bouche de la première modalité fut nettement plus agréable. La teneur moins élevée en acidité de cette dernière trouve son explication dans la phase de maturation en avance chez la modalité 1-sarment. Cette avance en maturation entraîne une dégradation plus complète d'une partie de l'acidité, du fait que la dégradation a lieu sous des températures encore plus chaudes. La fermentation s'est déroulée sans problème chez les 2 modalités. Au cours de l'année 2013, les deux vins seront soumis à un panel de dégustateurs qui se prononceront sur leurs caractéristiques sensorielles respectives.

G. La viticulture dans l'Union européenne

Pendant la campagne 2011/2012 les stocks de vins et moûts ont diminué de 8 Mio hl correspondant à 5% des stocks début campagne. La baisse en Espagne (4,9 Mio hl), en Italie (4,5 Mio hl) et au Portugal (1,7 Mio hl) est compensée par une hausse des stocks en France suite à une récolte importante (+2,3 Mio hl). L'Allemagne a connu une baisse des stocks au commerce et une hausse des stocks à la production. Au niveau de l'Union la diminution la plus importante se situe avec 6,2 Mio hl au niveau des producteurs.

Les prévisions de récolte pour la campagne 2012/2013 ont été révisées vers le bas et se situent actuellement à 145 Mio hl ce qui signifie une baisse de 11% par rapport à la campagne précédente et une baisse de 14% par rapport à la moyenne quinquennale.

H. L'appellation d'origine protégée – Moselle luxembourgeoise (AOP)

Lors des dernières décennies, la viticulture luxembourgeoise a connu un revirement fondamental dans ses structures, ses pratiques culturelles, ses méthodes de vinification.

La marque nationale du vin qui au Luxembourg exécute les dispositions de l'AOP, a toujours accompagné positivement ces projets innovateurs. Elle a toujours su adapter ses structures, ses procédures et ses règlements dans le but de soutenir les efforts des viticulteurs pour améliorer la qualité de leurs vins.

Mais elle n'a jamais perdu de vue sa mission principale et initiale à savoir ; la garantie et le contrôle de la qualité et de l'authenticité des vins de qualité.

1. L'évolution de la marque nationale : Réformes et innovations

a) Dans le domaine de produits de qualité

La Marque Nationale du vin luxembourgeois a été fondée en 1935 pour garantir l'origine et la qualité des vins. Depuis lors, les viticulteurs ont toujours été tenus à respecter des critères de qualité sévères, à la fois au niveau de la production et au niveau de la vinification.

En 1961, la Marque Nationale a introduit le classement des vins avec les mentions « Marque Nationale - appellation contrôlée », « vin classé », « premier cru » et « grand premier cru ».

L'introduction des crus a stimulé les producteurs à s'orienter davantage vers la production de vins de haute qualité, d'autant plus que par ces vins ils ont pu obtenir des prix nettement plus élevés que pour les vins de qualité sans mention.

L'instauration d'une Marque Nationale pour les vins mousseux en 1988 et l'introduction des crémants de Luxembourg en 1991 ont ouvert de nouveaux horizons à la viticulture luxembourgeoise. Entre-temps, les crémants de Luxembourg, et les vins mousseux de qualité représentent plus que 20 % du marché viticole et sont devenus un pilier important de l'économie viticole luxembourgeoise.

Un autre grand succès du secteur viticole au cours des années 90 a été la promotion du Pinot noir, - un vin qui peut être élaboré en blanc, en rosé ou en rouge. Il s'apprête également comme vin de base pour les crémants. Actuellement le Pinot noir représente 8% du vignoble luxembourgeois.

Dans le domaine de la vinification, des techniques nouvelles et complémentaires aux procédés traditionnels ont été appliquées, à savoir, l'élevage de vins en barrique ou encore les vins à fermentation malolactique partielle. De telles mesures ont élargie la diversification de nos produits viticoles.

En 2001 les vins de glace, les vins de paille, et les vendanges tardives ont fait leur apparition sur le marché viticole.

Vu les conditions de production strictement réglementées, ces produits sont d'une qualité exceptionnelle

Par ces vins les producteurs ont su mettre en valeur leur habilité et leur savoir-faire professionnel. Ces vins extravagants ont un impact fortement positif sur la renommée des vins de la Moselle.

Les distinctions que les vins de glace, vins de paille, mais aussi les crémants de Luxembourg, remportent lors des grands concours internationaux, prouvent que l'esprit innovateur du monde viticole luxembourgeois porte ses fruits et élève les vins luxembourgeois sur un niveau de qualité international.

En 2007, la Marque Nationale a introduit les vins d'assemblage dans sa réglementation. Il s'agit d'un coupage de vins de cépages indigènes. Ils doivent provenir de la dernière récolte ou de l'une des trois récoltes précédentes. Au cas où les vins de base proviennent d'une même année de récolte, ils sont autorisés à porter le millésime.

En outre deux nouvelles variétés de vins rouges ou rosés, le St.Laurent et le Pinot noir précoce, peuvent être présenté à la marque nationale.

b) Dans le domaine de l'administration et des services

La Marque Nationale du vin luxembourgeois est placée sous la tutelle du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et fait partie de l'Institut Viti-Vinicole. Sa mission est défini par un règlement grand-ducal dont l'article 1^{er} marque déjà l'aspect essentielle de ses tâches ;

« La marque nationale du vin luxembourgeois garantit :

- que le vin est d'origine luxembourgeoise ;
- qu'il est placé sous le contrôle de l'Etat ;
- qu'il n'a subi aucun coupage avec un vin étranger;

- qu'il répond aux critères de qualité et à conditions fixées par la réglementation viticole luxembourgeoise et par la réglementation afférente de l'Union européenne. »

En fait la Marque Nationale a dans ses attributions de veiller sur l'authenticité des vins et vins mousseux produits dans la région viticole luxembourgeoise et d'en contrôler la qualité.

Depuis l'an 2001, le système de fonctionnement de la Marque Nationale du vin a été successivement réformé en profondeur.

Par le règlement grand-ducal modifié du 30 janvier 2001, il fut créé l'Office nationale de l'appellation d'origine contrôlée « Moselle luxembourgeoise ». Cet office fait fonction d'une commission de gérance qui a dans ses attributions la gestion financière, administrative et technique. Il dispose d'un service technique et administratif nécessaire à l'exécution de ses missions et d'une commission de dégustation responsable des examens organoleptiques.

L'O.N.A.O.C. ainsi que la commission de dégustation sont composés de délégués

- des 'Domaines de Vinsmoselle',
- de l'Organisation Professionnelle des Viticulteurs Indépendants
- des Négociants en Vin et Vins Mousseux,
- de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs,
- de l'Horesca,
- de l'Etat.

Les délégués sont nommés par le ministre sur proposition des groupements respectifs. Toute décision de ces commissions est à soumettre au ministre pour approbation.

Depuis la loi du 12 août 2003, portant réorganisation de l'Institut Viti-Vinicole, la Marque Nationale, avec le personnel du service technique, fait partie intégrante de celui-ci.

En ce qui concerne les frais de fonctionnement, ceux-ci sont portés en compte des viticulteurs par le biais de la vente des certificats de qualité et des taxes de présentation.

Par règlement grand-ducal du 6 février 2007, quelques changements fondamentaux sont intervenus sur le plan des examens organoleptiques

Le nombre des dégustateurs par séance de dégustation a été diminué de 14 à 7 dégustateurs, sans changer la parité entre les groupements y représentés.

Cette mesure a contribué à une organisation plus flexible des séances de dégustation.

En outre, les modalités des dégustations ont également été améliorées car les vins sont dégustés en catégories, suivant leur teneur en sucre résiduel.

Un autre évènement important qui a considérablement amélioré les conditions de dégustation a été la construction d'une salle de dégustation moderne. En date du 4 avril 2007, le Ministre des Travaux Publics, ainsi que le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural et la Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement Rural ont inauguré le nouveau 'gustarium', un des plus modernes en Europe.

L'Office nationale de l'appellation d'origine contrôlé « Moselle luxembourgeoise » (O.N.A.O.C.)

Le fonctionnement de la Marque Nationale du vin est assuré par un Office nationale de l'appellation d'origine contrôlé « Moselle luxembourgeoise » (O.N.A.O.C.), une commission de dégustation et un service technique et administratif.

L'O.N.A.O.C. ou la commission de gérance, établit son règlement d'ordre intérieur concernant le fonctionnement des séances de dégustation.

Une tâche courante de l'O.N.A.O.C. est la gestion financière avec l'analyse et l'approbation du bilan et du compte des pertes et profits, ainsi que de l'établissement du budget prévisionnel pour l'exercice à venir.

Les ressources financières proviennent de la vente des certificats de qualité et de la taxe de présentation perçue sur les échantillons analysés et dégustés.

La vente des labels de qualité pour l'exercice 2012 s'élève à 13,6 millions de pièces, dont 10.4 millions pour les vins tranquilles, 2.7 millions pour les crémants de Luxembourg et 0,5 millions pour les vins mousseux de qualité.

Ces recettes sont destinées à couvrir les frais de fonctionnement de la Marque Nationale et, par la majeure partie, à alimenter le Fonds de solidarité viticole.

La commission de dégustation

La commission de dégustation a dans ces attributions l'exécution des examens organoleptiques c'est-à-dire l'évaluation pour l'agrément en AOP des vins tranquilles, des vins mousseux de qualité et des crémants de Luxembourg.

En 2012 elle s'est réunie en 50 séances de dégustation pour juger 1.644 échantillons dont 144 crémants, 9 vins mousseux de qualité et 1.491 vins tranquilles.

Le classement des échantillons de vin tranquille de la récolte 2012 est le suivant:

- 49.371 hl / 48.73% - marque nationale - AOP
- 13.603 hl / 13.43% - vin classé
- 4.074 hl / 4.03% - premier cru
- 30.200 hl / 29,81% - grand premier cru
- 4.053 hl / 4,00% n'ont pas obtenu l'agrément en AOP

Le volume total des crémants présenté est de 17.419 hl dont 15.874 hl ont été admis en AOP.

La totalité de vin mousseux, soit 2.445 hl, a été admis en AOP.

Pour ce qui est des vins à mentions particulières, les conditions climatiques de 2012 étaient plutôt favorable à la production de vins de paille, vins de glace et vendanges tardives.

L'agrément en AOP a été attribué à 8 échantillons de vin de paille, soit 855 litres, 6 vins de glace, soit 1.235 litres et 31 vendanges tardives soit 26.015 litres.

Le service technique

Le service technique et administratif est chargé de l'administration et de l'organisation de la Marque Nationale, ainsi que des séances de dégustation.

En premier lieu, cette tâche comprend l'admission et le contrôle des échantillons présentés pour l'agrément en AOP.

Après l'examen analytique effectué par le laboratoire de l'Institut Viti-Vinicole, les valeurs analytiques sont contrôlées et évaluées avant que la composition de l'échantillonnage des vins pour les examens organoleptiques ne puisse être faite.

Après l'examen organoleptique, c'est-à-dire la dégustation des échantillons, les notes attribuées aux vins sont évaluées et les résultats sont communiqués aux bénéficiaires de la Marque Nationale.

A chaque vin admis en AOP est attribué un numéro de contrôle qui est à la base de toutes les contrôles possibles après la mise sur le marché du vin.

En outre, le service technique est chargé de la gestion des certificats de qualité. Cette étiquette dorsale certifie au consommateur que le vin a été admis en AOP, c'est-à-dire qu'il a passé les examens et contrôles de la Marque Nationale et qu'il s'agit d'un vin de qualité de provenance luxembourgeoise.

Le service technique organise la commande et l'achat des étiquettes auprès des imprimeurs et leur vente aux bénéficiaires et surtout le contrôle des quantités distribuées par rapport aux quantités de vins ayant obtenu l'AOP.

Le service technique et administratif est également responsable pour l'établissement du bilan annuel, des statistiques annuelles, ainsi que de la prise d'échantillons dans les caves et dans des points de vente à des fins de contrôle.

c) Les activités auxiliaires

Traditionnellement la Marque Nationale du vin participe au stand publicitaire des Marques Nationales à la Foire Internationale de Printemps à Luxembourg, tous les 2 ans à la Foire Agricole à Ettelbruck et tous les 3 ans au salon de la gastronomie, l'Expogast, à Luxembourg.

Il s'agit d'une action publicitaire commune de toutes les Marques Nationales, organisée et financée par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

I. Les activités du Fonds de solidarité viticole en 2012

Au cours de l'année écoulée, le Comité-directeur du Fonds de solidarité viticole s'est réuni cinq fois.

Il a proposé la date de mise sur le marché du « Fiederwäissen luxembourgeois » et les vins nouveaux 2012. Les vignerons sont priés par le Fonds de solidarité viticole de respecter les dates fixées pour des raisons qualitatives afin de garantir au consommateur des produits d'une qualité parfaite.

Pour ce qui est de la mise en pratique de l'AOP-Moselle luxembourgeoise, comprenant 4 paliers qualitatifs, avec rendement maximum, la profession viticole a

demandé une modification de rendement pour les cépages « Elbling et Rivaner » au niveau de AOP Moselle luxembourgeoise / Marque Nationale.

Le Comité-directeur est informé du projet des Domaines Vinsmoselle concernant l'introduction d'une bouteille d'un litre avec bouchon à vis en remplacement de la bouteille à bouchon à liège. L'introduction d'une bouteille avec bouchon à vis possède des atouts non négligeables par rapport à la bouteille traditionnelle. La nouvelle bouteille à bouchon à vis est non-consignée. Le changement va se faire en plusieurs étapes. L'objectif pour la fin de l'année 2013 est de passer au Luxembourg à une mise sur le marché de plus de 80% de bouteilles à bouchon à vis. Au niveau de la durée de la reprise des bouteilles à bouchon à liège et harasses consignés, il est proposé de fixer une date butoir (31.12.2015).

Situation actuelle des droits de plantation : le 19 mars 2012 s'est tenu à Bruxelles un grand débat en faveur du maintien des droits de plantation, qui avait réuni 9 Ministres européens de l'Agriculture (Allemagne, Autriche, France, Finlande, Hongrie, Italie, Luxembourg, Malte, Roumanie) et quelques 350 représentants politiques et professionnels, mobilisés contre la libéralisation de ces droits prévue pour 2016 par la réforme de l'OCM-Vin de 2008.

Le Comité-directeur a pris connaissance de l'étude sur l'impact socio-économique et territorial de la libéralisation des droits de plantation, rédigée par le professeur Etienne Montaigne (Montpellier). Au début de l'année le Commissaire Dacian Ciolos avait formé un groupe de réflexion (Groupe à Haut Niveau) composé d'experts des 27 Etats membres européens pour en débattre.

Le 14 décembre, le Groupe à Haut Niveau a remis son rapport final au Commissaire Européen à l'Agriculture. Ces conclusions seront ensuite présentées au Conseil des Ministres et au Parlement européen.

Monsieur Henri Grethen et le Dr. Harald Wögerbauer, membres de la Cour des Comptes européenne ont présenté en détail le rapport spécial sur la réforme de l'organisation commune du marché viti-vinicole : état d'avancement, rédigé par ladite Cour. Une série de recommandations à l'intention de la Commission a été formulée en vue d'améliorer l'efficacité de la réforme du secteur du vin. Elle est invitée à établir une estimation de l'équilibre entre l'offre et la demande dans le secteur du vin en se fondant sur les données actualisées et en incluant la libéralisation programmée des droits de plantation.

Conformément à l'accord signé le 29 mars 2010 entre les trois groupements de producteurs de vins luxembourgeois « Domaines Vinsmoselle, l'Organisation Professionnelle des Vignerons Indépendants et la Fédération des Négociants en Vins », celui-ci prévoit une rotation annuelle de la présidence, voire vice-présidence du Fonds de solidarité viticole. Celle-ci a débuté le 1^{er} mars et prendra fin le dernier jour du mois de février de l'année suivante. Il en résulte donc qu'à partir du 1^{er} mars 2012 jusqu'au 28 février 2013, la présidence du Fonds de solidarité viticole, de la Commission de Promotion des Vins et Crémants de Luxembourg et de la Commission technique incombe aux « Domaines Vinsmoselle » et que la Vice-présidence du Fonds de solidarité viticole incombe à « l'Organisation Professionnelle des Vignerons Indépendants ».

L'AREV (Association des régions européennes viticoles) est composé de 75 régions viticoles de l'Union européenne et chaque région dispose au sein de l'AREV d'une représentation politique et interprofessionnelle. De par cette double représentativité, l'AREV a pour objectif d'intervenir auprès toutes les institutions européennes et mondiales ayant droit à la viticulture et au vin.

En 2012, le Luxembourg a participé à :

- février, Mayence - réunion du bureau
- 2 mars, Bruxelles - réunion du bureau international
- 10 et 11 mai, Turin – 20^{ème} Session plénière, 27^{ème} Conseil International
- 6 juillet, Bruxelles - réunion du bureau international
- novembre, Bruxelles – entrevue des présidents de l'AREV
- 7 novembre, Bruxelles – événement AREV contre la libéralisation des droits de plantation
- 11 décembre, Bruxelles – rencontre avec le Commissaire à l'agriculture M. Dacian Ciolos.

Au Fonds de solidarité viticole existent deux commissions, dont l'une traite les aspects de promotion et l'autre les aspects techniques.

1. La Commission de Promotion

En 2012, la Commission de Promotion s'est réunie 8 fois.

La Commission de Promotion des Vins et Crémants de Luxembourg a été créée en 2002 par les vignerons luxembourgeois au sein du Fonds de solidarité viticole.

Ses missions consistent à améliorer l'image de marque des vins et crémants de Luxembourg et à promouvoir leur notoriété afin de faciliter leur positionnement au Luxembourg et sur le marché international.

a) Les relations publiques (RP)

La Commission de Promotion a été le point de contact des journalistes luxembourgeois et internationaux. Elle leur a fourni des informations et accueilli et/ou organisé les programmes des visites auprès des vignerons. Certains des événements ont été organisés en collaboration avec l'Office Régional de Tourisme Miselerland.

La Commission de Promotion a coordonné avec RTL l'intervention des vignerons luxembourgeois pour l'émission '20vir' : plus de 30 acteurs de la Moselle luxembourgeoise, dont plus de 20 vignerons, y ont présenté les vins et les nouveautés de la Moselle.

b) Le marketing événementiel

Luxembourg

Fête des Vins et Crémants. Du 23 au 25 novembre a été organisée avec grand succès la 9^{ème} édition de la traditionnelle Fête des vins et crémants du Luxembourg. 42 vignerons luxembourgeois ont proposé des dégustations de leurs vins et crémants sous le grand chapiteau du cirque de l'avent au Glacis à Luxembourg. Les commentaires positifs issus d'une excellente couverture médiatique dans les principaux journaux, sur les radios, à la télé, en ligne et sur les réseaux sociaux, reflétant un très grand nombre de visiteurs luxembourgeois et étrangers, nous laissent à penser que la neuvième édition de la Fête des Vins & Crémants fut une véritable réussite en termes de communication et de promotion.

Visite du vignoble. Les membres de la Commission de Promotion avaient convié le 10 octobre Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ainsi que la presse pour se faire une image sur place de la récolte 2012. La visite a débuté au point de vue « Scheierbiert » à Remich suivie d'un tour du vignoble, d'une visite aux caves de Wellenstein et s'est terminée par un déjeuner vigneron au pavillon Desom à Remich.

- 7-8/03, **Œnologues Vinalies Paris** : La Commission de Promotion a organisé une découverte du vignoble luxembourgeois pour les participants du concours international des Vinalies de Paris.
- 5-13/05, **Foire de Printemps** : La Commission de Promotion a orchestré avec Luxexpo des ateliers de dégustation : 4 ateliers enfants et un atelier 'suivez votre nez, l'ABC des vins luxembourgeois'.
- La **14ème édition du Concours du meilleur sommelier en vins et crémants de la Moselle luxembourgeoise**, en collaboration avec l'Association luxembourgeoise des sommeliers a eu lieu à la fête des vins et crémants.

Etranger

En vue de permettre aux vins et crémants de positionner leurs spécificités par rapport aux produits étrangers et afin de mieux présenter la modernité et le dynamisme des acteurs locaux, la Commission de Promotion a investi dans un nouveau concept de stand pour les salons professionnels à l'étranger. Le stand a été monté pour la première fois au salon Megavino à Bruxelles. Lors du deuxième salon, Horeca à Gent, un jury professionnel a décerné à la Commission de Promotion l'« Awards –MEEST COMMUNICATIEVE STAND» -dans la catégorie + 64 m² - pour la mise en valeur du stand luxembourgeois (100m²) se distinguant par la clarté de l'offre et le soin apporté à la présentation.

Allemagne

En vue de développer davantage le marché allemand, la Commission de Promotion continue de préparer le marché allemand pour les producteurs luxembourgeois en participant au salon professionnel Prowein en Allemagne (du 4 au 6 mars 2012).

L'Ambassade du Luxembourg à Berlin, a organisé avec la Commission de Promotion une réunion de concertation avec une dizaine de vignerons. Suite à cette réunion et à des entretiens individuels, elle a fixé des entrevues pour des domaines viticoles avec des clients potentiels professionnels en Allemagne.

La Commission de Promotion a également créé un nouveau guide d'achat en format A4 et trilingue, allemand, français et anglais, représentant les vignerons et leurs vins. 100 000 exemplaires du guide de 75 pages seront insérés dans les magazines allemands Weinwirtschaft, Getränke Zeitung, FIZZZ, Sommelier Magazin et Weinwelt. Un comité de dégustation allemand, composé de journalistes, sommeliers et œnologues allemands, a dégusté à l'aveugle dans la salle de dégustation du Meininger Verlag à Neustadt tous les vins et crémants présentés par les vignerons luxembourgeois.

Belgique

Toujours dans un souci d'optimisation de la promotion des vins de la Moselle luxembourgeoise au niveau de la restauration et du négoce, en Belgique, la Commission de Promotion a organisé les manifestations suivantes à Bruxelles:

- 19-22/10, pavillon luxembourgeois à Megavino – Bruxelles, le plus grand salon de vins dans le Benelux avec 26.000 visiteurs et 352 exposants.
- 19/10, Nocture à Megavino, organisation d'un Bar à crémants de Luxembourg avec 4 exposants luxembourgeois
- 22/10, dégustation professionnelle de vins et crémants luxembourgeois à Megavino avec 4 vignerons luxembourgeois. Elaboration d'un carnet de dégustation distribué aux 150 dégustateurs professionnels.

- 18-22/11, stand luxembourgeois à **Horeca Expo-Gand**, salon professionnel destiné aux professionnels de l'hôtellerie et restauration.

La Commission a également présenté la Moselle luxembourgeoise et ses vins sur le stand de la chambre de commerce à la foire professionnelle Horecatel à Marche.

France

Lors de la présentation du nouveau guide d'achat – 2013 au Pavillon Dauphine à Paris, 4 vignerons luxembourgeois ont reçu leur coup de cœur du directeur du Guide Hachette des Vins.

c) Les campagnes de promotion

20 ans Crémant de Luxembourg – Nos Crémants – Vos Moments

Vu le grand succès de la campagne 2011 '20 ans Crémant de Luxembourg – Nos Crémants – Vos Moments', les membres de la Commission de Promotion ont continué la campagne de notoriété en 2012, tout en ciblant la clientèle internationale à Luxembourg.

Dans le même cadre, la Commission de Promotion a organisé ensemble avec les producteurs de Crémant une action SHOPPING en novembre. L'objectif de cette action était de cibler la clientèle potentielle de la communauté étrangère à Luxembourg. Dans 10 magasins en ville étaient installés un présentoir, une carte postale et un flyer sur la promotion du Crémant de Luxembourg.

Ambassadeur Vins et Crémants de Luxembourg.

La Commission de Promotion des Vins et Crémants de Luxembourg a développé et créé avec l'Association luxembourgeoise des sommeliers, les Euro-toques, l'Horesca, le Vatel-Club et l'Amicale des hôteliers et restaurateurs de la Moselle le concept et titre «Ambassadeur des Vins et Crémants de Luxembourg». Une marque de qualité distincte décernée aux professionnels qui s'engagent à conseiller des vins et crémants luxembourgeois à leurs clients en leur recommandant en priorité une gamme de crus issus des vignobles de la Moselle luxembourgeoise.

Pour obtenir ce titre, le restaurateur doit faire parvenir à la Commission de Promotion une copie de sa carte des vins et celle-ci doit comporter les spécificités suivantes: les Vins et Crémants de Luxembourg y figurent en tête, 20 Vins et Crémants luxembourgeois différents ou un tiers des vins à la carte, dont : 5 cépages luxembourgeois, 3 crémants de Luxembourg, 1 Crémant de Luxembourg au verre, 1 cépage noble luxembourgeois au verre, les mentions du cépage, de la localité, du lieu-dit (s'il figure sur l'étiquette), du domaine, du millésime et en cas de carte «coup de cœur», 1 vin luxembourgeois ou 1 Crémant de Luxembourg.

En tant qu'Ambassadeur des Vins et Crémant de Luxembourg, le restaurateur reçoit une plaquette à apposer sur la devanture de son établissement et des inlays pour sa carte des vins. Chaque année, un diplôme lui est remis si les conditions de l'obtention ou de son renouvellement du titre sont remplies, c'est-à-dire si le cahier des charges est rempli. La remise des 11 nouvelles plaquettes et des 53 diplômes 2013 a eu lieu dans le cadre de l'ouverture officielle de la fête des vins et crémants fin novembre.

Les ambassadeurs et les vins luxembourgeois étaient mis en avant dans une campagne de communication et dans les nombreux articles et reportages dans la

presse luxembourgeoise et dans les guides gastronomiques comme l'Explorator, le Ni vu ni connu et le Gault&Millau Belux.

La Commission de Promotion a également créé une application iPhone 'VinsCrémants' destinée au grand public dans le cadre de la promotion des Ambassadeurs. L'application est disponible sur l'AppStore d'Apple et téléchargeable via un iPhone, iPad et iTunes. Les pages statiques donnent des informations sur ce que signifie un ambassadeur (présentation, charte, ...), sur les cépages de la Moselle et les accords mets et vins présentés par les Ambassadeurs. Les annuaires et la géolocalisation permettent de géolocaliser sur une carte GoogleMaps, en utilisant les fonctionnalités GPS de l'iPhone, les ambassadeurs, les vigneron et les lieux œnologiques.

Concours internationaux

En matière de promotion internationale, le Fonds de solidarité viticole, par le biais de la Commission de Promotion continuera à apporter son soutien aux producteurs luxembourgeois en les encourageant à participer davantage à des concours et dégustations dont la renommée ne pourra que mieux renforcer l'image et servir celle de nos vins et crémants, à savoir:

- Vinalies Internationales à Paris,
- Concours Riesling, Pinot Gris et Gewürztraminer du Monde à Strasbourg,
- Concours Mondial de Bruxelles,
- Monde Sélection à Bruxelles,
- «Mundus vini » Internationale Weinakademie à Neustadt /Weinstrasse,
- Sélection du Guide Hachette des Vins – édition 2013 (qui fut organisée avec brio dans les locaux de l'Institut viti-vinicole à Remich).

En 2012, le Luxembourg a participé à Scherwiller (Alsace) au 22ème concours des crémants de France et de Luxembourg. Du côté des producteurs luxembourgeois, ils furent 25 à présenter un total de 106 échantillons à déguster.

Pour la troisième fois dans l'histoire des crémants, après 1997 et 2005, se tiendra les 6, 7 et 8 juin 2013 à la Moselle Luxembourgeoise, la prochaine édition du concours des crémants de France et de Luxembourg.

Autres activités

De manière à être un acteur principal dans la promotion des Vins et Crémants luxembourgeois, la Commission de Promotion s'est investie dans de nombreuses activités transversales. Elle a participé:

- au groupe de travail „Terroir Moselle“ <http://www.terroirmoselle.eu/>, une initiative transnationale qui vise à améliorer la promotion de la vallée européenne de la Moselle et de ses vins. Grâce à des concepts et stratégies de communication communs, le vin de la vallée de la Moselle doit devenir le plus européen de tous les vins; participation au comité de création d'un logo et de la corporate identity
- au groupe de travail pour l'organisation du „4. Lëtzebuerger Wäibaudag 2012“ de la Fédération viticole ; organisation avec le Leader de la table-ronde 'femmes et vin au Luxembourg' à la journée viticole, qui sera le premier pas vers la création de l'association 'LuciliVines –femmes et vin', qui a été créée le 12 juin et compte 145 membres
- au groupe de travail du projet Leader Miselerland „Oenotourisme“; participation au comité de sélection des candidats, au comité des événements et au groupe communication
- au groupe de travail du projet Leader Miselerland „barrique“

- au groupe de travail du projet Leader Miselerland „LuciliVines“
- en tant que membre aux réunions du Comité Consultatif du Commerce Extérieur
- au groupe de travail „Office Régional de Tourisme Région Moselle Luxembourgeoise“. Lors du CA de l'ORT, le responsable marketing de la Commission de Promotion a été réélu comme vice-présidente du comité de gérance de l'ORT.

2. La Commission technique

Conformément à l'accord signé le 29 mars 2010 entre les trois groupements, lequel stipule qu'à l'instar de la Commission de Promotion des Vins et Crémants de Luxembourg, est créé au sein du Fonds de solidarité viticole une Commission technique. Celle-ci a pour mission de traiter des sujets d'ordre viticole, phytosanitaire, œnologique, recherche et développement.

La durée du mandat des membres de la Commission correspond à celle des membres du Comité-directeur du Fonds de solidarité viticole. Le président de la présente Commission est désigné par le groupe qui assure la présidence du Comité-directeur.

Au cours de l'année écoulée, la Commission s'est réunie 4 fois, dont la constitutive s'est tenue le 6 février 2012.

Les thèmes suivants furent l'objet de discussion :

- Mise en œuvre de la réforme de l'AOP-Moselle luxembourgeois
- Stockage des produits phytosanitaires
- Etiquetage des vins (allergènes)
- Réforme de la politique agricole commune – volet viticulture – pour la période 2014-2020.

Statistiques agricoles

Tableau	1. Evolution du nombre, de la surface agricole utile et de l'étendue moyenne des exploitations agricoles de 2 ha et plus
	2. Evolution du nombre des exploitations agricoles par classe de grandeur
	3. Population active agricole
	4. Population active agricole : Répartition des assurés à la Caisse de Maladie Agricole par catégorie d'âge
	5. Evolution des principaux secteurs de production végétale de l'agriculture
	6. Evolution des principaux secteurs de production animale de l'agriculture
	7. Evolution du cheptel vif (nombre de têtes)
	8. Les exploitations agricoles suivant le nombre de bovins qu'elles détiennent
	9. Les exploitations agricoles suivant avec vaches laitières selon le nombre de vaches laitières qu'elles détiennent
	10. Les exploitations avec vaches allaitantes selon le nombre de vaches allaitantes qu'elles détiennent
	11. Les exploitations agricoles avec porcs suivant le nombre de porcs qu'elles
	12. Les exploitations avec truies reproductrices selon le nombre de truies reproductrices qu'elles détiennent
	13. Les exploitations avec porcs à l'engrais selon le nombre de porcs à l'engrais qu'elles détiennent
	14. Les évolutions du nombre de machines agricoles et les installations agricoles
	15. Evolutions des principales productions agricoles commercialisées : production
	16. Evolutions des principales productions agricoles commercialisées : production
	17. Froment travaillé en meunerie
	18. Répartition des ventes de gros bovins indigènes entre abattages au Luxembourg et exportations d'animaux vivants
	19. Répartition des ventes de porcs indigènes entre abattages au Luxembourg et exportations d'animaux vivants
	20. La production laitière
	21. Exportations de produits agricoles (en tonnes)
	22. Importations de produits agricoles (en tonnes)
	23. Les prix nets au producteur départ ferme hors TVA

Tableau 1 : Evolution du nombre, de la surface agricole utile et de l'étendue moyenne des exploitations agricoles de 2 ha et plus

(Source : STATEC)

Année	Nombre d'exploitations		Surface agricole utile totale		Superficie moyenne	
	en chiffres absolus	indices	en ha	indices	en ha	indices
1960	9 148	382,3	137 446	107,9	15,02	28,2
1965	7 673	320,6	133 623	104,9	17,41	32,7
1970	6 433	268,8	134 153	105,3	20,85	39,2
1975	5 216	218,0	130 964	102,8	25,11	47,2
1980	4 366	182,4	129 379	101,6	29,63	55,7
1985	3 768	157,5	125 576	98,6	33,33	62,6
1990	3 280	137,1	125 866	98,8	38,37	72,1
1995	2 732	114,2	126 499	99,3	46,30	87,0
2000	2 393	100,0	127 369	100,0	53,23	100,0
2001	2 314	96,7	127 673	100,2	55,17	103,7
2002	2 236	93,4	127 855	100,4	57,18	107,4
2003	2 189	91,5	127 933	100,4	58,44	109,8
2004	2 144	89,6	127 876	100,4	59,64	112,1
2005	2 185	91,3	128 916	101,2	59,00	110,8
2006	2 089	87,3	128 683	101,0	61,60	115,7
2007	2 063	86,2	130 743	102,6	63,38	119,1
2008	2 027	84,7	130 287	102,3	64,28	120,8
2009	2 012	84,1	130 631	102,6	64,93	122,0
2010	1 982	82,8	130 998	102,8	66,09	124,2
2011	1 952	81,6	131 198	103,0	67,21	126,3

Tableau 2 : Evolution du nombre des exploitations agricoles par classes de grandeur

(Source : STATEC)

Année	Classe de grandeur								Toutes classes
	2-4,9 ha	5-9,9 ha	10-19,9 ha	20-29,9 ha	30-49,9 ha	50-69,9 ha	70-99,9 ha	100 ha et plus	
1960	2 054	1 903	2 737	1 475	796	183			9 148
1965	1 418	1 414	2 182	1 451	993	215			7 673
1970	975	994	1 547	1 355	1 264	298			6 433
1975	696	680	1 030	925	1 365	520			5 216
1980	580	513	679	660	1 147	787			4 366
1985	520	398	521	455	891	983			3 768
1990	465	319	388	307	685	1116			3 280
1995	346	284	254	209	453	1186			2 732
2000	270	245	207	156	346	1169			2 393
2001	257	234	202	139	331	1151			2 314
2002	226	222	199	136	316	1137			2 236
2003	220	219	192	140	295	1123			2 189
2004	223	205	176	133	287	1120			2 144
2005	249	211	190	131	290	1114			2 185
2006	220	199	183	138	248	1101			2 089
2007	173	213	186	125	258	1108			2 063
2008	168	214	170	124	265	1086			2 027
2009	165	217	186	116	246	1082			2 012
2010	157	219	171	120	242	257	381	435	1 982
2011	153	207	176	119	229	252	374	442	1 952

Tableau 3: Population active agricole

source: STATEC (recensement agricole annuel au 15 mai)

en personnes	1990	2000	2005	2008	2009	2010	2011
Population familiale occupée*	8 230	5 554	5 023	4 582	4 489	4 319	4 228
Hommes	5 006	3 429	3 189	2 952	2 894	2 843	2 806
à temps complet	2 736	1 773	1 766	1 618	1 595	1 600	1 554
à temps partiel							
< 25%	582	272	254	268	280	362	481
25 - 50 %	549	422	422	438	426	374	341
50 - 75 %	747	495	407	349	340	290	225
> 75%	392	467	340	279	253	217	205
Femmes	3 224	2 125	1 834	1 630	1 595	1 476	1 422
à temps complet	378	145	181	182	174	514	517
à temps partiel							
< 25%	370	186	148	169	169	232	283
25 - 50 %	652	514	463	422	419	261	235
50 - 75 %	1 275	743	634	504	520	346	247
>75%	549	537	408	353	313	123	140
Fusions: exploitants occupés	-	-	-	-	-	87	103
Population non familiale occupée							
Ouvriers agricoles	595	650	614	635	622	662	769
Journaliers: journées travaillées	13 861	26 189	26 070	29 620	31 973	42 613	36 978

en unités de travail annuel (UTA) ¹	1990	2000	2005	2008	2009	2010	2011
Population familiale occupée*	5 330	3 594	3 333	3 006	2 923	2 965	2 832
Fusions: exploitants occupés	-	-	-	-	-	82	95
Population non familiale occupée	625	698	654	693	690	772	836
Salariés	575	603	559	585	574	591	676
Journaliers	50	95	95	108	116	181	160
Main d'œuvre agricole totale	5 955	4 292	3 986	3 699	3 613	3 819	3 763

* Depuis 2002, les exploitants des fusions d'entreprise ne sont plus considérés comme ouvriers agricoles, mais comme main-d'œuvre familiale

¹ Une UTA correspond à une personne travaillant à temps plein pendant un an. Cette base est de 2200 heures (275 journées de travail de 8 heures) au Luxembourg

Tableau 4: Population active agricole par catégorie d'âge en UTA* (sans journaliers)

source: STATEC (recensement agricole annuel au 15 mai)

	Moins de 20 ans	21 - 30 ans	31 - 40 ans	41 - 50 ans	51 - 60 ans	plus de 60 ans	Total
1995	45	705	1 119	1 123	947	917	4 856
2000	36	472	974	1 110	787	818	4 197
2001	34	443	945	1 114	827	770	4 134
2002	25	421	858	1 092	860	738	3 996
2003	34	404	812	1 076	866	670	3 863
2004	35	391	787	1 068	899	673	3 853
2005	31	385	760	1 068	977	671	3 892
2006	32	381	696	1 050	952	648	3 759
2007	22	389	636	1 055	952	624	3 679
2008	26	391	617	1 012	939	608	3 593
2009	24	361	586	974	965	587	3 497
2010	27	325	534	938	988	551	3 363
2011	25	324	535	899	944	501	3 227

* Une UTA correspond à une personne travaillant à temps plein pendant un an. Cette base est de 2.200 heures (275 journées de travail de 8 heures) au Luxembourg.

Tableau 5 : Evolution des principaux secteurs de production végétale de l'agriculture luxembourgeoise

(Source : STATEC)

Année	Superficie de froment et épeautre		Superficie de seigle		Superficie de pommes de terre		Superficie de céréales fourragères		Superficie de prairies et pâturages		Superficies de plantes fourragères	
	en ha	indices	en ha	indices	en ha	indices	en ha	indices	en ha	indices	en ha	indices
1960	20 404	186,0	4 053	603,1	6 183	745,8	25 767	151,6	64 481	98,8	11 513	44,1
1965	18 228	166,1	4 952	736,9	3 717	448,4	26 369	155,1	64 498	98,8	11 684	44,8
1970	11 455	104,4	1 190	177,1	2 459	296,6	32 617	191,9	69 094	105,8	13 528	51,9
1975	8 614	78,5	477	71,0	1 398	168,6	32 504	191,2	70 504	108,0	15 094	57,9
1980	8 922	81,3	1 197	178,1	1 129	136,2	29 301	172,4	71 267	109,2	15 486	59,4
1985	6 357	57,9	881	131,1	844	101,8	26 982	158,8	70 136	107,4	17 993	69,0
1990	8 625	78,6	557	82,9	826	99,6	24 355	143,3	68 827	105,4	19 024	72,9
1995	9 335	85,1	365	54,3	803	96,9	19 074	112,2	67 515	103,4	23 543	90,3
2000	10 971	100,0	672	100,0	829	100,0	16 996	100,0	65 277	100,0	26 079	100,0
2001	9 825	89,6	747	111,2	734	88,5	17 457	102,7	65 114	99,8	26 365	101,1
2002	12 009	109,5	1073	159,7	672	81,1	16 287	95,8	65 042	99,6	25 404	97,4
2003	11 187	102,0	730	108,6	623	75,2	16 991	100,0	64 828	99,3	26 074	100,0
2004	11 720	106,8	1 073	159,7	635	76,6	15 087	88,8	65 068	99,7	26 929	103,3
2005	11 927	108,7	924	137,5	608	73,3	15 646	92,1	67 245	103,0	22 869	87,7
2006	12 665	115,4	1 097	163,2	595	71,8	15 085	88,8	67 427	103,3	22 063	84,6
2007	12 586	114,7	1 250	186,0	627	75,7	14 677	86,4	68 124	104,4	23 196	88,9
2008	14 597	133,1	1 302	193,8	604	72,9	15 169	89,3	67 173	102,9	22 938	88,0
2009	13 841	126,2	1 101	163,8	604	72,9	15 462	91,0	67 367	103,2	24 012	92,1
2010	14 009	127,7	896	133,3	615	74,2	14 808	87,1	67 593	103,5	25 536	97,9
2011	13 878	126,5	827	123,1	635	76,6	14 081	82,8	67 638	103,6	25 998	99,7
2012	13 517	123,2	1 046	155,7	639	77,1	13 273	78,1	67 292	103,1	27 451	105,3

Tableau 6 : Evolution des principaux secteurs de production animale de l'agriculture luxembourgeoise

(Source : STATEC)

Année	Bovins		dont vaches laitières		Porcins		dont truies d'élevage	
	têtes	indices	têtes	indices	Têtes	indices	têtes	Indices
1960	150 074	73,2	54 426	125,6	102 421	127,8	11 000	125,0
1965	161 899	78,9	55 341	127,7	105 670	131,9	12 262	139,3
1970	192 772	94,0	62 049	143,1	103 428	129,1	16 056	182,4
1975	216 516	105,6	71 183	164,2	83 876	104,7	13 698	155,6
1980	224 778	109,6	67 830	156,5	79 315	99,0	13 355	151,7
1985	223 108	108,8	68 346	157,7	69 954	87,3	11 911	135,3
1990	217 451	106,0	58 840	135,7	75 463	94,2	9 866	112,1
1995	213 887	104,3	48 599	112,1	72 640	90,6	9 779	111,1
2000	205 072	100,0	43 346	100,0	80 141	100,0	8 801	100,0
2001	205 193	100,1	42 854	98,9	78 540	98,0	9 255	105,2
2002	197 257	96,2	42 076	97,1	79 665	99,4	8 666	98,5
2003	189 674	92,5	40 599	93,7	84 140	105,0	8 025	91,2
2004	186 725	91,1	39 879	92,0	84 611	105,6	8 112	92,2
2005	185 235	90,3	39 340	90,8	90 147	112,5	8 162	92,7
2006	183 640	89,5	38 617	89,1	84 151	105,0	7 650	86,9
2007	191 928	93,6	38 983	89,9	83 255	103,9	7 474	84,9
2008	195 661	95,4	39 968	92,2	81 374	101,5	7 265	82,5
2009	196 470	95,8	40 633	93,7	80 217	100,1	7 374	83,8
2010	198 830	97,0	41 273	95,2	83 774	104,5	7 496	85,2
2011	192 535	93,9	40 452	93,3	89 158	111,3	6 767	76,9

Tableau 7 : Evolution du cheptel vif (nombre de têtes)

(Source STATEC)

Année	Chevaux	Le cheptel bovin						Le cheptel porcin			
		Veaux 0-6 mois	Bovins de 6 à 12 mois	Bovins de 1 à 2 ans	Bovins de 2 ans et plus (sans vaches laitières)	Vaches laitières	Total des bovins	Porcs ¹	Truies	Verrats	Total des Porcins
1980	1 601	36 580	26 752	50 196	43 420	67 830	224 778	65 028	13 355	932	79 315
1985	1 696	34 303	24 192	47 691	48 576	68 346	223 108	57 329	11 911	714	69 954
1990	1 722	35 640	23 913	46 961	52 097	58 840	217 451	65 127	9 866	470	75 463
1995	2 164	34 199	23 383	48 303	59 403	48 599	213 887	62 469	9 779	392	72 640
2000	3 154	32 871	21 935	47 017	59 903	43 346	205 072	71 060	8 801	280	80 141
2001	3 126	32 974	21 357	47 009	60 999	42 854	205 193	69 079	9 255	206	78 540
2002	3 117	31 402	22 321	43 101	58 357	42 076	197 257	70 823	8 666	176	79 665
2003	3 449	30 031	21 294	42 295	55 455	40 599	189 674	75 925	8 025	190	84 140
2004	3 686	29 328	21 491	41 476	54 551	39 879	186 725	76 326	8 112	173	84 611
2005	4 193	27 383	21 812	42 069	54 631	39 340	185 235	81 824	8 162	161	90 147
2006	4 336	27 610	21 843	41 821	53 749	38 617	183 640	76 390	7 650	111	84 151
2007	4 334	24 714	27 985	43 518	55 669	38 983	191 928	75 690	7 474	91	83 255
2008	4 536	29 096	22 959	45 813	57 825	39 968	195 661	74 019	7 265	90	81 374
2009	4 562	29 004	23 406	44 824	58 603	40 633	196 470	72 744	7 374	99	80 217
2010	4 601	29 884	22 360	46 771	58 542	41 273	198 830	76 185	7 496	93	83 774
2011	4 594	28 123	24 138	43 993	55 829	40 452	192 535	82 209	6 767	182	89 158
2012	4 887	28 347	24 155	42 952	53 188	39 831	188 473	83 764	6 174	85	90 023

¹ Porcelets, jeunes porcs et porcs à l'engrais

Tableau 8 : Les exploitations avec bovins suivant le nombre de bovins qu'elles détiennent

(Source : STATEC)

Année	1 - 49 bovins		50 - 99 bovins		100 - 199 bovins		200 - 299 bovins		300 bovins et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre de bovins par détent.
1960	8 749	127 386	292	18 516			17	2 071			9 058	147 973	16,3
1966	6 324	119 628	697	44 780			66	8 557			7 087	172 965	24,4
1972	3 961	84 557	1238	83 685			187	23 433			5 386	191 675	35,6
1975	2 976	62 401	1333	92 583			399	50 617			4 708	205 601	43,7
1981	1 796	37 704	1132	82 596			675	93 030			3 603	213 330	59,2
1985	1 359	29 418	947	70 552	786	103 110	72	16 653	9	3 375	3 173	223 108	70,3
1990	923	20 409	789	59 175	800	107 956	102	23 809	17	6 102	2 631	217 451	82,6
1995	599	13 148	594	44 568	766	106 634	137	31 948	48	17 589	2 144	213 887	99,8
2000	445	10 375	485	36 443	666	93 523	168	39 687	66	25 044	1 830	205 072	112,1
2001	417	9 624	434	32 831	661	93 125	189	45 328	59	24 285	1 760	205 193	116,6
2002	395	8 928	428	32 487	632	89 501	172	40 747	63	25 594	1 690	197 257	116,7
2003	366	8 567	412	31 325	615	86 356	162	37 920	64	25 506	1 619	189 674	117,2
2004	363	8 568	406	30 642	589	83 147	157	36 670	70	27 698	1 585	186 725	117,8
2005	362	8 850	401	30 041	578	82 166	153	35 970	70	28 208	1 564	185 235	118,4
2006	348	8 271	370	27 586	575	81 279	154	36 477	73	30 027	1 520	183 640	120,8
2007	333	7 947	323	24 047	541	77 200	193	45 313	89	37 421	1 479	191 928	129,8
2008	352	8 645	317	23 659	541	78 310	192	45 715	93	39 332	1 495	195 661	130,9
2009	352	8 177	297	22 149	538	77 720	197	47 032	96	41 392	1 480	196 470	132,8
2010	347	8 022	279	20 861	529	77 738	195	46 991	105	45 218	1 455	198 830	136,7
2011	317	7 320	286	21 347	496	72 650	200	47 665	101	43 553	1 400	192 535	137,5

Tableau 9 : Les exploitations avec vaches laitières suivant le nombre de vaches laitières qu'elles détiennent

(Source : STATEC)

Année	1 - 9 vaches		10 - 19 vaches		20 - 49 vaches		50 - 99 vaches		100 vaches et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre de vaches par détent.
1970	2 604	12 548	2 070	28 151	810	20 349	17		1 001		5 501	62 049	11,3
1975	1 503	7 146	1 253	17 691	1 435	40 835	90		5 511		4 281	71 183	16,6
1980	689	3 252	707	9 971	1 419	43 804	169		10 803		2 984	67 830	22,7
1985	312	1 576	447	6 380	1 227	40 057	297	18 174	18	2 159	2 301	68 346	29,7
1990	146	755	248	3 667	1 189	39 834	232	13 779	7	805	1 822	58 840	32,3
1995	64	294	143	2 175	1 000	33 819	184	11 244	9	1 067	1 400	48 599	34,7
2000	37	190	77	1 225	847	28 852	182	11 240	16	1 839	1 159	43 346	37,4
2001	42	192	70	1 068	789	26 965	200	12 468	18	2 161	1 119	42 854	38,3
2002	29	120	57	837	765	26 318	202	12 610	18	2 191	1 071	42 076	39,3
2003	21	98	58	879	741	25 255	203	12 789	12	1 578	1 035	40 599	39,2
2004	9	62	54	834	702	23 609	211	13 352	15	2 022	991	39 879	40,2
2005	16	101	61	927	665	22 577	204	12 947	21	2 788	967	39 340	40,7
2006	14	96	57	898	626	21 249	212	13 347	23	3 027	932	38 617	41,4
2007	21	105	59	869	566	19 792	234	15 171	23	3 046	903	38 983	43,2
2008*	10	64	28	443	481	17 710	300	19 866	40	5 502	859	43 585	50,7
2009	7	41	18	275	445	16 434	316	20 719	49	6 841	835	44 310	53,1
2010	2	17	13	190	408	15 091	332	22 022	55	7 688	810	45 008	55,6
2011	3	24	7	110	401	14 890	322	21 446	54	7 643	787	44 113	56,1

* à partir de 2008: y compris vaches pour l'abattage qui ne sont plus utilisées pour la production laitière

Tableau 10 : Les exploitations avec vaches allaitantes suivant le nombre de vaches allaitantes qu'elles détiennent*

(Source : STATEC)

Année	1 - 9 vaches		10 - 19 vaches		20 - 49 vaches		50 - 99 vaches		100 vaches et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre de vaches par détent.
1985	1 466	5 678	214	2 759	146	4 418	23	1 475	4	536	1 853	14 866	8,0
1990	1 194	5 248	400	5 457	243	7 230	47	3 158	6	955	1 890	22 048	11,7
1995	808	3 753	433	5 976	432	12 597	92	6 115	16	2 291	1 781	30 732	17,3
2000	541	2 504	400	5 434	448	13 533	111	7 502	28	3 898	1 528	32 871	21,5
2001	510	2 452	346	4 669	444	13 418	124	8 475	31	4 413	1 455	33 427	23,0
2002	521	2 457	328	4 546	422	13 169	110	7 456	37	5 154	1 418	32 782	23,1
2003	491	2 250	314	4 414	392	12 209	117	7 807	35	4 819	1 349	31 499	23,3
2004	467	2 047	306	4 338	388	12 255	117	7 971	32	4 522	1 310	31 133	23,8
2005	479	2 132	281	4 022	412	12 973	118	8 087	32	4 379	1 322	31 593	23,9
2006	446	1 904	267	3 789	413	12 869	125	8 672	31	4 382	1 282	31 616	24,7
2007	595	2 812	283	4 016	401	12 772	148	10 047	29	4 230	1 456	33 877	23,3
2008	355	1 451	255	3 652	369	11 699	153	10 329	38	5 448	1 170	32 579	27,8
2009	337	1 367	254	3 570	356	11 453	156	10 659	40	5 734	1 143	32 783	28,7
2010	334	1 436	240	3 483	350	11 284	159	10 847	37	5 435	1 120	32 485	29,0
2011	306	1 344	224	3 204	352	11 379	147	10 184	39	5 633	1 068	31 744	29,7

* y compris vaches d'abattage jusqu'en 2007

Tableau 11: Les exploitations avec porcs suivant le nombre de porcs qu'elles détiennent

(Source : STATEC)

Année	1 - 9 porcs		10 - 99 porcs		100 - 399 porcs		400 - 999 porcs		1000 porcs et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre de porcs par détent.
1960	7 287	27 936	3 862	86 542			25	4 566			11 174	119 044	10,7
1966	4 950	19 408	3 228	88 859			103	18 457			8 281	126 724	15,3
1972	3 103	10 939	1 953	54 777			157	36 978			5 213	102 694	19,7
1975	2 393	8 167	1 328	40 066			159	37 565			3 880	85 798	22,1
1981	1 288	4 462	752	26 462			167	42 519			2 207	73 443	33,3
1985	377	1 486	549	20 620	142	25 361	33	20 114	2	2 373	1 103	69 954	63,4
1990	200	830	323	12 714	127	25 293	49	30 699	5	5 927	704	75 463	107,2
1995	90	339	169	7 085	102	21 433	44	26 137	12	17 646	417	72 640	174,2
2000	66	271	108	4 891	77	16 330	48	29 790	17	28 859	316	80 141	253,6
2001	50	206	90	3 851	77	16 793	45	26 811	18	30 879	280	78 540	280,5
2002	47	196	69	3 110	76	16 455	51	31 132	15	28 772	258	79 665	308,8
2003	33	132	70	3 101	68	15 282	45	27 543	18	38 082	234	84 140	359,6
2004	39	151	61	2 707	61	13 766	46	26 942	19	41 045	226	84 611	374,4
2005	34	133	53	2 150	57	13 086	44	25 181	24	49 597	212	90 147	425,2
2006	30	103	42	1 723	48	11 410	37	21 137	26	49 778	183	84 151	459,8
2007	32	101	37	1 399	48	11 022	37	21 904	25	48 829	179	83 255	465,1
2008	25	115	31	1 041	38	8 852	36	22 243	26	49 123	156	81 374	521,6
2009	27	90	31	1 194	38	8 682	30	19 115	25	51 136	151	80 217	531,2
2010	28	91	27	1 210	31	7 114	32	19 925	25	55 434	143	83 774	585,8
2011	28	82	25	1 138	25	6 549	30	17 987	27	63 402	135	89 158	660,4

Tableau 12: Les exploitations avec truies reproductrices suivant le nombre de truies reproductrices qu'elles détiennent

(Source : STATEC)

Année	1 - 4 truies		5 - 19 truies		20 - 49 truies		50 - 99 truies		100 truies et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre de truies par détent.
1985	227	541	350	3 701	134	3 939	41	2 794	8	936	760	11 911	15,7
1990	125	300	194	2 181	106	3 157	40	2 731	12	1 497	477	9 866	20,7
1995	50	108	104	1 219	72	2 406	47	3 213	18	2 833	291	9 779	33,6
2000	28	68	59	613	50	1 771	32	2 285	21	4 064	190	8 801	46,3
2001	29	74	41	436	42	1 445	35	2 360	23	4 940	170	9 255	54,4
2002	19	45	41	470	33	1 049	36	2 484	22	4 618	151	8 666	57,4
2003	20	48	35	406	29	1 021	31	2 267	23	4 283	138	8 025	58,2
2004	20	43	34	357	23	783	26	1 831	26	5 098	129	8 112	62,9
2005	24	45	26	245	23	791	23	1 524	26	5 557	122	8 162	66,9
2006	18	36	18	164	23	776	19	1 331	26	5 343	104	7 650	73,6
2007	23	43	16	175	16	554	16	1 090	28	5 612	99	7 474	75,5
2008	20	38	15	141	15	510	16	1 126	25	5 450	91	7 265	79,8
2009	19	41	13	147	11	331	14	901	26	5 954	83	7 374	88,8
2010	19	34	10	88	10	346	17	1 144	24	5 884	80	7 496	93,7
2011	21	40	10	109	8	263	12	834	23	5 521	74	6 767	91,4

Tableau 13: Les exploitations avec porcs à l'engrais suivant le nombre de porcs à l'engrais qu'elles détiennent*

(Source : STATEC)

Année	1 - 9 porcs		10 - 99 porcs		100 - 399 porcs		400 - 999 porcs		1000 porcs et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre de porcs par détent.
1985	240	755	75	2 622	35	7 044	5	2 623	0	0	355	13 044	36,7
1990	125	417	51	2 020	45	9 287	14	7 578	2	2 325	237	21 627	91,3
1995	60	199	40	1 771	39	8 160	16	8 625	3	3 205	158	21 960	139,0
2000	36	140	28	918	38	7 827	19	11 520	5	6 020	126	26 425	209,7
2001	33	119	30	1 129	32	6 675	21	11 869	4	5 871	120	25 663	213,9
2002	36	116	26	1 054	32	7 395	17	9 868	6	8 577	117	27 010	230,9
2003	32	104	27	1 131	33	7 377	12	7 712	11	16 310	115	32 634	283,8
2004	33	123	24	1 137	34	6 653	11	7 617	10	16 903	112	32 433	289,6
2005	22	86	31	1 168	32	6 965	18	10 744	7	12 118	110	31 081	282,6
2006	15	39	28	1 042	30	6 635	16	10 608	8	12 679	97	31 003	319,6
2007	13	50	21	680	34	7 332	12	8 549	8	11 803	88	28 414	322,9
2008	14	54	13	508	27	4 904	20	13 325	8	12 018	82	30 809	375,7
2009	19	55	11	429	29	6 097	14	8 973	10	13 921	83	29 475	355,1
2010	19	67	15	622	27	6 379	15	8 531	15	29 558	91	45 157	496,2
2011	15	42	17	811	24	6 455	18	10 434	14	32 066	88	49 808	566,0

* porcs de 50 kg et plus

Tableau 14 : Evolution du nombre de machines agricoles et installations agricoles

(Source : STATEC)

Année	Tracteurs (à 2 et 4 roues)	Moissonneuses - batteuses	Epandeur de fumier	Presses ramasseuses*	Trayeuses mécaniques	Réfrigérateurs de lait
1977	9 210	1 845	3 667	3 585	3 587	2 050
1980	9 579	1 848	3 442	3 347	3 069	1 952
1985	8 930	1 628	2 925	2 898	2 498	1 886
1990	8 684	1 360	2 469	2 571	2 135	1 610
1995	8 012	1 013	1 989	2 166	1 677	1 292
2000	7 418	747	1 623	1 777	1 411	1 100
2001	7 534	706	1 553	1 721	1 360	1 052
2002	7 279	673	1 465	1 608	1 269	1 025
2003	7 165	646	1 389	1 556	1 234	971
2004	7 030	618	1 327	1 483	1 174	949
2005	7 144	593	1 258	1 446	1 154	930
2006	6 890	552	1 175	1 371	1 097	881
2007	6 541	560	1 135	1 353	1 160	860
2008	6 585	533	1 090	1 316	1 022	828
2009	6 527	539	1 047	1 316	1 017	814
2010	6 474	497	n.d.	978	n.d.	n.d.
2011	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Tableau 15 : Evolution des principales productions agricoles commercialisées
Production végétale

(Source : S.E.R.)

Année	Froment et épeautre		Seigle		Pommes de terre	
	tonnes	indices	Tonnes	indices	tonnes	Indices
1960	44 517	109,1	4 962	148,6	45 000	181,1
1965	43 649	107,0	1 745	52,3	40 000	161,0
1970	22 027	54,0	1 241	37,2	40 000	161,0
1975	15 689	38,5	552	16,5	20 000	80,5
1980	18 758	46,0	2 356	70,6	20 000	80,5
1985	18 942	46,4	1 905	57,1	15 000	60,4
1990	28 593	70,1	1 408	42,2	16 900	68,0
1995	29 161	71,5	1 236	37,0	19 350	77,9
2000	40 789	100,0	3 339	100,0	24 848	100,0
2001	35 433	86,9	3 700	110,8	20 111	80,9
2002	48 008	117,7	5 604	167,8	17 592	70,8
2003	62 036	152,1	2 905	87,0	17 829	71,8
2004	55 640	136,4	5 883	176,2	21 744	87,5
2005	52 465	128,6	4 000	119,8	18 829	75,8
2006	54 128	132,7	4 709	141,0	15 949	64,2
2007	45 179	110,8	5 214	156,2	19 468	78,3
2008	56 086	137,5	5 354	160,3	21 256	85,5
2009	52 438	128,6	3 055	91,5	19 544	78,7
2010	51 579	126,5	2 816	84,3	19 031	76,6
2011	41 540	101,8	2 350	70,4	19 179	77,2
2012	41 640	102,1	2 896	86,7	20 110	80,9

Tableau 16: Evolution des principales productions agricoles commercialisées
Production animale

(Source : S.E.R.)

Année	Viande bovine ¹		Viande de veau ²		Lait collecté		Viande porcine ³	
	tonnes	indices	tonnes	indices	tonnes	indices	tonnes	Indices
1960	8 353	49,5	727	167,1	172 600	67,3	10 561	90,7
1965	9 462	56,1	772	177,5	176 600	68,9	11 763	101,0
1970	11 648	69,0	212	48,7	210 943	82,3	9 270	79,6
1975	15 180	89,9	80	18,4	243 200	94,9	6 807	58,5
1980	14 073	83,4	25	5,7	266 100	103,8	6 088	52,3
1985	14 195	84,1	34	7,8	297 462	116,0	6 870	59,0
1990	14 024	83,1	140	32,2	274 200	107,0	8 402	72,2
1995	15 560	92,2	245	56,3	262 100	102,2	8 950	76,9
2000	16 880	100,0	435	100,0	256 356	100,0	11 641	100,0
2001	16 367	97,0	535	123,0	260 843	101,8	10 624	91,3
2002	17 558	104,0	406	93,3	261 206	101,9	10 449	89,8
2003	16 503	97,8	366	84,1	256 676	100,1	11 970	102,8
2004	16 345	96,8	350	80,4	257 896	100,6	12 082	103,8
2005	16 629	98,5	309	70,9	258 224	100,7	13 754	118,1
2006	16 114	95,5	330	75,8	254 643	99,3	12 946	111,2
2007	14 965	88,7	292	67,0	259 301	101,1	13 235	113,7
2008	16 592	98,3	256	58,9	264 700	103,3	13 816	118,7
2009	16 980	100,6	243	55,8	271 032	105,7	13 762	118,2
2010	16 188	95,9	222	51,1	281 778	109,9	15 125	129,9
2011	17 534	103,9	221	50,7	281 037	109,6	15 814	135,9
2012	15 230	90,2	197	45,3	277 532	108,3	15 087	129,6

¹ abattages et exportations

² abattages

³ abattages et exportations, sans porcelets

Tableau 17 : Froment travaillé en meunerie

(Source : S.E.R.)

Campagne	TOTAL	Froment indigène		Froment communautaire	
	tonnes	tonnes	%	tonnes	%
1967-68	27 113	18 488	68,2	1 645	6,1
1970-71	25 235	11 861	47,0	9 464	37,5
1975-76	32 815	12 268	37,4	18 809	57,3
1980-81	49 205	9 106	18,5	39 222	79,7
1985-86	47 161	5 526	11,7	41 635	88,3
1990-91	55 106	12 564	22,8	42 542	77,2
1995-96	46 980	15 577	33,2	31 403	66,8
2000-01	37 369	15 483	41,4	21 886	58,6
2001-02	38 716	15 537	40,1	23 179	59,9
2002-03	22 122	11 416	51,6	10 706	48,4
2003-04	22 854	17 457	76,4	5 397	23,6
2004-05	20 784	14 224	68,4	6 560	31,6
2005-06	22 016	15 650	71,1	6 366	28,9
2006-07	24 917	15 390	61,8	9 527	38,2
2007-08	29 805	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
2008-09	37 537	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
2009-10	39 432	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
2010-11	50 147	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
2011-12	51 484	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Tableau 18 : Répartition des ventes de gros bovins indigènes entre abattages au Luxembourg et exportations d'animaux vivants (sans veaux, sans abattages à domicile et tueries particulières)

(Source : S.E.R.)

Année	Abattages			Exportations			Total		
	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%
1967	36 924	9 868	83,8	6 900	1 909	16,2	43 824	11 777	100,0
1970	31 018	8 221	71,0	12 190	3 353	29,0	43 208	11 574	100,0
1975	36 344	9 479	62,8	21 044	5 626	37,2	57 388	15 105	100,0
1980	28 752	8 331	59,5	20 581	5 668	40,5	49 333	13 998	100,0
1985	32 518	9 308	65,9	19 014	4 812	34,1	51 532	14 120	100,0
1990	22 410	6 962	49,9	26 941	6 987	50,1	49 351	13 949	100,0
1995	20 710	7 106	46,4	28 837	8 204	53,6	49 547	15 310	100,0
2000	21 902	7 734	45,8	29 227	9 146	54,2	51 129	16 880	100,0
2001	31 071	10 729	65,5	17 529	5 639	34,5	48 600	16 367	100,0
2002	29 449	10 021	57,1	25 022	7 537	42,9	54 471	17 558	100,0
2003	28 801	9 926	60,1	21 307	6 576	39,9	50 108	16 503	100,0
2004	27 951	9 791	59,9	21 061	6 553	40,1	49 012	16 345	100,0
2005	24 959	9 010	54,2	23 031	7 619	45,8	47 990	16 629	100,0
2006	23 344	8 464	52,8	22 747	7 555	47,2	46 091	16 019	100,0
2007	23 052	8 263	55,3	20 405	6 679	44,7	43 457	14 942	100,0
2008	24 224	8 776	53,0	24 354	7 790	47,0	48 578	16 566	100,0
2009	23 147	8 395	49,5	26 651	8 577	50,5	49 798	16 972	100,0
2010	23 228	8 578	53,0	24 165	7 602	47,0	47 393	16 181	100,0
2011	21 976	8 109	46,4	28 907	9 361	53,6	50 883	17 469	100,0
2012	21 253	7 873	51,7	22 696	7 352	48,3	43 949	15 225	100,0

**Tableau 19 : Répartition des ventes de porcs indigènes entre abattages au Luxembourg et exportations d'animaux vivants
(avec truies et verrats, sans porcelets, sans abattages à domicile)**

(Source : S.E.R.)

Année	Abattages			Exportations			Total		
	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%
1967	114 571	9 005	84,0	21 465	1 722	16,0	136 036	10 727	100,0
1970	88 587	7 138	90,3	9 056	765	9,7	97 643	7 903	100,0
1975	70 074	5 486	94,5	2 157	322	5,5	72 231	5 808	100,0
1980	66 140	5 186	95,4	2 407	251	4,6	68 547	5 438	100,0
1985	71 554	5 636	86,0	9 548	918	14,0	81 102	6 554	100,0
1990	71 502	5 911	72,4	24 736	2 258	27,6	96 238	8 169	100,0
1995	81 604	7 012	80,9	15 744	1 652	19,1	97 348	8 664	100,0
2000	104 092	9 232	79,3	22 480	2 409	20,7	126 572	11 641	100,0
2001	100 604	8 956	84,3	15 353	1 668	15,7	115 957	10 624	100,0
2002	98 470	9 169	87,8	10 976	1 280	12,2	109 446	10 449	100,0
2003	111 144	10 298	86,0	14 396	1 672	14,0	125 540	11 970	100,0
2004	96 702	9 015	74,6	31 170	3 067	25,4	127 872	12 082	100,0
2005	95 481	8 920	64,9	41 030	4 833	35,1	136 511	13 754	100,0
2006	90 409	8 326	64,3	49 301	4 620	35,7	139 710	12 946	100,0
2007	86 327	8 034	60,7	56 060	5 205	39,3	142 387	13 239	100,0
2008	89 508	8 266	59,8	57 670	5 551	40,2	147 178	13 816	100,0
2009	89 805	8 407	61,1	57 319	5 356	38,9	147 124	13 762	100,0
2010	82 354	7 825	51,7	73 277	7 300	48,3	155 631	15 125	100,0
2011	86 187	8 272	52,3	75 782	7 543	47,7	161 969	15 814	100,0
2012	97 369	9 322	61,8	64 152	5 765	38,2	161 521	15 087	100,0

Tableau 20 : La production laitière

(Source : STATEC/SER)

Année	Nombre de vaches laitières	Rendement par vache (kg)	Production de lait (mio kg)	Matière grasse (en %)	Lait livré aux laiteries (mio kg)
1977	68 054	3 659	249,0	3,79	238,5
1980	67 830	3 982	270,1	3,91	261,6
1985	68 346	4 400	300,7	3,86	294,4
1990	58 840	4 788	281,7	4,09	271,8
1995	48 599	5 527	268,6	4,20	259,6
2000	43 346	6 102	264,5	4,19	255,6
2001	42 854	6 293	269,7	4,17	260,8
2002	42 076	6 433	270,7	4,18	261,2
2003	40 599	6 579	267,1	4,20	256,7
2004	39 879	6 734	268,5	4,20	257,9
2005	39 340	6 880	270,7	4,19	258,2
2006	38 617	6 942	268,1	4,21	254,6
2007	38 983	7 035	274,2	4,19	259,3
2008	39 968	6 947	277,7	4,21	264,7
2009	40 633	6 986	283,9	4,18	271,0
2010	41 273	7 155	295,3	4,18	281,8
2011	40 452	7 225	292,2	4,15	281,0
2012	39 831	7 266	289,4	4,16	277,5

Tableau 21 : Exportations de produits agricoles (en tonnes)

(Source : S.E.R.,STATEC, ASV)

Année	Froment ¹	Bovins vivants + viande bovine ³	Veaux vivants ²	Porcs vivants + viande porcine ³	Porcelets vivants ²
1977	3 993	3 680	11 183	234	49 387
1980	7 839	5 668	13 543	251	42 289
1985	7 478	6 955	23 742	918	37 633
1990	13 099	10 150	17 707	3 262	22 446
1995	12 487	10 040	16 151	6 886	15 345
2000	n.d.	10 212	16 625	7 602	19 584
2001	n.d.	6 748	13 752	7 466	14 599
2002	n.d.	10 077	15 259	6 923	200
2003	n.d.	8 614	15 519	5 765	448
2004	n.d.	8 639	15 322	6 420	2 673
2005	n.d.	10 088	14 399	7 864	7 095
2006	n.d.	11 089	12 691	8 639	10 906
2007	n.d.	9 872	12 136	9 002	14 789
2008 ⁴	n.d.	11 213	10 526	9 395	12 149
2009 ⁴	n.d.	12 055	12 306	9 051	16 549
2010 ⁴	n.d.	10 606	14 698	11 035	17 383
2011 ⁴	n.d.	12 247	14 886	13 071	14 444
2012 ⁴	n.d.	10 446	14 073	14 979	26 871

¹ concerne la campagne² nombre de têtes³ en tonnes équivalent carcasse, sans veaux/porcelets vivants, avec viande de veaux/porcelets⁴ provisoire**Tableau 22 : Importations de produits agricoles (en tonnes)**

(Source : S.E.R./STATEC)

Année	Blé dur (1)	Blé tendre (1)	Viande bovine	Viande porcine
1977	4 481	25 215	1 138	8 220
1980	1 760	38 490	1 733	9 515
1985	2 413	40 495	4 799	11 267
1990	18 558	43 139	8 451	11 176
1995	28 428	36 820	6 459	15 353
2000	35 000	35 000	5 575	11 585
2005	23 688	7 033	6 466	11 758
2006	19 996	10 022	7 676	12 719
2007	25 050	n.d.	7 050	12 482
2008	29 486	n.d.	7 246	12 865
2009 ²	n.d.	n.d.	7 280	12 496
2010 ²	n.d.	n.d.	6 988	12 435
2011 ²	n.d.	n.d.	7 261	13 011
2012 ²	n.d.	n.d.	8 087	12 886

¹ concerne la campagne² provisoire

Tableau 23 : Les prix nets au producteur départ ferme hors TVA

(Source: SER)

Spécification		1985	1990	1995	2000	2005	2009	2010	2011	2012 prov.
froment panifiable	€/dt	19,09	17,65	12,64	13,10	12,49	11,10	17,27	18,72	24,00
froment fourrager	€/dt	:	14,50	10,91	10,13	9,14	7,87	13,00	17,00	21,25
épeautre	€/dt	:	:	:	10,91	8,00	6,50	13,50	16,50	20,00
seigle panifiable	€/dt	19,34	16,24	10,66	9,54	8,63	9,75	14,25	15,75	17,00
seigle fourrager	€/dt	:	:	:	:	6,75	6,67	12,75	15,50	17,00
orge fourragère	€/dt	18,34	14,50	10,78	9,48	8,25	7,67	12,50	16,00	20,00
orge de brasserie	€/dt	:	17,60	14,30	11,53	9,25	7,67	12,75	16,82	20,25
avoine	€/dt	17,35	14,01	9,92	10,16	7,50	6,67	9,50	15,25	18,00
maïs grain	€/dt	:	:	:	11,90	8,50	13,20	16,22	18,24	22,00
triticale	€/dt	18,34	14,50	10,66	9,05	8,00	7,17	12,75	16,50	20,50
colza alimentaire	€/dt	46,85	37,56	17,25	17,60	18,90	21,15	30,50	39,00	45,50
colza industriel (=non alimentaire)	€/dt	:	:	12,64	15,87	19,00	21,15	30,50	39,00	45,50
pois	€/dt	:	24,05	11,90	11,16	10,30	13,00	13,00	16,00	22,00
féveroles	€/dt	:	21,81	11,90	11,16	10,30	12,50	13,00	16,00	21,00
pommes de terre de consommation	€/dt	14,87	16,73	21,57	16,11	29,09	33,66	45,81	41,44	57,83
plants de pommes de terre	€/dt	:	:	:	:	15,83	17,67	18,25	17,03	17,03
raisins destinés à la vinification	€/dt	:	88,06	75,53	92,87	97,66	101,71	104,00	103,61	117,24
viande bovine	€/kg abattu	3,20	3,11	2,86	2,47	2,61	2,82	2,79	3,01	3,37
viande de veau	€/kg poids ab	4,26	5,98	5,83	5,35	5,74	5,62	5,59	5,66	5,73
veaux de 15 jours exportés vivants	€/tête	200,25	220,63	193,36	148,29	144,19	100,61	99,37	136,27	182,78
viande porcine	€/kg abattu	1,94	1,72	1,48	1,43	1,20	1,37	1,26	1,33	1,63
porcelets	€/tête (abatt)	50,37	52,06	40,16	35,23	32,80	36,64	42,29	36,87	49,28
viande ovine	€/kg abattu	:	:	:	:	5,37	6,01	6,04	6,12	5,93
viande caprine	€/kg abattu	:	:	:	:	6,15	8,22	8,26	7,51	5,52
volaille	€/kg abattu	:	:	:	:	5,55	4,12	4,12	4,41	5,00
lait à 3,7%MG et 3,3%MP	€/kg	0,2836	0,3582	0,3042	0,3041	0,2884	0,2467	0,2847	0,3160	0,2971
lait au taux effectif de MG et MP	€/kg	0,2848	0,3654	0,3183	0,3197	0,3054	0,2602	0,2995	0,3299	0,3119
taux MG du lait	%	3,86	4,09	4,20	4,19	4,19	4,18	4,18	4,15	4,16
taux MP du lait	%	:	3,26	3,35	3,36	3,40	3,37	3,40	3,37	3,39
œufs	€/œuf	:	:	0,09	0,10	0,13	0,15	0,15	0,15	0,16

MG = matière grasse du lait

MP = matière protéique du lait

Statistiques viticoles

1. Récolte 2012.
2. Evolution de la production au cours des 10 dernières années.
3. Qualité des récoltes 2012 et 2011 comparées à la moyenne 2003-2012.
4. Importations de vins et autres produits viticoles au Luxembourg suivant les pays de provenance (hl).
5. Importations de vins et autres produits viticoles au Luxembourg suivant la nature des produits (hl).
6. Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant les pays destinataires (hl).
7. Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant la nature des produits (hl).
8. Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant la nature et suivant les pays destinataires pendant la campagne 2011/2012 (hl).
9. Exportations de vin de table suivant les pays destinataires (hl).
10. Exportations de vin de qualité suivant les pays destinataires (hl).
11. Exportations de vin pétillant suivant les pays destinataires (hl).
12. Exportations de vin mousseux et crémant de Luxembourg suivant les pays destinataires (hl).
13. Exportations de vins de qualité luxembourgeois de la campagne 2011/2012 suivant leur classification qualitative (hl).
14. Réexportations de vins et autres produits viticoles suivant les pays destinataires (hl).
15. Réexportations de vins et autres produits viticoles suivant la nature des produits (hl).
16. Stocks de vins et autres produits viticoles au 31 juillet 2012 (hl).
17. Stocks de vins et autres produits viticoles indigènes selon les cépages au 31 juillet 2012 (hl).
18. Vente de vins au Grand-Duché de Luxembourg (hl).
19. Vente de vins au Grand-Duché de Luxembourg par habitant (litres).
20. Utilisation de vins indigènes par cépage pendant la campagne 2011/2012 (hl).
21. Utilisation de vins indigènes par cépage par campagne (hl).

Tableau 1: Récolte 2012

Cépages	Superficie en production		Récolte		Rendements hl/ha	
	ha	%	hl	%	2012	2003-2012
Rivaner	323	26,44	26.592	31,0	82	123
Auxerrois	179	14,64	13.389	16,0	75	99
Pinot gris	177	14,51	9.695	11,0	55	83
Riesling	153	12,53	11.655	14,0	76	87
Pinot blanc	147	12,04	9.176	11,0	62	103
Elbling	96	7,86	8.057	9,0	84	131
Pinot noir	100	8,18	4.701	6,0	47	76
Gewurztraminer	20	1,60	551	1,0	28	53
Chardonnay	17	1,40	990	1,0	58	80
Divers	9	0,76	230	0,3	24	47
TOTAL	1.222	100,0	85.035	100,0	70	103

Tableau 2: Evolution de la production au cours des 10 dernières années

Année	Superficie en production (ha)	Production (hl)	Rendement (hl/ha)
2003	1.253	123.085	98
2004	1.248	155.828	125
2005	1.241	135.366	109
2006	1.237	123.652	100
2007	1.228	141.972	116
2008	1.235	129.669	105
2009	1.237	134.786	108
2010	1.220	110.248	90
2011	1.220	131.988	108
2012	1.222	85.035	70
Moyenne	1.234	127.163	103

Tableau 3: Qualité des récoltes 2012 et 2011 comparées à la moyenne 2003-2012

Cépages	°Oechsle			Acidité (g/l)		
	2012	2011	2003-2012	2012	2011	2003-2012
Elbling	68	65	68	10,5	9,7	9,8
Rivaner	75	72	72	7,3	6,9	7,3
Auxerrois	78	78	79	7,8	6,9	7,0
Pinot blanc	82	82	80	9,5	8,6	9,0
Chardonnay	83	89	86	10,5	8,4	9,4
Pinot gris	88	88	87	8,2	7,7	8,0
Riesling	82	87	75	10,9	9,3	10,1
Gewürztraminer	91	91	93	4,9	6,3	6,0
Pinot Noir	86	88	86	8,6	8,1	8,8

Tableau 4: Importations de vins et autres produits viticoles au Luxembourg suivant les pays de provenance (hl)

Pays de provenance	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012*
France	69.882	73.574	73.104	70.747
Italie	30.160	25.783	26.151	32.107
Allemagne	25.675	25.896	25.839	27.973
Belgique	54.421	41.497	37.208	34.520
Portugal	32.284	38.250	37.802	38.349
Espagne	14.840	12.553	13.615	14.082
Pays-Bas	1.945	1.490	307	257
Autres pays	1.751	1.928	1.209	1.232
TOTAL	230.958	220.971	215.235	219.267

Source: Statec

* Chiffres provisoires

Tableau 5: Importations de vins et autres produits viticoles au Luxembourg suivant la nature des produits (hl)

Nature des produits	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012*
Vin rouge et rosé	114.027	122.329	119.395	113.982
Vin blanc	56.658	41.051	40.109	45.385
Mousseux	37.067	39.225	37.567	40.463
Jus de raisin et moût	1.780	2.235	2.681	2.144
Autres **	21.426	16.131	15.480	17.293
TOTAL	230.958	220.971	215.235	219.267

Source : Statec

* Chiffres provisoires

** Vins pétillants et vins de liqueur

Tableau 6 : Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant les pays destinataires (hl)*

Pays	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
Belgique	46.306	46.813	45.118	45.387
Pays-Bas	381	393	374	433
Allemagne	1.876	2.119	21.300	18.702
France	2.157	2.132	1.791	3.276
Autres	660	805	648	509
TOTAL	51.380	52.262	69.231	68.307

* Les vins étrangers utilisés comme vin de base et exportés sous forme de vins mousseux et de vins pétillants sont comptés parmi les réexportations.

Tableau 7: Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant la nature des produits (hl)*

Nature des produits	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
Vin de table	9.027	10.154	20.213	18.310
Vin de qualité	34.120	34.054	40.936	39.870
Pétillant	2.678	2.337	2.593	4.260
Vin mousseux et Crémants	5.529	5.689	5.477	5.830
Jus de raisin	26	28	14	37
TOTAL	51.380	52.262	69.233	68.307

* Les vins étrangers utilisés comme vin de base et exportés sous forme de vins mousseux et de vins pétillants sont comptés parmi les réexportations.

Tableau 8 : Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant la nature et suivant les pays destinataires pendant la campagne 2011/2012 (hl)

	Belgique	Pays-Bas	Allemagne	France	Autres	Total
Vin de table	9.585	22	8.660	43	-	18.310
Vin de qualité	28.545	265	9.600	1.017	443	39.870
Pétillant	2.174	-	3	2.078	5	4.260
Crémants & Mousseux	5.070	142	433	132	53	5.830
Jus de Raisin	13	4	6	6	8	37
Total	45.387	433	18.702	3.276	509	68.307

Tableau 9 : Exportations de vin de table suivant les pays destinataires (hl)

	Belgique	Pays-Bas	Allemagne	France	Autres	Total
2008/2009	8.894	21	45	44	23	9.027
2009/2010	9.862	40	196	48	8	10.154
2010/2011	9.000	9	11.160	43	1	20.213
2011/2012	9.585	22	8.660	43	-	18.310

Tableau 10 : Exportations de vin de qualité suivant les pays destinataires (hl)

	Belgique	Pays-Bas	Allemagne	France	Autres	Total
2008/2009	30.932	307	1.508	831	542	34.120
2009/2010	30.643	286	1.631	777	717	34.054
2010/2011	29.671	265	9.811	606	583	40.936
2011/2012	28.545	265	9.600	1.017	443	39.870

Tableau 11 : Exportations de vin pétillant suivant les pays destinataires (hl)

	Belgique	Pays-Bas	Allemagne	France	Autres	Total
2008/2009	1.519	-	-	1.156	3	2.678
2009/2010	1.164	-	-	1.173	-	2.337
2010/2011	1.567	-	3	1.023	-	2.593
2011/2012	2.174	-	3	2.078	5	4.260

Tableau 12 : Exportations de vin mousseux et crémant de Luxembourg suivant les pays destinataires (hl)

	Belgique	Pays-Bas	Allemagne	France	Autres	Total
2008/2009	4.957	45	320	123	84	5.529
2009/2010	5.134	66	288	131	70	5.689
2010/2011	4.874	98	324	116	65	5.477
2011/2012	5.070	142	433	132	53	5.830

Tableau 13: Exportations de vins de qualité luxembourgeois de la campagne 2011/2012 suivant leur classification qualitative (hl)

CEPAGES		BELGIQUE	PAYS-BAS	ALLEMAGNE	FRANCE	AUTRES PAYS UE	AUTRES PAYS HORS UE	TOTAL
Elbling	1.	33	2	799	49	2	1	886
Rivaner	1.	18.588	159	113	216	24	3	19.103
	2.	92	9	40	38	125	10	314
Auxerrois	1.	512	11	599	81	1	1	1.205
	2.	2	-	3	-	-	-	5
	3.	4	2	13	3	-	-	22
	4.	192	16	198	157	53	13	629
Pinot Blanc	1.	372	2	78	44	-	1	497
	2.	1	-	-	-	-	-	1
	3.	625	2	8	1	-	-	636
	4.	38	13	48	57	48	10	214
Pinot Gris	1.	2.172	13	46	12	-	1	2.244
	2.	-	-	-	-	-	-	-
	3.	2.013	-	14	1	-	-	2.028
	4.	312	14	110	18	23	1	478
Riesling	1.	1.001	2	44	132	11	3	1.193
	2.	-	-	-	-	-	-	-
	3.	523	1	11	1	-	-	536
	4.	61	7	62	135	54	5	324
Chardonnay	1.	2	-	3	1	1	1	8
	2.	-	-	-	-	-	-	-
	3.	-	-	-	-	-	-	-
	4.	6	1	3	1	1	-	12
Gewürztraminer	1.	6	-	3	2	-	-	11
	2.	-	-	-	-	-	-	-
	3.	-	-	1	-	-	-	1
	4.	7	-	5	9	10	-	31
Pinot Noir	1.	47	9	69	44	37	2	208
Pinot	1.	1.935	1	-	-	-	-	1.936
Autres	1.	1	1	7.330	15	1	-	7.348
TOTAL		28.545	265	9.600	1.017	391	52	39.870

- 1. = Marque Nationale
- 2. = Vin classé
- 3. = Premier cru
- 4. = Grand premier cru

Tableau 14: Réexportations de vins¹⁾ et autres produits viticoles suivant les pays destinataires (hl)

Pays	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012*
Belgique	21.565	21.901	16.270	14.750
Pays-Bas	781	626	518	359
Allemagne	123	455	2.455	3.190
France	2.334	2.212	3.457	1.795
Autres	2.331	2.434	3.340	3.080
TOTAL	27.134	27.628	26.040	23.174

¹⁾ y compris les vins étrangers utilisés comme vins de base et exportés sous forme de vins mousseux et de vins pétillants

Source: IVV et Statec; calcul IVV

* Chiffres provisoires

Tableau 15: Réexportations de vins¹⁾ et autres produits viticoles suivant la nature des produits (hl)

Nature des produits	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012*
Vin blanc	2.725	1.738	4.264	3.970
Vin rouge/rosé	543	1.622	1.750	2.227
Mousseux	20.510	20.486	16.787	16.074
Pétillant	3.018	3.721	3.204	732
Jus de raisin	38	46	9	21
-Autres	300	15	26	150
TOTAL	27.134	27.628	26.040	23.174

¹⁾ y compris les vins étrangers utilisés comme vins de base et exportés sous forme de vins mousseux et de vins pétillants

Source: IVV et Statec; calcul IVV

* Chiffres provisoires

Tableau 16: Stocks de vins et autres produits viticoles au 31 juillet 2012 (hl)

Nature des vins	2008	2009	2010	2011	2012
Vin indigène *	159.556	167.074	175.458	148.690	133.811
Vin blanc étranger **	66.615	60.774	59.115	58.082	54.317
Vin rouge et rosé étrangers	16.739	15.971	14.240	15.528	13.186
Total	242.910	243.819	248.813	222.300	201.314

* Y compris les vins mousseux et pétillants à base de vins luxembourgeois.

**Y compris les vins mousseux et pétillants à base de vins étrangers.

Tableau 17: Stocks de vins et autres produits viticoles indigènes selon les cépages au 31 juillet 2012 (hl)

	2011	2012
Elbling	8.547	7.815
Rivaner	29.197	28.205
Auxerrois	13.300	10.587
Pinot blanc	13.750	8.213
Pinot gris	18.089	17.511
Riesling	11.110	11.109
Gewürztraminer	1.024	1.461
"Pinot"	1.122	1.433
Pinot noir	5.321	5.960
Divers	4.626	5.596
Moûts et jus	504	228
Vin mousseux (*) et crémant	39.790	35.441
Vin pétillant (*)	2.312	262
TOTAL	148.690	133.811

* à base de vins indigènes

Tableau 18: Vente de vins au Grand-Duché de Luxembourg (hl)

Nature des vins	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012*
Crémant, mousseux et vin indigène	70.771	75.022	67.783	78.568
Vin blanc et mousseux étrangers **	72.975	68.089	68.282	75.932
Vin rouge et rosé étrangers ***	114.252	127.762	120.656	111.238
Total	257.998	270.873	256.721	265.738

Source: IVV et Statec; calcul I.V.V.

*Chiffres provisoires

** Y compris les vins pétillants et moûts de raisins étrangers

*** Y compris les vins de liqueur étrangers

Tableau 19: Vente de vins au Grand-Duché de Luxembourg par habitant (litres)

Nature des vins	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012*
Crémant, mousseux et vin indigène	14,3	14,9	13,2	14,9
Vin blanc et mousseux étrangers	14,8	13,6	13,3	14,5
Vin rouge et rosé étrangers	23,2	25,4	23,6	21,2
Total	52,3	53,9	50,1	50,6

Population totale 2012 : 524.900

Source: IVV et Statec; calcul IVV

*Chiffres provisoires

Tableau 20: Utilisation de vins indigènes par cépage pendant la campagne 2011/2012 (hl)

Produit	Stock au 31.07.2011	Récolte 2011	Disponibilité*	Stock au 31.07.2012	Utilisation** 2011/2012
Elbling	8.547	15.685	24.232	7.815	16.417
Rivaner	29.197	44.478	73.675	28.205	45.470
Auxerrois	13.300	18.690	31.990	10.578	21.412
Pinot blanc	13.750	13.858	27.608	8.213	19.395
Pinot gris	18.089	14.712	32.801	17.511	15.290
Pinot noir	5.321	7.752	13.073	5.960	7.113
Riesling	11.110	13.551	24.661	11.109	13.552
Gewürztraminer	1.024	1.366	2.390	1.461	929

* Stocks au 31.07.2011 plus récolte 2011

** Vente ou utilisation comme vin de base

Tableau 21: Utilisation de vins indigènes par cépage par campagne (hl)

Produit	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
Elbling	18.671	16.115	14.908	13.832	16.417
Rivaner	48.723	43.169	45.013	44.812	45.470
Auxerrois	16.987	17.542	16.679	24.599	21.412
Pinot blanc	20.328	12.738	13.143	16.872	19.395
Pinot gris	17.851	13.721	14.722	14.226	15.290
Pinot noir	8.929	6.839	6.589	6.528	7.113
Riesling	13.349	13.451	13.797	15.462	13.552
Gewürztraminer	969	960	870	908	929



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Centre des technologies de l'information de l'État
Division Imprimés et Fournitures de bureau